

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

---

# LE MEXIQUE

D'HIER & D'AUJOURD'HUI

---

HISTOIRE POLITIQUE & DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DE 1810 A FIN NOVEMBRE 1913

---

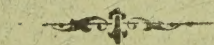
## THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

**Léon MERCIER**

AVOCAT



MONTPELLIER  
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE  
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1913

*Thèse  
Montpellier  
1913.*











# LE MEXIQUE

D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

---

HISTOIRE POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE

DE 1810 A FIN NOVEMBRE 1913



Digitized by the Internet Archive  
in 2026



UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTE DE DROIT

---

65059

# LE MEXIQUE

D'HIER & D'AUJOURD'HUI

---

HISTOIRE POLITIQUE & DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DE 1810 A FIN NOVEMBRE 1913

---

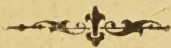
## THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

Léon MERCIER

AVOCAT



MONTPELLIER

IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE

---

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1913

# UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

**MM. Vigié**, Doyen honoraire.

**Brémont**, Doyen, professeur de Droit administratif.

**Glaize**, professeur honoraire.

**Laborde**, professeur de Droit criminel, chargé du cours de  
Législation et Economie industrielles.

**Charmont**, professeur de Droit civil.

**Chausse**, professeur de Droit romain.

**Valéry**, professeur de Droit commercial, chargé du cours de  
Droit international privé.

**Perreau**, professeur de Procédure Civile (suppléé).

**Moye**, professeur de Droit international public.

**Barthélemy**, professeur de Droit constitutionnel (suppléé).

**Rist**, professeur d'Economie politique (suppléé).

**Germain-Martin**, professeur d'Economie politique.

**Morin**, professeur de Droit civil approfondi.

**Bridrey**, professeur de Droit romain.

**Nogaro**, professeur adjoint (suppléé).

**Ricol**, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.

**Donniedieu de Vabres**, agrégé, chargé d'un cours de  
Procédure civile.

**Perrot**, agrégé, chargé d'un cours d'Histoire du Droit.

**Loubars**, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil approfondi.

**Moride**, chargé de cours complément. d'Economie politique.

**Dubois**, chargé de cours de Droit constitutionnel.

**Rochette**, secrétaire.

### MEMBRES DU JURY :

**MM. Moye**, *président*.

**Valéry**.

**Moride**.

} *assesseurs.*

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



# LE MEXIQUE

D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

---

HISTOIRE POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DE 1810 A FIN NOVEMBRE 1913

---

## INTRODUCTION

Les origines. — L'anarchie chronique. — Les luttes religieuses. — Défaut d'éducation politique. — Aperçu géographique. — Aperçu démographique. — Les mœurs. — Liens entre la France et le Mexique. — Les souvenirs. — L'influence française. — Notre plan.

### I

Quand le conquistador espagnol Cortez débarqua, en avril 1519, avec ses 900 hommes, sur les côtes mexicaines, il fut frappé par l'extrême opulence du roi Montezuma, qui régnait alors en maître. Arrivé à Mexico, après avoir lutté contre les Indiens et leur avoir infligé de sanglantes défaites, il écrivait à Charles-Quint: « Je crois qu'il n'y a pas de prince infidèle, connu jusqu'aujourd'hui, qui se fasse servir avec autant de faste et

de magnificence ». Et quand il fut reçu en audience par le roi lui-même, celui-ci lui dit : « Vos amis vous auront probablement raconté que j'étais semblable aux dieux, que j'habitais des palais d'or, d'argent et de pierreries; mais, vous le voyez, ce sont des contes sans fondement. Mes palais sont de pierre et de bois; mon corps est de chair et d'os comme le vôtre. Certes, je tiens de mes ancêtres un immense empire, j'ai de grands territoires, de l'or et de l'argent... ». Le roi Montezuma n'exagérait rien; il possédait un grand et riche empire; d'importantes villes couvraient le sol de ses Etats; l'agriculture y était florissante; l'industrie consistait surtout dans l'extraction du plomb, de l'étain, de l'or, de l'argent, du cuivre; des ouvriers habiles excellaient à travailler les métaux précieux; l'architecture était monumentale, la mécanique naissait à peine, les habitants avaient un système monétaire fondé sur deux métaux: l'or et l'argent. La numération écrite et parlée était simple; l'écriture se composait, comme celle des anciens Egyptiens, de signes hiéroglyphiques. L'astronomie était très avancée. La littérature tenait une grande place, et bien des rois du pays protégèrent les littérateurs et les poètes, se mêlant à eux, fondant des académies, leur accordant des distinctions honorifiques (1).

---

(1) Pour de plus amples détails, consulter le livre de Prescott : « History of the conquest of Mexico ».



L'esclavage existait dans ce peuple, mais il était tout personnel et ne se transmettait pas par la naissance. Le maître qui possédait un esclave n'était pas cruel, mais il le considérait comme faisant partie de la famille. Il n'avait par sur lui le droit de vie et de mort; jamais il ne lui faisait subir les honteux châtiments qui étaient l'apanage des esclaves de l'ancienne Rome.

L'armée était honorée par les souverains mexicains, qui voyaient en elle non seulement l'institution la plus solide de l'Etat, mais encore et surtout un corps d'élite susceptible de les défendre. si besoin était, dans leurs personnes et dans leurs biens.

La forme du gouvernement était la monarchie absolue, assez semblable à la monarchie française sous Louis XI. Cependant le souverain ne pouvait agir au gré de ses caprices, car, à ses côtés, existait une aristocratie puissante et privilégiée, qui aurait pu contrebalancer son pouvoir, même l'annihiler. Et, chose curieuse, qui montre bien l'état de civilisation avancée de ces peuples, contre l'absolutisme impérial, se dressait l'inamovibilité des juges supérieurs.

En ce qui concerne la religion et les croyances, les Mexicains avaient la notion de la vie future: ils croyaient au Paradis et à l'Enfer. Quand les Espagnols s'avancèrent à l'intérieur du pays, ils furent surpris de voir que, parmi les populations, la croix était un objet vénéré. D'où leur venaient ces croyances? On se perd en conjectures, et bien

des interprétations ont été données. Leurs prières attestaient des sentiments d'une charité touchante: le pardon et l'oubli des injures. Pourquoi faut-il que se soit introduit l'usage des sacrifices humains et que le fanatisme religieux ait poussé à immoler ses semblables, ce peuple à qui sa religion apprenait le respect de la personne humaine et la charité? Les prêtres chargés d'enseigner la doctrine étaient très puissants et jouissaient d'une richesse inouïe; leurs mœurs étaient très austères et leur influence politique énorme (1).

Tel était le Mexique en 1519 (2). Qu'en fit le conquistador espagnol? Trouvant le pays divisé, pour mieux établir son pouvoir, il accentua les divisions. Il traita durement la race indienne, mais il sut faire œuvre utile en perfectionnant les procédés d'extraction et d'amalgamation des métaux précieux, en faisant prévaloir une politique économique habile et sage et préparant ainsi pour la métropole une source de richesses. Mais, et ce fut un grand tort, les indigènes furent soigneusement tenus à l'écart de toute fonction publique, et cet ostracisme, plus tard, s'étendit aux créoles. Cette déchéance, supportée pendant trois siècles, exaspéra le peuple mexicain, qui, poussé à bout en 1810, se révolta, fomenta la Révolution et proclama son indépendance.

---

(1) Cf. Michel Chevalier: « Le Mexique moderne, pages 7 et suivantes.

(2) Noll, a short history of Mexico.



## II

Affranchi de la tutelle espagnole, le Mexique ne sut pas profiter de la liberté. Pourquoi, contrairement aux Etats-Unis ou au Brésil, n'a-t-il pas joui de la paix intérieure (1) ? Cela tient à ce que, d'abord, après la conquête de l'indépendance, la lutte, à l'intérieur, fut surtout religieuse. Placé sur le terrain religieux, le mouvement, dans la jeune République, ne pouvait être libéral. La pureté et l'intégrité de la religion étaient énoncées dans le plan d'Iguala, en 1821 ; c'était le trône allié à l'autel ; il n'en pouvait sortir, au Mexique, que le despotisme.

Ce qui contribua ensuite à la révolution permanente, ce fut l'esprit militaire. Les chefs de parti étaient tous des généraux qui, habitués à la discipline militaire et au commandement sans réplique, avaient perdu la notion du civisme. Le peuple mexicain ne vit pas, contrairement aux Etats-Unis, les dangers d'une religion d'Etat et d'une armée permanente. Et c'est pourquoi, en chassant l'Espagne, il s'est affranchi de la tyrannie espagnole, non de la tyrannie. Si les Etats-Unis jouirent d'une longue paix, c'est que le gouvernement, n'ayant pas d'armée, et tout citoyen jouissant du droit de port d'armes, de par la Cons-

---

(1) Revue du Monde Latin, 1881, page 188 et suiv.

titution, le président n'avait aucun prétexte pour s'élever contre la Révolution, hydre symbolique, et sauver la société, menacée par une partie de la nation qualifiée de mal pensante. Il cédait devant l'opinion publique et tout était dit. Au Mexique, au contraire, un président, appuyé par l'opinion, faisait agir les baïonnettes en déclarant ses ennemis, ennemis de l'ordre public. Les Etats-Unis, d'autre part, firent toujours régner la liberté de conscience. La liberté des cultes, sans la liberté de les discuter, leur parut un abus de mots. « Quand on dispose d'une plume et d'une épée, a dit un écrivain, on est à deux de jeu, et celui qui se prévaut de la force publique par-dessus le marché, triche et fait de la persécution : il prépare le martyrologe de l'idée nouvelle ». Aux Etats-Unis, les ministres de la religion n'ont rien à voir aux affaires publiques, rien à voir aux affaires privées, rien à voir dans l'éducation. L'enseignement est libre ; tout le monde peut ouvrir une école, mais les écoles communales sont neutralisées. La liberté de conscience, aux yeux des Américains, ne serait qu'un mensonge ironique, si elle n'était respectée chez l'enfant, cette augmentation de l'individualité du père. A celui-ci, mais à lui seul, revient le droit de donner à l'enfant, en dehors de l'école, la tendance qui lui convient. A l'Etat revient le droit de veiller à ce qu'elle soit dégagée de toute influence de secte. Au Mexique, au contraire, l'Etat prétendait avoir à maintenir avant tout la pureté et l'intégrité de la religion.



Les Mexicains, par là, ont méconnu les assises fondamentales de la liberté. Cette liberté ne saurait être catholique, protestante, mahométane; la liberté est sourde, muette et aveugle sur ce qui ne viole pas la loi, et la loi doit être indifférente, en matière religieuse, sous peine de violer la liberté. A côté de l'intransigeance religieuse, existait un autre mal, les privilèges. Le peuple était écrasé par les privilégiés, possesseurs d'immenses haciendas, sur lesquelles travaillaient des milliers de gens à peine payés, toujours maltraités. Ajoutons à cela une multitude d'agents d'affaires véreux, ayant l'appui officieux sinon officiel du gouvernement; des collecteurs d'impôts qui ont laissé le même amer souvenir que nos fermiers généraux (1).

Mais, ce qui pour nous a surtout manqué au Mexique, c'est l'éducation politique. Le passage fut trop brusque de l'intransigeance que faisait peser l'Espagne sur sa colonie, à la liberté. Cela est si vrai que le peuple mexicain ne sut pas garder le pouvoir qu'il avait conquis. Il choisit, pour diriger ses destinées, Iturbide, qui, plus tard, se faisait proclamer empereur sous le nom d'Augustin I<sup>er</sup>. Ce brusque passage de l'absolutisme à la liberté fut, pour une grande part, la cause de toutes les révoltes, de toutes les émeutes, de toutes les révolutions qui ensanglantèrent le pays jus-

---

(1) Cf. Ernest Vigneaux : « Souvenirs d'un prisonnier de guerre » (1854-1855).

qu'en 1867. Il n'en fut pas de même, par exemple, au Brésil, où le peuple connut tour à tour la monarchie absolue, puis la monarchie constitutionnelle, enfin la République. Les peuples, comme les individus, ont besoin d'un long apprentissage avant de vivre leur vie propre et pour assurer le jeu régulier des institutions constitutionnelles. A l'heure actuelle, le Mexique n'a pas encore fait semble-t-il, cet apprentissage. Écoutons M. Justo Sierra : « La vie parlementaire est à peu près nulle. Le peuple est convaincu que l'action d'un pouvoir administratif bien organisé et énergiquement dirigé, suffit aux besoins de progrès du pays ». Et il ajoutait : « La conduite passive des assemblées mexicaines (sous la dictature de Diaz) est inspirée par une idée supérieure et patriotique, car, quel rôle le suffrage universel peut-il jouer dans un pays neuf, où les éléments de la représentation nationale sont embryonnaires, où l'éducation politique n'est pas encore faite, où, sur d'immenses espaces, une population clairsemée aspire vaguement à un bien-être qu'elle ne sait pas définir? ». La Révolution qui règne au Mexique depuis deux ans déjà, succédant à une période de calme et de prospérité de trente années, nous prouve que la grande République de l'Amérique Centrale cherche encore sa voie. Puisse-t-elle s'y engager, avant que sa grande et puissante voisine les Etats-Unis ne l'arrête pour lui dire : « Tu n'iras pas plus loin ; par la loi du plus fort, mes destinées seront les tiennes ».

## III

Car le Mexique est un pays vaste et riche dont nous allons étudier brièvement la configuration et la population. Tel qu'il est aujourd'hui, il mesure près de 2 millions de kilomètres carrés. Le plateau mexicain est la suite et la terminaison de la chaîne gigantesque qui traverse l'Amérique du Nord et que l'on nomme la Cordillère du Nord. Ce plateau, d'une altitude moyenne de 1.100 mètres au-dessus du niveau de la mer, est bordé de chaque côté de chaînes de montagnes qui descendent jusque vers les côtes. Dans sa partie méridionale, le plateau s'élève davantage, et à Mexico il est de 2.266 mètres en-dessus du niveau de la mer. Des deux côtés montagneux, descendent d'impétueux torrents non navigables qui fourniront, quand on les aura utilisés, une force électrique énorme propice à la grande industrie. Les climats, variables avec la latitude, se succèdent par étages, surtout dans la zone tropicale, la température s'élevant à mesure que l'altitude diminue. On distingue la zone des terres chaudes, celle des terres froides, celle des terres tempérées. Parmi les fleuves, nous trouvons le Rio Colorado, le Rio Bravo, le Rio del Norte. Tel est le pays; voyons-en les habitants.

Le dernier recensement de 1900 accusait une population de 13.611.694 habitants; en 1905, elle était



de 15.128.349 habitants (1). La densité est de 8,29 par kilomètre carré. Au point de vue ethnographique, la population du Mexique peut être divisée en trois groupes : groupe européen, groupe métis, groupe autochtone. La population des blancs est de 20 0/0 ; celle des métis, de 40 0/0 celle des Indiens, de 40 0/0 aussi. L'élément européen provient de l'Espagne, l'élément métis provient du croisement des blancs et des Indiennes, rarement des Indiens avec des blanches. Ce type des métis n'est pas uniforme. Les uns pourraient être qualifiés Européens ; les autres, ayant à peine quelques gouttes de sang blanc, pourraient être confondus avec les Indiens. Ces derniers ont perdu de leur gloire, depuis la disparition de la vaillante race des Aztèques, et ils vivent divisés en tribus, s'occupant d'agriculture et de chasse. Mais les progrès de ces tribus sont indéniables. Dans chaque groupement, existent maintenant, très respectés, un prêtre, un instituteur, une institutrice ; les indigènes aiment l'instruction et la recherchent. Les Indiens sont aujourd'hui citoyens de droit, et le gouvernement s'efforce de les faire vivre de la vie nationale (2).

Il existe, au Mexique, trois classes de citoyens bien tranchées : la classe dirigeante, composée de blancs et de métis ; la classe moyenne, compre-

---

(1) En 1912, elle était de 15.900.000 habitants environ.

(2) « Le Mexique au début du XX<sup>e</sup> siècle », article du prince Roland Bonaparte.

nant des blancs, des métis et des Indiens; la classe populaire, se recrutant parmi les métis et surtout les Indiens. La classe moyenne évolue lentement, parce que la classe populaire, étant très en retard sur l'élite dirigeante, peut difficilement gravir l'échelon qui la mènerait à la bourgeoisie. On peut donner, à cette infériorité de la classe populaire, deux causes: le manque d'instruction et l'abus de l'alcool.

Nous aurons l'occasion de parler plus tard de l'instruction; disons quelques mots de l'abus de l'alcool. Dans les villes, comme dans la campagne, le peuple boit avec trop de facilité le pulque, le mycal, l'aguardiente, l'alcool de canne à sucre, l'alcool de maïs, etc. Pour enrayer le fléau de l'alcoolisme, certaines mesures ont été prises, d'ailleurs insuffisantes (1). Les cafés doivent, les jours de fêtes, fermer à midi; les jours ordinaires, ils doivent fermer de très bonne heure. On a dit que le clergé négligeait de combattre ce vice. C'est faux, de même qu'il est faux qu'il s'abstienne dans la lutte contre l'ignorance. Le clergé se contente bien souvent, c'est vrai, d'apprendre au peuple le catéchisme. Mais quelle science pourrait-il apprendre aux Indiens qui fût susceptible mieux que celle-là d'élever leur âme et de les rendre meilleurs?

Dans l'ensemble de la société, quelques figures se détachent en relief. D'abord le prêtre, « El

---

(1) Raoul Bigot : « Le Mexique moderne ».

Padre », ensuite le « Gefe de », enfin le « Licenciado ». « El Padre » règne sur les consciences, on se découvre sur son passage, bien des femmes vont lui baiser la main, et, dit M. Raoul Bigot, « cette manifestation en pleine rue n'est pas sans causer à l'étranger qui en est témoin une certaine surprise, mêlée d'un peu de stupeur et de malaise ». Le port des vêtements ecclésiastiques est interdit dans la rue, mais il est facile de reconnaître à leur manteau spécial et à leur chapeau demi-haut de forme, les ministres de la religion catholique. Le « Licenciado », c'est-à-dire l'avocat, l'avoué, le notaire, exerce aussi une grande influence. Quant au « Gefe », on recherche toujours sa protection.

#### IV

Il nous faut expliquer maintenant en quoi une étude sur le Mexique peut intéresser les Français. A prime-abord, il semble qu'il n'y ait aucun lien entre la République mexicaine et notre pays. Tout au plus, se souvient-on que jadis la France entra en lutte contre l'ancienne colonie espagnole; on ignore tout le reste. C'est surtout ce que l'on ignore qu'il faut que les Français sachent. Il y a quelque temps, un jeune secrétaire de la légation de la République mexicaine à Paris publiait un ouvrage qui remettait sur le tapis la question du Mexique et l'éclairait d'un jour nouveau. Prenant



les événements à leur source, il démontrait que ce ne fut pas seulement l'Angleterre qui protégea les Républiques sud-américaines et qui encouragea le Mexique dans sa lutte pour l'indépendance, mais que la France elle-même prit, dans les événements d'alors, une part active. Grâce à des documents inédits, il prouvait de magistrale façon que la France avait eu, au Mexique, son heure de popularité, et que le drapeau tricolore avait été réclamé avant le drapeau d'Hidalgo. Mieux que cela, l'auteur de l'ouvrage disait que les Mexicains, avant de songer à la République, s'étaient efforcés de faire accepter la couronne impériale à celui qui, à ce moment, était le maître de l'Europe, Napoléon I<sup>er</sup>, de sorte que Napoléon III aurait créé de force, au Mexique, l'Empire que les Mexicains offrirent bénévolement à Napoléon I<sup>er</sup>.

Quelques semaines après l'apparition de l'ouvrage, la Révolution éclatait à Mexico, et bien des Français suivirent avec attention les événements qui, alors, se déroulèrent. Car, comme nous l'affirmions au début de ce paragraphe, les événements du Mexique doivent nous intéresser. D'abord par les souvenirs qu'ils rappellent. N'y a-t-il pas, en effet, une sorte d'orgueil, à penser que là, comme ailleurs, la France, la première, propagea les grandes idées d'indépendance et de liberté? N'éprouve-t-on pas, d'autre part, une certaine émotion à entendre les survivants de la guerre de 1862-1867 raconter à leur entourage leur campagne au Mexique? J'ai eu, pour ma part, l'heureuse

occasion d'approcher quelques anciens combattants de l'armée d'intervention, et j'avoue que tous m'ont donné d'utiles et précieux détails. J'ai rencontré partout le même bienveillant accueil, et tous ont mis à ma disposition ce qu'ils pouvaient posséder concernant la question que je traite aujourd'hui. Je tiens à les remercier encore une fois ici. Il me semble entendre un de ces vétérans me raconter la prise du mont Borego, véritable fait d'armes, trop peu connu, que le gouvernement impérial récompensa par la remise de la médaille militaire à tous les soldats de la compagnie du 99<sup>e</sup> de ligne qui avaient donné l'assaut, et ce brave ajoutait : « Depuis ce jour, je porte la médaille militaire ». C'est cette enquête faite auprès de ceux qui combattirent là-bas qui m'a permis de faire une aussi large part dans ce travail à l'intervention française au Mexique (1).

Intéressante par les souvenirs, une étude sur le Mexique l'est encore par le développement de l'influence française. Nous la verrons se manifester, cette influence, d'abord au point de vue politique, dans la Constitution fédérale de 1857. « Si la fédération, dit M. Léon Bourgeois, en modelant sa Constitution sur celle des Etats-Unis, a emprunté à celle-ci le mécanisme de ses principaux organes, on peut, à bien des traits, reconnaître

---

(1) *Le Gaulois* (avril 1913) : « Les Survivants de la campagne du Mexique ».

dans les institutions mexicaines l'influence de la législation française. Il y a, dans l'ensemble de la législation du Mexique, une tentative de codification du droit naturel, évidemment inspirée par les travaux de nos assemblées révolutionnaires, et cette influence est hautement déclarée par les jurisconsultes nationaux. » « C'est le génie français, dit un éminent magistrat mexicain, qui a donné au monde actuel le verbe de son universelle législation. »

Au point de vue intellectuel, la France maintient haut et ferme le drapeau de sa traditionnelle influence. Elle prend une part active à l'extension de l'enseignement, et nous verrons comment les dirigeants du Mexique savent apprécier la culture française.

Nous avons réservé pour la fin le point de vue économique. C'est qu'il y a beaucoup à dire là-dessus. En général, une bonne politique doit être commerciale plus que coloniale, et la politique commerciale devrait surtout viser les pays d'Amérique latine. Ces pays sont souvent sympathiques à la France, ils voient avec peine l'Allemagne nous remplacer et souffrent de l'infiltration de l'esprit teuton, au lieu et place de l'esprit français. Et parmi ces pays d'Amérique qui méritent une attention si soutenue, c'est le Mexique qui doit attirer les regards. D'abord parce que les capitalistes et les financiers trouveront au Mexique des placements rémunérateurs et des affaires hors ligne. Les négociants importateurs et exporta-



teurs pourront y exercer une action sans limite; les travailleurs en agriculture et en industrie trouveront dans ce pays, les premiers une production variée, les seconds un travail rémunérateur dans les usines existantes et un aliment à leur activité dans les industries à créer. Ils y trouveront, d'ailleurs, des Français déjà installés depuis longtemps et ils auront l'occasion de les voir réunis en grand nombre à Mexico, au « Cercle Français ». Ce cercle fut fondé, en 1870, par quelques Français, désireux de se grouper d'une façon plus intime, afin de pouvoir librement s'entretenir des malheurs de la patrie. Il sert de trait d'union entre un grand nombre de Français installés au Mexique (1).

Telles sont les raisons qui militent en faveur d'une étude sur le Mexique.

Nous avons divisé notre sujet en deux parties:

Première partie: Histoire politique du Mexique de 1810 à nos jours.

Deuxième partie: Le développement économique.

Dans cette dernière partie, deux chapitres retiendront plus particulièrement notre attention: ceux consacrés aux banques et à la réforme monétaire.

---

(1) « Le Mexique Economique », par Charles Stephan.

## PREMIÈRE PARTIE

### HISTOIRE POLITIQUE DU MEXIQUE DE 1810 A 1913

---

## CHAPITRE PREMIER

#### LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE (1810)

#### LA LUTTE : HIDALGO, MORELOS, MINA. — ITURBIDE

Nous sommes en 1808. Napoléon I<sup>er</sup> entre en Espagne, chasse Ferdinand VII et impose pour roi son frère Joseph. La nouvelle suscite, au Mexique, un mouvement de sympathie en faveur de Ferdinand VII parmi les Espagnols, et les Mexicains feignent de se joindre à eux, espérant qu'on les récompenserait d'un tel zèle. Aussi envoient-ils, par l'organe de l'Ayuntamiento de Mexico, au vice-roi Iturrigaray, une adresse dans laquelle ils demandent la convocation d'une assemblée nationale qui réunirait les délégués des diverses provinces. Le vice-roi, d'esprit pacifique et d'un caractère juste, accueille favorablement cette demande et prie son Conseil de l'examiner. Le Conseil, au sein duquel règne l'intransigeance de la mère-patrie, répond à l'adresse mexicaine en faisant enfermer le vice-roi et menace de ses foudres

les téméraires qui avaient osé croire qu'il pût être capable de la moindre justice.

Les Mexicains ont décidé de relever le défi. Dans l'ombre, faisant appel aux indifférents, ralliant les tièdes, montrant à tous l'insupportable tyrannie espagnole, ils se préparent. Bientôt les Guadalupe, c'est-à-dire les Mexicains indépendants, se sentent assez forts pour braver les Guachupines, les étrangers. Alors, un curé, Hidalgo, met le feu aux poudres, par lui est donné le signal de l'insurrection.

Dans cette guerre de l'Indépendance, le clergé devait arracher le Mexique à l'Espagne. Si les Espagnols avaient eu l'habileté d'attirer à eux le clergé créole, de le combler de faveurs, de le faire participer aux honneurs, de le délivrer de l'incapacité et de la dépendance dans laquelle ils tenaient les natifs, l'insurrection n'aurait pas éclaté de longtemps; peut-être n'eût-elle pu triompher des censures ecclésiastiques, punition redoutable pour des croyants. Mais dans le cloître et la sacristie, comme dans l'armée, les bureaux, les cabinets et les tribunaux, le malheureux Mexicain ne rencontrait que barrières au-dessus desquelles était écrit: « Tu es créole, cela suffit! » Le clergé créole, devenu plus nombreux, ne put supporter cette infériorité originelle. Sûr de sa suprématie, tant que se conserverait dans l'esprit de ses fidèles la foi la plus tenace alliée à un certain fanatisme, il ne craignit pas de jeter des germes de révolte. Il trouva la race indienne mûre contre trois siècles



d'oppression insensée et jalouse de répondre par une vengeance brutale à la plus brutale de toutes les tutelles politiques. Une haine sourde couvait chez les vaincus contre les Guachupines, les conquérants; à l'heure de la réaction, cette race déchue fut trop heureuse de trouver la sanction du culte pour ses actes de révolte et s'asservit d'autant plus à ceux qui lui mettaient la vengeance en main sous absolution. Au fameux cri: « Tu es créole, cela suffit! » répondit le cri de: « Meurent les Guachupines »; mais au lieu de crier: « Vive la Liberté », on cria: « Vive la Religion ». Ce fut une croisade dont la religion était le principe actif. Joseph Bonaparte était sur le trône d'Espagne. Le clergé rebelle représenta au peuple mexicain que les Espagnols, gâtés par leur contact avec les Français, tournaient à l'hérésie et se proposaient d'établir le tolérantisme dans la colonie. Le fantôme du tolérantisme glaça d'horreur la conscience publique. Comment en eût-il été autrement? Les colonies espagnoles avaient été depuis des siècles dirigées sur les principes exclusifs de la politique chinoise. L'étranger, honni à l'égal de la science, était soigneusement maintenu hors frontière avec ses livres. Les côtes espagnoles, dans leur immense développement, étaient tabou pour lui, et même, sous le froc, il n'y pouvait mettre le pied, si ce n'est par surprise. Le travail sans profit et les jouissances sans remords de la brute, tel était le lot des colons. Mais voici qu'au milieu

de ce confinement, de ce silence, de cette nuit qu'éclairaient seuls les bûchers du Saint-Office, un vague écho apporte, et du Nord et du Sud, les mots cabalistiques d'indépendance, de souveraineté populaire, de République ! L'instinct, comme toujours, l'emporta sur l'éducation. En vain, l'Inquisition formule-t-elle, dès 1808, un édit dans lequel elle transforme en article de foi le droit divin de la Royauté, en hérésie manifeste le dogme philosophique de la souveraineté populaire, les esprits s'échauffent. Le clergé créole, le 16 septembre 1810, avec à sa tête le curé Hidalgo, jette le cri de l'indépendance ; il met l'image de la Vierge de Guadalupe, la créole, sur l'étendard de l'insurrection ; c'est en son nom vénéré et dans l'intérêt de la religion menacée que l'on va combattre, non point contre l'autorité royale encore, mais contre d'insupportables privilèges ; l'orgueilleuse rigidité castillane amènera seule, après dix ans de lutte, ces hommes qui demandent des libertés à rêver d'indépendance.

Plus que tout autre, le curé Hidalgo avait eu à souffrir de l'intransigeance espagnole. Il avait introduit dans sa paroisse l'éducation du ver à soie et la culture de la vigne. Mais comme, en vertu du régime protectionniste que l'Espagne pratiquait encore plus que les autres nations de l'Europe vis-à-vis de ses colonies, il fallait que tout le vin bu au Mexique et toute la soie employée vinsent de la mère-patrie, Hidalgo reçut l'ordre d'arracher la vigne et de cesser l'élevage du ver à soie.

Il tenait sa vengeance en main. Quelques jours après, il assiégeait Guanaxato, que défendait avec une rare énergie le gouverneur de la ville. N'ayant plus de munitions, les assiégés, pour répondre au feu des assiégeants, avaient imaginé une sorte d'artillerie assez originale. Ils remplirent de poudre des pots en fer fondu qui servaient à transporter le mercure et lancèrent ces obus d'un nouveau genre sur l'armée d'Hidalgo. Le gouverneur succomba bientôt et l'armée assiégeante entra dans la ville. Pour fêter son triomphe, elle se livra à des actes de barbarie qui déshonorèrent sa victoire. Ni les biens, ni les personnes ne furent épargnés. Hidalgo, continuant sa marche victorieuse, s'empara successivement de Valladolid, de Toluca, mais battu à Allecado, il essaya de se fortifier en deçà du pont de Calderon, où les Espagnols vinrent le rejoindre. Obligé de battre en retraite, il se dirigea vers la frontière des Etats-Unis; là, un traître le livra à ses ennemis, qui le fusillèrent, 1811 (1). Ainsimourut le premier soldat de l'indépendance. Ici se termine ce que nous pourrions appeler la phase monarchique de la guerre de l'Indépendance. Hidalgo, en effet, s'était proclamé le sujet soumis de Ferdinand VII (2).

---

(1) « Histoire générale », tome X. Lavisse et Rambaud.

(2) Remarquons qu'en 10 ans toutes les colonies prirent les armes contre l'Espagne. San Martin chassa les Espagnols du Chili (1817); le général Sucre défait en Bolivie à Ayachuco la dernière armée espagnole (1824); le Brésil se rend indépendant.

Hidalgo mort, la lutte se poursuivit avec le curé Morelos. Celui-ci rompit définitivement avec le roi d'Espagne, et, en janvier 1813, publiait un manifeste où il était dit que la nation mexicaine reprenait sa souveraineté et l'exerçait par ses représentants; que l'esclavage des noirs était aboli; la liberté de la presse proclamée et la religion catholique déclarée la seule qui fût reconnue et pût être pratiquée même en secret. A ces dispositions, s'en ajoutaient d'autres assez originales, celles qui conseillaient de fuir les vices qui découlent de l'oisiveté, et, en conséquence, de se livrer au travail chacun dans sa profession. Les Espagnols répondirent en faisant fusiller Morelos et, en 1815, déclaraient passibles de la peine de mort, non seulement ceux qui étaient porteurs d'exemplaires de cette Constitution, mais même ceux qui en parleraient. Pour un moment, les Mexicains se calmèrent.

Il était donné à un Espagnol de ressusciter la guerre civile; cet Espagnol fut Mina. Ce jeune homme était le neveu de celui qui combattit avec tant d'audace et de courage en faveur de la République espagnole. Quand Ferdinand VII eut violé ses promesses envers l'Espagne en rétablissant le pouvoir absolu, au lieu du régime constitutionnel promis, Mina, pour punir le gouvernement espagnol d'avoir failli à sa parole, résolut de ravir à la mère-patrie le plus beau joyau de sa couronne: le Mexique. Mais Mina fut vaincu, pris et fusillé. Sa fin tragique amena la disparition de l'armée



indépendante. L'insurrection ne cessa pas pour cela, et elle reprit plus violente que jamais aux environs de 1820.

Le gouvernement de Ferdinand VII, oublieux des promesses faites, ne tenant aucun compte des aspirations du peuple espagnol vers une plus grande liberté, devint plus despotique que jamais. Dans les colonies, commença un régime d'intimidation et de terreur. A cette œuvre réactionnaire, et pour rendre l'oppression plus pesante, Ferdinand VII voulut associer l'armée. Elle se révolta. Effrayé, le roi rétablit, en Espagne, la Constitution libérale. En vigueur en Espagne, elle devait, par voie de conséquence, s'appliquer au Mexique. Mais le vice-roi Apodoca, d'accord avec le roi d'Espagne, voulut étouffer le régime constitutionnel dès ses débuts dans la colonie espagnole. Pour exécuter ses projets, il fit appel au colonel Don Augustin Iturbide.

Augustin Iturbide était un créole qui avait autrefois combattu contre Hidalgo et Morelos. Ambitieux, profondément instruit sur la situation qui était faite aux créoles, désireux de faire parler de lui, Iturbide ne tarda pas, pour se faire pardonner d'avoir lutté contre les héros de l'indépendance, à faire cause commune avec les insurgés et à abandonner la politique intransigeante du vice-roi. Son but n'était pas de délivrer son pays, mais de remplacer l'autorité du vice-roi par la sienne propre. Et, pour arriver à ce but, il lui fallait trouver des partisans audacieux et entreprenants.

Suivi de la partie de ses troupes qu'il savait fidèles, il se transporta dans la ville d'Iguala, et, le 24 février 1821, il y proclama l'indépendance du Mexique avec un programme qui est resté célèbre sous le nom de plan d'Iguala. C'est une pièce empreinte de modération, visant à réconcilier les ennemis héréditaires, créoles, Espagnols, Indiens. Elle garantissait l'indépendance du Mexique, qui formerait une monarchie séparée ayant à sa tête un prince de Bourbon; les droits de l'Eglise étaient maintenus; l'égalité civile et politique des Espagnols, créoles, Indiens, proclamée. Apodaca fut déposé et remplacé par O'donoju, qui signa avec Iturbide, le 27 septembre 1821, le traité de Cordova. L'indépendance du Mexique était à ce moment consommée.

Mais d'autres difficultés allaient surgir quant à l'application même du traité de Cordova. Ferdinand VII refusa, pour lui et les membres de sa famille, le trône du Mexique qu'on lui offrait. Iturbide le pensait bien ainsi quand il signa le traité de Cordova. Connaissant le caractère de Ferdinand VII, il comprenait trop bien que ce serait, de la part du roi d'Espagne, reconnaître les faits accomplis que d'accepter un trône dans ces conditions. Sa clairvoyance lui démontrait, qu'à la tête du nouvel Etat indépendant, il faudrait bientôt quelqu'un et que les regards se tourneraient plutôt vers lui, qui, en somme, avait été l'artisan de cette indépendance, qui l'avait officiellement proclamée, que vers un inconnu, prince

étranger, créole, Espagnol. Il ne se trompa pas, et d'ailleurs les circonstances l'aidèrent grandement. Un complot dirigé contre lui, découvert à temps, dont l'objet était de l'assassiner, en même temps qu'il le signalait davantage à l'attention du peuple, fit redoubler de zèle pour sa personne ses partisans. Le 28 mai 1822, des soldats parcoururent en tous sens les rues de la ville de Mexico au cri de « Vive Iturbide ! Vive l'Empereur ! Vive Augustin I<sup>er</sup> ! ». La multitude suivit l'armée et acclama le nouvel empereur. Le lendemain matin, légalement convoqué, à Mexico, le Congrès se réunissait. Iturbide y assistait. Quelques députés, au cours de la séance, essayèrent divers moyens pour faire établir un gouvernement provisoire qui ne fût pas concentré dans les mains d'un seul. Ceux-là, prévoyants et habiles, soupçonnaient bien qu'Iturbide songeait à la dictature. On passa au vote. Sous la pression des baïonnettes, l'ancien colonel se vit décerner la couronne impériale par 75 voix contre 15, sous le nom d'Augustin I<sup>er</sup>. L'Empire était fait. Des fêtes et des réjouissances publiques furent partout données ; le Mexique croyait, sans doute, enfin, être parvenu à la paix, en même temps qu'il jouissait de l'indépendance. Hélas ! quelques mois après le nouvel empire tremblait sur ses bases. Vaincu, abandonné, traqué par ses meilleurs soldats, Iturbide le fut aussi, par celui dont il avait été toujours le bienfaiteur, l'intime ami, Santa-Anna. Ici se profile sur cette triste vision, sa fuyante silhouette. Nous verrons

cet homme, soit au pouvoir, soit dans l'ombre, diriger, à partir de 1825 jusqu'en 1856, les destinées du Mexique; tour à tour démocrate, monarchiste, dictateur, il introduisit dans la jeune République des mœurs qui sont restées justement célèbres. Nous aurons l'occasion d'y revenir plus tard.

Quelques mois après la chute d'Iturbide, un Congrès réuni à Mexico proclamait solennellement, au milieu de la joie et de l'allégresse générales, la République (1).

---

(1) A cette date exactement, la France déclarait la guerre à l'Espagne ou plutôt allait rétablir en Espagne, le pouvoir de Ferdinand VII. On sait le rôle que joua Chateaubriand au Congrès de Vérone et comment le duc d'Angoulême s'empara de Madrid et du fort du Trocadéro, terminant ainsi la guerre.

---



## CHAPITRE II

### LA DOCTRINE DE MONROË (1823)

Nous laissons pendant quelques moments les événements politiques pour nous occuper d'une question spéciale, primordiale, quand on étudie un Etat de l'Amérique, la doctrine de Monroë. Nous l'avons à dessein traitée presque au début de cette étude, parce qu'elle domine la politique du Mexique dans toutes ses manifestations, soit intérieures, soit extérieures. D'ailleurs, chronologiquement, c'était ici sa place. Elle fut créée par le président Monroë dans son message de 1823, alors que le Mexique venait d'offrir la couronne impériale à Augustin I<sup>er</sup>.

Voici comment s'exprimait le président Monroë en 1823 :

« Je vous ai dit, au commencement de la dernière session, qu'un grand mouvement se faisait, en Espagne et au Portugal, pour améliorer la condition de l'une et de l'autre nations et que la tentative paraissait conduite avec une modération extraordinaire. Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer à quel point le résultat a été différent de nos prévisions. C'est toujours avec anxiété et

sympathie que nous avons assisté au spectacle des événements qui s'accomplissaient dans cette partie du monde d'où nous avons tiré notre origine. Les citoyens des Etats-Unis nourrissent les sentiments les meilleurs pour la liberté et le bonheur de leurs semblables de l'autre côté de l'Atlantique. Tant que la guerre a subsisté entre les puissances européennes, nous nous sommes abstenus d'y prendre part, de même qu'à toutes les affaires qui ne regardaient qu'elles: notre politique nous le commandait. C'est seulement lorsque nos droits sont attaqués ou sérieusement menacés que nous nous sentons blessés et que nous nous préparons à nous défendre. Les événements qui se passent dans notre hémisphère nous touchent plus immédiatement par des raisons qui se présentent d'elles-mêmes à tout observateur éclairé et impartial. Le système de politique générale de la Sainte-Alliance diffère essentiellement, sous ce rapport, de celui de l'Amérique. Cette différence procède de celle qui existe dans les institutions respectives. Notre nation est tout entière dévouée au maintien des institutions qui ont été acquises au prix de tant d'argent et de sang, mûries par la sagesse de nos concitoyens les plus éclairés, et à l'ombre desquelles nous avons joui d'une prospérité sans exemple. En conséquence, c'est un hommage que nous devons à la vérité et à notre désir de continuer nos relations amicales avec les puissances alliées de déclarer que nous considérerions comme dangereux pour notre repos et pour notre sûreté

toute tentative qu'elles feraient pour étendre leur système à une portion quelconque de cet hémisphère. Nous nous sommes abstenus d'intervenir dans les colonies ou dépendances réelles des différents Etats européens, et nous ferons de même à l'avenir; mais pour ce qui est des Etats qui ont proclamé et fait prévaloir leur existence indépendante, et dont, après pleine considération et conformément à de justes principes, nous avons reconnu l'indépendance, nous ne pourrions regarder que comme une manifestation de sentiments hostiles aux Etats-Unis toute intervention qui aurait pour objet de les opprimer ou d'en contrôler de quelque manière que ce fût les destinées. Pendant la lutte qui a eu lieu entre ces gouvernements et l'Espagne, nous nous sommes déclarés neutres; au moment même où nous les reconnaissons, nous avons observé la neutralité et nous y persisterons pourvu qu'il ne se produise aucun changement qui, dans l'opinion des pouvoirs constituant notre gouvernement, soit de nature à rendre indispensable à la sécurité des Etats-Unis un changement correspondant. »

Telle est en partie la doctrine célèbre de Monroë. Il nous faut l'analyser, voir quelle est sa valeur, sa nature, son origine et les applications qui en ont été faites. Nous diviserons donc cette étude ainsi qu'il suit:

- 1° Origines de la doctrine de Monroë;
- 2° Nature juridique de cette doctrine;
- 3° Sa valeur;

4° Ses applications;

5° Extension de cette doctrine: l'impérialisme.

1° *Origines de la doctrine de Monroe.* — Quand fut énoncée par le président Monroe, le 2 décembre 1823, cette doctrine fameuse, dont les Etats-Unis disent qu'elle a toujours été, pour eux, la « règle d'or, invariable et inflexible », l'Amérique n'était pas une nation comme aujourd'hui. D'immenses territoires, mal connus, mal délimités, s'étendaient au Nord et au Sud; il était difficile de dire à qui ils appartenaient, beaucoup étaient sans maîtres. Deux puissances étrangères, la Russie et l'Angleterre, revendiquaient, d'autre part, la première l'Alaska, la seconde des territoires immenses tels que le Canada, Terre-Neuve, la Jamaïque, une partie de la Guyane, les Iles Malouines.

Les Etats-Unis, qui déjà, à cette époque, se sentaient forts, bien que n'ayant qu'un demi-siècle d'existence indépendante, voulurent prévenir toute nouvelle occupation de la part de l'Europe, et c'est alors que le président Monroe, le 23 décembre 1823, lut devant le Congrès le message où était contenue la doctrine.

L'Angleterre ne cacha pas sa satisfaction, surtout parce que ce message, très net, mettait fin aux desseins des puissances absolutistes d'intervenir en Amérique. Cette doctrine fut l'objet d'une longue préparation. Depuis longtemps déjà, on pensait à la mettre au jour. Quand les Russes essayèrent de fonder un établissement à l'embouchure



de la Columbia et dans la baie de San-Francisco, le gouvernement de Washington fit savoir au baron Tuyl, ministre russe, que les Etats-Unis s'opposeraient à toute colonisation future d'un Etat européen en Amérique. Voici en quels termes: « Nous contesterions le droit de la Russie à tout établissement territorial sur ce continent et nous proclamerions nettement le principe que les continents américains ne sont plus dorénavant soumis à aucun nouvel établissement colonial européen ».

Satisfaits encore de cette doctrine, furent les Américains du Nord. Sa souplesse, sous son apparente rigidité, permettait, tout en la suivant, de choisir les moyens qui paraîtraient les meilleurs dans telle ou telle circonstance.

Deux grands principes se détachaient de la doctrine de Monroe: d'une part, le peuple américain, y était-il dit, voulait ne plus voir l'Europe créer de nouvelles colonies en Amérique; d'autre part, les Yankees interdisaient à l'Europe d'intervenir dans les affaires des Etats américains. Ces deux principes peuvent se résumer en deux mots:

1° Principe de non-colonisation;

2° Principe de non-intervention.

2° *Nature juridique de la doctrine de Monroe.* — Nous passerons rapidement sur la nature et la valeur juridique du premier point, principe de non-colonisation, qui n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique. Nous disions donc que, par la

doctrine de Monroë, les Etats-Unis s'engageaient à ne pas porter atteinte aux colonies déjà établies, mais qu'ils n'admettaient pas qu'on en créât d'autres. Ceux même qui avaient déjà des colonies ne pouvaient en acquérir de nouvelles. Et, par colonisation, il faut entendre « l'occupation par des émigrants d'une région qui n'est pas encore sous le contrôle d'une puissance civilisée quelconque, si ce n'est celui de la mère-patrie ».

Cette interdiction, en droit, était-elle possible? L'immense majorité des jurisconsultes répond : non. Et, en effet, c'était là tout simplement une déclaration unilatérale, que ne pouvait sanctionner le *consensus gentium*. M. Arthur Desjardins, *Revue de droit international public*, 1896, page 137, disait que le grand jurisconsulte américain Weathon ne regardait, en droit international, comme « légitimes, que les définitions nouvelles et les modifications apportées aux règles de conduite déduites des rapports nécessaires entre les sociétés humaines que si elles sont établies par l'usage et le consentement général. Et après avoir rappelé qu'un acte unilatéral ne pouvait avoir aucune valeur, M. Desjardins ajoutait que le message de Monroë innovait, « lorsqu'il disqualifiait les puissances européennes quant à la faculté de coloniser les territoires sur le Continent américain ».

Quelles sont, en effet, les conditions nécessaires pour qu'un territoire puisse être occupé? Il faut qu'il soit *territorium nullius*, que l'occupation soit effective. Et c'est tout. Monroë ajoutait : « Pour

que les Etats puissent fonder des colonies en Amérique, il faut que les Etats-Unis y consentent ».

En 1823, en Amérique, pouvait-on voir réunies ces deux conditions : territoires sans maîtres et effectivité de l'occupation ; mieux : y avait-il des *territorium nullius* en 1823 ? Si on répond oui, la doctrine de Monroe était illégale. Si on répond non, nous pouvons dire, avec M. Salmon, que la déclaration de Monroe était tout simplement inutile. La vérité, croyons-nous est que cette doctrine, en son premier point, était illégale, car, à n'en pas douter, en 1823, il existait encore des territoires sans maîtres.

L'immense majorité des auteurs refuse, au premier principe de la doctrine de Monroe, tout caractère juridique, et à bon droit.

Mais au nom de quoi les Etats-Unis parlaient-ils d'interdiction de coloniser ? La déclaration le dit : au nom de « leurs droits et de leurs intérêts ». Leurs intérêts ? C'est qu'alors, dépassant les frontières, ils englobaient l'Amérique entière dans leurs réclamations et faisaient de toutes les terres américaines une sorte de domaine éminent, imposant leur protectorat à tous les peuples américains sans exception.

Et ce *consensus gentium*, légitime pour soutenir les bases d'une loi internationale, ils ne l'ont pas même obtenu des peuples américains.

En résumé, contraire aux principes du droit international, jamais reconnu par aucune puissance, n'ayant exercé aucune action sérieuse, le premier

point de la doctrine de Monroe a un intérêt tout théorique, et l'appropriation de toutes les terres américaines le rend d'une application impossible.

Nous arrivons maintenant au second principe contenu dans la doctrine de Monroe, le principe de non-intervention. En apparence, ce principe a une base juridique plus solide que le principe de non-colonisation, mais en apparence seulement. Dès son apparition, le deuxième point du message de Monroe fut considéré comme une règle de droit international. Car la Sainte-Alliance, en Europe, avait fait, du principe d'intervention, un procédé régulier de gouvernement, et on ne trouvait pas, en somme, déplacé que les Etats-Unis érigeassent en loi un principe de non-intervention. La Sainte-Alliance disait qu'elle ne voulait reconnaître que les gouvernements monarchiques, les Etats-Unis disent qu'ils reconnaîtront partout le gouvernement de fait comme véritable, et qu'ils ne s'immisceront dans les affaires intérieures d'aucun peuple. La Sainte-Alliance considérait comme une injure faite à elle-même toute action malveillante à l'égard d'un souverain; les Etats-Unis déclarent considérer comme une insulte personnelle toute action de l'Europe contre un Etat du Nouveau-Monde. La doctrine de Monroe jouerait, en Amérique, d'après cela, le rôle de protectrice que jouait en Europe la Sainte-Alliance. Et cette doctrine ainsi restreinte, d'après M. Mérignhac, « est en parfaite harmonie avec le principe de non-intervention aujourd'hui dominant dans la politique



internationale ». Vue sous cet angle, la doctrine de Monroe revêt un caractère juridique apparent qui a contribué à son succès (1).

3° *Valeur juridique de l'ensemble de la doctrine.*

— Il est bien entendu que c'est surtout du principe de non-intervention que nous allons nous occuper. Son importance a été très considérable, son application a été d'une portée universelle. Cette déclaration de 1823 est-elle une règle impérative? Voilà la question.

Son caractère juridique ne nous permet pas de lui donner le titre de loi internationale. Nous avons dit pourquoi. Nous ne trouvons ici aucun accord des Etats entre eux ni exprès, ni tacite. Est-ce au moins une doctrine nationale? Pas davantage. Elle fut introduite par un message; or, qu'est-ce qu'un message aux Etats-Unis. La Constitution dit: « Le Président donnera, de temps à autre, au Congrès, des informations sur l'état de l'Union, il lui fera les propositions qu'il aura jugées nécessaires ou utiles. Dans aucun cas, le président ne peut créer la loi à lui seul. Dans la doctrine de Monroe, il n'y a pas promulgation, par le président, d'un bill du Congrès, mais seulement l'opinion d'un homme. Il n'y a donc pas une loi. Il n'est jamais intervenu de texte législatif formel sanctionnant cette déclaration, et voilà pourquoi elle est toujours restée

---

(1) Delarue de Beaumarchais : « La Doctrine de Monroe », thèse Paris 1898..

une doctrine. M. Harry Prat Judson, un jurisconsulte américain, dit : « La doctrine de Monroe n'a jamais été formulée par un Act du Congrès ; elle est une tradition de politique exécutive. C'est quelque chose d'indéfini, mais elle a ainsi beaucoup mieux répondu à son dessein. L'Europe comprend que les Etats-Unis ne toléreront pas, en Amérique, une politique comme celle que les Etats européens ont suivie en Asie, en Afrique et en Océanie ». Aussi cette doctrine n'est-elle pas une règle inflexible dans la politique extérieure des Etats-Unis. Si elle avait été une loi, on aurait dû l'appliquer en tout état de cause, et nous verrons qu'il n'en a pas été ainsi. En résumé, la doctrine de Monroe est dépourvue de toute valeur législative.

4° *Les applications de la doctrine de Monroe.* — Nous avons dit que la doctrine de Monroe était très élastique et qu'elle n'était nullement une règle absolue de la diplomatie américaine. Prenons d'abord le principe de non-colonisation. Dans sa forme impérative, voici ce qu'il veut dire : « L'Europe ne pourra acquérir de nouvelles colonies en Amérique ».

Voyons comment les Yankees ont su adapter ce principe aux circonstances. En 1835, les Anglais possédaient certains établissements aux frontières du Guatemala. Quand le Guatemala devint libre et forma un Etat indépendant, les Anglais continuèrent à considérer comme *res nullius* le territoire du nouvel Etat. Celui-ci protesta. Il semble bien

qu'ici la doctrine de Monroë était applicable. Le président Jackson ne fit entendre aucune protestation. En 1859 seulement, les frontières du Honduras britannique furent tracées.

En 1861, au contraire, la République Dominicaine s'étant unie à l'Espagne, les Etats-Unis protestèrent. Enfin, en 1872, l'affaire de l'Orégon fut réglée d'une façon formellement contraire aux prétentions de la doctrine de Monroë.

Le principe de non-intervention, à son tour, devait être appliqué, au cours du xix<sup>e</sup> siècle, de façon contradictoire. Nous allons l'examiner dans ses différentes manifestations à propos de certaines affaires qu'eurent à régler les Etats-Unis. Et d'abord, l'affaire du Texas. Nous avons vu le Texas devenir d'abord indépendant en 1835, et devenir une République que les Etats-Unis, la France et l'Angleterre reconnurent immédiatement. Bientôt le Texas demanda son annexion aux Etats-Unis. Le gouvernement de Washington, tenté par la faiblesse que présentait le Mexique, résolut, oubliant la doctrine de Monroë, de s'annexer le Texas. Mais, pour donner un semblant de droit à cette annexion, il disait que c'était pour éviter une intervention étrangère qu'il agissait ainsi; que, d'ailleurs, le Texas faisait partie, par son sol et ses habitants, plutôt des Etats-Unis que du Mexique. Le gouvernement de Washington, de plus, manœuvra si bien qu'il fit demander l'annexion par les Texiens eux-mêmes. M. Guizot en France, le ministre des Affaires étrangères en

Angleterre, offrirent leur médiation entre le Mexique et le Texas. Les Etats-Unis protestèrent. Le président Polk fit miroiter aux Américains la menace d'une intervention européenne et le Texas fut annexé. Qu'est devenue, en tout ceci, la doctrine de Monroë? Elle était en contradiction avec les faits accomplis, puisque cette annexion dépouillait un Etat américain libre, le Mexique, d'une province sur laquelle il ne cessait d'émettre des prétentions et de réclamer des droits.

Dans l'affaire du Yucatan, au contraire, la conduite des Etats-Unis fut strictement conforme à la doctrine de Monroë. Le Yucatan s'était révolté contre le Mexique et s'était offert en même temps à l'Angleterre, à l'Espagne et aux Etats-Unis. Le président Polk déclara qu'il n'accepterait pas que cette province passât aux mains d'une puissance de l'Europe, et il recommanda au Congrès d'accepter l'annexion. Le Congrès repoussa cette proposition et le Yucatan redevint province mexicaine.

Nous arrivons enfin à la guerre du Mexique avec la France. Dans un autre chapitre, nous étudierons en détail l'action des Etats-Unis, pour maintenant nous nous contenterons de voir comment ici a été appliquée la doctrine de Monroë. Le gouvernement de Washington ne contestait pas à la France le droit de faire la guerre au Mexique tant que cette guerre avait pour but le paiement d'une somme due par cet Etat. Les Etats-Unis se maintenaient sur un terrain de droit inattaquable: ils



n'interviendraient que si la France portait atteinte à la forme du gouvernement mexicain, mieux, si la France installait au Mexique un gouvernement qui ne fût pas américain. Nous verrons que les Etats-Unis intervinrent et qu'ils forcèrent Napoléon III à évacuer le Mexique.

La doctrine de Monroe triomphait encore, mais elle avait une raison d'être, ici : la défense du principe de non-intervention.

5° *Extension de la doctrine de Monroe : l'impérialisme.*— Après la guerre de sécession, les Etats-Unis prirent un grand essor, surtout au point de vue économique. Leur activité les força à chercher dehors des débouchés qu'ils n'avaient plus chez eux, et, sous ces influences économiques, la doctrine de Monroe prit une plus grande extension, devint même, on peut dire, méconnaissable. Par cette doctrine, les Etats-Unis devaient pratiquer vis-à-vis de l'Europe une politique d'abstention. Les événements leur imposant un changement d'attitude, ils adoptèrent une nouvelle règle de conduite. Peu à peu, ils ont pris leur place, une large place, dans les décisions européennes, et l'ancien Continent doit compter avec eux. L'assassinat d'un de leurs consuls à Beyrouth, en 1903, a failli les engager dans un conflit avec la Perse; ils ont envoyé une escadre, dans les eaux turques, réclamer un traitement de faveur pour leurs écoles; en 1906, ils participent à la Conférence d'Algésiras. Que devient alors la doctrine de Monroe?

Bien peu de chose, et certains publicistes vont jusqu'à dire que le principe d'abstention n'a rien à faire ici : « On prétend que l'annexion des Philippines est contraire à la doctrine de Monroë ? Comment ? La doctrine de Monroë interdit à l'Europe de faire des conquêtes en Amérique. Mais maintenant c'est nous qui faisons des conquêtes hors d'Amérique. Qu'est-ce que la doctrine de Monroë a à voir là ? Ce ne sont pas les Européens qui sont les acteurs, c'est nous ; la doctrine de Monroë ne concerne nullement les acquisitions de territoire de notre part ».

Voilà la conséquence de l'impérialisme, c'est-à-dire l'action américaine politique et économique sur tous les continents : l'abandon, l'oubli, la répudiation de la doctrine de Monroë ; elle était trop gênante.

L'impérialisme, élargissant le principe de non-colonisation de la doctrine de Monroë, en déduit la prohibition par l'Europe de toute colonisation, quels qu'en soient la forme et le titre ; l'interdiction de toute mainmise sur le territoire américain, quel qu'en soit le caractère. Ces tendances, il est vrai, sont antérieures au développement de l'impérialisme. « Lorsque, dit M. Lafferrière, le président Polk, en 1845, réclamait l'annexion du Texas par les Etats-Unis, et, en 1868, celle du Yucatan, lorsque, en 1846, il s'opposait aux vues de l'Angleterre sur l'Orégon, c'était bien de la doctrine de Monroë qu'il se réclamait pour déclarer qu'aucune puissance européenne ne pourrait désormais, sans

le consentement des Etats-Unis, se fixer dans le Continent nord-américain. » Ici on ne parlait plus d'occupation originaire, mais de toute colonisation en général, sous quelque forme que ce fût.

Plus encore voudrait faire l'impérialisme vis-à-vis de l'Europe, il voudrait la chasser de ses colonies en Amérique. « L'Europe, dit M. Laferrière, est ainsi, en Amérique, dans la situation du propriétaire soumis à la servitude de reculement, qui reste en possession tant que son immeuble subsiste par lui-même, mais ne peut rien faire pour en prolonger la durée. » Voyons ce qui s'est passé à Cuba. Les Etats-Unis, au nom de l'humanité et de leurs intérêts, intervinrent à Cuba afin, disaient-ils, de faciliter à cette île son accession à la liberté. Mieux, « les Etats européens ne doivent pas échanger entre eux leurs colonies américaines si les Etats-Unis jugent ce transfert contraire à leurs propres intérêts ». « Une colonie, disait le président Roosevelt, ne peut être cédée par un Etat européen à un autre Etat européen si les Etats-Unis n'y consentent » (1).

Quelle est maintenant la doctrine impérialiste, par rapport aux Etats de l'Amérique? Les Etats-Unis se considèrent aujourd'hui comme préposés à la garde des intérêts généraux du Nouveau Continent; ils doivent défendre ces intérêts et prévenir

---

(1) Laferrière. *Revue générale de droit international public*, année 1906.

les erreurs et les fausses manœuvres. Mieux vaut dire: l'intervention des Etats-Unis dans la politique des Etats américains, est de droit. Cette intervention se manifeste soit comme conséquence d'une mesure antérieure, soit comme mesure préventive. Comme conséquence d'une mesure antérieure, quand les Etats-Unis jugeront que leur œuvre ne peut être complétée que par leur action personnelle; comme mesure préventive, quand les Etats-Unis estimeront la politique de tel ou tel Etat maladroite et dangereuse, susceptible d'amener une intervention étrangère. N'est-ce pas le cas pour le Mexique? Les Etats-Unis interviennent parce que le gouvernement du général Huerta leur semble dangereux et illégal, et comme ils sont les tuteurs des Etats américains, ils sont obligés de veiller sur eux. En 1895, ils ont entendu régler l'affaire du Vénézuëla seuls avec les délégués anglais; en 1904, il en a été de même à Saint-Domingue. L'Europe, devant la mauvaise volonté dont faisait preuve la République de Saint-Domingue, décida de saisir les douanes; les Etats-Unis opposèrent leur veto; en 1905, le Nicaragua vivait dans le gâchis le plus complet, les émeutes succédaient aux émeutes et l'ordre ne se rétablissait jamais; les Etats-Unis s'y introduisirent sous prétexte de rétablir l'ordre. En 1912, éclata une révolution qui avait pour but de chasser les Etats-Unis. « Les Etats-Unis, a écrit M. Tardieu (1), ont

---

(1) Revue hebdomadaire 1912, n° 16.



obtenu successivement le contrôle des douanes, la banque nationale, les chemins de fer, les compagnies de navigation à vapeur, la plupart des concessions territoriales et de travaux publics. Les Américains sont devenus les maîtres du pays, et le président provisoire actuel, Adolfo Diaz, n'a qu'un semblant de pouvoir sous le contrôle effectif des Etats-Unis. » Cependant il y a encore un parti qui ne partage pas les vues du président Diaz, et du parti conservateur chamorriste sur lequel il s'appuie; c'est ce parti hostile à l'intervention américaine dans les affaires du Nicaragua qui menaça de faire sauter à la dynamite le secrétaire d'Etat américain, M. Knox, lors de son récent voyage dans l'Amérique Centrale. Ce mouvement de protestation a trouvé son chef dans le général Luis Mena, ministre de la Guerre, qui dut démissionner sur la demande du ministre des Etats-Unis à Mourgua. Le général Mena, qui avait une bonne partie de l'armée pour lui, s'est mis à la tête d'un mouvement révolutionnaire avec le général Zeledon, ancien ministre de la Guerre du général Zelada; il est allé recruter des forces dans la ville de Léon, foyer du libéralisme au Nicaragua, et il est revenu attaquer et bombarder Managua, la capitale nicaraguayenne. Le 5 septembre 1912, les troupes du président ayant été massacrées, les Etats-Unis intervinrent. Il semble cette fois qu'ils y sont restés; ils commandent maintenant en fait, sinon en droit.

La dernière acquisition des Etats-Unis n'est-elle

pas, enfin, une conséquence de l'impérialisme? Je veux parler de l'acquisition du canal de Panama. Cette acquisition a pour eux une importance économique de premier ordre. Ils avaient d'abord vu d'assez mauvais œil la construction d'un canal entreprise sur le sol américain par des ingénieurs français et avec des capitaux français. Pendant que les travaux étaient en cours d'exécution, ils manifestaient l'intention d'en créer un autre par l'isthme de Nicaragua et le Rio San-Juan, qui lui sert de débouché vers l'Atlantique. Peut-être, de ce moment, date la mainmise des Etats-Unis sur le Nicaragua, dans ce but. Mais la Compagnie concessionnaire du canal de Panama fut obligée de déposer son bilan. Après avoir englouti des sommes énormes, elle céda ses droits à une nouvelle Société, qui se chargea de poursuivre l'œuvre commencée. Celle-ci s'entendit avec le gouvernement colombien, duquel dépendait l'isthme, et obtint des délais pour l'achèvement des travaux. Mais l'épargne française, qui avait jeté tant de centaines de millions dans ce gouffre, refusant d'en fournir de nouveaux, les Américains négocièrent l'achat de la concession et des travaux exécutés. Le tout leur fut cédé (1902), pour la somme de 200 millions. Le canal de Panama devenait la propriété exclusive des Américains.

Quelle sera l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis du Mexique? Echapperont-ils à la tutelle de la grande République du Nord ou bien céderont-ils? En 1908,

on aurait pu répondre que l'absorption était impossible. En est-il de même aujourd'hui ?

L'absorption par les Etats-Unis se fait de deux façons : politiquement et économiquement. L'absorption économique est moins à craindre qu'avant 1908, par exemple. Avant cette époque, les Américains des Etats-Unis possédaient presque tous les chemins de fer mexicains. Le « coup » de M. José Yves Limantour, ministre des Finances, dont nous parlerons plus tard, les a dépossédés. Mais ils ont encore un grand nombre de mines sur le sol mexicain. De plus, leurs relations commerciales avec le Mexique sont considérables, bien que, ces temps derniers, elles aient baissé. Ils absorbent cependant près de 70 0/0 du commerce extérieur du Mexique. Pour détruire en partie le danger qui le menace, le Mexique devrait de préférence s'adresser à l'Europe. Lorsque l'influence de l'Europe égalera celle des Etats-Unis, le Mexique sera débarrassé de toute entrave politique. Reste l'absorption par voie de conquête. Est-il à craindre de voir le drapeau des Etats-Unis flotter sur Mexico ? Sans doute le gouvernement de Washington y pense, surtout depuis 1911, c'est-à-dire depuis le jour où le Mexique, retombant dans les errements du passé, est redevenu le pays troublé d'avant 1876. S'il devait être un foyer d'anarchie perpétuelle, il faudrait souhaiter cette annexion, car, avec les immenses richesses qu'il renferme, sous le contrôle d'un gouvernement sage et libéral, il prospérerait. Et cependant l'Oncle Sam hésite

Pourquoi? Parce qu'il comprend que les risques seraient énormes et peut-être négatifs les résultats. Le peuple se soulèverait et l'envahisseur aurait à lutter non pas contre des armées, mais contre des individus isolés, pratiquant la guerre de guerillas. Ce mouvement populaire, en cas de guerre, est probable, car on n'aime pas l'Américain du Nord, qui, de son côté, méprise le Mexicain. L'Américain a beaucoup d'énergie, de courage, d'esprit d'initiative, mais il a un idéal unique: la conquête du dollar; le Mexicain sent couler dans ses veines l'antique sang espagnol; il a l'âme latine; il ne se nourrit pas seulement de préoccupations commerciales et industrielles, il aime son « home » et lutterait jusqu'à la mort avant de l'abandonner. Et d'ailleurs, une autre raison, à notre avis, empêche les Etats-Unis de procéder à cette annexion, c'est celle-ci: la race mexicaine viendrait augmenter l'apport étranger. On sait combien les Yankees aiment peu les étrangers et combien ils sont difficiles pour leur permettre l'entrée des Etats-Unis; il n'y a qu'à voir le grand nombre de gens qui sont pour eux « indésirables ». Comment admettre alors qu'ils puissent permettre à 16 millions d'individus, de race et de mœurs différentes, de se fondre avec eux?

Quoi qu'il en soit, la doctrine de Monroë, depuis déjà un siècle qu'elle a été établie, a été, pour les Etats-Unis, une doctrine à la fois de défense et de conquête. Il n'est pas sans intérêt de voir la vieille Europe s'y soumettre et rechercher même l'amitié de ceux qui l'ont créée.



## CHAPITRE III

### LA CONSTITUTION DE 1824 — SANTA ANNA — LE TEXAS LE MEXIQUE EN 1824 ÉTAIT UN ÉTAT

Reprenons maintenant les événements où nous les avons laissés. Après avoir proclamé la République, le Congrès vota, le 4 octobre 1824, la Constitution qui devait entrer immédiatement en vigueur. Cette Constitution instituait la République fédérative.

Après un préambule, plein de salutaires leçons, de sages conseils et d'exemples pratiques, commençait l'exposé de la Constitution (1). En voici les points principaux : Elle déclarait la nation mexicaine libre et pour toujours indépendante de l'Espagne comme de toute autre puissance. « La souveraineté, y était-il dit, réside dans la nation. La religion du peuple mexicain est la religion catholique, apostolique et romaine. La nation adopte pour son gouvernement la forme de république, représentative, démocratique, fédérative. » Puis, le pacte fédéral reconnaissait que « le pouvoir

---

(1) Lire le préambule de cette Constitution dans le livre de Beulloch « Le Mexique en 1823 ».

suprême se divise, dans son exercice, en pouvoir législatif, exécutif, judiciaire ». Ces pouvoirs, divisés, doivent être séparés. Le pouvoir législatif résidera en une Chambre des députés et un Sénat : ces deux corps réunis composeront le Congrès général. Ses attributions seront les suivantes : « Maintenir l'indépendance des Etats, protéger la liberté de la presse, fixer les dépenses générales de la nation, déclarer la guerre, organiser l'armée. Le pouvoir exécutif est confié à l'individu ou aux individus désignés ». Ses attributions sont semblables à celles du président de la République des Etats-Unis. « Le pouvoir judiciaire appartient à une Cour suprême et à des tribunaux qui seront établis dans chaque Etat. »

Dans un second paragraphe, la Constitution visait le gouvernement particulier des Etats. Le pouvoir législatif « résidera dans un Congrès composé du nombre de membres déterminé par la Constitution particulière des Etats ». Ces membres seront amovibles et élus par le peuple dans le temps et de la manière voulue par lesdites Constitutions. Le pouvoir exécutif de chaque Etat « ne sera confié que pour un temps déterminé fixé par la Constitution respective de chacun d'eux ». Le pouvoir judiciaire « sera exercé par les tribunaux établis par la Constitution de chaque Etat ».

Enfin, nous trouvons, comme conclusion à cette Constitution, la déclaration qui précédait la Constitution française de 1791 : « La nation s'oblige à

protéger par des lois justes et sages les droits de l'homme et du citoyen ».

Cette Constitution de 1824 subit bien des vicissitudes. Tour à tour remaniée, supprimée, rétablie, elle disparut définitivement en 1857.

Edifier une Constitution, c'est bien, mais la respecter, c'est encore mieux. A peine élaboré, cet acte fut l'objet des attaques des partis de droite et des partis de gauche, des Yorkinos et des Escocesses. C'étaient, à cette époque, les deux fractions qui se partageaient les voix au Congrès. Les Yorkinos, défendant les intérêts populaires, profondément démocrates, voulaient la part du peuple dans les assemblées délibérantes plus grande et plus étendue. Les Escocesses, au contraire, parti au sein duquel se cachaient les anciens monarchistes, luttèrent contre le système fédératif, qu'ils voulaient restreindre, et rêvaient, à défaut d'une monarchie, d'un système qui établirait la centralisation à outrance. Jusqu'en 1828, les libéraux conservèrent le pouvoir, mais, en 1828, un conservateur fut porté à la présidence. Santa-Anna le renversa, et, à sa place, fit nommer un libéral.

Santa-Anna avait fait ses premières armes dans le camp des Yorkinos, auxquels il voulut s'imposer. Les démocrates déjouèrent ses projets et, pris de dépit, le futur dictateur du Mexique, en 1831, passa dans le camp des Escocesses.

En 1835, sous son influence, fut votée une Constitution, qui substituait un régime centralisateur au régime fédératif. Le pouvoir central aurait do-

rénavant le droit de nommer les gouverneurs des Etats qui composaient la République fédérative.

Une conséquence pénible du nouvel état de choses fut la sécession du Texas (mars 1835). Entre le Rio Bravo del Norte et la rivière Rouge, s'étendait l'immense et fertile territoire du Texas, que, ni les Espagnols, ni les Mexicains, n'avaient songé à coloniser, mais où avaient immigré beaucoup de Yankees. Quand la Constitution de 1835 fut votée, les immigrants organisèrent un gouvernement local. Le gouvernement de Mexico s'effraya et défendit aux habitants d'acquérir de nouvelles terres. Ceux-ci répondirent par une insurrection générale. Santa-Anna, envoyé contre eux, fut vaincu, et le Texas déclaré indépendant.

Une question se pose maintenant. Le Mexique, dès 1824, formait-il un Etat, tel que le comprend le droit international? Pour fournir une réponse catégorique, il faut d'abord donner la définition de l'Etat en droit international. « L'Etat est une réunion d'individus, vivant sur un sol précis et déterminé, possédant un gouvernement régulier en vue d'un but politique et social » (1). Il est incontestable que le Mexique, en 1824, était un Etat. Il avait, en effet, un sol précis et déterminé; il possédait un gouvernement régulier: la République, qui venait d'être proclamée par le Congrès, émanation de la nation elle-même; ce gouver-

---

(1) J. Mounié « La situation internationale de Monaco », thèse Montpellier 1913, page 177.

nement avait un but politique et social: on n'a qu'à lire la déclaration du Congrès pour s'en convaincre.

Un Etat étant une personne morale a des droits, comme les particuliers. Le Mexique jouissait-il de ces droits? Et d'abord le droit d'égalité. Souvenons-nous que les Etats-Unis avaient reconnu l'indépendance de la colonie espagnole. La conséquence est que le Mexique était traité par les Etats-Unis sur le même pied que les autres puissances. Le droit d'égalité n'était donc reconnu que par Washington, et, à l'égard des autres nations, le Mexique n'existait pas. En 1830 seulement, l'Europe reconnut le nouvel Etat. Il en est de même pour le droit de respect. Il n'est pas douteux, cependant, que, malgré la non-reconnaissance de l'Europe, le Mexique ne fût un Etat. Le droit de conservation se trouvait pleinement garanti par le seul fait que le Mexique possédait une armée qui, à l'occasion, était prête à faire respecter son indépendance. Le droit de commerce, le nouvel Etat l'avait aussi; le droit d'indépendance était évident, de même que le droit de représentation diplomatique et de pavillon distinct. Notre conclusion sera que le Mexique répondait, dès 1824, parfaitement bien à la définition de « l'Etat » en droit international, et que, par conséquent, dès cette époque, il pouvait prendre sa place dans le concert des nations.



## CHAPITRE IV

Démêlés du Mexique avec l'étranger : démonstration navale française. — La guerre de Texas. — L'annexion du Texas et le droit international. — Les mœurs politiques en 1853. — Comonfort.

La perte du Texas fut très sensible aux Mexicains, qui se voyaient privés de riches et vastes territoires. C'était là le prélude des démêlés que la République de l'Amérique Centrale allait avoir avec ses voisins ou l'étranger.

Peu de temps après, en effet, en 1838, les intérêts français furent lésés au Mexique. La France demanda réparation du préjudice causé, et, comme à son gré, on tardait trop à admettre ses réclamations, cependant amplement justifiées, elle envoya une escadre qui bombardait Saint-Jean-d'Ulloa.

Pendant que se déroulaient ces événements, Santa-Anna était devenu le chef incontesté du gouvernement. Nommé, en 1839, président provisoire, en 1841 il se faisait décerner la dictature. Trois ans plus tard, un soulèvement général l'obligea de s'enfuir; on confisqua ses biens et on le déclara ennemi public. Le général Herrera lui succéda en 1844; le nouveau président assista à la séparation définitive du Texas.

En 1839, les Etats-Unis avaient reconnu l'indépendance du nouvel Etat. En 1845, le Texas exprima d'abord vaguement le désir de faire partie des Etats de l'Amérique du Nord. Puis, quelques mois après, poussé par le cabinet de Washington, le gouvernement du Texas déclarait purement et simplement annexer l'Etat à la grande République.

Le Mexique opposa son veto à cette annexion. Les Etats-Unis lui déclarèrent la guerre. Le général Herrera fut renversé, et, pour défendre le territoire, Santa-Anna fut rappelé de la Havane avec le titre de généralissime (octobre 1846). Le général Taylor, chef de l'armée des Etats-Unis, entre en campagne avec une armée relativement faible, et à peine a-t-il franchi la frontière qu'il force les Mexicains à se replier. Ceux-ci reculent jusqu'à Matamoros; Taylor les y poursuit et pénètre jusqu'au cœur de l'Etat de Léon. Le général Scott, lieutenant de Taylor, continue la marche victorieuse de son chef, s'empare de la Vera-Cruz, emporte Puebla et entre à Mexico. D'autre part, la flotte s'empare de Monterey et de San-Francisco. Le Mexique était vaincu. Il dut céder, par le traité de Guadalupe-Hidalgo (2 février 1848), non seulement le Texas, mais encore le Nouveau Mexique et la Haute-Californie, soit 1.413.578 kilomètres carrés.

Du point de vue du droit international, l'annexion du Texas appelle quelques remarques :

1° Généralement, les dettes du pays annexé sont à la charge de l'annexant, qui a la responsabilité de l'actif et du passif. C'est la solution qui devait être appliquée par l'Italie en 1851 aux pays qu'elle venait d'absorber, et la Prusse suivit la même procédure en 1866, au sujet de Francfort, de la Hesse, du Hanovre, du Hainaut. Au contraire, les Etats-Unis, quand ils annexèrent le Texas, lui laissèrent l'indépendance au point de vue financier. Ils ne furent pas tenus, vis-à-vis des créanciers, des dettes du nouveau territoire, mais ils ne participèrent pas aux recettes. Plus tard, les Etats-Unis, ayant consenti à percevoir le produit des douanes, ils durent désintéresser eux-mêmes les créanciers du Texas, auxquels étaient réservés ces produits.

2° On sait que, lorsqu'un Etat procède à l'annexion d'un autre Etat, il laisse aux individus atteints par l'annexion le soin d'éviter le changement de nationalité, pourvu qu'ils manifestent clairement leurs intentions. L'option, actuellement, est soumise à deux conditions: d'abord une déclaration des annexés, ensuite l'émigration hors du territoire annexé. Les Etats-Unis n'exigèrent pas cette dernière condition pour les habitants de la Californie.

3° Le pays cédé prend la condition qui lui est faite par la Constitution de l'Etat cessionnaire, immédiatement. Les Etats-Unis n'admirent la Californie au rang d'Etat représenté au Congrès qu'en 1849. Ils supprimèrent, en outre, des privi-

lèges et des droits qui étaient incompatibles avec leur droit public ou privé. Les Indiens et les Chinois, par exemple, virent leurs droits politiques abolis, et seuls subsistèrent les droits municipaux accordés et prévus par la loi.

Santa-Anna, avant que fût signé le traité de Guadalupe-Hidalgo, était tombé du pouvoir, qu'il occupait depuis 1846. Ce fut de nouveau le désordre et le gâchis dans l'Etat. Les démocrates se maintinrent néanmoins au gouvernement, en 1847, avec Arrago Pedro, en 1848 avec Pena y Pena, en 1851 avec Mariano Arista, en 1853 avec Cerrallos. Mais à la fin de cette dernière année, réapparut Santa-Anna. On acclama une fois encore le vaincu de la guerre du Texas; pour lui prouver que tout était oublié, on lui offrit la dictature. Il l'accepta. Mais ses ennemis ne désarmèrent pas. Il prit contre eux d'énergiques mesures pour les réduire au silence. Pour rester seul maître, il introduisit dans le pays des mœurs politiques déplorables. A la fin de 1854, son pouvoir dictatorial allait finir. L'habile général, prévoyant quelque émeute dont il pourrait bien être la victime, avait, quelques jours auparavant, fait savoir au peuple que, soucieux de respecter ses décisions et désireux de se soumettre à son verdict quel qu'il pût être, il lui demanderait en toute liberté, et sans contrainte aucune, quand le jour de l'élection serait arrivé, de vouloir bien, par la voix du suffrage universel, répondre aux deux questions suivantes :

1° Le président actuel de la République doit-il conserver le pouvoir politique avec les mêmes amples facultés dont il est investi maintenant?

2° Dans le cas où il ne continuerait pas à exercer les mêmes amples facultés, à qui doit-il remettre immédiatement le pouvoir?

On voit déjà ce qu'avaient d'illégal ces deux questions, qui faisaient du peuple le juge suprême en passant par-dessus la tête de ses mandataires. De par la Constitution, en effet, le Congrès seul avait le droit de nommer le président de la République, et il ne pouvait être permis aux citoyens d'exercer par eux-mêmes un droit formellement reconnu à leurs représentants. De même, seul le Congrès avait le droit d'étendre ou de restreindre les attributions du chef de l'Etat, attributions qui, également fixées par la Constitution, du moment qu'elles étaient décernées, ne pouvaient être enlevées que par l'expiration du mandat présidentiel et ne dépendaient en rien de la volonté populaire. Donc, Santa-Anna, par là, violait la Constitution. Il est vrai qu'il avait l'approbation du Congrès, puisque celui-ci lui avait décerné le titre de dictateur. Mais l'approbation du Congrès ne pouvait couvrir l'illégalité, et le peuple aurait pu légalement n'en pas tenir compte et répondre par la violence à la tyrannie. Il ne le fit pas. Quelques jours avant le vote, on vit s'étaler la corruption la plus éhontée, les manœuvres les plus louches. L'armée fut mobilisée. Le jour du vote, pas de



bruit, pas de désordres. Le calme le plus absolu régnait d'un bout à l'autre de l'ancienne colonie espagnole. Pour procéder avec plus de rapidité, on supprima les urnes et les bulletins ; deux grands registres en blanc les remplaçaient. En tête d'une page était écrit le mot « Oui », en regard, sur l'autre, le mot « Non ». Chaque électeur devait signer son nom sur l'une ou l'autre ; il y eut beaucoup d'abstentions, mais peu d'opposants. Les soldats, toutefois, votèrent obligatoirement entre les mains de leurs colonels, les moines entre les mains de leurs supérieurs, les Indiens entre les mains de leurs curés, les employés entre les mains du directeur d'administration ; les gens de rien, seuls, usèrent du registre. Parmi ceux-ci, quelques-uns, ambitionnant la palme du martyre, s'avisèrent de souiller de leur nom la blancheur immaculée de la page négative. Santa-Anna fut élu et ses pouvoirs confirmés. La roche Tarpéienne n'était pas loin du Capitole. En 1856, pour la dernière fois, le dictateur abandonnait le pouvoir ; il n'y devait plus revenir.

Ce qui contribua à la chute de Santa-Anna, ce furent les idées politiques dont il se fit le défenseur vers 1854. Après avoir souri aux libéraux, Santa-Anna se tourna contre eux et ne cacha plus ses idées monarchistes. Son but était de rétablir la royauté, non pas à son profit, mais au profit d'une des maisons régnantes de l'Europe. A cet effet, il commença des démarches en ce sens. Mais

nul prince, en Europe, ne se soucia d'aller édifier au Mexique, étant donné l'état troublé du pays, un trône qui, dès le début, tremblerait sur ses bases.

La disparition de Santa-Anna eut pour conséquence de rouvrir la vie politique dans l'intérieur du pays, et les deux partis libéraux et conservateurs reprirent la lutte.

Cette même année, fut élu, à la présidence de la République, le libéral Ignacio Comonfort. Il arrivait au pouvoir avec un plan de réformes qu'il avait élaborées avec la collaboration du parti libéral et auxquelles il attachait une grande importance. Sa principale préoccupation était d'abord de rétablir l'ordre dans les finances. Une bonne administration était, à son avis, la source de la sagesse politique; on ne pouvait acquérir l'une sans l'autre. De plus, il était pénétré de ce fait que, depuis 1821, le Mexique avait été successivement empire, république fédérale, république unitaire, mais qu'aucun de ces gouvernements n'avait pu demeurer stable. C'était donc, qu'au plan d'Iguala, à la Constitution de 1824, à celle de 1835, il manquait quelque chose. Il fallait donc reprendre ces actes émanant des Congrès successifs, les corriger, les amender, les refaire même si c'était nécessaire: Ignacio Comonfort convoqua donc le Congrès général à l'effet de voter une nouvelle Constitution. Pendant trois mois, furent discutées les questions politiques les plus importantes et les plus épineuses. La majorité conclut à l'établissement de la République fédérale telle

que l'avait instituée la Constitution de 1824, mais dans un sens plus démocratique et moins confessionnel. Et, le 5 février 1857, Ignacio Comonfort. promulgua, au nom du Congrès, la Constitution qui régit d'ailleurs encore le Mexique.

---

## CHAPITRE V

### LA CONSTITUTION DE 1857 — LUTTE ENTRE LES PARTIS

La Constitution mexicaine de 1857 repose sur trois principes :

- 1° La souveraineté nationale;
- 2° La division des pouvoirs;
- 3° L'inviolabilité du pacte fédéral.

1° Et d'abord la souveraineté nationale. Elle réside essentiellement dans la nation, dit la Constitution. Tout pouvoir émane du peuple et est constitué à son bénéfice. En tout temps, le peuple a le droit inaliénable de modifier la forme du gouvernement. Il exerce la souveraineté par les pouvoirs de l'Union et par ceux des Etats particuliers qui gardent leur existence individuelle et sont seuls maîtres de leur organisation ultérieure. Ces Etats sont au nombre de 27. Il faut y ajouter trois territoires et le district fédéral formé par la ville de Mexico et sa banlieue. C'est là que résident les autorités fédérales.

2° En second lieu, la Constitution de 1857 proclame la division des pouvoirs. Ces pouvoirs se divisent ainsi qu'il suit : pouvoir législatif, pouvoir exécutif, pouvoir judiciaire. Le premier fait les

lois, les interprète, les abolit; le second les fait exécuter; le troisième les applique et les fait respecter. « L'un a la charge de l'avenir, l'autre celle du présent, le dernier celle du passé dans les délits tentés ou commis, les promesses non tenues et les dommages causés. » Le pouvoir judiciaire n'est pas une délégation du pouvoir exécutif, il émane du peuple. Le pouvoir législatif est représenté par un Congrès général formé de la Chambre des députés et du Sénat. Le Congrès tient deux sessions annuelles: le 16 septembre et le 15 décembre. La Chambre des députés seule vote le budget et contrôle la comptabilité publique. Les membres des deux Chambres touchent un traitement annuel. La Chambre des députés se compose de 227 membres élus pour deux ans par le suffrage indirect au premier degré. Pour chaque collège électoral, on nomme deux députés. Chaque territoire fédéral a au moins un collège électoral. Le premier député, que l'on nomme « propriétaire », siège de droit; le second, dit « suppléant », ne siège que si le « propriétaire est empêché ». L'élection se fait au scrutin secret. Sont électeurs, tous les citoyens mariés âgés de 18 ans et les célibataires âgés de 21 ans. Les pouvoirs de la Chambre des députés sont les suivants: Elle sanctionne la nomination du président de la République et celle des magistrats de la Cour suprême de justice, ainsi que celle des députés et des sénateurs; elle accepte ou refuse la démission du président et lui accorde les permissions qu'il demande pour s'absenter; elle



contrôle la Chambre supérieure des comptes et examine les comptes du Trésor, forme le jury d'accusation pour les hauts fonctionnaires; enfin, elle vote tous projets relatifs aux impôts, contributions ou emprunts et au recrutement.

Le Sénat, créé en 1874, renouvelable tous les deux ans par moitié, se compose de 56 membres. Chaque Etat et le district fédéral sont représentés par deux sénateurs. Les sénateurs sont élus à la majorité des voix, par vote secret, pour 4 ans. Les conditions d'éligibilité sont les mêmes que pour la Chambre, mais l'âge, pour être éligible, est de 30 ans. Le Sénat « approuve les traités et les conventions diplomatiques négociées par l'exécutif avec les puissances étrangères; ratifie la nomination des agents diplomatiques, des employés supérieurs des finances, des officiers supérieurs de l'armée et de la flotte. Il confie à l'exécutif le pouvoir de permettre la sortie des troupes hors de la République; en cas de nécessité, il nomme le gouverneur intérimaire d'un Etat; il est arbitre entre les pouvoirs d'un Etat lorsqu'ils sont divisés sur une question politique; il applique les peines aux hauts fonctionnaires, lorsque ceux-ci sont déclarés coupables par la Chambre des députés, constituée en grand jury ». Chaque mois, les présidents des deux Chambres sont remplacés. Quand le Congrès est en vacances, il existe une commission de permanence composée de 15 députés et 14 sénateurs, élus la veille de la clôture.

Les conditions d'éligibilité pour les membres des deux assemblées sont les suivantes :

- 1° Etre citoyen mexicain ;
- 2° Jouir des droits civils et politiques ;
- 3° Avoir 25 ans le jour de l'ouverture des sessions pour la Chambre des députés et 30 ans pour le Sénat ;
- 4° N'être membre ni du clergé catholique, ni d'un culte quelconque.

Le pouvoir exécutif est exercé par le président des Etats-Unis Mexicains. Il est élu par un vote des électeurs au second degré et au scrutin secret. Le président doit être Mexicain de naissance et avoir 35 ans accomplis au moment de l'élection. La durée de ses pouvoirs est de 4 ans. Du moins, c'était la durée fixée par le texte primitif. Aujourd'hui, la durée des pouvoirs du président est de 6 ans. Les pouvoirs de l'exécutif sont les suivants : « Le président promulgue et fait arrêter les lois décrétées par le Congrès ; il nomme les membres du cabinet et les agents diplomatiques ; il dispose de la force armée et déclare la guerre avec l'approbation du Congrès ; il conclut les traités sous réserve de l'approbation sénatoriale. Son cabinet se compose de 7 secrétaires d'Etat, savoir :

- 1° Présidence du Conseil, Affaires étrangères et garde des Sceaux ;
- 2° Intérieur ;
- 3° Justice et Instruction publique ;

4° Fomento, qui comprend l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce et les Mines;

5° Communications et Travaux publics;

6° Finances;

7° Guerre et Marine.

Les ministres ne sont pas responsables devant les Chambres, et aucun secrétaire d'Etat ne peut être ni député, ni sénateur, ni magistrat.

Le président de la Cour suprême de justice est de droit vice-président de la République. Nous verrons, ici encore, que la Constitution a été modifiée par des lois successives.

Le pouvoir judiciaire, enfin, est exercé par la Cour suprême de justice et les tribunaux de district. La Cour suprême comprend 11 juges ou conseillers titulaires, 4 surnuméraires et un procureur général. La charge de ces juges est élective. La durée de leurs fonctions est de 6 ans. La Cour suprême prononce en première instance seulement dans les différends entre deux Etats et dans ceux où la Fédération est une des parties, ou encore dans les questions de compétence soulevées entre les tribunaux d'un Etat et ceux d'un autre. Sauf ces cas, la Cour suprême est l'unique tribunal d'appel prononçant en dernier ressort dans tous les litiges ressortissant à la justice fédérale.

« Une des originalités de la législation mexicaine est le jugement d' « Amparo », qui a pour objet de défendre les garanties individuelles contre les abus du pouvoir, devant les tribunaux fédéraux de première instance. »

Les députés, sénateurs, magistrats, sont responsables pour les délits de droit commun qu'ils commettent dans l'exercice de leur charge. Le président de la République lui-même peut être poursuivi pour délit grave de droit commun.

Comme en France, il existe des tribunaux correctionnels, des tribunaux civils, des cours d'assises, des tribunaux militaires. Le droit de grâce, dans tous les cas, appartient, dans le district fédéral seulement, au président de la République.

A côté de cette énumération des trois pouvoirs avec leurs attributions respectives, la Constitution mexicaine « offre, dit M. Léon Bourgeois, non seulement aux citoyens, mais encore aux étrangers, un ensemble de garanties telles que nulle Constitution ne peut être considérée comme plus libérale ». « Les droits de l'homme, dit le premier article, sont la base et la raison d'être des institutions sociales. Toutes les lois et autorités du pays doivent donc respecter et maintenir les garanties que nous concède ladite Constitution. » Voici quelles sont ces garanties :

D'abord, la liberté d'enseignement. L'enseignement est libre, mais le gouvernement fixe quels sont les titres nécessaires pour enseigner.

En second lieu, la liberté du travail. Tout homme peut adopter le travail de son choix et nul ne peut être astreint à un travail rémunéré ou non rémunéré.

Ensuite, viennent les garanties établissant la liberté de penser et de la presse; le droit de péti-

tion par écrit; le droit d'association, le droit de port d'armes; le droit de circulation; l'égalité, la protection des étrangers. La Constitution s'occupe, en outre, de la naturalisation, qui peut être accordée: 1° à tout étranger qui la demande, en prouvant qu'il a résidé deux ans au moins dans le pays, qu'il est majeur, que sa conduite a été bonne, qu'il a une profession; 2° à tout acquéreur de bien-fonds, à moins qu'il ne veuille garder sa nationalité; 3° au père d'un ou plusieurs fils nés sur le territoire de la République, s'il demande à devenir Mexicain.

3° Enfin, la Constitution proclame l'inviolabilité du pacte fédéral.

Comme on le voit, la Constitution mexicaine de 1857 ressemble assez à notre Constitution de 1875. Il y a lieu cependant de remarquer qu'elle est plus démocratique et que, parfois même, les idées démocratiques y sont poussées, à notre avis, un peu loin. Ainsi, par exemple, pour les juges, qui sont élus directement par le peuple, et non par le pouvoir exécutif. Ajoutons que le président Comonfort ordonna, par la Constitution, la sécularisation et la vente des biens du clergé, auquel, d'ailleurs, la valeur des biens devait être restituée en argent.

Cette mesure eut de graves conséquences en 1857: Le clergé, se sentant appuyé par les conservateurs, résista ouvertement et appuya le général Zuloaga, qui, après une lutte de quelques jours, s'empara de Mexico (1858). Les libéraux auraient pu se défendre, mais Comonfort, les abandonnant,



ils durent se résigner pour un temps. Bientôt, ils acceptèrent la direction d'un avocat, de pure race indienne, Benito Juarez, vice-président élu de la République, qui, reconnu par les Etats-Unis et par 17 Etats sur 24, fut proclamé chef du gouvernement. Juarez prononça immédiatement la séparation des Eglises et de l'Etat, la suppression des couvents, la nationalisation des biens ecclésiastiques. Le général Miramon, chef des conservateurs, pour pouvoir soutenir la lutte, fut obligé de recourir à des emprunts très onéreux. Ce furent ces emprunts qui furent une des causes du conflit avec l'Espagne, l'Angleterre et la France (1).

---

(1) « Histoire du Second Empire », par H. Mangen.

---

## CHAPITRE VI

Les causes de la guerre avec la France. — Le Mexique et le Pape. — La Convention de la Soledad. — Les débats au Corps Législatif. — L'Ultimatum de la France. — Les opérations militaires.

Miramón avait créé des bons de la dette qui s'étaient effondrés et étaient tombés à 30 0/0 au-dessous de leur valeur nominale. Un banquier suisse, Jecker, proposa à Miramón de retirer ces bons de la circulation et de les remplacer par d'autres, s'élevant à 75.000.000 de francs, dont l'émission lui serait confiée. Les débiteurs des anciens bons les échangeaient contre des nouveaux moyennant une soulte de 25 0/0, soit 25 piastres pour chaque bon de 100 piastres. Le gouvernement toucherait 10 piastres sur les 25; les 15 autres resteraient dans la caisse du banquier Jecker, qui garantirait pendant 5 années, aux détenteurs des bons nouveaux, un intérêt de 3 0/0 par an. L'opération était plus avantageuse au banquier qu'au public. Le banquier, détenteur de 15 piastres sur chaque bon, en rendait, en effet, au propriétaire, 3 la première année, 3 sur 12 la seconde année, 3 sur 9 la troisième année, 3 sur 6 la quatrième année, et au bout de la cinquième année il resti-

tuait les 3 dernières au prêteur, qui devait se contenter de 3 0/0 d'intérêt. Poussé par d'incessants besoins, Miramon conclut avec le banquier Jecker cet arrangement qui, par l'appât des bénéfices énormes qu'il pensait procurer, devint une des causes de l'expédition contre le Mexique, décidée le 29 octobre.

L'autorité de Juarez, pendant ce temps, se raffermissait. Le clergé mit entre les mains de Miramon les objets les plus précieux qui se trouvaient dans les Eglises. Avec ces richesses, le général équipa une nouvelle armée et alla affronter le général Ortega. Par deux fois, il essaya d'entamer les troupes républicaines, par deux fois il fut vaincu. Le parti libéral triomphait, mais que pouvait-il si on ne lui venait en aide? Il fallait trouver un secours. A qui le demander? A l'Espagne? Il n'y fallait pas songer; aux Etats-Unis? Ils ne pouvaient que se réjouir des troubles qui désolaient le pays, car ils y voyaient le moyen d'en proclamer l'annexion; à l'Angleterre? Elle se préoccupait surtout de son commerce et peu lui importait que ce fussent les conservateurs ou les libéraux qui occupassent le pouvoir. A la France? C'était le plus sûr parti à prendre, car les Français établis au Mexique étaient alliés aux libéraux. Mais le gouvernement de Napoléon III ne voulait pas prêter son appui aux défenseurs du libéralisme et de la Constitution de 1825. Si le parti juariste cherchait ainsi un appui solide, c'est qu'il avait un ennemi redoutable dans la personne de

Guttierez de Estrada. Ce dernier s'était fait le commis-voyageur de Santa-Anna et avait publié une brochure sur la nécessité de rétablir la monarchie au Mexique. Les protestations s'élevèrent de toutes parts. Guttierez arriva à Paris au moment où Louis Napoléon Bonaparte venait d'être proclamé président de la République. Le prince-président était justement porté vers l'Amérique par certains travaux antérieurs. Alors qu'il était dans la prison de Ham, il fit tout un plan de percement de l'isthme de Panama, qu'il se proposait de diriger lui-même quand il serait rendu à la liberté. Poussé par M. de Morny, le prince-président accueillit avec faveur Guttierez et envoya au Mexique M. de Raousset-Boulbon, sous prétexte d'exploiter une mine sous la raison sociale Jecker et Cie. En réalité, il avait d'autres projets. M. de Raousset-Boulbon, arrivé au Mexique, y fut reçu avec bonne grâce par Santa-Anna, Alvarez et un certain capitaliste américain, Walker, toujours prêt à commanditer les aventuriers audacieux. Raousset-Boulbon déclara qu'il voulait rester seul. Quelques mois après, il était fusillé dans la Sonora (12 août 1854). Devenu empereur, le prince Napoléon, poussé par son entourage, et par M. de Morny, décida l'expédition du Mexique.

Si M. de Morny insistait ainsi auprès de l'empereur, c'est qu'il avait partie liée avec le banquier Jecker. Ce dernier, en effet, lui avait promis que, s'il décidait le gouvernement français à assurer l'exécution du traité des bons, il partagerait avec

lui, Morny, le total de la dette. C'est une lettre du banquier Jecker, écrite en 1867, au secrétaire particulier de l'empereur, qui fit connaître ce scandale.

Quoi qu'il en soit, on sait aujourd'hui que c'est uniquement pour quelques millions promis à M. de Morny que fut décidée l'expédition du Mexique. Une autre question financière allait permettre de la réaliser.

M. Guttierrez de Estrada n'avait pas quitté Napoléon III. Il lui demanda s'il n'avait pas de candidat au trône éventuel du Mexique, et, sur la réponse négative de l'Empereur, lui parla pour la première fois de l'archiduc Maximilien. D'obscures négociations ne tardèrent pas à se nouer dès ce moment entre la Cour des Tuileries et celle de Schœnbrunn. François-Joseph déclara à son frère qu'il lui laissait pleine et entière liberté pour choisir ou refuser la couronne qu'on lui offrait.

Au Mexique, au même moment, la guerre civile reprenait. Le ministre de France, M. de Saligny, refusait de reconnaître le gouvernement de Juarez et, à la suite d'une perquisition qui avait eu lieu dans la maison-mère des sœurs de Charité, il écrivait à Zarco, ministre des Affaires étrangères du Mexique : « Votre gouvernement a-t-il donc résolu de me pousser à bout et de se brouiller avec la France ? Je n'assisterai pas plus longtemps à une pareille offense, qui est un outrage direct à l'empereur, sous la protection duquel ces saintes femmes sont placées dans le monde entier ». En même



temps, M. de Saligny protégeait les porteurs de bons Jecker. Le 18 juillet 1861, Juarez déclarait, au nom du Congrès, que seraient suspendus pendant deux ans les paiements concernant la dette extérieure. L'Espagne, la France et l'Angleterre firent entendre des protestations. Elles restèrent sans effet. Le Mexique aurait voulu encore une fois chercher un appui. Il ne voyait autour de lui qu'ennemis ou indifférents. Le Pape, qui aurait pu agir en sa faveur, lui était franchement hostile. Le 15 décembre 1856, dans un consistoire secret, Pie IX avait prononcé une allocution au sujet de la religion au Mexique. Le gouvernement avait fait la séparation de l'Eglise et de l'Etat et s'était emparé des biens du clergé afin de les approprier aux besoins impérieux de l'Etat. Le Saint-Père protesta, incriminant les faits suivants :

1° L'abolition du for en vertu duquel le clergé mexicain ne relevait pas des tribunaux ordinaires ;

2° Refus du gouvernement mexicain de soumettre à l'autorité suprême du siège apostolique ceux de ses actes qui concernaient le clergé ;

3° La prise de possession par l'Etat des biens et propriétés du clergé.

Cependant, dans certains cas, les prêtres et les membres des communautés religieuses pouvaient garder leurs biens en partie en payant un droit de mutation. Le Pape blâme sévèrement ceux qui ont accepté cette transaction.

4° L'abolition des vœux perpétuels ;

5° La liberté des cultes.

Celle-ci est attaquée en ces termes : « Pour corrompre plus facilement les mœurs et les esprits des peuples, pour propager la peste abominable et désastreuse de l'indifférentisme et achever de détruire notre sainte religion, l'on admet le libre exercice de tous les cultes et l'on accorde à chacun la liberté pleine et entière de manifester ouvertement et publiquement toute espèce d'opinions et de pensées ». (1).

Privé de tout appui, le Mexique ne voulut pas donner satisfaction quand même aux réclamations des trois puissances. Celles-ci décident une manifestation militaire contre la République.

Le 31 octobre 1861 fut signée la convention suivante :

« Article premier. — Les puissances contractantes s'engagent à envoyer sur les côtes du Mexique des forces de terre et de mer combinées dont l'effectif sera déterminé par un échange ultérieur de communications entre les trois gouvernements, dont l'ensemble devra être suffisant pour pouvoir saisir et occuper les différentes forteresses et positions du littoral mexicain. Les commandants des forces alliées seront autorisés à prendre toutes mesures qu'ils jugeront nécessaires.

» Art. 2. — Les parties contractantes s'engagent à ne rechercher pour elles-mêmes aucune acquisition de territoires ni aucun avantage particulier et à n'exercer dans les affaires du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte au

---

(1) Cf. Michel Chevalier « Le Mexique moderne ».

droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement.

» Art. 3. — Une commission composée de 3 commissaires sera établie avec pleins pouvoirs de statuer sur toutes les questions ayant rapport aux sommes d'argent reconnues au Mexique.

» Art. 4. — Les parties s'engagent à communiquer une copie de la présente convention au gouvernement des Etats-Unis, l'invitant à y accéder, sans qu'il puisse déroger à un seul article de la présente convention.

» Art. 5. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Londres dans les 15 jours qui suivront sa signature. En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

» Signé: Lord Russell (pour l'Angleterre);

» Xavier de Montera (pour l'Espagne);

» Flahaut (pour la France). »

» Fait triple à Londres le 31 octobre 1861.

Cette convention définit de la manière la plus claire le but de l'expédition: obtenir protection en faveur des personnes et des propriétés des sujets étrangers. Il affirme donc, et M. Billault l'a déclaré au Corps législatif, « que les hautes parties contractantes s'engageaient d'avance à ne pas faire usage des forces qu'elles allaient employer en vertu de cette convention pour des objets autres que ceux qui étaient spécifiés dans son pré-

ambule, et spécialement à ne point s'en servir pour intervenir dans les affaires intérieures de la République ». Il ajoute : « Immédiatement après l'occupation de Vera-Cruz et des ports adjacents, les chefs des forces alliées devront adresser une note collective aux autorités établies par la République afin de faire connaître les motifs pour lesquels les alliés avaient recours aux moyens coercitifs et les inviter à entrer immédiatement en négociation ». Nous verrons ce que le gouvernement de Napoléon III fera de ces promesses.

Le 29 novembre 1861, la flotte espagnole, forte de 6.000 hommes, débarqua à la Vera-Cruz et somma le gouverneur d'abandonner la ville. Aucune déclaration n'avait été faite. De plus, l'Espagne avait agi seule et violé la convention du 31 octobre. L'Angleterre protesta, et, le 7 janvier 1862, la flotte anglo-française arriva à Vera-Cruz. Le corps expéditionnaire comprenait 10.000 soldats, dont 6.000 Espagnols, 3.000 Français, 1.000 Anglais. MM. de Saligny et Jurien de la Gravière, commissaires français; Dunlop et sir Charles Wike, commissaires anglais; le général Prim, commissaire espagnol, adressèrent à la nation mexicaine une proclamation conçue en ces termes : « Ils vous trompent ceux qui prétendent que, derrière de justes réclamations, les alliés cachent des plans de conquête, de restauration ou d'intervention dans votre administration. Telle est la vérité, nous vous la disons en vous déclarant la guerre, il vous appartient à vous, uniquement à vous, sans inter-

vention étrangère, de vous constituer d'une façon solide et durable ».

Malgré les affirmations de M. Billault, à la Chambre eut lieu une nouvelle séance consacrée aux affaires du Mexique. L'adresse, présentée par une députation du Sénat ayant été adoptée sans discussion, portait ces mots : « Le Mexique, à son tour, ne tardera pas à éprouver le châtimement mérité par ses indignes procédés. Puisse l'expédition concertée avec l'Espagne et l'Angleterre être poursuivie énergiquement par le commun accord des trois puissances et procurer une entière satisfaction à la justice, à nos concitoyens et à nos intérêts nationaux » (1). Au Corps législatif, à la séance du 30 mars, fut discuté ce paragraphe : « Les expéditions en Chine, en Cochinchine et au Mexique ont été entreprises pour venger l'honneur de la France et protéger nos nationaux. Nous souhaitons que ces expéditions lointaines et coûteuses assurent le respect de notre pavillon et ouvrent à notre commerce des débouchés durables ». M. Jules Favre et quatre autres députés présentèrent un amendement ainsi conçu : « Nous voyons avec regret commencer l'expédition du Mexique. Son but paraît être d'intervenir dans les affaires intérieures d'un peuple. Nous engageons le gouvernement à ne poursuivre que la réparation de nos griefs ».

---

(1) La Bédollière : « Histoire des peuples anciens et modernes », page 186



Avant que cet amendement fût mis en discussion, M. Achille Jubinal demanda quelques explications sur le but et la portée de l'expédition du Mexique, faisant allusion aux bruits qui circulaient de la candidature de l'archiduc Maximilien d'Autriche. « On a prétendu, dit-il, que nous allions au Mexique substituer un gouvernement monarchique à un gouvernement de forme démocratique. On a ajouté que ce nouveau trône était réservé à un prince belge ou allemand ou même à une princesse espagnole. Si, ce que j'espère, nous n'avons d'autre intention que de protéger nos nationaux et de sauvegarder leurs intérêts, j'approuve pleinement l'expédition. Mais si nous allons, de propos délibéré, renverser un gouvernement libre, je demanderai ce que devient le grand principe de non-intervention que nous avons proclamé et fait respecter en Europe. Le peuple mexicain est bien jeune, mais il a éprouvé bien des malheurs; le premier de ces malheurs a peut-être été la découverte de l'Amérique. Les Mexicains étaient libres, heureux, instruits dans les arts et dans les sciences; il leur manquait l'Evangile et ils l'ont reçu. Mais la domination espagnole les a complètement opprimés et démoralisés. Sans libertés, le Mexique est resté pendant plusieurs siècles dans la main de fer de l'Espagne. Quand les grandes idées de 1789 traversèrent les mers, elles suscitèrent quelques pensées et quelques agitations au Mexique. Mais ce ne fut qu'en 1810 que se levèrent les soldats de l'indépendance mexicaine. Ecrasée d'a-

bord par les vieilles bandes castillanes, l'insurrection finit par triompher. Ce peuple des Indiens se précipita vers le palais du vice-roi et y planta le drapeau d'une nationalité nouvelle. Elle existe encore aujourd'hui, et je demande qu'on ne la détruise pas. Je ne veux pas entrer dans les détails des déchirements du Mexique, mais il est certain que le gouvernement actuel a tous les caractères d'un gouvernement établi. Depuis que Juarez a succédé à Miramon, il est maître incontesté du pays. Donnez-lui le temps d'organiser son administration et il vous payera. Je ne veux pas examiner les documents communiqués, je n'aurais pas à cet égard les éléments de contrôle nécessaires, mais je ne doute pas que l'opinion publique, en France, ne soit favorable à cette nationalité, qui ne demande qu'à se fonder librement. J'espère que la France ne perdra pas, par trop de précipitation, les sympathies qui lui sont acquises au Mexique et ne compromettra pas ses grands principes, qui sont dans ce pays lointain comme un écho de notre Révolution de 1789. » M. Jules Favre, à son tour, développa son amendement et termina en disant que le seul sentiment de la dignité de la Patrie lui avait dicté ces paroles. Cette interpellation ne changea rien d'ailleurs, puisque l'amendement de M. Jules Favre fut repoussé.

Nous avons laissé l'armée d'intervention à la Vera-Cruz, ainsi que les commissaires des trois puissances. Ceux-ci, deux mois après le débarquement, rédigèrent leurs réclamations, chacun pour

leurs nations respectives. Le gouvernement impérial avait formulé les siennes dans la note suivante, adressée sous forme d'ultimatum, au gouvernement mexicain. Il y était dit :

« Les soussignés, représentants de la France, ont l'honneur de formuler ainsi qu'il suit l'ultimatum dont ils ont l'ordre au nom du gouvernement français d'exiger l'acceptation simple et complète de celui du Mexique :

» Article premier. — Le Mexique s'obligera à payer à la France la somme de 12 millions de piastres (60.000.000 de francs), à laquelle est évalué le total des réclamations françaises pour les faits commis jusqu'au 31 juin dernier, sauf les exceptions comprises dans les articles 2 et 4 et dont il sera parlé ci-après. Quant aux faits qui ont eu lieu depuis le 31 juillet dernier, faits pour lesquels ils introduisent une réserve expresse, le montant des réclamations auxquelles ils pourront donner lieu sera fixé ultérieurement par les plénipotentiaires français.

» Art. 2. — Le reliquat des sommes dues en vertu de la convention devra être payé aux ayants droit conformément aux obligations stipulées dans la susdite convention de 1953.

» Art. 3. — Le Mexique s'obligera à l'exécution pleine, loyale et immédiate du contrat passé entre le gouvernement mexicain et la maison Jecker.

» Art. 4. — Le Mexique s'obligera au paiement immédiat de 1.000 piastres (55.000 francs), reste de l'indemnité stipulée en faveur de la veuve et

des enfants de M. Riche, vice-consul à Tepic, assassiné en octobre 1853.

» Art. 5. — Le gouvernement mexicain s'obligera à rechercher les nombreux assassinats commis contre les Français, spécialement contre M. Davesne, et à punir les assassins.

» Art. 6 et 7 (relatifs aux punitions qui devront être infligées aux assassins).

» Art. 8. — Les indemnités stipulées dans le présent ultimatum bénéficieront, depuis le 26 juillet dernier, et jusqu'à leur paiement intégral, d'une indemnité de 6 0/0.

» Art. 9. — Pour garantir l'accomplissement des conditions pécuniaires et autres énoncées dans le présent ultimatum, la France aura le droit d'occuper les ports de Vera-Cruz et Tampico, ainsi que tous ceux qu'elle croira nécessaires et d'y établir des commissaires nommés par le gouvernement impérial. La mission de ces derniers sera d'assurer aux puissances qui y auront droit la dévolution des fonds qui devront être séparés à leur profit sur tous les revenus des douanes maritimes, conformément aux conventions, et la remise aux agents français des sommes dues à la France.

» Art. 10. — Toutes les mesures qui seront jugées nécessaires pour régler la répartition entre les parties intéressées des sommes prélevées sur le revenu de douanes, définir le mode et les termes des paiements et garantir l'exécution des clauses contenues dans le présent ultimatum seront arrê-

tées de concert entre les plénipotentiaires de France, d'Angleterre et d'Espagne.

» Signé: Jurien de la Gravière, H. de Saligny.

» La Vera-Cruz, 12 janvier 1862. »

La lecture de cet ultimatum excita l'étonnement des plénipotentiaires. Charles Wike désapprouva surtout le passage relatif à la créance Jecker. Ce fut là la première fissure qui se produisit parmi les alliés. Quelque temps après, le gouvernement du Mexique ayant demandé l'expulsion du général monarchiste Almonte et de ses compagnons, qui avaient proclamé que le but de l'expédition était de renverser le gouvernement républicain et d'élever Maximilien au trône du Mexique, les commissaires français refusèrent de souscrire à cette expulsion et M. de Saligny dit que « quant à lui il déclarait formellement qu'il ne traiterait jamais avec le gouvernement de Juarez et qu'il fallait marcher sur la capitale ». Les commissaires alliés rédigèrent alors une note collective adressée au gouvernement mexicain pour lui annoncer « qu'ils s'étaient trouvés dans l'impossibilité de se mettre d'accord sur l'interprétation de la convention du 31 octobre 1861 ».

Les troupes françaises, pendant ce temps, étaient campées à Orizaba. Des rapports inexacts avaient fait supposer au général de Lorencez que les dispositions d'une population favorable à Juarez lui aplaniraient le chemin de la Puebla et



de Los Angeles, cette opulente et industrielle cité dont la position assurerait au corps expéditionnaire des logements salubres et des subsistances abondantes. Il s'aventura donc, le 27 avril 1862, sur la route escarpée qui unit ces deux villes. En vertu de la convention de la Soledad, le général Lorencez s'était approché de la Vera-Cruz en laissant à Orizaba quelques malades sous la garde d'un détachement français. Le 18 avril 1862, le général Zaragoza lui fit sommation de retirer ce détachement. Le général français répondit par cet ordre du jour : « Soldats et marins débarqués; malgré les assassinats commis sur vos camarades et les encouragements donnés à ces attentats par les proclamations du gouvernement mexicain, je voulais encore rester fidèle jusqu'au dernier moment à l'accomplissement des obligations contractées par les plénipotentiaires des puissances alliées, mais je viens de recevoir du général mexicain Zaragoza une lettre par laquelle la sûreté de nos malades laissés à Orizaba est sérieusement menacée. En présence de pareils faits, il n'y a plus à hésiter; marchons sur Orizaba au secours de quatre cents de nos camarades sous le coup d'un lâche attentat; marchons à leur secours au cri de « Vive l'Empereur ! »

Le lendemain, nos troupes se mirent en marche dans la direction d'Orizaba.

Dans les premiers jours de juin, les généraux Zaragoza et Ortega, à la tête d'environ 12.000 hommes, se rapprochèrent d'Orizaba. Leur atta-

que paraissait imminente. Cependant, après trois ou quatre jours d'hésitation, elles disparurent. Elles revinrent, le 12 juin, camper sur le Borrego, montagne qui s'élève auprès de la petite ville d'Ingenio, à 4 kilomètres en avant d'Orizaba. De prétendues propositions d'accommodement furent envoyées au comte de Lorencez par Zaragoza. Le général français repoussa les conditions du général en chef mexicain. Deux compagnies du 99<sup>e</sup> de ligne, dans la nuit du 13 au 14 juin, portèrent sur le sommet du mont Borrego, la meilleure réponse qu'il convenait de faire à Zaragoza. La dépêche suivante du général de Lorencez rend compte de ce brillant fait d'armes :

« Orizaba, le 24 juin 1862.

» Monsieur le Maréchal,

» J'ai l'honneur de rendre compte à votre Excellence des faits qui se sont accomplis depuis mon dernier rapport, daté du 11 de ce mois. Le 12 juin, le général Zaragoza, qui, la veille, était encore à Palmar, arriva avec son corps d'armée à Temacalucan, à 6 kilomètres d'Ingenio, et 11 d'Orizaba. Vers 7 heures du soir, il m'envoya un parlementaire porteur d'une lettre étrange dans laquelle il m'offrait une capitulation qui aurait pour condition principale, dans un temps donné, l'évacuation du territoire de la République. Je savais que le corps de 5.000 hommes du général Ortega,

parti de Jésus-Maria, s'avavançait vers ma droite, du côté nord de la ville. Le 99<sup>e</sup>, bien que dans une excellente position défensive, se trouvait, dès lors, trop en l'air, et j'avais besoin de ce régiment pour défendre Orizaba, dont la garnison se trouvait diminuée par le départ de 2.000 hommes que le général Marquez avait dirigés sur la Vera-Cruz. Il y avait intérêt à gagner du temps pour faire revenir le 99<sup>e</sup>; je fis donc taire mon indignation pour adresser au général Zaragoza une réponse évasive. J'envoyai en même temps un officier à Ingenio avec ordre de ramener le 99<sup>e</sup> pendant la nuit à Orizaba. Ce régiment me rejoignit, en effet, le 13, à 6 heures du matin, dans l'ordre le plus parfait, sans avoir laissé le moindre objet à Ingenio et sans avoir été inquiété dans sa marche. Peu de temps après son arrivée, les éclaireurs ennemis se tiraillaient avec les miens. La journée du 13 fut employée aux dernières dispositions de défense. Dans la nuit du 13 au 14, le colonel L'Hérillier, commandant le 99<sup>e</sup>, fut prévenu que l'ennemi prenait position sur la cime du mont Borrego, jusqu'alors jugée inaccessible. Il donna l'ordre à la 3<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon de son régiment d'en gravir les pentes à pic et dépourvues de tout sentier, d'en chasser l'ennemi et de s'y maintenir à tout prix. Après avoir gravi pendant 1 heure et demie des pentes d'un accès presque impossible, M. le capitaine Detrie fut assailli par une vive fusillade, vers 2 heures. Loin d'en être ébranlé, il se précipita sur l'ennemi et lui enleva trois obu-

siers de montagne, dont deux venaient de faire feu sur lui. Cependant, le mont Borrego n'était pas encore atteint; l'ennemi était nombreux; le lieutenant Lombret, le sergent-major Gat et le sergent-fourrier Croz étaient blessés. Le capitaine Detrie maintint sa compagnie en position, la faisant reposer, ne doutant pas que des renforts ne lui fussent envoyés. En effet, la 2<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon vint le rejoindre à 3 heures et demie du matin; MM. les capitaines Detrie et Leclère organisèrent leur colonne d'attaque et s'élancèrent sur l'ennemi à la baïonnette aux cris de: « Vive l'Empereur! » Le capitaine Detrie a été blessé à la main, son revolver broyé, ses vêtements criblés de balles; mais la position appartenait définitivement à la 3<sup>e</sup> et à la 2<sup>e</sup> compagnies du 1<sup>er</sup> bataillon du 99<sup>e</sup>. Ces deux compagnies s'étaient trouvées en présence de trois des corps de l'armée du général Ortega. Ces trois corps formaient 2.000 hommes; 2.500 fantassins et 500 cavaliers étaient restés dans la plaine, au pied de la montagne. Pendant la nuit, le corps du général Zaragoza avait ouvert une parallèle à 1.200 mètres en avant de la porte de Puebla, entre la route et le Rio Blanco; un large fossé de culture formait le prolongement naturel de cette parallèle entre la route et la dérivation du Rio Blanco. Dix-huit pièces, dont deux de siège, étaient réparties sur cette ligne, en plusieurs batteries. Le 14, à 5 heures du matin, les Mexicains ouvrirent un feu très vif sur nos batteries, et leur tir venait converger sur un

petit espace. Nos batteries n'avaient pas encore une épaisseur de parapet suffisante, il fallut répondre au feu de l'ennemi et continuer le travail. Mais, le soir, tout le monde était trop fatigué pour pouvoir songer à une action de vive force sur les batteries de l'ennemi ». Le général de division commandant le corps expéditionnaire: général comte de Lorencez. »

En septembre, arriva le général Forey avec 25.000 hommes. Il établit son quartier-général à Orizaba, d'où il dirigeait tous les mouvements. Il y était placé de manière à ne perdre de vue ni les troupes qui marchaient en avant, ni celles qui venaient d'outre-mer. Il y était dans une sécurité aussi parfaite que s'il eût vécu sur une terre française. Les armées mexicaines n'avaient pas formé un seul instant le projet de débusquer ces envahisseurs étrangers, qui se cantonnaient à loisir sur leur territoire. Elles semblaient dire aux Français: « Nous vous attendons derrière nos remparts avec toutes nos forces ». Et les Français semblaient répondre: « Nous irons vous chercher avec toutes les nôtres ». D'Orizaba, l'armée française marcha sur Puebla, où elle arriva après un violent combat, le 17 mai. Le 19, le général Forey y faisait son entrée solennelle.

Les troupes marchèrent sur Mexico, qui fut pris en juin 1863. Puis les notables de cette ville déclarèrent, devant le général Forey et le ministre de France au Mexique, Dubois de Saligny, que la couronne impériale du Mexique était offerte à



l'archiduc Maximilien d'Autriche; puis ils chargèrent une députation d'aller remettre au nouvel empereur l'acte solennel émanant de cette Constituante et un sceptre d'or.

Le 25 juillet 1863, le maréchal Forey était remplacé par Bazaine.

---

## CHAPITRE VII

La guerre avec la France (suite). — La Convention de Miramar. — Maximilien. — Le décret du 3 octobre 1865. — Attitude des Etats-Unis. — Victoires de Juarez. — Embarras de Maximilien. — L'ordre d'évacuation — Les dernières résistances.

Nous avons vu que Napoléon III avait pressenti l'archiduc Maximilien pour prendre en main le sceptre d'or et la couronne du Mexique. Deux cent trente et un notables mexicains étaient allés à Miramar demander à Maximilien de vouloir bien rétablir l'Empire dans leur pays. Maximilien hésitait. En effet, 400.000 citoyens, sur une population de 7 millions, avaient adhéré à l'Empire; d'autre part, l'empereur François-Joseph voulait autoriser son frère s'il renonçait à ses droits éventuels sur le trône d'Autriche. Maximilien exigeait une contre-lettre annulant cet acte de renonciation dans le cas où il serait amené à quitter le Mexique. L'empereur Napoléon III s'impatientait: il envoya le général Frossard pour hâter l'acceptation de l'archiduc. Enfin, le 10 avril 1864, fut signée la convention de Miramar. En voici les articles principaux:

« Article premier. — Les troupes françaises qui se trouvent au Mexique seront réduites le plus promptement possible à un corps de 25.000 hommes comprenant la légion étrangère.

» Art. II. — Les troupes françaises évacueront le Mexique à mesure que Sa Majesté l'Empereur pourra organiser les troupes nécessaires pour les remplacer.

» Art. III. — La légion étrangère, composée de 5.000 hommes, restera pendant 6 années au Mexique, après que toutes les autres forces françaises en seront parties, conformément à l'article II.

» Art. V. — Dans tous les points où la garnison ne sera pas composée exclusivement de troupes mexicaines, le commandement militaire appartiendra au commandant français.

» Art. VI. — Tant que les nécessités du corps d'armée français exigeront tous les deux mois un service de transport entre la France et Vera-Cruz, les frais de ce service, fixés à 400.000 francs par voyage, seront remboursés par le gouvernement mexicain et payés à Mexico.

» Art. IX. — Les frais de l'expédition française, qui doivent être remboursés par le gouvernement mexicain, sont fixés à la somme de 270 millions, pour tout le temps de l'expédition, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1864.

» Art. X. — L'indemnité que le gouvernement mexicain doit verser à la France pour frais, solde, nourriture et entretien du corps d'armée est fixée à la somme de 1.000 francs par homme et par an.

» Art. XI. — Le gouvernement mexicain remettra immédiatement au gouvernement français la somme de 66 millions en titres de l'emprunt.

» Art. XIV. — Le gouvernement mexicain s'oblige à indemniser les sujets français des préjudices qu'ils ont indûment soufferts et qui ont motivé l'expédition.

» Art. XV. — Le gouvernement français remettra en liberté tous les prisonniers de guerre aussitôt que S. M. l'Empereur du Mexique sera entré dans ses Etats. »

Maximilien, en même temps qu'il signait la convention de Miramar, contractait, à la charge du Mexique, dont il n'était pas encore empereur, un emprunt. Il s'attribua 1.500.000 francs à titre d'acompte sur sa liste civile, puis distribua 4.500.000 francs à des mercenaires belges et autrichiens; enfin, il nomma ministres plénipotentiaires, aux appointements de 200.000 francs, quelques-uns de ceux qui étaient venus lui offrir la couronne.

Les efforts de l'impératrice Eugénie, de Charlotte, de Napoléon III, des Congrès mexicains, avaient triomphé des hésitations de Maximilien. L'orgueil et l'ambition de ce dernier s'y prêtaient, du reste. A Naples, en 1851, il s'extasiait devant le palais de Caserte et exprimait ainsi les sentiments qui agitaient son âme: « Cet escalier monumental est digne de la majesté. Quoi de plus beau que de se figurer le souverain placé en haut et comme resplendissant de l'éclat du marbre qui

l'environne, de se le figurer comme laissant venir jusqu'à lui les humains? Le roi leur envoie un regard gracieux, mais qui tombe de haut. Je voudrais voir celui qui ne courberait pas la tête devant la majesté à qui Dieu donne la puissance. Moi aussi, pauvre éphémère, je sentis remonter en moi l'orgueil que j'avais déjà éprouvé devant le palais des Doges de Venise, et je songeai combien il doit être agréable de se tenir au haut d'un tel escalier, de pouvoir laisser tomber son regard sur tous les autres et de se sentir le premier, comme le soleil devant le firmament ».

Au moment où Maximilien prenait le chemin du Mexique, le ministre des Etats-Unis quittait ce pays et le gouvernement de Washington faisait savoir que la Chambre des représentants avait manifesté son opposition à la reconnaissance d'une monarchie au Mexique. L'hostilité des Etats-Unis se manifestait déjà nettement,

Le 29 mai, les souverains entraient à Mexico. Leur entrée fut suivie de fêtes et de réjouissances publiques. Pendant quelques jours la ville fut littéralement couverte par les fleurs qu'on jeta à cette occasion. Mais hélas, cette joie ne dura pas. De l'emprunt effectué par Maximilien, il ne restait presque plus rien au Trésor. Le peuple mexicain, mis au courant, sentait croître sa colère contre celui qui, sans son consentement, engageait des sommes importantes pour établir son trône. Aussi, les soldats de l'armée libérale, redoublèrent-ils d'énergie pour repousser nos armées.



Maximilien lui, ne faisait rien, pour éviter le déficit du Trésor. En France, le gouvernement impérial se plaignait du peu de hâte que l'on apportait à la liquidation de la dette due à la France. Maximilien fit répondre qu'un intérêt serait désormais servi aux créances sujettes à réviser. Ainsi, le nouvel empereur n'accordait qu'aux créances dont la révision serait équitable, un intérêt dont le taux n'était pas même fixé à la fin de 1864. Et dans son ultimatum du 12 janvier 1862, le gouvernement de Napoléon III exigeait cependant de Juarez :

1° Le paiement d'une somme de 65.057.000 francs pour les faits jusqu'au 31 juillet 1861 ;

2° Le paiement de la somme qui serait fixée par les plénipotentiaires pour les faits postérieurs à cette date ;

3° Le paiement d'un reliquat de sommes non comprises dans les chiffres précédents ;

4° Le paiement d'un intérêt de 6 0/0 dont toutes ces indemnités devaient bénéficier depuis le 17 juillet 1861 ;

5° L'exécution, pleine, loyale et immédiate du contrat Jecker.

Qu'étaient devenues ces monstrueuses exigences devant Maximilien ? Elles avaient disparu, parce que Napoléon III voulait surtout renverser la République mexicaine, comme il avait renversé la République romaine, parce que, comme l'a dit, un publiciste du premier mérite, Emile de Girardin, il voulait se donner la folle joie de couper en deux la république des Etats-Unis ; parce que surtout il

croyait que Maximilien de Habsbourg se prêterait à l'exécution pleine et immédiate du contrat Jecker.

L'empereur du Mexique, n'avait pas seulement à lutter contre les embarras financiers. Rome le harcelait pour lui faire abolir les lois de 1856, 1859, 1861, qui réglaient la vente des biens ecclésiastiques ou de main-morte. Les acquéreurs de ces biens demandaient qu'on prononçât en leur faveur.

Restait encore une question embarrassante pour Maximilien : c'était la question américaine. Le cabinet de Washington soutenait presque ouvertement les Mexicains. Maximilien fit solliciter son appui, ou du moins sa neutralité. Les Etats-Unis ne répondirent pas et continuèrent à favoriser l'enrôlement des volontaires pour le Mexique.

Dans ces conjonctures, l'empereur du Mexique envoya à Paris deux agents pour contracter un emprunt qui éleva la charge imposée au Mexique à 565.000.000 francs.

Cependant, les troupes juaristes harcelaient les troupes impériales.

Vers la fin de septembre, on célébra avec enthousiasme, la victoire de l'armée sur Juarez. On crut le président du Mexique définitivement vaincu. Il devait bientôt reparaître. Le 3 octobre 1865, n'oublions pas cette date, Maximilien rendit ce décret qu'il avait écrit de sa propre main : « Tous les individus faisant partie de bandes ou de rassemblements armés sans autorisation légale, qu'elles proclament ou non un prétexte politique, quelque soit

d'ailleurs le nombre de ceux qui forment la bande, seront jugés militairement par les cours martiales. S'ils sont déclarés coupables, lors même que ce ne serait que du seul fait d'appartenir à une bande armée, ils seront condamnés à la peine capitale et la sentence sera exécutée dans les vingt-quatre heures ». Et Bazaine prenant acte de cette déclaration écrivait : « Je vous invite à faire savoir aux troupes sous nos ordres que je n'admets pas qu'on fasse des prisonniers. Tout individu quel qu'il soit sera mis à mort. Aucun échange de prisonniers ne sera fait à l'avenir ».

Les effets du décret et de la circulaire furent prompts; de nombreuses exécutions ensanglantèrent le Mexique.

Les Etats-Unis, devant cette attitude, devinrent plus agressifs. Ils chargèrent leur représentant à Paris « d'appeler l'attention du gouvernement impérial sur la sensation pénible que cette politique sanguinaire causait aux Etats-Unis ». Le 6 décembre 1865 une note, partie de Washington, vint exposer au gouvernement de Napoléon III à propos du Mexique, les vues de la politique des Etats-Unis, concernant le continent américain. Le 10 janvier 1866, le général américain Sheffield déclarait que le gouvernement américain n'accordait qu'une année à l'évacuation et il disait à l'agent de Juarez « Nous voulons bien faciliter à Napoléon III les moyens de sortir le plus déceemment possible et l'aider à soutenir cette imposture consistant à prétendre que son armée rentrerait en France parce que

l'empire mexicain n'avait plus rien à craindre, mais il doit se hâter ».

M. Drouyn de Lhuys répondait le même jour à la note américaine de décembre 1865 que « le gouvernement français est disposé à hâter autant que possible le rappel des troupes du Mexique ». En même temps, M. Drouyn de Lhuys envoyait à M. Dano, ministre de France au Mexique, deux dépêches. Dans la première, datée du 14 janvier, après avoir dit que la situation dans laquelle nous nous trouvions au Mexique ne pouvait se prolonger et que la cour de Mexico se trouvait dans l'impossibilité reconnue de remplir les conditions de Miramar, notre ministre des Affaires étrangères ajoutait : « Il faut donc que notre occupation ait un terme et nous devons nous y préparer sans retard. L'empereur vous charge de la fixer, avec son auguste allié ». La seconde dépêche portait la date du 15. M. Drouyn de Lhuys y insistait sur la résolution qu'avait prise le gouvernement français de se dégager des obligations prises à Miramar, le Mexique ne pouvant exécuter ses engagements. Le 16 février, il écrivait à M. Dano : « Le désir de Sa Majesté est que l'évacuation puisse commencer vers l'automne prochain et qu'elle soit achevée le plus promptement possible ».

Le 12 février, une note de M. Seward envoyée par ordre du président Johnson disait : « On a pris acte du rappel des troupes françaises, mais la France n'a que faire de retarder un seul instant la retraite promise de ses forces militaires. Nous se-

rons charmés lorsque l'empereur nous donnera l'avis définitif de l'époque à laquelle on pourra compter que finiront les opérations militaires de la France au Mexique.

Pour combattre l'idée d'évacuation, Maximilien envoya à Paris le général d'Almonte. Napoléon III lui répondit : « Nous avons facilité vos emprunts, on a trouvé des ressources pour régler les contestations anglaises et nous avons vu contester le principe même des réclamations françaises contenues dans le traité de Miramar comme la cause déterminante de notre expédition et qui, à défaut de toute stipulation, aurait constitué une dette d'honneur, irrémissible et indiscutable ; le gouvernement mexicain doit pourvoir désormais à sa propre conservation ».

La situation au Mexique, pendant ce temps empirait chaque jour. Les soldats de Maximilien trahissaient les troupes et passaient à Juarez.

Il aurait fallu à Maximilien beaucoup de popularité pour résister à la poussée libérale qui se préparait au Mexique. Il aurait pu l'éviter cependant si moins facile à se laisser dominer, il avait fait prévaloir une politique sage, modérée, répondant aux désirs du plus grand nombre. Au lieu de cela il renvoya les ministres et mit à la tête de son cabinet le père Fisher qui distribua les portefeuilles aux plus fougueux conservateurs de son entourage. A la violence réactionnaire, le peuple répondit par l'insurrection. Les républicains s'emparèrent de Tampico, d'Alvarado ; le sud-est des Terres Chaudes



est en leur pouvoir, ils occupent toutes les places évacuées par l'armée française, ils arrivent dans la vallée de Mexico. En septembre 1866, le général Castelnau s'embarquait pour le Mexique, dans le but d'obtenir de gré ou de force, l'abdication de Maximilien. Voici quels étaient ses ordres « Quand le jeune souverain aura abdiqué, on devra réunir un congrès, surexciter les ambitions des différents chefs dissidents qui tiennent la campagne et faire décerner la présidence à celui qui consentira le plus d'avantages à l'intervention ».

Le gouvernement des Etats-Unis suivait toutes ces intrigues, pour les trancher court au moment opportun. Le 7 octobre, M. Seward adressa au ministre des Etats-Unis à Paris, une dépêche au sujet du départ des troupes françaises au Mexique. Il signalait « des incidents fréquents et de diverse nature mentionnés par la presse en France et au Mexique et représentés comme indiquant de la part de l'empereur Napoléon une disposition à ne pas remplir son engagement relatif au rappel des troupes en trois détachements, dont le premier partirait en novembre, ce qui a eu pour effet inévitable de répandre des doutes sur la sincérité même de l'empereur en contractant l'engagement et sur sa fidélité à le remplir ». Et M. Seward ajoutait : « Quand l'évacuation aura été effectuée, nous prêterons volontiers l'oreille à des suggestions de quelque part qu'elles viennent, tendant à assurer le rétablissement de la paix et du gouvernement constitutionnel indigène au Mexique ».

Le 18 octobre, les Juaristes anéantirent une colonne de 1.500 Autrichiens près d'Ojaca que Porfirio Diaz (le futur président) assiégeait et qu'elle venait secourir. Voyant sa cause perdue, ne voulant pas recevoir le général Castelnau, apprenant que sa femme est devenue folle, Maximilien décide de quitter le Mexique. Le 21 octobre il part, mais arrivé près d'Orizaba, le père Fisher le retient lui promettant monts et merveilles et réveille son ambition.

Le 18 décembre Napoléon III télégraphia au général Castelnau : « Rapatriez la légion étrangère. L'article 3 de la convention de Miramar était violé ; il y était dit, en effet, que la légion étrangère resterait pendant six années au Mexique après le départ de toutes les troupes françaises.

Car le gouvernement des Etats-Unis était devenu plus pressant. Il demandait le rapatriement immédiat et ajoutait par l'organe de son représentant : « Nous sommes étonnés et affligés d'apprendre que le rapatriement promis a été différé par l'empereur. Cette décision, prise sans entente préalable, avec les Etats-Unis, est regrettable. Nous ne pouvons y adhérer ». Il fallait obéir sous peine de complications.

L'armée expéditionnaire, continuait à se défendre et à maintenir l'ordre, mais donnait l'exemple de la plus complète incurie. « Mexico est un foyer d'intrigues, écrivait le général de Gallifet. Il y court les bruits les moins avantageux pour l'armée française. On a fait ici des spéculations scandaleu-

ses. Nous pataugeons dans le gâchis. Quant à l'aveuglement de Maximilien, il faut, pour s'en faire une idée, se représenter un des princes les plus idiots et les plus imbéciles qu'on bafoue pendant les cinq actes et quatre tableaux d'une féerie de la Porte Saint-Martin ». Ce qui n'empêchait pas M. Rouher de déclarer que la situation au Mexique était excellente et que l'expédition était la plus belle pensée du règne. Le maréchal Bazaine, d'autre part, était ainsi jugé par le colonel Douai : « Le public éclairé du corps expéditionnaire, s'accorde à penser que le maréchal travaille depuis deux ans à se substituer à Maximilien. On sait qu'il a entretenu des intelligences avec des chefs dissidents; on est exaspéré de savoir que de toute cette désastreuse affaire du Mexique, un seul homme a pu retirer une fortune et qu'afin de pouvoir la liquider, il n'hésite pas à compromettre les intérêts les plus sacrés de notre pays et de nos soldats. » Déjà, il était évident que ce maréchal de France tournerait mal.

Dans les premiers jours de 1867, M. Thiers et Jules Favre remirent sur le tapis l'entreprise mexicaine. M. Rouher la glorifia encore et dit : « Le prestige de la France n'en est pas diminué ». Dans un mouvement d'indignation, M. Jules Favre lui jeta ces paroles qui le firent pâlir : « Vous avez compromis les finances de la France, vous avez fait du sang de la France un usage qui doit peser sur vos consciences : dans un pays libre, vous seriez mis en accusation ». M. Jules Favre avait raison.

Napoléon III lui-même, d'ailleurs, à l'ouverture de la session législative, avouait que sa tentative de relever un ancien empire, heureuse d'abord, avait été compromise par un fâcheux concours de circonstances. Et il ajoutait : « J'ai spontanément décidé le rappel de notre corps d'armée ». Les dépêches impératives du président de la République des Etats-Unis, nous ont édifiés sur la cause de cette spontanéité; jamais humiliation plus dure ne fut infligée au chef d'une grande nation.

L'ordre d'évacuation étant devenu formel, l'armée française mit en vente à vil prix tout ce qu'elle avait : les poudres furent noyées dans la Sequia. Le 5 février, le drapeau tricolore ne flottait plus sur le quartier général à Mexico. Ortega patronné par le gouvernement de Napoléon III pour créer des difficultés à Juarez, fut arrêté par les Américains, Bazaine avait fait proposer à Porfirio Diaz de remettre entre ses mains les villes occupées par les Français, de lui livrer Maximilien et Miramon et de le proclamer président à condition qu'il rendrait à Napoléon III le service de lui permettre de dire, par l'entremise de M. Rouher au Corps législatif : « La dette et les emprunts français ne courent aucun risque ».

Maximilien partout essayait des revers. Miramon était battu dans le Nord. Les villes remises par les Français étaient livrées aux Juaristes. Le 7 avril, Porfirio Diaz qui venait de s'emparer de Puebla adressa un ordre du jour à son armée : « Mexicains, disait le général victorieux, avec les

fusils pris à l'ennemi, la place non sans raison dénommée invincible, puisque les premiers soldats du monde n'ont pu la prendre d'assaut, a cédé au premier effort de votre valeur entraînante. Toute la garnison et l'immense matériel de guerre remis par l'ennemi sont les trophées de votre victoire ».

Les désertions avaient réduit à 9.000 hommes l'armée qui accompagna son empereur à Morella, capitale de l'Etat de Michoacan. Les républicains s'emparèrent de plusieurs villes et continuant leur marche triomphale, procédèrent à l'investissement de Mexico, tandis que Maximilien se rendait à Queretaro où ses soldats le rejoignirent et dont le 4 mars, les généraux Escobedo et Corona commencèrent le siège qui tous les jours se resserrait. Les assiégés comprenant que c'était là pour eux la partie décisive qui se jouait tentèrent plusieurs sorties afin de pouvoir percer les lignes républicaines. Mais celles-ci étaient plus nombreuses, plus disciplinées et possédaient en outre ce mâle courage, cette rare énergie que donne le succès déjà acquis. Du côté des assiégés les réquisitions et les emprunts épuisaient les habitants. Les soldats pénétraient violemment dans les maisons pour chercher des vivres qu'ils ne trouvaient pas. La famine se faisait sentir chaque jour de plus en plus. Le découragement qui décime une armée plus encore qu la mitraille commençait à s'emparer aussi bien des généraux que des soldats. Partout des murmures avant-coureurs des révoltes se faisaient entendre. Maximilien qui avait passé les premiers



jours du siège au milieu de ses soldats, pour échapper aux cris de malédiction des habitants, voulut se dérober. Il fit demander au général Escobedo l'autorisation de gagner secrètement le port le plus voisin d'embarquement. Un refus accueillit cette demande. Dans la nuit du 15 mai, des soldats républicains, surprirent les sentinelles placées au couvent de la Vera-Cruz et appelèrent au son des cloches l'armée assiégeante. Les impériaux cherchèrent un refuge dans la ville. Aux premières lueurs du jour, cinq individus se dirigent vers la place de la Cruz. Il y a là Maximilien la tête couverte d'un large chapeau de feutre blanc et dissimulant son uniforme sous un paletot. Avec lui et également déguisés, sont le général Cortilla, deux aides de camp et le colonel Lopez : « Laissez passer ces quatre civils dit le colonel Lopez au chef des Juaristes. Les fugitifs passent et se dirigent vers une hauteur le « Cerro de las Campanas », surmontée d'une redoute dans laquelle se sont massés les impériaux. Les républicains tournent leurs canons vers ce refuge. Bientôt sur la hauteur, le drapeau blanc est hissé; le bombardement cesse. Un aide de camp s'avance et demande le général Escobedo. Celui-ci paraît avec son état-major. Maximilien marche vers le général, le salue et le prie de faire quelques pas avec lui. « Me permettrez-vous demande le prince, de me rendre, sous la garde d'une escorte, à un point quelconque de la côte ou je m'embarquerai pour l'Europe? Je jure sur mon honneur de ne plus remettre les pieds au Mexi-

que ». « Il m'est impossible, répondit Escobedo, de vous accorder cela. » « Traitez-moi donc en prisonnier de guerre répondit Maximilien. Voici mon épée. » Le général ordonna au chef de son état-major de la recevoir. On conduisit l'ex-empereur, Miramon et Mejia, au couvent des Capucines. Le 13 juin, les trois prisonniers furent traduits devant un conseil de guerre.

---

## CHAPITRE VIII

Le procès de Maximilien. — La sentence. — L'appel de Victor-Hugo — Les coupables. — Le bilan de la guerre. — La guerre du Mexique et le Droit International.

Le conseil de guerre s'essembla, au théâtre d'Iturbide. L'affluence était considérable. La scène était occupée par les membres de la Cour et le reste du théâtre par les spectateurs. A droite, siégeaient les membres du conseil de guerre. Sur la gauche, et vis-à-vis du banc du conseil, on avait placé des tabourets pour les accusés et des sièges pour leurs défenseurs. La plus profonde émotion pouvait se lire sur les visages de tous les assistants, et le plus grand silence régnait dans l'assemblée. Les généraux Miramon et Mejia furent menés, à 9 heures du matin, dans une voiture escortée, par devant et par derrière, de carabiniers de Galeana, et sur les côtés, d'une compagnie du pouvoir suprême et d'une compagnie du 4<sup>e</sup> bataillon. Ces accusés ayant été conduits dans un cabinet adjacent, le président ouvrit la séance. Les membres de la Cour et les défenseurs se rendirent ensuite à leurs places, chacun dans l'uniforme de son emploi. Le lieutenant-colonel Manuel y Aspiroz, remplissant les fonctions de juge-avo-

cat, donna lecture de l'acte d'accusation et des interrogatoires. On remarqua la question suivante qui avait été posée à Maximilien : « Voulez-vous admettre que vous êtes responsable de toutes les luttes qui ont eu lieu au Mexique, depuis l'évacuation du pays par les troupes françaises ? » L'empereur avait répondu : « Non. Juarez est responsable de tout cela. Après le départ des Français, je lui envoyai un messenger et lui proposai de proclamer une amnistie générale et un pardon complet pour tous ceux qui s'étaient identifiés avec moi dans la cause impériale. Juarez a refusé, et je n'avais rien autre à faire que rester et tenter tous les efforts possibles pour protéger une grande partie du peuple mexicain ». Le juge-avocat lut d'autres pièces par lesquelles il résultait que Maximilien avait demandé l'autorisation d'appeler trois avocats de Mexico pour le défendre, ainsi que le baron de Magnus, dont il sollicitait la présence pour arranger des affaires de famille, ou des affaires d'un caractère national, de haute importance, pour la Vénétie, l'Italie et l'Autriche. Les défenseurs étaient :

Pour Maximilien : MM. Jesu Yasquez de Queretaro, Eulabio Ortega, Mariano Riva Palacio, Rafael Martinez de la Torre de Mexico ;

Pour Miramon : MM. Jarigui de San Luis de Potosi et Ambrosio Moreno de Queretaro ;

Pour Mejia : MM. Prospero C. Vega, de Queretaro.

Les défenseurs commencèrent par protester contre la juridiction du conseil de guerre : Maximilien la déclarait illégale, attendu qu'elle s'appuyait sur la loi du 25 janvier 1862 contre les traîtres au pays ; qu'en sa qualité d'étranger, il ne pouvait être traître envers un pays qui n'était pas le sien et dans lequel il exerçait des fonctions élevées qui le mettaient au-dessus de la loi.

Thomas Mejia fut le premier introduit, et, quand il se fut assis sur un tabouret, son défenseur aborda la question constitutionnelle avec autant d'éloquence que de force d'argumentation. Il nia que la loi du 25 janvier fût applicable à Mejia, qui, dans ses campagnes, s'était borné à se défendre sans jamais attaquer ; qu'il n'avait jamais versé le sang des prisonniers ; qu'il avait eu entre les mains le sort d'un grand nombre d'officiers de l'armée libérale, entre autres Arteaga, l'illustre martyr, et qu'il les avait traités, tous, avec humanité. L'avocat, touchant ensuite au caractère politique de l'accusé, dit que Mejia était resté fidèle à ses convictions : il avait cru loyalement que le peuple désirait spontanément un trône. En terminant, M. Prospero C. Vega rappela à la cour martiale que la Constitution de 1857 avait aboli la peine de mort et qu'il ne fallait pas souiller du sang versé sur l'échafaud les lauriers moissonnés par la victoire. Répondant à une question du président, Mejia déclara qu'il n'avait rien à ajouter. Les gardes l'emmenèrent et Miramon prit sa place. Ses défenseurs, MM. Jarigui et Moreno,



s'attachèrent à établir que la loi du 25 janvier ne saurait être appliquée à Miramon; que l'accusation s'appuyant sur la résistance de l'accusé au gouvernement constitutionnel, son pronciament à Puebla, son enlèvement des fonds de la convention, son usurpation de pouvoir, et, en dernier lieu, ses campagnes sous le drapeau de l'Empire n'était pas fondée. Le défenseur s'éleva énergiquement contre l'application de la loi du 25 janvier à des faits commis avant la mise en vigueur de cette loi, pour quelques-uns desquels il avait déjà subi la peine légale, et pour les autres desquels il avait pour complice le premier magistrat de la nation, le général Comonfort, et tous ceux qui avaient suivi le cours des événements de la guerre civile. La défense était d'avis qu'on ne pouvait prétendre que Miramon s'était joint à l'intervention parce qu'il habitait en pays étranger au début et pendant l'établissement de cette intervention sans qu'il y prit part; qu'étant à l'étranger, il avait offert ses services à Juarez, que ses services avaient été acceptés, et que s'il ne les avait pas rendus il en avait été empêché par des causes indépendantes de sa volonté; qu'il revint dans son pays lorsqu'il lui était devenu impossible de vivre plus longtemps à l'étranger; qu'il trouva l'Empire déjà établi; qu'il fut alors banni par Maximilien.

Etant devenu l'ennemi irréconciliable des étrangers, il retourna à Mexico à l'époque où le général Castagny se retirait avec les dernières troupes françaises. C'est alors qu'il marcha avec ses par-

tisans jusqu'au moment où il fut fait prisonnier. En terminant, MM. Jaregui et Moreno soutinrent que la loi du 25 janvier n'était pas applicable à Miramon et que, pour les actes commis dans la dernière période de sa carrière, il était protégé par les garanties constitutionnelles de la loi des nations, qui détermine les droits des prisonniers de guerre. L'avocat, dans le cours de sa défense, parla de la clémence dont l'accusé avait toujours fait preuve envers les prisonniers de guerre et dit que lui-même, étant prisonnier de Marquez, avait été sauvé par Miramon au moment où il allait être fusillé. La défense étant terminée, et Miramon ayant déclaré qu'il n'avait rien à ajouter, il fut emmené à son tour.

La cause de Maximilien fut appelée la dernière. Il avait eu deux attaques de dysenterie et se trouvait dans l'impossibilité de comparaître.

Les griefs articulés contre lui étaient :

1° L'usurpation de l'autorité suprême ;

2° Promulgation du décret du 3 octobre 1865 sur la mise à mort sommaire, vingt-quatre heures après leur arrestation, de tous les prisonniers libéraux pris les armes à la main. En vertu de ce décret, et au mépris des lois de la guerre, exécution des généraux Arteaga et Salazar et d'un grand nombre d'officiers de tous grades ;

3° Promulgation du décret du 7 mars 1867, lequel assurait la continuation de la guerre civile après le départ des troupes françaises ;

4° Décret créant une régence et tendant à perpétuer ainsi l'usurpation du pouvoir suprême et la guerre civile alors que tout espoir de succès était perdu.

MM. Jesu Maria, Velasquez et Eulabio Ortega prirent d'abord des conclusions tendant à décliner la compétence de la cour martiale. Le conseil des défenseurs réunis était d'avis que, pour juger dans l'espèce, la loi n'était pas applicable, qu'il y aurait inconstitutionnalité. Il appuyait fortement sur l'irrégularité avec laquelle procédait la cour, en l'absence de tous les témoignages, de documents et de preuves. « La situation dans laquelle se trouve la défense, disait-il, rend celle-ci incomplète. Le cas est d'une si haute importance, il implique tant de points touchant le droit international, l'histoire et la politique, que les quarante-huit heures accordées à la défense ne suffisent pas pour la préparer. Or, le prisonnier ne doit pas être privé des moyens propres à le défendre. La nature de l'affaire demande que la légalité soit observée en tout, que le calme et la réflexion président à toute la procédure, afin que la bonne renommée de la république reste intacte aux yeux du monde, qui attend avec une si grande sollicitude le dénouement de ce drame social. »

La position prise en ces termes par la défense était appuyée de citations prises dans divers auteurs. La cour passa outre et obligea la défense à accepter le débat. Les défenseurs déclarèrent qu'ils pourraient se taire en excipant de l'incom-

pétence de la cour et de l'illégalité de la procédure, mais qu'ils ne le feraient pas. M. Ortega dit qu'il allait répondre à toutes les accusations articulées contre le prisonnier, parce qu'en l'avait forcé de parler, mais sans reconnaître qu'aucune de ces charges fût appuyée sur la moindre preuve. Il rappela toute l'histoire de l'accusé, son arrivée au Mexique, et repoussa l'accusation qui le représentait comme un usurpateur. Maximilien, étant à Miramar, reçut une députation de délégués mexicains qui lui furent présentés par un haut fonctionnaire de la cour autrichienne. Cette députation venait lui offrir la couronne du Mexique. Maximilien refusa d'accepter cette couronne tant que la volonté de la nation ne lui serait pas connue. Dans l'intervalle, les Français occupèrent le Mexique. Sous la terreur des baïonnettes, une assemblée de notables fut convoquée. Elle vota la création d'un empire mexicain dont l'archiduc devait être le chef. Grâce à l'influence de cette même assemblée, beaucoup de municipalités donnèrent leur adhésion, et les actes de cette adhésion furent remis à l'empereur élu. Maximilien, hésitant encore, consulta les juriscultes les plus éminents de l'Angleterre, et le collège de Londres déclara qu'il était élu empereur par la volonté de la nation. Les juristes de Londres ignoraient, aussi bien que le candidat, les moyens employés au Mexique pour obtenir l'unanimité du peuple par les partis triomphants. Maximilien accepta sans se croire usurpateur, persuadé, au contraire, qu'il

était souverain légitime. Il fut d'ailleurs confirmé dans cette croyance par l'accueil qui lui fut fait à son arrivée dans le pays, où il entra sans escorte militaire, accompagné seulement de sa famille; enfin par les ovations qu'il reçut dans son trajet de Vera-Cruz à Mexico et dans les villes de l'intérieur qu'il visita par la suite. M. Ortega nia que Maximilien eût été l'instrument de la France; l'empereur avait été en conflit avec cette puissance postérieurement à l'accord fait à Miramar; la France avait demandé la cession de Sonora, et l'empereur l'avait refusée, en insistant même pour que l'article stipulant cette prétention fût rayé; enfin, il avait été constamment opposé aux demandes des officiers français, et cet état de choses avait duré jusqu'au jour où ceux-ci avaient quitté le pays. Dès que Maximilien eût aperçu les premiers symptômes du mécontentement général, il s'éloigna de la capitale. Retiré à Orizaba et Cuernavaca, il appela auprès de lui ses ministres d'Etat, tint conseil avec eux et les consulta sur la légitimité de son élection et sur le vœu du peuple. Ils lui représentèrent ce peuple comme tout à fait fidèle (1).

La défense réfuta ensuite très habilement l'accusation de cruauté. Le décret du 3 octobre avait été signé par Maximilien alors que Juarez n'était

---

(1) La Bédollière. — Le Procès de Maximilien dans l'« Histoire des peuples anciens et modernes ». Chapitre Guerre du Mexique.



plus sur le territoire mexicain. Ce décret débute par cet exposé des motifs: « La Cause que Don Benito Juarez a défendue avec tant de valeur et de constance a succombé sous la force, non seulement de la volonté nationale, mais aussi de la loi que ce fonctionnaire invoquait à l'appui de ses prétentions. Aujourd'hui, la faction même dans laquelle cette cause avait dégénéré cesse d'exister par le départ de son chef du sol natal ».

Bien que Juarez n'eut pas quitté un seul moment le Mexique pendant les cinq ans de la guerre, on le croyait à New-York; on l'y avait vu, il devenait donc naturel de penser que tous les guerilleros n'étaient que des bandits, agissant pour leur propre compte et qu'on pouvait ne pas leur accorder les bénéfices de prisonniers de guerre. Ortega affirma qu'un des articles les plus sévères des décrets de 1865 avait été dicté par le commandant en chef des troupes françaises. Il ajouta que ces décrets avaient bien plus pour but de jeter la terreur dans l'âme des ennemis de l'empire que de les livrer à un pouvoir discrétionnaire. Aucune demande de preuves n'avait été faite sans être accueillie. Bien plus, à quelque heure du jour ou de la nuit qu'une requête en grâce parvînt à la résidence impériale, ordre était donné d'en informer Maximilien, sans égard pour son sommeil ou pour ses occupations; et cet ordre avait été strictement exécuté.

La défense s'attacha à démontrer ensuite que la loi de 1862 était incompatible avec les droits de

la nation en tant que le conquérant se fait juge du vaincu. Elle conclut en priant instamment la cour, au nom de la civilisation et de l'histoire, qui aurait à juger les terribles actes de ce jour, de sauvegarder comme partisans de la seconde émancipation du Mexique la bonne renommée du pays aux yeux des générations futures, qui applaudiraient au couronnement de la plus grande des victoires par le plus grand des pardons.

Lorsque M. Ortega cessa de parler, il était neuf heures du soir, et la cour martiale s'ajourna au lendemain huit heures du matin. A l'audience du 14 juin, les accusés n'étaient pas présents. Le président de la cour martiale demanda aux défenseurs s'ils avaient quelque chose à ajouter; ceux-ci répondirent qu'ils ne voulaient présenter actuellement aucune observation nouvelle; qu'ils réservaient le surplus de leurs moyens pour une phase ultérieure de la cause.

Le juge-avocat, M. Manuel Aspiroz, énuméra de nouveau les charges articulées contre les prévenus en citant certains documents émanés du gouvernement impérial. Il reprochait à Maximilien d'avoir essayé de prolonger la guerre en créant, le 7 mars 1867, une régence dans le cas où il perdrait la vie dans une bataille. En réponse aux efforts de M. Vega pour établir l'absence de preuves, le juge-avocat soutint que ces accusations étaient fondées sur la notoriété, qui est une preuve suffisante.

En vertu de l'article 28 de la loi du 2 janvier,

le crime capital était suffisamment établi, même en dehors de l'identité constatée de personnes. L'absence de textes et de témoignages, que la défense jugeait si étrange, n'avait aucune importance. On n'en avait pas besoin. Les accusés avaient été pris les armes à la main, leurs crimes étant connus du monde entier. Le juge-avocat conclut que la peine capitale fût appliquée aux accusés.

MM. Vasquez et Ortega présentèrent successivement la défense de l'archiduc. Le premier réfuta soigneusement les charges et conclut par ces paroles qu'il adressa à la cour : « Si vous condamnez à mort l'archiduc, je m'inquiète peu d'une coalition européenne ou d'une attitude menaçante de la part des Etats-Unis. J'ai confiance dans les armées libérales de la République qui ont chassé les Français de notre territoire. Mais je crains la réprobation universelle qui pèsera sur notre pays, comme un anathème, ce qui serait pire que la mort, et cela à cause de la nullité des actes de cette cour ».

M. Ortega prit alors la parole. Il protesta contre l'irrégularité de la procédure. Il appela l'attention sur ce principe de justice et de droit qui veut que le juge-avocat donne lecture de son réquisitoire avant les plaidoiries, afin que la cour attende en dernier lieu les paroles de l'accusé. Il reprocha à M. Asquiroz d'avoir pris pour base de son accusation les réponses faites par les défenseurs à l'appui des preuves fournies par la dé-

fense, ce qui était tout à fait contraire à la pratique légale et à l'ordre naturel des choses, d'avoir énoncé dans son réquisitoire des preuves qui n'avaient pas été lues dans le cours du procès, ce qui démontrait qu'il avait mis à profit la suspension de l'audience pour ajouter à son accusation dans la nuit, en puisant de nouveaux points d'attaque dans la défense même, procédé en dehors de toute légalité dans une question de vie et de mort. Ne semblait-il pas requérir contre les accusés, plutôt d'après leurs dires que d'après les preuves articulées contre eux dans l'acte de poursuite? En ce qui touchait l'accusation basée sur ce que l'archiduc aurait cherché à prolonger la guerre en nommant une régence pour le cas de sa mort, le défenseur déclara que l'acte d'abdication, signé à Cerro de la Campana, existait réellement. Quant à l'article 28 dont le juge-avocat avait parlé pour justifier l'absence de témoignages et de preuves écrites, le conseil de défense tout entier répondit que les temps d'inquisition étaient passés où de simples formes étaient tout ce qu'on demandait pour former une conviction. Les défenseurs n'avaient jamais supposé que M. Aspiroz s'attendît à ce que la cour, composée de jeunes et braves défenseurs de la République, s'assemblât pour condamner et non pour être convaincue. Enfin, ils n'avaient pu croire que l'honorable cour voulût faire de la justice une comédie au lieu de procéder selon sa conscience. Cette idée n'avait pu naître que de l'étrange argumentation du juge-avocat. Un des

membres du conseil de défense, M. Vega, demanda au juge-avocat de quel droit il avait annulé l'ordre du gouvernement suprême l'invitant à parler conformément aux articles 6 et 11 de la loi du 28 janvier. M. Ortega donna lecture de cet ordre et prit acte de l'infraction. M. Jaregui prit des conclusions au nom de la défense. M. Moreno déposa une protestation contre l'admission d'un témoin après le procès, la poursuite étant close et le juge-avocat ayant reçu ample notification de la défense.

La cour martiale se retira en séance secrète pour formuler son arrêt, et à dix heures du soir elle condamna à la peine de mort Maximilien de Habsbourg, Miquel Miramon et Thomas Mejia, en fixant l'exécution au 16 juin.

Communiquée le même jour au gouvernement de Juarez, qui était établi à San-Luis de Potosi, en attendant la prise de Mexico, cette sentence fut discutée en conseil de cabinet. Juarez laissa Escobedo libre d'agir; toutefois, l'exécution fut ajournée jusqu'au 19.

Pendant ce temps, les avocats de Maximilien travaillaient à obtenir sa grâce. MM. Palacio et de la Torre, qui étaient venus de Mexico pour diriger la défense, s'adressèrent directement à Juarez; mais leur intercession fut vaine.

Peu de jours avant l'exécution des prisonniers, les représentants de la Prusse et d'Angleterre vinrent à Queretaro pour tenter encore de suprêmes démarches. Elles furent rejetées. Une réponse



également négative avait été faite à Victor Hugo, qui avait écrit au président Juarez : « Au-dessus de tous les codes monarchiques d'où tombent des gouttes de sang, ouvrez la loi de lumière, et au milieu de la sainte page du livre suprême qu'on voie le doigt de la république posé sur cet ordre de Dieu : Tu ne tueras point. Ces quatre mots contiennent le devoir. Le devoir vous le ferez. L'usurpateur sera sauvé si le libérateur n'a pu l'être. hélas ! Il y a huit ans, le 2 décembre 1859, du droit du premier venu, j'ai pris la parole au nom de la démocratie, et j'ai demandé aux Etats-Unis la vie de John Brown. Je ne l'ai pas obtenue. Aujourd'hui, je demande au Mexique la vie de Maximilien. L'obtiendrai-je ? Oui, et peut-être même à cette heure est-ce déjà fait. Maximilien devra la vie à Juarez ».

Cette lettre arrivait trop tard, car l'exécution avait eu lieu la veille. Le 19 juin, les condamnés avaient été fusillés. Maximilien déclara qu'il mourait pour l'indépendance et la liberté du Mexique. Miramon cria : « Vive l'Empereur ! » Mejia couvrait de baisers un crucifix. L'officier qui commandait le peloton d'exécution leva son épée et les trois condamnés tombèrent (1).

Et maintenant que le drame a pris fin, quels sont les responsables ?

---

(1) De La Bédollière : « Histoire des peuples anciens et modernes ».

C'est d'abord le malheureux empereur lui-même. Le décret du 3 octobre 1865 devait se retourner contre lui. Et ce décret ne fut que la suite d'une série de mesures intransigeantes et vexatoires rendues contre ses ennemis politiques. D'esprit libéral, au fond, Maximilien aurait dû conserver, empereur, la tendance qu'on remarquait en lui quand il était administrateur de la Vénétie. Il n'aurait dû jamais se départir de la sagesse dont il faisait preuve alors. Il y eût beaucoup gagné.

Un autre responsable est Napoléon III. Il porte la plus large part des crimes commis par le prince, comme aussi il est responsable de sa fin tragique. Mais le plus grand coupable n'est pas lui.

Le Père Fisher portera, lui surtout, devant l'histoire, la responsabilité de la mort de l'ex-archiduc d'Autriche. C'est lui qui raviva l'ambition de Maximilien lorsqu'il allait partir, en ramenant son âme faible et accessible à toutes les dominations des illusions qu'une lettre de S. M. Eugénie avait récemment flattées (1).

L'exécution de Queretaro, imposée à Juarez par son ministre Lerdo de Tejada, fut comme une affirmation de la doctrine de Monroë jetée à la face de l'Europe.

Comptons à présent ce que nous coûta cette intervention, « la plus belle pensée du règne! »

---

(1) Sur le rôle du Père Fisher, consulter le livre de M. H. Maugen : « Histoire du Second Empire ».

Elle nous coûta 363.155.000 francs en crédit extraordinaire, 1.128.000.000 sur les budgets ordinaires de la guerre et de la marine, 1/10<sup>e</sup> de notre armée et un matériel considérable de marine et de guerre. La flotte qui ramena l'armée du Mexique entra le 5 mai en rade de Toulon. On ne rendit pas les honneurs à Bazaine. Sa disgrâce, d'ailleurs, ne dura guère. On dit qu'il avait en sa possession des papiers compromettants au sujet de l'association Jecker-Morny. Pour l'empêcher de nuire, le futur traître de Metz fut appelé au grand commandement de Nancy, dont on venait de reconnaître l'onéreuse inutilité et de projeter la suppression. Les survivants de l'armée expéditionnaire gagnèrent sans tambour ni trompette les divers cantonnements qu'on leur assigna (1).

Il nous reste maintenant à étudier à propos de cette guerre du Mexique, une question très intéressante au point de vue du droit international, nous voulons dire le droit d'intervention. L'intervention, on le sait, consiste à s'immiscer dans les affaires d'un Etat, soit pour lui faire admettre un point de vue particulier, soit pour orienter sa politique dans tel ou tel sens. Nous ne discuterons pas ce droit ni ne l'analyserons. On a beaucoup écrit là-dessus ; ce que nous pourrions dire n'apporterait rien de bien nouveau à la question et d'ailleurs serait hors de notre sujet. Nous nous contenterons d'appliquer à l'intervention française au Mexique

---

(1) Histoire du Second Empire, par Taxile Delord.

les idées émises et nous nous demanderons si Napoléon III, de 1861 à 1867, intervint dans la République de l'Amérique centrale ou non.

On sait que l'expédition du Mexique, décidée par la convention de Londres du 31 octobre 1861, avait pour but la protection des intérêts des trois puissances et la sauvegarde de la dette extérieure du Mexique. Les trois royaumes, France, Angleterre, Espagne s'engageaient à prendre des mesures coercitives, pour obliger le Mexique à réparer les torts faits à leurs nationaux et pour forcer le gouvernement de Juarez à rapporter le vote du congrès qui avait décidé de suspendre pendant deux ans, les paiements concernant la dette extérieure. Y avait-il ici intervention? Pourquoi les puissances contractantes allaient-elles au Mexique? Pour défendre leurs nationaux et faire respecter leurs droits; n'ayant pas obtenu satisfaction, elles envoyèrent une armée. Il n'y avait pas d'intervention. La période qui s'étend de 1861 à 1863 est dans ce cas.

Mais pour la période de 1863 à 1867 la question change. Pourquoi Napoléon III, quand les alliés se furent séparés, continua-t-il la guerre? Était-ce pour demander réparation des dommages causés? Non, c'était pour lutter contre l'autorité de Juarez, renverser la république et établir, sur le trône, Maximilien d'Autriche. Il y avait ici intervention manifeste et cela pour trois raisons. D'abord l'empire français imposait sa volonté au Mexique, ensuite il y avait immixtion du gouvernement français dans les affaires du gouvernement mexicain;

enfin le Mexique formant une véritable souveraineté indépendante et libre sous la présidence de Juarez, c'était intervenir que d'attenter à son existence.

En résumé, pour cette guerre du Mexique de 1861 à 1863, il n'y avait pas intervention, de 1863 à 1867 l'intervention était certaine (1).

Nous voici enfin arrivé au terme de ce chapitre; qu'on nous pardonne d'avoir été si long. Mais comme nous l'annoncions dans notre Introduction, il nous a paru utile d'insister sur un chapitre qui intéresse au plus haut point les Français. Jugeant de ce point de vue aucun détail ne nous a paru inutile. Nous avons fait aussi une grande place au rôle diplomatique que joua la république des Etats-Unis en 1866, rôle immense; c'était l'exemple nécessaire pour illustrer d'une façon palpable la doctrine de Monroe.

---

(1) Despagnet. — « De l'Intervention ».

---



## CHAPITRE IX

Juarez. — L'enseignement. — Le Code civil. — Le droit international privé. — Les lois de réforme.

Après avoir fusillé Maximilien, Mejia et Miramon, chefs de l'opposition conservatrice, les troupes républicaines n'eurent plus qu'à livrer à ceux qui résistaient encore que de petits combats sans importance. Ils furent vite dispersés. D'ailleurs, les ministres et conseillers de Maximilien avaient fui, s'empressant de quitter un pays où ils n'étaient plus en sûreté. Le parti conservateur était définitivement abattu. Dans cette guerre, ce parti se discrédita aux yeux de tous, car il s'était allié à l'étranger pour combattre ses adversaires. De sorte que l'intervention française a eu un résultat que ses auteurs n'avaient pas cherché, celui de laisser au parti libéral, seul, le soin de fixer sans contrainte, le sort de ses destinées.

De tous les prétendants à la présidence, Juarez restait l'unique candidat. En 1867, il fut réélu presque à l'unanimité des suffrages. Le suffrage universel s'inclinait aussi devant l'homme qui avait affranchi son pays, secoué le joug de l'étranger, conservé à l'égard de tous, amis ou ennemis, une

stricte neutralité, fait régner une égale justice. D'ailleurs, on savait très bien que Juarez mieux que quiconque à cette époque, avait les sympathies des Etats-Unis et c'était quelque chose à ce moment pour le Mexique que de ne pas se sentir complètement isolé et abandonné. Craignant la République du Nord dans son esprit d'expansion, la République du Centre tenait à l'imiter dans son esprit libéral. Elle désirait être son amie, non sa vassale. Ajoutons encore que Juarez, de race indienne, était un jurisconsulte éminent, un esprit très cultivé, un professeur très écouté. Chez lui l'esprit spéculatif au lieu de détruire son sens pratique, ne faisait que le raffermir. Il était l'homme des réalisations immédiates (1).

Le nouveau président trouva le pays désolé par la guerre; les champs étaient incultes, les industries et le commerce, dans un complet marasme. Il fallait s'appliquer à relever les ruines et à bâtir solide, sur un sol fertile, mais que les événements avaient forcé à abandonner. Les finances étaient dans un état déplorable: il fallait autant que possible réduire les dépenses et augmenter les recettes. Du côté intellectuel, l'enseignement était complètement délaissé; ce qui existait était insuffisant; là il ne fallait pas seulement réédifier, mais créer.

La domination espagnole cependant n'avait pas

---

(1) C'est ce qui se dégage nettement de la correspondance de Juarez et de Montluc.

tout à fait failli à sa tâche, mais ce qu'elle avait fait était insuffisant.

En 1823, Iturbide avait déclaré : « Le premier souci du gouvernement doit être l'organisation d'un système d'instruction publique ». « Sans instruction, disait plus tard le ministre de l'Instruction publique, point de liberté. » En 1833, la liberté d'enseignement est proclamée et on crée une direction générale de l'instruction publique dans le district fédéral. En 1834, un règlement fixe quelles seront les attributions de cette direction. En 1842, on crée une sous-direction dans chaque district. Une loi organique du 19 décembre 1854 réunissait en 258 articles les prescriptions communes aux écoles primaires, préparatoires, professionnelles. Mais ces prescriptions restaient lettre morte. Il ne fallait compter que sur l'initiative privée. « Durant cette période, dit M. Erquezen, sans crainte d'être trop sévère, tous nos gouvernements les uns après les autres, n'ont rien fait que d'éphémère et d'instable. C'est à l'initiative privée que nous devons ce que nous sommes, c'est l'initiative privée qui nous a conservé la civilisation. Lorsque le gouvernement est intervenu dans la protection et la réglementation des écoles, c'a été pour les tuer en absorbant leurs fonds et en y substituant une subvention plus ou moins dérisoire » (1).

Quand la guerre avec la France fut finie, Juárez s'occupa de l'enseignement. C'est lui qui en fit

---

(1) Le Mexique au début du xx<sup>e</sup> siècle, article de M. Gréard.

une charge d'Etat. Mais avant de faire une loi, il nomma une commission composée de membres éminents, sous la présidence du docteur Gobino Borrema. Il fut longuement discuté sur toutes les questions concernant tous les enseignements et après avoir mûrement réfléchi, la commission établit la loi du 2 décembre 1867, qui officiellement promulguée, engageait les Pouvoirs publics. Voici, en résumé, quelles étaient les dispositions de cette loi :

1° Toute commune doit entretenir à ses frais une école de garçons et une école de filles ; quand la population de la commune dépasse un certain chiffre, il doit y avoir plusieurs écoles. Si la commune ne peut payer par elle-même l'école et entretenir les maîtres qui y enseignent, le gouvernement du district et le gouvernement fédéral assurent la dépense.

2° Tout Etat doit entretenir à ses frais une école préparatoire (enseignement secondaire) établie sur le modèle de l'école nationale préparatoire de Mexico.

3° Les écoles professionnelles (enseignement supérieur), doivent, aux frais de la république être mises au niveau des besoins de la science, de l'industrie, de l'agriculture et des beaux-arts.

Après avoir ainsi réglementé le nombre d'écoles, il y avait des dispositions spéciales pour l'école primaire.

L'école primaire est :

1° *Obligatoire*. — Dans l'intérêt de l'individu et de la société, car l'instruction permet à l'individu

de se faire une place dans la société et que la société profite du travail de l'individu.

2° *Gratuite*. — La gratuité s'impose, car c'est une nécessité dans un état démocratique et de plus parce que la gratuité enlève tout prétexte à la négligence de la famille.

3° *Laïque*. — La laïcité est le régime que doit adopter un peuple qui a proclamé la séparation des églises et de l'Etat. La science à l'école, la religion à l'église, n'est-ce pas le seul moyen d'assurer la liberté de conscience?

La loi du 2 décembre 1867, produisit d'excellents résultats et cela presque immédiatement. Juarez ne devait pas voir cette régénération. En 1874, on comptait 54 collèges fréquentés par 9.337 élèves. Même dans l'instruction primaire, de 1870 à 1874 d'importants résultats furent obtenus.

Pendant que la commission pour l'instruction travaillait, non loin d'elle travaillait aussi une autre commission; celle-ci composée de jurisconsultes tels que Mariano Yanez, José-Maria Lafraga, Don Isidore Monteil y Duarte, et Don Rafaël Doude, qui avaient reçu pour mission d'élaborer un code. En novembre 1870, la commission avait terminé ses travaux et le 20 décembre 1870, ce code civil fut sanctionné par le congrès de l'union. Il devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1871. Tous les Etats l'ont adopté sauf ceux de Mexico et de Vera-Cruz qui conservent leur code spécial. Ce n'est pas à proprement parler un code mexicain puisque chaque Etat



au Mexique est indépendant et n'a de législation commune qu'en matière fédérale, or le droit civil, d'après la constitution n'est pas matière fédérale.

Le code civil mexicain se compose de 4.126 articles. Il contient un titre préliminaire sur les lois en général, leurs effets et leurs applications. Il est divisé en quatre livres :

- 1° Des personnes ;
- 2° De la propriété ;
- 3° Des contrats ;
- 4° Des successions testamentaires et *ab intestat*.

1° *Des personnes*. — Dans le premier livre, le code civil mexicain a un chapitre spécial pour les personnes morales, espèce d'êtres fictifs, dont le code civil français suppose l'existence (par exemple dans des articles 910 « les dispositions entre vifs ou par testament au profit des hospices, des pauvres d'une commune ou d'établissements d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par un décret du président de la république » et 619 « l'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers ne dure que 30 ans »), mais dont la nature et les attributions ne sont déterminées nulle part, sauf quelques dispositions isolées et fragmentaires qui se concilient difficilement. Les personnes morales énumérées par le code civil mexicain, sont :

Les sociétés créées dans un but d'utilité publique ; elles doivent être légalement autorisées ; elles comprennent la nation, les Etats, les villes, les cor-

porations d'utilité publique, les sociétés civiles et commerciales.

Ce code comprend, en outre, certains sujets qui ne sont pas traités dans le nôtre ou du moins qui n'y font pas l'objet de chapitres spéciaux, par exemple, le travail, titre qui renferme ce qui a trait à la propriété littéraire, dramatique, artistique.

La division générale diffère de notre code en ce que ce dernier comprend illogiquement les successions dans le même livre que les donations, les divers contrats et la prescription, tandis que le code mexicain fait avec raison un titre spécial de successions et comprend la prescription acquisitive dans le titre de la propriété et des biens.

Mais il y a une critique à formuler. L'hypothèque est placée dans le chapitre des contrats. L'hypothèque fait bien l'objet d'un contrat spécial, mais c'est d'abord un droit réel qui doit se placer sous la rubrique de la propriété. Comme dans notre Code, le mariage quant à la personne et le mariage quant aux biens sont séparés.

Si nous prenons le chapitre des successions, nous voyons le Code civil mexicain différer du nôtre, surtout depuis 1884, époque à laquelle il fut modifié. D'abord les dispositions de ce Code, en général, méritent un éloge, parce qu'elles ont l'avantage de résoudre par un texte législatif des difficultés qui, chez nous, restent dans le domaine de la doctrine.

Avant 1884, le Code mexicain accordait de nombreuses réserves en toute propriété et en réglait

avec beaucoup de soin la constitution. La nouvelle rédaction de 1884 les a supprimées entièrement et n'a laissé subsister à la place qu'une obligation alimentaire. Le nouvel article 3323 proclame que toute personne a le droit de disposer de ses biens par titre de testament, à titre de succession ou de legs. Ce droit n'est limité que par l'obligation de laisser des aliments :

- 1° Aux descendants ;
- 2° A l'époux survivant ;
- 3° Aux ascendants.

1° Aux descendants mâles mineurs de 25 ans ; aux descendants mâles qui sont dans l'impossibilité de se livrer à un travail quelconque ; aux femmes qui n'ont pas contracté mariage et vivent honnêtement, même majeures de 25 ans ;

2° Au conjoint survivant, pourvu que, si c'est un homme, il soit dans l'impossibilité de travailler, et, si c'est une femme, qu'elle reste veuve et vive honnêtement ;

- 3° Aux ascendants.

En France, notre Code civil diffère profondément du Code civil mexicain. Une personne, quoique majeure, ne peut disposer entièrement de son bien à titre gratuit, si elle a des parents en ligne directe. Dans ce cas, le disposant ne peut pas léguer toute sa fortune à une personne quelconque, mais il y a une certaine partie, la « réserve », qu'il ne peut absorber, et ses héritiers, pour cette raison, se nomment héritiers réservataires. On sait

que « La réserve est une part des biens d'une personne assurée par la loi à ses héritiers en ligne directe, et dont ceux-ci ne peuvent être dépouillés par des libéralités adressées à d'autres » (1).

Nous avons vu, en outre, que, dans le Code civil mexicain, il existait l'obligation alimentaire pour les descendants, les ascendants, l'époux survivant.

Dans le Code civil français, la réserve existe pour les descendants légitimes, les ascendants légitimes, les enfants naturels.

Pour ce qui est des descendants légitimes, fussent-ils au troisième ou au quatrième degré, tous ont une réserve. Quand il n'y a qu'un enfant, la réserve sera de moitié; quand il aura deux enfants, la réserve sera du tiers; quand il y en aura trois, du quart; quand il y en aura quatre, de  $\frac{5}{16}$ ; de  $\frac{3}{20}$  quand il y en aura cinq; de  $\frac{3}{28}$  quand il y en aura sept. Pour les ascendants, la réserve est fixée d'une manière invariable à un quart de la succession de chaque ligne, quel que soit le nombre d'ascendants qui représentent cette ligne. Pour l'enfant naturel, la réserve est une quotité de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, et cette quotité se détermine à l'aide de la même proportion qui sert à fixer sa part *ab intestat*.

En ce qui concerne les substitutions fidéicommissaires, et par là il faut entendre toute disposition « par laquelle l'auteur d'une libéralité charge la personne gratifiée de conserver toute sa vie les biens qu'il lui donne, pour les transmet-

---

(1) Planiol. — Cours de droit civil, tome III.

tre en mourant à une seconde personne désignée par le disposant », elles sont supprimées comme chez nous.

Cependant, comme dans le Code civil français, à côté du principal général il y a l'énumération des substitutions permises. La substitution est parfois permise, par exemple lorsque le père institue son enfant en lui substituant des enfants nés ou à naître de celui-ci, auquel cas l'héritier devient un simple usufruitier. Mais on ne pourrait substituer des descendants plus éloignés. N'est-ce pas ce que dit l'article 1048 de notre Code civil ?

« Les biens dont les pères et mères ont la faculté de disposer pourront être donnés par eux, en tout ou en partie, à un ou plusieurs de leurs enfants par actes entre vifs ou testamentaires avec la charge de rendre ces biens aux enfants nés ou à naître, au premier degré seulement, desdits donataires. »

Pour les successions *ab intestat*, le Code mexicain n'admet qu'exceptionnellement le droit de représentation. On sait ce que c'est que le droit de représentation dans notre droit français. « La représentation, dit M. Planiol, (dans une définition qui semble avoir évité toutes les critiques adressées à la définition du Code) la représentation est un bénéfice de la loi, en vertu duquel un héritier d'un degré plus éloigné est admis à recueillir la part qu'aurait obtenue son père ou sa mère, prédécédés en concours avec des héritiers plus proches que lui (1). » Elle n'a lieu au Mexique qu'en ligne

---

(1) Planiol. — Cours de droit civil, tome III.



directe descendante et en collatérale au profit des neveux et nièces, soit germains ou non germains. Mais il n'existe pas dans le Code mexicain notre article 744, qui dit « on peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé ». Puis il y a l'énumération de l'ordre des successions :

1° Descendants, ascendants, conjoint survivant ; 2° ascendants, conjoint survivant ; 3° à défaut d'ascendants, frères et sœurs, neveux et nièces, conjoint survivant ; 5° les autres collatéraux jusqu'au huitième degré ; 6° le fisc.

Les points particuliers les plus remarquables de cette dévolution successorale, sont :

1° Les descendants n'excluent pas entièrement les ascendants comme dans notre droit, mais il y a concours entre eux.

2° Les ascendants excluent tous les frères et sœurs. Ainsi se trouve détruite l'anomalie de notre Code qui accorde une réserve à l'aïeul en lui refusant la succession.

3° Le législateur distingue les enfants « naturels » et les « expurios » (bâtards) : il accorde à tous des droits de succession variés ; il les fait concourir avec tous les parents, et partant, la succession se dédoublant elle-même vient se mouler avec la succession légitime.

4° Le conjoint survivant concourt avec tous les héritiers, ce qui existe chez nous depuis ces dernières années, exactement depuis le 9 mars 1891. Depuis ce moment, le conjoint survivant concourant avec des héritiers légataires n'a qu'un droit d'usu-

fruit. En outre, le conjoint survivant exclut les collatéraux de la succession.

Nous n'ajouterons plus rien à cet examen, que nous aurions voulu plus long, si nous n'étions limité par l'abondance même des matières que nous traitons. Qu'on nous permette cependant de conclure avec M. Raoul de la Grasserie : « N'est-ce pas encore le plus grand titre de gloire de Juarez d'avoir vu se créer sous sa présidence, le Code civil mexicain qui a été rédigé avec une grande critique et a fait passer dans son texte ce qui a été jugé utile après un consciencieux triage, fait non seulement dans les textes antérieurs ou contemporains, mais aussi dans des décisions de jurisprudence qu'il a converties en décisions législatives. Partout on a pris un vrai souci d'une justice distributive, aussi complète que possible, d'une attentive équité, d'une réglementation intégrale, sans cependant gêner la liberté ou l'essor de l'individu » (1).

Un mot encore au sujet du droit international privé (2). Les principes en sont les suivants :

1° Les lois relatives à l'état et à la capacité, suivent les Mexicains, même à l'étranger, pour les actes qui doivent s'exécuter en tout ou en partie au Mexique.

2° Les lois mexicaines régissent tous les immeubles sis en ce pays.

---

(1) Raoul de la Grasserie : « Le Code civil mexicain ».

(2) Voir le Mexique au début du xx<sup>e</sup> siècle. Chapitre : « Les Institutions ». — Et Carpentier : « Répertoire du droit français », n° 27, année 1898.

3° La maxime *locus regit actum* règle la forme des actes passés à l'étranger. Cependant les Mexicains ou les étrangers peuvent suivre les lois mexicaines lorsque ces actes doivent s'exécuter au Mexique.

4° Les obligations ou droits, nés de contrats ou de testaments passés à l'étranger par des Mexicains, seront régis par la loi du Mexique lorsqu'ils devront s'y exécuter ; s'il s'agit d'un acte passé par un étranger et qui doit être exécuté au Mexique, l'étranger pourra choisir la loi à laquelle il sera soumis en ce qui concerne les meubles. Toutes les fois que la loi étrangère doit être appliquée, on doit en prouver la teneur.

Les règles du droit international privé sont appliquées dans les conflits de lois entre Etats. Les Etats du Mexique n'ont pas tous, on le sait, un Code civil et un Code pénal identique. Cette application des règles du droit international privé est d'autant plus facile que, dans la Fédération mexicaine, il n'y a pas de divisions en pays de coutume et en pays de droit écrit et que les lois sont codifiées dans tous les Etats. S'il y a quelque différence, c'est dans la forme, rarement dans le fond ou dans la doctrine. Il peut se faire qu'un individu condamné dans un Etat passe dans l'autre. Est-il sûr de l'impunité, ou bien existe-t-il une procédure spéciale pour l'extradition ? La chose est plus simple. Les Etats sont obligés de se remettre mutuellement les accusés et les coupables réclamés par les autorités compétentes. Chaque Etat accorde aux actes pu-

blics des autres Etats un crédit absolu, qu'il s'agisse de registres ou de procédures judiciaires.

Dans le domaine économique, l'activité de Juarez fut grande. Mais la mort qui vint le frapper en 1872 ne lui permit pas de mener son œuvre à bien. Ce fut lui qui, le premier, fit commencer la ligne du chemin de fer mexicain, faisant comprendre ainsi l'importance qu'il attachait à ce moyen de locomotion au Mexique. Son successeur, en 1873, n'eut qu'à continuer son œuvre. Juarez avait rendu d'éminents services à son pays; il avait résisté à l'invasion étrangère, fait régner un calme relatif, conservé la paix entre les partis pendant quatre ans. Mais ses ennemis commençaient à se mouvoir dans l'ombre; une certaine agitation contre sa politique personnelle se manifestait, quand il mourut le 18 juillet 1872.

Son successeur fut Lerdo de Tejada. C'est lui qui fit voter les lois qui sont restées connues dans l'histoire du Mexique sous le nom de lois de réforme.

On nomme lois de réforme au Mexique, les diverses dispositions par lesquelles il est interdit aux congrégations de se former et d'acquérir des biens quels qu'ils soient; par lesquelles est affirmée la séparation des Eglises et de l'Etat. La constitution de 1857 sur ce sujet était catégorique. On en jugera par les articles suivants:

Article 5. — L'Etat ne reconnaît pas les ordres monastiques et ne peut permettre leur établissement quels que soient la dénomination ou l'objet sous lesquels ils prétendent exister.

Article 19 de la loi organique de la constitution. — En tous cas les chefs, supérieurs et directeurs des ordres monastiques seront jugés comme coupables d'attentat aux garanties individuelles, conformément à l'article 972 du Code pénal, qui édicte une peine de deux ans de prison et une amende de 100 à 1.000 francs.

Article 20 de la même loi. — Sont ordres monastiques soumis aux effets de l'article précédent, les sociétés religieuses dont les individus vivent sous certaines règles qui leur sont particulières avec la promesse ou les vœux temporels ou perpétuels et sous la direction d'un ou plusieurs supérieurs, même quand tous les individus de l'ordre ont une habitation distincte.

C'était déjà une déclaration assez nette. Les lois de réforme s'expriment ainsi :

Le Congrès des Etats-Unis du Mexique, exerçant le pouvoir que lui concède l'art. 127 de la constitution politique promulguée le 12 février 1857 et avec l'approbation préalable de la majorité des législatures de la République, déclare :

1° L'Etat et l'Eglise sont indépendants l'un de l'autre. Le Congrès ne peut faire de lois établissant ou prohibant aucune religion.

2° Le mariage est un contrat civil, et il est, ainsi que tous les autres actes qui fixent l'état civil des personnes, de la compétence exclusive des fonctionnaires et autorités de l'ordre civil, dans les termes des lois, et ces actes auront la force et la validité que celles-ci lui attribuent.



3° Aucune institution religieuse ne peut acquérir de biens fonds ni de capitaux à eux attachés, sous la seule exception de l'article 27 de la Constitution. Il dit « Aucune corporation civile ou ecclésiastique n'aura capacité légale pour acquérir des biens ou propriétés ou administrer à son profit des biens fonds, à l'exception des édifices affectés immédiatement et directement à l'objet de l'institution ».

4° La simple promesse de dire la vérité et celle d'accomplir les observations que l'on contracte remplacent le serment religieux dans ses effets et sanctions.

5° La loi ne reconnaît pas d'ordres monastiques et n'admet pas les conventions par lesquelles une personne stipule sa proscription ou son exil.

Comme conséquence, en 1873, toutes les congrégations furent dissoutes. Les sœurs de charité françaises furent chassées des hôpitaux et expulsées du territoire de la République. C'était un véritable programme radical, qui devenait passablement tyrannique, et pendant ce temps le déficit, dans les finances, était énorme. Mieux eût valu peut-être s'occuper de la prospérité du pays que de concentrer toute son attention sur une lutte qui ne rapportait rien. Et il le comprit bien, le successeur de Lerdo de Tejada, Porfirio Diaz, qui fut, en 1877, élevé à la présidence par un pronunciamiento. De 1877 à 1880, il releva considérablement le pays, et, en 1880, il céda la place au général Gonzalès, qui garda la présidence jusqu'en 1884.

C'est en 1882 que fut introduit un nouvel article dans la Constitution de 1857 ainsi conçu : « En cas de vacance temporaire ou définitive, la présidence temporaire écherra de fait au président ou vice-président du Sénat ou à celui de la Commission de permanence du Congrès ». Mais l'administration cupide du général Gonzalès faisait regretter le général Porfirio Diaz. En 1884, il reprit le pouvoir ; il devait le garder jusqu'en 1911 (1).

---

(1) En ce qui concerne le Droit civil et le Droit international privé, on ne peut consulter en dehors de l'ouvrage de M. Raoul de La Grassière, que des livres espagnols. Pour faciliter les recherches nous les citons :

a) El Cadigo Civil Mexicano concordado y austado, Mexico, 1876 ;

b) Examen critico de Nuevo Codigo civil de Mexico ;

c) Principios de Derecho Civil Mexicano (Mexico, 1885) ;

d) Anuario de Legislacion Universal, 1894, page 161.

e) Annuaire de Législation étrangère, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> années.

---

## CHAPITRE X

Porfirio Diaz : Diaz homme d'Etat. — L'abolition du brigandage. — Réformes sociales. — La centralisation. — L'unité politique. — Diaz et l'Europe. — Diaz et l'armée. — L'Eglise catholique. — L'Instruction, les arts, la littérature sous Diaz. — Les troubles de 1911. — La révolution de 1912. — Les prétendants Orozco-Zapata-Carranza. — La Mission de M. Lind. — Le message du Président Wilson. — Le Président Wilson et la doctrine de Monroë. — Les élections du 27 octobre 1913. — Les événements récents.

La véritable œuvre de régénération est due à cet homme qui, d'abord soldat martial, sut appesantir sa lourde main quand il le fallait et établir l'ordre et le respect de l'autorité là où l'anarchie régnait toujours en partie; qui, par une connaissance approfondie du caractère, des qualités et des défauts de ses compatriotes, sut amener la paix et chasser la discorde; qui, après que la période de sévérité eût porté ses fruits, dépouilla son uniforme de militaire pour devenir homme d'Etat et administrateur remarquable; qui s'entoura de talents éminents et donna à toutes les forces vitales du pays l'essor nécessaire à la marche ascendante vers le progrès. C'est à cet homme, c'est au général Porfirio Díaz que revient la gloire d'avoir fait le Mexique moderne.

Une telle figure mérite qu'on s'y arrête un moment. Né à Oaxaca le 15 septembre 1830, son enfance fut celle d'un enfant pauvre. Sa mère voulait qu'il entrât au Séminaire; lui se sentait attiré par d'autres travaux. Le soldat se révéla en 1854. Diaz, menacé pour avoir voté contre Santa-Anna, se jeta dans la Révolution fomentée par le parti libéral. En 1855, il est nommé sous-préfet d'Ixtlan; en 1856, Juarez lui délivre un brevet de capitaine; en 1859, il est nommé gouverneur de la garde nationale. En 1861, il est nommé député d'Ixtlan. Le 5 mai 1862, il défend Puebla contre l'armée française d'intervention. Prisonnier de guerre à la reprise de la ville par les Français en 1863, il s'évade et met son épée à la disposition de Juarez. Il se retire dans Oaxaca pour y lever une nouvelle armée. Il est de nouveau fait prisonnier, mais s'évade le 25 septembre 1865. Il va se mettre à la tête de l'armée et remporte le lendemain une victoire où sa stratégie triomphe d'un ennemi numériquement double. Le 12 avril 1867, il enlève Puebla aux troupes impérialistes et reprend Mexico à la tête de 30.000 hommes. L'empereur Maximilien, obligé de se rendre, est fusillé. Le parti libéral triomphe; Juarez est, on le sait, proclamé président de la République. Bientôt des mécontentements se font jour. Diaz, que l'ambition gagne, est de ceux qui expriment le plus haut leur désapprobation. En 1872, il provoque une révolution. Juarez meurt peu après; son successeur, Lerdo de Tejada, est bien accueilli par le pays; Diaz

entre à la Chambre en 1874. Mais l'ambition tourmente le général; il se rend compte que, pour avoir raison des turbulents et pour faire une bonne politique, il faut une main de fer. Son esprit entrevoit la grandeur du pays s'il parvient à le dompter, et alors il provoque une Révolution dite de Textutepec. Il en sort vainqueur et occupe la présidence. Pendant trente-quatre années, la Révolution ne reparaitra plus. Le calme rétabli, ses qualités d'homme d'Etat se donnèrent libre cours. Il a excellé dans l'art de deviner les capacités; il a su se les attacher, et, en les guidant au labeur, en faire sortir l'organisation du pays et le développement national de toutes ses ressources (1).

A l'intérieur, Diaz trouva le parti libéral tout-puissant et le parti conservateur sans forces. Ne tenant son autorité que de lui-même, il resta neutre et sut s'imposer. Cependant, il garda constamment le respect des formes. Quand il ouvrit la session du Congrès, les représentants du pays tremblaient devant lui, et il sembla *si parva magis componere licet* » voir Tibère au Sénat faisant un discours à ses collègues. Pour être plus moderne, nous dirons que Porfirio Diaz était comme Bonaparte après le 18 Brumaire. « Il en a le génie, disent ses panégyristes; seulement le cadre est différent » (ils en conviennent) (2).

---

(1) Raoul Bigot. — « Le Mexique moderne ».

(2) Claudius Janet. — Revue des Deux-Mondes, 1891.  
« Le Mexique sous Diaz ».



Bien souvent, d'ailleurs, Diaz, dans les rapports qu'il adressa au Congrès, exposa ses vues sur la politique et son système de gouvernement. Ses idées sont celles professées par la démocratie française, mais ses moyens d'action sont bien différents de ceux employés en Europe; transportés en France, il est certain qu'ils amèneraient à bref délai un soulèvement et des résistances.

Considérant qu'il y avait, dans le classement des partis mexicains, plus de rivalités d'ambitions que de luttes de principes, comme dans toutes les démocraties, bien souvent, il résolut de faire appel avant tout à des groupements d'intérêts; il s'enferma dans une sorte de neutralité politique à la faveur de laquelle chacun, abstraction faite de ses antécédents et de ses sentiments personnels, devait trouver avantage à se prêter aux vues du gouvernement et à collaborer à la prospérité générale. C'était la seule forme d'adhésion qu'il demandât: « Peu de politique et beaucoup d'administration », tel fut le programme que se donna le général Diaz. Il eut pour maxime de considérer comme éteintes les anciennes rivalités politiques et de compter parmi les forces vives de l'Etat les hommes énergiques et honnêtes que des convictions opposées aux siennes avaient amenés à prendre les armes. Président de la Fédération, il oublia que, comme général, il les avait eus pour adversaires. Dans sa conduite avec les anciens chefs de l'opposition, il se montra tolérant et large de vues. Pour les rallier successivement, il

suffisait, pensait-il, de grandes entreprises agricoles, industrielles ou commerciales qui s'offraient comme un aliment à leur activité; les agitateurs, ainsi convertis en hommes de paix et de travail, allaient devenir ses collaborateurs indirects, et, pour leur part, contribuer à la prospérité générale, à ses yeux la meilleure garantie de la paix publique. Il n'hésita pas même, au bout d'un certain temps, d'en investir quelques-uns de fonctions officielles où tous, sans exception, ils justifèrent pleinement sa confiance.

Nous n'avons pas à juger ici du point de vue supérieur de la politique des idées, ce système purement réaliste d'action et de gouvernement. En tous cas, le succès répondit pleinement aux vues de Porfirio Diaz, et nul ne peut nier que c'est grâce à lui, presque à lui seul, que le Mexique doit son retour à la vie normale d'une nation pacifique et laborieuse.

Sur le terrain politique, donc, la paix était faite entre citoyens. Cependant, une partie infime de la population rurale restait un danger pour l'autre: je veux dire les bandits. Ils étaient la plaie du Mexique. Nous trouvons, dans une étude intitulée « Autrefois et maintenant », un tableau frappant nous représentant ce qu'était le Mexique avant Diaz. « En quelque contrée que ce fût, dit M. Léon Bourgeois, qu'elle se dît libérale ou conservatrice, le premier coquin venu s'intitulait capitaine ou commandant, organisait une bande, réquisitionnait les chevaux et les mulets, arrêta

les diligences, dévalisait ou tuait les voyageurs, puis, après quelques exploits de ce genre, se donnait comme une façon de héros populaire et n'était pas loin de se prendre lui-même pour un redresseur de torts. Les propriétaires d'haciendas, terrorisés, lui servaient à titre de rançon un tribut mensuel, bon gré, mal gré, subvenaient à l'entretien de sa troupe, et s'il arrivait au caballero de succomber dans une rencontre, assistaient à ses funérailles ». Pour combattre ce fléau, fut créée la police rurale. « Les « rurales » s'acquittèrent consciencieusement de leur mission et purgèrent bientôt les régions infestées. Pour les villes, fut créée la police urbaine. A toutes ces mesures de sécurité vinrent s'en ajouter d'autres, telles que la création de corps de pompiers en cas d'incendie. Considérant que l'œuvre de répression doit, pour être efficace, devenir une œuvre de moralisation, on réforma le régime des prisons. Les locaux furent assainis, les prisonniers classés suivant leur âge et leur degré de culpabilité. Ces prisons, outre les bandits, avaient à recevoir des individus condamnés pour crimes ou délits commis à l'occasion des jeux. Cette passion du jeu est très répandue au Mexique. En 1902, une loi ordonnait de fermer toutes les maisons de jeu public. En 1903, tous les jeux de hasards dans les clubs, casinos, associations ont été interdits, et c'est là d'excellente besogne.

Diaz réorganisa aussi l'assistance publique; nous disons réorganisa, parce qu'elle a, de tous

temps, existé au Mexique, où la société pratique dit-on à un haut degré la vertu de charité. Le premier résultat de cette réorganisation fut l'abaissement de la mortalité et une durée moyenne moindre du séjour des malades dans les hôpitaux. Quant à la salubrité publique, le gouvernement fit voter un code sanitaire et de salubrité où sont nettement établies les obligations des particuliers, les attributions et les pouvoirs du Conseil supérieur de salubrité et des autorités chargées de la protection de la santé publique.

« Le Mexique, dit M. Léon Bourgeois, a l'honneur d'avoir, en cette matière, devancé la France et les autres nations, qui n'avaient pas encore songé à codifier les prescriptions de la salubrité publique et se contentaient des mesures partielles prises par les autorités locales. »

Pour que toutes ces réformes fussent utiles, il fallait que tous les Etats les adoptassent. Il fallait donc donner au pouvoir central une autorité suffisante pour pouvoir, à l'occasion, faire accepter ces vues par les Etats. C'est ce que fit Diaz. « Le régime fédératif, disait-il, repose entièrement sur l'harmonie entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux, sur leur collaboration au bien national et sur l'équilibre de leurs tendances. » C'était une tâche difficile que celle de faire prévaloir les idées de solidarité sur les tendances particularistes des Etats; surtout que, depuis longtemps, le gouvernement était absolument impuissant contre eux. C'est ce que constata Porfirio Diaz: « Comme

beaucoup de services publics languissaient, comme les améliorations matérielles s'ajournaient, comme l'intervention du pouvoir central avait coutume d'être tardive et lente pour les vastes régions de la République, les entités fédératives ne pouvaient voir le gouvernement central sous son véritable jour, ni le considérer comme un organe indispensable du système général, et même quelques-uns en arrivèrent à le considérer comme indifférent ou hostile au développement de leurs propres intérêts locaux »(1). La Constitution avait bien prévu les cas où le pouvoir central devait intervenir à l'intérieur des Etats, mais elle avait laissé beaucoup de choses en suspens. Le principe était simple, (« tout ce qui était affaire d'intérêt commun rentrait dans les attributions fédérales, tout ce qui concernait le régime intérieur des Etats était de leur ressort »), mais combien élastique ! Ce qui paraissait n'être que l'intérêt particulier d'un Etat était parfois l'intérêt de tous, par exemple pour les emprunts. Aussi Diaz voulut-il limiter les droits des Etats en matière d'emprunts. M. José Yves Limantour avait démontré la nécessité de cette mesure. Il disait, en effet, que rien n'était plus préjudiciable à la nation que le fait pour un Etat d'engager des dépenses qui pourraient susciter les réclamations de l'étranger. C'est ce qui s'est produit dans certains pays de l'Amérique du

---

(1) Rapport de Porfirio Diaz. Communiqué par la Société de Géographie et de Statistique de Mexico.



Sud, où les Etats provinciaux furent amenés à la banqueroute. En Argentine, le gouvernement central a dû désintéresser les créanciers pour les emprunts précédant 1890; il en a été de même dans le Brésil, en 1901, à la suite de la suspension des paiements de l'Etat de Espiritu-Santo. Le gouvernement mexicain n'hésita pas à trancher la question dans le sens de la centralisation la plus rigoureuse et fit passer à l'unanimité le texte additionnel suivant: « Les Etats ne peuvent en aucun cas émettre des titres de la Dette publique payables en monnaie étrangère ou hors du territoire national, contracter directement ou indirectement des emprunts avec des gouvernements étrangers, ou contracter des obligations en faveur de sociétés ou de particuliers, de nationalité étrangère, lorsque, pour cela, il faudrait émettre des titres payables au porteur ou transmissibles par endossement » (1).

Cette disposition législative eut d'excellentes conséquences. Nous les étudierons quand nous parlerons des finances au Mexique.

C'est aussi en vertu de cette idée que, dans une nation, autant que possible, doit régner l'unité, que Porfirio Diaz entreprit de combattre les éléments turbulents de la population. Il commença par les Indiens Bravos et la tribu des Apaches. Il conclut, avec les Etats-Unis, une convention spéciale en 1890, convention qui autorisait le passage

---

(1) Circulaire du Ministre des Finances. Communiqué par la Société de Géographie et de Statistique de Mexico.

réci-proque et provisoire de la frontière par les troupes des deux pays lancées à la poursuite des dévasteurs. Une guerre sans merci s'ensuivit. Les Apaches furent dispersés. Aujourd'hui, ils ont presque disparu. Restaient les Yaquis et les Mayas. Les Yaquis, situés dans le sud de la Sonora, menaient une existence turbulente et entendaient conserver une sorte d'autonomie particulière. Les ordres du gouvernement n'étaient jamais exécutés ; les Yaquis y répon-daient d'ailleurs, chaque fois, par un appel aux armes. L'armée régulière envoyée contre eux en eut vite raison. Aujourd'hui les Yaquis, en tant que peuplade, n'existent plus. Quant aux Mayas, ils furent difficiles à soumettre. En 1847, ils faillirent s'emparer de Yucatan. Cette rébellion avait eu pour conséquence de créer un Etat indépendant de fait dont la capitale était Chan-Santa-Cruz. Jamais on n'avait pu vaincre ces rebelles, protégés qu'ils étaient par les déserts et les forêts. Toutefois, en 1900, Porfirio Diaz prépara contre eux une expédition. Cinq mille hommes prirent part à la guerre, une vraie guerre. Les opérations furent longues et pénibles. Au mois de mai 1901, les rebelles perdirent Chan-Santa-Cruz et durent se rendre ou se réfugier au Guatemala. Les hommes valides furent envoyés dans les haciendas ou incorporés dans l'armée. Le gouvernement, avec le territoire conquis et la partie nord du Yucatan, créa un nouvel Etat, administré directement par lui, et qu'on nomma territoire de Quintana-Roo. Ainsi le pouvoir central, une fois encore,

•

augmentait son autorité. Il avait l'administration directe de deux grands territoires : le district fédéral et Quintana-Roo.

Si c'est une nécessité pour un peuple d'avoir la paix à l'intérieur, c'est aussi pour lui une condition de succès que d'avoir des amitiés solides au dehors. Porfirio Diaz, dès le début, veilla à ce que les relations du Mexique avec les puissances fussent très cordiales. Les relations extérieures sont précieuses pour un peuple, car elles ont une répercussion sur le développement général du pays. La diplomatie mexicaine, si nous prenons les événements à leur source, fut accueillie avec méfiance dans le concert des nations. Quand elle y entra, en 1821, elle trouva devant elle la Sainte-Alliance, qui se méfiait des peuples insurgés. Ses premiers actes furent de faire reconnaître officiellement l'indépendance de la jeune république. Le Saint-Siège, reconnut cette indépendance en 1830. La reconnaissance par l'Espagne fut plus longue. Les Espagnols se consolaient difficilement d'avoir perdu un des plus beaux fleurons de leur couronne coloniale. Ils avaient essayé, en 1829, une nouvelle tentative pour reprendre la colonie perdue, mais vainement. Après six ans de pourparlers, en 1835, l'Espagne reconnaissait la République mexicaine. Depuis, les relations sont devenues amicales. En 1903, un traité d'arbitrage a été passé entre l'Espagne et le Mexique. Quant à la France, en 1828, Charles X reconnaissait officiellement la République mexicaine. Louis-

Philippe envoya une légation à Mexico. Mais, en 1838, une escadre française bombarda Saint-Jean-d'Ullua. Jusqu'en 1861, les relations demeurèrent cordiales. Mais, à la suite de la guerre et jusqu'en 1880, la France et le Mexique n'eurent plus de relations. Peu après, le 29 novembre 1886, était signé un traité de commerce. En 1900, le Mexique prenait une part brillante à l'Exposition, et l'Europe put admirer les ressources de ce pays d'avenir (1). Les Etats-Unis reconnurent l'indépendance du Mexique à peu près tout de suite, mais la guerre du Texas sépara les deux pays; la guerre de 1862 contre la France les rapprocha; depuis, ils ont vécu dans d'excellents termes. L'Italie, l'Autriche, l'Allemagne, la Belgique conservent aussi avec la République de bonnes relations.

La loi de 1891, qui détermine avec une grande précision les attributions de chaque ministère, assigne à celui des Affaires étrangères les attributions suivantes: « Relations avec les nations étrangères, traités internationaux, conservation de tous les documents diplomatiques et des cartes géographiques marquant les frontières de la République, légations, consulats, statistique des étrangers, extradition, légalisation de signatures, nominations et démissions de secrétaires d'Etat, grand sceau de la nation, archives générales et cérémonial » (2).

---

(1) Pierre Leroy-Beaulieu. — *L'Economiste français*, 1905.

(2) Léon Bourgeois. — « Le Mexique au XX<sup>e</sup> siècle », Chapitre des « Institutions ».

Au ministre est attaché un secrétaire d'Etat et un sous-secrétaire d'Etat. Les consuls étrangers, qui, en 1876, étaient au nombre de 36, étaient, au commencement de 1904, de 216, et, en 1908, au nombre de 231. Le général Diaz, comprenant que, pour être bonne et produire d'excellents résultats, une politique étrangère devait être dirigée le plus longtemps possible dans le même esprit et par la même personne, confia en 1884, à M. Ignacio Mariscal, qui le garda jusqu'en 1908, le portefeuille des Affaires Etrangères. Quelle différence avec notre pays, où l'on peut dire que le plus long ministère dure à peine quelques mois.

Mais une diplomatie ne rend de réels services que si elle est appuyée sur une forte armée (1). Dès le début de la République, la question de l'armée fut primordiale. D'autant que cette armée jouait un grand rôle par ses pronunciamentos, et seule dirigeait la politique des partis. Diaz avait été porté au pouvoir par un pronunciamiento : il voulut empêcher que ce fait se renouvelât pour un autre ; il en comprenait donc toute la gravité. Nous voici en face de cette question : dans une nation où règne le suffrage universel, le Mexique, en l'espèce le gouvernement qui se crée ainsi, par un coup de force, est-il légal ? Nous répondons oui. Nous en donnons pour cela une raison bien simple : celui qui arrive au pouvoir en telle circons-

---

(1) Voir sur ce principe élémentaire les fortes conclusions de Charles Maurras dans son livre « Kiel et Tanger ».



tance, si, son acte illégal accompli, il fait renaître la prospérité, mérite la confiance, car s'il a suscité le désordre, c'était en vue de rétablir l'ordre. Et supposons que le suffrage universel sanctionne le fait accompli, il n'y a plus d'illégalité, puisque cette illégalité est approuvée par les représentants du peuple. Voilà pourquoi nous considérons comme légale la prise du pouvoir par Porfirio Diaz.

La question serait tout autre si au candidat du coup d'Etat le suffrage universel opposait un candidat issu du suffrage libre et régulier. Dans un pareil cas, le premier serait un usurpateur et pourrait, par conséquent être mis hors la loi, le second s'imposerait.

Nous disions donc que Porfirio Diaz porta sur l'armée une grande partie de ses efforts.

D'après la loi militaire en vigueur, le service est théoriquement obligatoire. L'armée se recrute par engagements volontaires de 3 à 5 ans, avec faculté de rengagement. Les soldats se recrutent dans la partie la plus infime de la population; on remplit les rangs des régiments avec les Indiens qu'on attrape dans les villages, qu'on recueille dans les prisons. La servitude militaire ne pèse guère à ces soldats, puisqu'il leur est permis de conserver leurs femmes auprès d'eux. Pour former les officiers, a été créée l'école de Chapultepec, organisée sur le modèle de Saint-Cyr. Beaucoup sortent de l'école de Chapultepec, mais quelques-uns peuvent acquérir des grades dans le rang. A côté de l'armée active, forte de 40.000

hommes, il existe une armée de réserve de 200.000 hommes et une armée territoriale de 200.000 hommes aussi. De sorte que, en cas de guerre, 500.000 hommes pourraient prendre les armes. Le budget de la guerre, de 14 millions de piastres en 1902, était de 16.565.156 piastres en 1905-1906 et de 16.983.854 piastres en 1908-1909 (1). La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 fixe les cadres de l'armée, en règle l'organisation et la mobilisation, déclare que l'armée permanente du pied de paix doit être suffisante pour encadrer un effectif triple. Telle est l'armée qui serait appelée à défendre le Mexique en cas d'attaque.

Il ne nous reste plus, pour terminer ce chapitre, qu'à dire un mot de la politique religieuse du général Diaz. Son attitude, au point de vue religieux, a toujours été correcte. Sans doute, aucune des lois de 1873, dites de Réforme, n'a été rapportée, aucun concordat n'a été conclu. Toutes les congrégations qui essayaient de se reconstituer ont été expulsées. Cela n'empêche pas que les dames françaises du Sacré-Cœur ont quatre couvents à Mexico, que les Jésuites ont deux collèges florissants et que le général Diaz, pendant toute sa présidence, usa d'une très large tolérance à leur égard. D'ailleurs, ses filles furent élevées dans un couvent. Le clergé, qui a beaucoup souffert des luttes passées, est pauvre, peu nombreux, mais d'une parfaite dignité. Une attitude nouvelle a été

---

(1) Anuario Estadístico de la Republica Mexicana.

adoptée par la majorité du clergé pour provoquer une réaction en sa faveur. Il se modernise, il accepte tous les progrès scientifiques, il proclame comme siennes des idées que, naguère encore, il répudiait, et n'hésite pas à adapter son organisation diocésaine aux divisions territoriales. Les hommes politiques, devant cette attitude, commencent à se repentir d'avoir amené la rupture entre l'Eglise et l'Etat. Ils pensent que mieux aurait valu un arrangement avec l'Eglise que le régime de l'autonomie; ils redoutent déjà les conséquences de la séparation. Mgr Labastida, qui se rapprocha de Diaz, facilita les compositions, c'est-à-dire les arrangements qui, au point de vue de la conscience, légitiment la possession des acquisitions de biens de l'Eglise (1). Les dispositions relatives aux biens des congrégations qui se trouvaient dans les lois de 1873, déjà citées, furent amendées, en 1900, dans des termes plus durs (2).

Nous avons vu quel essor Juarez avait donné à l'enseignement au Mexique. Porfirio Diaz, là aussi, ne négligea rien pour accroître l'instruction. Sous l'empire d'heureuses réformes, l'enseignement primaire ne tarda pas à s'améliorer. Il en fut de même pour l'enseignement secondaire. En 1874, on comptait 54 collèges fréquentés par 9.337 élèves; en 1909, il y avait 72 collèges pour 10.600 élèves.

---

(1) Claudius Janet. — Cit.

(2) Voir la loi de 1900 dans « Le Mexique au début du XX<sup>e</sup> siècle ». Chapitre des « Institutions », cit.

Quant à l'enseignement supérieur, il s'est de jour en jour développé. On proclama de nouveau trois principes à la base de l'enseignement: la gratuité, la laïcité, l'obligation scolaire. La loi du 21 mars 1891, sur l'enseignement primaire, détermine sur quoi doivent porter les programmes. L'enseignement qui doit être donné aux enfants de 6 à 12 ans, dans les écoles primaires, comprend: la morale pratique et l'instruction civique, l'arithmétique, l'histoire, la géographie, le dessin, le chant, la gymnastique. En 1876, il y avait 8.165 écoles primaires avec 368.754 élèves; en 1895, le nombre des écoles était de 8.915 avec 722.435 enfants; en 1901, la progression s'accroissait.

Un mot maintenant sur les séminaires. Ils sont, au Mexique, au nombre de 31, et sont de véritables foyers d'éducation. On y apprend toutes les sciences et en particulier le droit. Un écrivain mexicain m'écrit qu'un séminaire est considéré « comme une Bastille d'erreurs, comme une forteresse sans air ni lumière, contre laquelle vont battre, sans l'entamer, les flots de la civilisation montante ». Ce n'est pas exact; les séminaires mexicains sont loin d'être fermés au courant de la civilisation. Tout séminaire a sa chaire de chimie, de zoologie, de botanique, son cabinet de physique, ses laboratoires.

Un conseil supérieur a été institué, en 1903, pour assurer la marche de l'éducation nationale. Des directeurs et des professeurs, élus par leurs collègues, siègent dans cette assemblée. Le conseil

comprend, en outre, un certain nombre de membres nommés par le gouvernement, conseillers-nés choisis parmi les compétences les plus autorisées. Le jour de l'inauguration de ce nouveau conseil, M. Justo Sierra, sous-secrétaire d'Etat, a, dans un magistral exposé, caractérisé l'institution nouvelle et défini son objet. « Ce n'est pas sans raison qu'à la junte directrice, plus ou moins périodiquement réunie, qui traitait des questions d'instruction publique, a été substitué un conseil permanent; le gouvernement a entendu créer un organe qui fonctionne régulièrement et l'assiste dans tous les actes concernant l'éducation nationale. Il ne s'agit pas de donner carrière à un vain désir d'innovations, encore moins de préparer le triomphe d'idées personnelles... Préjugés, traditions, préférences, nous devons tout sacrifier au bien de la jeunesse, à l'intérêt, à la grandeur, à la gloire de la patrie. »

Que dire des sciences? (1). De tout temps, elles furent très développées. Même avant la conquête espagnole, les Mexicains connaissaient parfaitement l'astronomie et avaient des notions très complètes sur les sciences appliquées à l'industrie. Après la conquête, cet esprit scientifique prit une nouvelle extension, et, de nos jours, la science mexicaine a ses gloires comme tous les autres pays. Les sociétés scientifiques sont nombreuses; une des plus prospères est la Commission de géo-

---

1) Les Sciences. Voir « Le Mexique au XX<sup>e</sup> siècle ».



graphie et de statistique; puis viennent l'Académie mexicaine des sciences exactes physiques et naturelles; la Société de géologie, les nombreuses Sociétés de médecine.

Les Arts et la Littérature contribuent aussi à la grandeur du pays. La peinture, d'abord, y tient une grande place. Ici, c'est l'Académie de San-Carlos qui a ouvert la voie. Elle a formé des élèves remarquables tels que Parra, Salvador Murillo, mort en plein épanouissement de jeunesse et de talent, et Velasco. Il existe aujourd'hui une école mexicaine de peinture, laquelle s'est affranchie des copies d'artistes espagnols ou mexicains. L'Etat achète les chefs-d'œuvre des artistes pour orner ses musées. Le Musée national de Mexico expose les œuvres des artistes nationaux; les églises elles-mêmes deviennent des musées. A côté de la peinture, l'architecture et la sculpture brillent d'un grand éclat. L'art dramatique, surtout sous la présidence de Lerdo de Tejada, se développa; Porfirio Diaz accorda des subventions aux dramaturges. La Musique, qui fut longtemps imitative, a revêtu un cachet d'originalité. Le Mexique a aussi ses écrivains, ses poètes, ses romanciers. Ils appartiennent à tous les genres, car, en réalité, il n'existe plus d'écoles littéraires. Il y a eu un Mexique classique, celui de Tagle; un Mexique romantique, celui de Galvan; aujourd'hui, il y a un Mexique moderne, éclectique et universel. La poésie tient encore le premier rang en littérature, car le Mexique est un peuple latin, et les

nations latines se plaisent aux rythmes et aux mirages, elles aiment la mesure et le vers sonore. Le Mexique a ses romanciers aussi, et c'est principalement dans le roman, ce miroir des mœurs, que l'on peut étudier le caractère d'une littérature. Et c'est peut-être lui qui fait la gloire littéraire du Mexique. Le roman national a été créé par Fernandez Lizardi : ses œuvres sont immortelles. La presse, cette force des nations modernes, est dignement représentée. En un mot, tout ce qui fait la beauté intellectuelle d'une nation se retrouve au Mexique.

Malgré tous les bienfaits qu'il avait prodigués à son pays, Diaz, dont les actes étaient, surtout vers 1908, mal interprétés par ses adversaires, qui se faisaient un malin plaisir de critiquer son administration, dans le but d'en recueillir tous les résultats, apparaissait à tous comme le dictateur, écrasant ceux qui ne pensaient pas comme lui, sans pitié aucune. Sa volonté tenace et inflexible était taxée de tyrannie ; son administration juste et essentiellement économique de moyen d'arriver à un quasi-Empire ; on alla jusqu'à l'accuser de vouloir rétablir le régime de 1821. En 1910, après une campagne habilement menée, ouvertement connue de Diaz lui-même, Madero essaya de provoquer une émeute et de renverser le dictateur. Mais où trouver des partisans, puisque conservateurs et libéraux s'étaient ralliés à l'ancien soldat de la guerre de 1862 ? Qui donc pouvait avoir à se plaindre du maître qui enrichissait ses

serviteurs? Sans doute son pouvoir était celui d'un dictateur, mais n'avait-il pas suffisamment payé ses amis et ses ennemis en leur montrant la voie dans laquelle ils devaient s'engager pour trouver la richesse et la fortune?

Cependant Madero recruta des adeptes. Ses partisans, pour leur premier essai, ne furent pas assez forts. Diaz répondit à cet essai de Révolution en faisant emprisonner le chef des révoltés, Madero lui-même; il le fit relâcher, il est vrai, quelques jours après, sous la promesse formelle qu'il quitterait le pays pour n'y plus revenir. Aussitôt, l'insurrection éclata partout. Un complot révolutionnaire fut ourdi sur la frontière mexico-américaine, dont le but était d'éloigner Diaz, de faire rentrer les exilés, d'établir un gouvernement véritablement populaire.

Ceci, remarquons-le, se tramait sur la frontière des Etats-Unis. Peut-on donner à ce fait une signification? Il est permis, en tout cas, de penser que les Etats-Unis, si véritablement ils ont la moindre pensée d'annexion, avaient tout intérêt, à ce moment-là, à favoriser les éléments turbulents de la nation mexicaine afin de pouvoir plutôt intervenir. Il semble qu'ils se plaçaient sur le terrain suivant: Ou bien, en favorisant l'insurrection, ils se donnaient, au nom de la doctrine de Monroë, un motif d'intervention, et ils obligeaient le gouvernement actuellement au pouvoir à se retirer; ou, pour mieux dompter les rebelles, à leur demander appui. Des deux côtés, ils se disposaient, à

notre avis, à faire payer cher leur intervention. Les événements semblent avoir prouvé le bien fondé de ce raisonnement. Les partisans de Diaz pensaient, si l'intervention venait à s'aggraver, à faire appel aux Etats-Unis pour la dompter. C'était la guerre étrangère ajoutée à la guerre civile.

Au commencement de 1911, le cabinet de Washington, sous prétexte d'un essai de mobilisation, envoya 20.000 hommes au Texas et en Californie, tandis que plusieurs vaisseaux de guerre allaient croiser dans les eaux mexicaines. Diaz et Madero se réjouirent tous deux; Diaz, interprétant cette mobilisation partielle comme un concours moral efficace, ce qui était douteux; Madero, comprenant que cette mobilisation allait diminuer le prestige de Diaz, ce qui était plus que certain. C'est d'ailleurs ce qui arriva. A la suite de combats livrés entre diazistes et maderistes, Diaz donna sa démission, et Madero prit le pouvoir en mai 1911. Depuis ce moment jusqu'au 19 février 1913, Madero a dû constamment lutter pour affermir son pouvoir. Il a trouvé en face de lui, d'une part les éléments conservateurs dépossédés par la Révolution, d'autre part les mécontents, qui, après l'avoir soutenu, se trouvaient peu satisfaits du partage des dépouilles. Enfin, une opposition moins immédiate mais plus grave naquit parmi les populations rurales, qui attendaient du régime nouveau la réforme agraire, c'est-à-dire le partage des terres. Ces populations rurales devinrent le centre de

recrutement de bandes de pillards zapatistes, qui organisèrent dans le pays une véritable jacquerie. La situation resta quelques jours indécise à Mexico entre Madero et le général Félix Diaz, chef de la contre-révolution, neveu de Porfirio Diaz. Mais, le 19 février 1913, à 9 heures du matin, Francisco Madero, le président, et Gustave Madero, son frère, furent fusillés. Le général Huerta fut élu président provisoire (1).

Le départ de Diaz n'avait pas empêché Madero de succomber à son tour sous les coups des partisans de l'ancien dictateur. C'est que l'ombre de celui qui avait, pendant trente-quatre ans, dirigé les destinées d'un peuple, planait, même en exil, sur le Mexique. On parlait de lui partout, on se souvenait que, grâce à lui, le Mexique s'était haussé au rang des nations, avait connu « la paix, le bien-être et l'espoir ». Lorsque les yeux se portaient sur quelque grand monument, ils apercevaient toujours au bas des fondements la même signature : « Diaz ». Son nom était écrit sur tout ce qui était grand, beau et utile. On savait bien qu'il avait été dur souvent dans sa guerre contre la révolution ; on se souvenait de certaines cruautés commises par son ordre ; mais c'était pour le bien de la nation que tout cela avait été fait : on l'excusait.

Diaz parti, la révolution reparut. Le vieux dic-

---

(1) Informations des journaux : « Le Matin », « Le Journal », « L'Information », « Le Figaro ».



tateur le savait. Il comprenait qu'il faudrait, pour lui succéder, un homme d'une énergie égalant sa sienne, sinon la surpassant. Autour de lui, seul peut-être, son neveu Félix Diaz lui apparaissait homme d'action. Les événements ont montré que c'est grâce à lui qu'Huerta a pris le pouvoir et s'y est maintenu. On ne peut cependant pas dire que tous les prétendants à la succession de l'actuel président se soient retirés. Trois, aujourd'hui encore, occupent l'arène et font bien souvent parler d'eux : Zapata, Orozco, Carranza.

Parlant de ces turbulents, un jour qu'il causait avec un ambassadeur, lequel s'étonnait de sa grande énergie à mâter les insurrections, Diaz dit : « Il faut bien se garder d'ouvrir les « Trancas del Corral » (les portes de l'écurie de plein air), sans quoi les poulains ne rentreront jamais plus ». Les poulains, c'étaient les trois chefs de la Révolution : Zapata, Orozco, Carranza (1).

Quand Madero eut fait son coup d'Etat, son premier soin fut de traiter avec Orozco. Lui, pour exprimer sa reconnaissance, combattit dans le Nord pour Madero et lui recruta de nombreux partisans. Mais il fut vite fatigué de ce rôle secondaire, et, quelques mois après, il reprenait sa liberté, recommençant la guerre pour son propre compte. Alors il se fit pillard d'haciendas, voleur de grands chemins, détrousseur de diligences. Les succursales de banques reçurent toutes sa visite,

---

(1) André Tudesq. — Article du « Journal », 18 juin 1913.

il prit tout ce qu'il put prendre, et, par cette richesse ainsi acquise, devint un personnage.

Quand Madero, son ancien, bienfaiteur, eut disparu, Huerta le fit mander auprès de lui et lui offrit une paix honorable. Il consentit à tout oublier, pourvu que, dorénavant, il devienne un soutien ferme et énergique du nouveau gouvernement. Nous avons eu sous les yeux une photographie représentant ces deux hommes, Huerta et Orozco, au moment où ils échangent devant un nombreux public, le baiser de paix. Orozco, le lendemain, était nommé général et envoyé, à la tête d'une importante armée, dans le Sud, pour combattre à son tour un autre bandit : Zapata.

Quand on parle de Zapata, dans le Morelos, c'est toujours avec une grande crainte; les paysans le voient partout, mais jamais encore on n'a pu l'approcher. Il est l'ennemi de tous les gouvernements, aucun n'a pu le dompter. Madero n'osa pas engager contre lui la bataille; Huerta, avant d'envoyer Orozco contre lui, essaya de se l'attirer. Cinq ambassadeurs reçurent pour mission d'aller vers lui et de lui promettre, au nom du chef du gouvernement, le pardon pour tous ses crimes et ses vols, une forte indemnité d'argent et des terres. L'Attila du Sud (c'est ainsi qu'on le nomme) n'a rien voulu savoir. Il a fait pendre trois des ambassadeurs et les deux autres demeurèrent ses prisonniers. C'est un homme d'une dureté et d'une cruauté légendaire. « On rapporte de lui des traits dignes des temps néroniens. Un maire

de village ayant voulu protester contre l'incendie de ses livres d'état-civil, Zapata fait dresser un poteau dans l'arène où, chaque dimanche, se disputent les courses de toros. On y cloue le magistrat. Un taureau furieux est lâché. Les zapatistes et leurs femmes prennent place sur les gradins. Zapata préside. La bête, à coups de corne, met une heure à déchirer l'homme (1). »

Ce chef de brigands est, paraît-il, un peureux. Ses serviteurs immédiats, comme ceux d'Abdul-Hamid, doivent avant lui goûter à tous les plats qu'on lui prépare et à toutes les boissons qu'on lui sert. Pendant la nuit, de nombreux soldats d'une fidélité à toute épreuve veillent sur lui. Il n'a qu'une peur : le poison.

Parlerons-nous de son armée ? Elle est étrange et inimaginable, se composant uniquement de lépreux. « C'est avec cette armée de masques japonais que Zapata, depuis trois ans, tient en échec le gouvernement. On vient de décider contre lui une grande expédition. Ce ne sera pas une guerre, pas même une chasse, ce sera la danse macabre (2). »

Le troisième rebelle, Venustiano Carranza, est un homme d'une toute autre valeur que les deux premiers. Madero l'avait nommé gouverneur de Chihuahua ; il ne put rester un sous-ordre dans le nouveau gouvernement ; son ambition était grande

---

(1) André Tudesq. — Cit.

(2) Tudesq.

et ses rêves démesurés. Il ne tarda pas, à la mort de Madero, à lever l'étendard de l'insurrection. Une habile propagande lui amena un grand nombre de partisans dont il fit une armée. Cette armée infligea aux troupes fédérales de sanglantes défaites et même à un moment il commanda aux assemblées. Son gouvernement se dressait en face du gouvernement officiellement reconnu et le dominait. Son audace, à ce moment, fut grande. Dans une lettre empreinte du plus pur égoïsme et de la plus grossière suffisance, il intima à Huerta l'ordre de démissionner et de se faire remplacer par un tomme tel que Luscarain. Huerta ne fut pas de cet avis, mais il consentit à faire exiler le général Félix Diaz, exil que lui demandait Carranza.

Le nom de Carranza est à retenir. Homme versé dans l'administration, capable de bien diriger une province, il se pourrait que, dans quelques années, le Mexique lui donnât la mission de diriger ses destinées. Ce ne serait pas le premier homme politique qui passerait du parti de la Révolution au parti de l'ordre.

Orozco, Carranza, Zapata se dressaient donc contre le gouvernement du général Huerta. Ce dernier, avec les troupes fédérales, combattait les rebelles. Les rebelles, d'un autre côté, recevaient, sur la frontière des États-Unis, des armes et des munitions. Le gouvernement d'Huerta s'émut de ces pratiques; il demanda des explications aux États-Unis, d'où la tension d'août 1913, qui faillit avoir de graves conséquences.

Le 4 août 1913, l'ambassadeur des Etats-Unis au Mexique donna sa démission, qui fut acceptée, les vues de l'ambassadeur ne cadrant pas avec celles du gouvernement. Le président Wilson fit comprendre qu'il était disposé à traiter le gouvernement d'Huerta et ses adversaires sur le même pied d'égalité pour la fourniture des armes et des munitions. Huerta fut indisposé par l'état d'esprit du président des Etats-Unis et résolut de défendre tous ses droits jusqu'au bout. Les Etats-Unis, eux, désiraient surtout qu'Huerta donnât sa démission, comme il l'avait promis, et fît procéder à de nouvelles élections où il ne serait pas candidat. Le 7 août 1913, le nouvel ambassadeur, M. Lind, se rendit au Mexique avec une mission pacifique afin de régler les difficultés pendantes. M. Aldape, le ministre des Affaires étrangères du Mexique, répondit que si M. Lind n'était pas porteur des créances habituelles et de la reconnaissance du nouveau gouvernement (que les Etats-Unis n'avaient pas voulu jusqu'ici reconnaître), sa présence à Mexico n'était pas désirable.

Les Etats-Unis n'ont pas voulu reconnaître le gouvernement du général Huerta. Cela a-t-il de l'importance? On sait, qu'en droit international, la reconnaissance d'un Etat est le fait, par les autres Etats, de donner officiellement, d'une façon expresse ou tacite, l'assurance que, désormais, ils reconnaissent le nouvel Etat et qu'ils entreront en relations politiques, extérieures, commerciales, avec lui. La reconnaissance d'un gouvernement



revêt les mêmes formes. Un Etat peut-il refuser à un autre la reconnaissance de son gouvernement? Il n'existe pas, en droit international, de règles bien nettes; on laisse à chaque Etat la liberté de reconnaître chez les autres un gouvernement nouveau. Les Etats-Unis n'ont pas reconnu Huerta pour des raisons politiques. La reconnaissance d'un gouvernement par un autre est chose assez importante, parce qu'une rupture des relations est toujours ennuyeuse, à cause des froissements qui amènent quelquefois des complications et peuvent porter atteinte au commerce et à l'industrie.

L'Europe, dira-t-on, a reconnu Huerta. Est-ce que les Etats-Unis peuvent s'en offusquer? Non, et le droit international le reconnaît. Remarquons cependant avec Despagnet, « en bonne théorie la reconnaissance ne devrait jamais faire de difficultés à l'égard d'un Etat qui propose d'entrer dans le concert des peuples, en acceptant les principes du droit international » (1).

Les troubles, pendant ce temps, continuaient. Des fermiers mexicains et américains mirent à mort 17 Mexicains; une ferme américaine des environs de Tampico fut pillée. Devant ces troubles croissants, les Etats-Unis décidèrent qu'il fallait intervenir. Mais le président de la Commission des affaires extérieures du Sénat dit que la charge du

---

(1) Despagnet. — « Précis de Droit International public ». Chapitre : « Des Etats ».

rétablissement et du maintien de l'ordre au Mexique pendant une ou deux générations pouvait imposer aux Etats-Unis des obligations d'une grande gravité, et que cette affaire aurait, pour les Etats-Unis, une importance plus grande que celle de Cuba.

Quelques jours après le 10 août, le ministre des Affaires étrangères du Mexique, voulant diminuer la portée de sa première déclaration, dit que, bien loin de mettre obstacle à l'arrivée au Mexique de M. Lind, il le protégerait contre toute molestation et assurerait sa sécurité. Le général Mas, gouverneur militaire de Vera-Cruz, avait été prévenu par le consul de l'arrivée de M. Lind, sans caractère officiel. Il répondit qu'il n'avait nulle objection à faire au débarquement de l'envoyé américain. M. Aldape, répondant à une certaine presse des Etats-Unis, déclara, au moment où M. Lind allait partir pour Mexico, qu'il était faux que le président Huerta ait dit qu'il résisterait par la force à toute tentative des Etats-Unis dans le sens d'une médiation.

Du 10 août au 25 août, les négociations se poursuivirent avec les Etats-Unis. Enfin, le 27 août, le président Wilson lut, au Congrès, son message au sujet du Mexique. Ce message est un message d'amitié et non d'hostilité. Il constate l'amitié de l'Amérique envers le Mexique, mais déclare une opposition absolue à des gouvernements mexicains irrégulièrement établis avec des hommes ambitieux à leur tête. Le message déclare formellement que

le gouvernement du général Huerta ne sera pas reconnu ; il indique clairement que l'embargo sur les armes ne sera pas levé et qu'il ne sera permis d'aucun côté de recevoir des armes ou des munitions des États-Unis.

Laissons la parole au président Wilson : « Nous sommes heureux de nous dire les amis du Mexique. Notre amitié est sincère et désintéressée. Le monde entier désire voir le Mexique se développer dans la paix. Mais l'état de choses qui règne dans ce pays et va en empirant est contraire à l'établissement de cette paix. Il était de notre devoir d'offrir nos bons offices. Nous n'avons pas la liberté d'envoyer au Mexique M. Lind, avec la mission d'attirer instamment l'attention des personnages exerçant l'autorité ou jouissant d'une influence au Mexique sur les considérations et les conseils suivants. Le gouvernement des États-Unis est dans une situation différente de celle des autres gouvernements du monde par rapport à ce qui se passe au Mexique. Il ne lui est plus loisible de rester inactif. S'inspirant des sentiments de désintéressement et d'amitié, il n'entend pas seulement faire respecter de la façon la plus scrupuleuse la souveraineté et l'indépendance du Mexique, ainsi que le lui imposent si étroitement les obligations de l'honneur et du droit ; il désire encore donner toutes les preuves possibles qu'il agit dans le seul intérêt du Mexique et non dans celui des personnes qui peuvent avoir au Mexique des biens ou des droits particuliers. L'état de choses qui règne

actuellement au Mexique met ce pays dans l'impossibilité de remplir ses obligations internationales et de se développer suivant les principes de la civilisation et de maintenir dans le centre de l'Amérique une situation durable au point de vue économique et politique. L'Amérique doit donc réclamer une solution, laquelle ne peut intervenir qu'aux conditions que voici :

» 1° Un armistice définitif solennellement accepté et scrupuleusement observé devra faire cesser immédiatement les hostilités ;

» 2° Des élections générales devront avoir lieu à bref délai et sans aucune pression ;

» 3° Le général Huerta devra s'engager à ne pas se porter candidat à la présidence ;

» 4° Tous les partis en présence devront prendre l'engagement de respecter le verdict électoral et de coopérer à l'organisation de la nouvelle administration et d'apporter au nouveau gouvernement tout le concours possible et convenable.

» Les Etats-Unis ne peuvent concevoir aucune raison suffisante qui puisse justifier un refus de leurs bon offices de la part de gens qui essayent actuellement d'exercer quelque autorité à Mexico. Si le Mexique peut suggérer de meilleurs moyens pour les Etats-Unis de lui témoigner leur amitié, ceux-ci sont tout à fait bien disposés à prendre ces conseils en considération. M. Lind s'est admirablement acquitté de sa mission, mais le Mexique a rejeté les propositions des Etats-Unis ; la porte n'est pas fermée pour le renouvellement de con-

seils amicaux, soit sur notre initiative, soit sur celle du Mexique. Pendant que nous restons dans l'attente, la lutte entre les forces rivales deviendra plus aiguë que jamais ; il est évident que l'état de choses actuel doit avoir une fin. A mesure que s'accroîtra l'activité des factions en présence, les dangers croîtront pour les non combattants. Nous inviterons instamment tous les Américains à quitter immédiatement le Mexique. Nous interviendrons plutôt en qualité d'amis du Mexique qu'en qualité d'ennemis. Notre intervention sera d'autant plus comprise et elle apportera à notre honneur et à notre conscience d'autant plus de satisfaction que nous tiendrons un rôle plus élevé. »

Après la lecture du message, le président Wilson a communiqué la correspondance échangée avec le Mexique.

Arrêtons-nous un moment pour le discuter et l'analyser, sur le message du président Wilson. « S'inspirant des sentiments de désintéressement et d'amitié, il (le gouvernement des Etats-Unis) n'entend pas seulement faire respecter de la façon la plus scrupuleuse la souveraineté et l'indépendance du Mexique, ainsi que le lui imposent strictement les obligations de l'honneur et du droit... »

Reconnaissons à ce premier passage une affirmation claire et nette de la doctrine de Monroe. Les Etats-Unis se doivent à eux-mêmes de garantir la souveraineté et l'indépendance des Etats de l'Amérique. Le président Monroe, en 1823, avait dit : « Pour ce qui est des Etats qui ont fait pré-



valoir leur existence indépendante et dont nous avons reconnu l'indépendance, nous ne pourrions regarder que comme une manifestation de sentiments hostiles aux Etats-Unis toute intervention... etc. ». En 1913, le président Wilson rapproche heureusement les mots souveraineté et indépendance. Le mot souveraineté visant le principe de non-colonisation, le mot indépendance le principe de non-intervention.

Le président des Etats-Unis ajoute, en outre, dans son message: « L'état de choses qui règne actuellement au Mexique met ce pays dans l'impossibilité de remplir ses obligations internationales. L'Amérique doit donc réclamer une solution, laquelle ne peut intervenir qu'aux conditions ci-après... ». Nous sommes loin déjà de la formule originaire de la doctrine de Monroë et nous sommes sur la pente de l'impérialisme. Les Etats-Unis sont les protecteurs des Etats de l'Amérique, et quand ces Etats ont une politique extérieure ou intérieure quelque peu troublée, le gouvernement de Washington doit intervenir et dicter les conditions qui lui paraissent nécessaires pour rétablir l'ordre; il est là pour « prévenir les erreurs et les fausses manœuvres ». Cette intervention, en l'espèce, constitue une mesure préventive de la part des Etats-Unis.

Le ministre des Affaires étrangères du Mexique, en réponse au message du président Wilson, dit que, sur 27 Etats, 9 seulement refusaient de reconnaître l'autorité du général Huerta; que 80.000

hommes étant, sur le pied de guerre, prêts à lutter contre les rebelles, on ne pouvait pas dire qu'aucun progrès n'avait été accompli par le gouvernement actuel; que le Mexique avait toujours écouté les conseils des Etats-Unis, mais qu'il se refusait à accepter les bons offices de la nature de ceux de M. Lind; qu'il ne pouvait signer un armistice avec les rebelles, car il reconnaîtrait ainsi à ceux-ci la qualité de belligérants; que la suspension des relations de la part des Etats-Unis était extraordinaire, alors que naguère l'ambassadeur des Etats-Unis félicita le général Huerta de son élévation à la présidence et que l'échange de notes diplomatiques s'était poursuivie entre les deux gouvernements. »

Nous avons à faire ici une remarque qui a sa valeur. Que signifie la phrase, plus haut énoncée: « Le général Huerta ne pouvait signer un armistice avec les rebelles, car il reconnaîtrait ainsi à ceux-ci la qualité de belligérants ». En droit international, en effet, qui est considéré comme belligérant, dans une guerre civile? L'Institut de droit international, réuni à Neuchâtel en 1900, a répondu: « Le gouvernement d'un pays où la guerre civile a éclaté peut reconnaître les insurgés comme belligérants, soit explicitement par une déclaration expresse, soit implicitement par une série d'actes qui ne laissent pas subsister de doute sur ses intentions ». Ainsi, accorder un armistice aux insurgés aurait été reconnaître leur action. D'où une autre conséquence: les Etats-Unis auraient pu

ainsi reconnaître le gouvernement insurrectionnel.

Le général Huerta, ainsi, refuse l'armistice, les insurgés ne sont pas des belligérants, et les Etats-Unis, en fournissant des armes et des munitions aux révoltés, violent les règles du droit international une première fois. Mais ils violent une seconde fois ces règles en reconnaissant aux ennemis du général Huerta la qualité de belligérants (car ils les reconnaissent comme tels, tous leurs actes le prouvent). Et d'après l'article 8 de la Conférence de Neuchâtel, tenue en 1900, une tierce-fois ne peut reconnaître au parti révolté la qualité de belligérant que : 1° s'il a conquis une existence territoriale distincte par la possession d'une partie déterminée du territoire national ; 2° s'il a réuni les éléments d'un véritable gouvernement régulier ; 3° si la lutte est conduite, au nom du gouvernement, par une armée soumise à la discipline militaire et se conformant aux lois et coutumes de la guerre » (1). Or aucune de ces conditions n'est réunie par les insurgés mexicains. Ils n'ont encore conquis aucune portion de territoire ; ils sont établis sur tous les points, dans toutes les villes, ils font de l'agitation, ils se mesurent parfois avec les troupes fédérales, ils sont partout, mais maîtres nulle part. Existe-t-il, en outre, pour diriger ces troupes, un gouvernement respon-

---

(1) Voir les décisions du Congrès de Neuchâtel dans Despagnet. Chapitre des Belligérants. Cours de D. I. Public, année 1910.

sable? Pas le moins du monde. Chaque bataillon a son chef, qui lutte pour son propre compte; quelques têtes seules dominant; des noms sont plus souvent prononcés: Carranza, Orozco, Zapata et quelques autres! Parlerons-nous de la discipline, dans ces armées où les femmes constituent le quart de l'effectif et où chacun agit à peu près à sa guise. Et le respect des lois et coutumes de la guerre? Ils s'en soucient bien peu, les insurgés mexicains; un prisonnier est bien souvent une charge pour eux, et, quand cette charge devient trop lourde, une corde est vite passée autour d'une branche d'arbre: que de soldats fédéraux sont morts lynchés ainsi par leurs propres frères, devenus leurs ennemis!

Tout au plus, peut-on plaider en faveur des Etats-Unis les circonstances atténuantes en invoquant le légitime intérêt qu'ils ont à voir rétablir l'ordre. Nous disons un intérêt « légitime ». Il peut se faire, en effet, que le gouvernement de Washington, éclairé par ses agents diplomatiques, ait de fortes raisons de reconnaître la qualité de belligérants aux insurgés. Quant à nous, il nous est permis d'être sceptique et de croire, au contraire, que seul le gouvernement régulier pourra faire revenir l'ordre et la prospérité. On peut évoluer sans révolutionner; pour rétablir l'ordre, il ne faut pas, à notre avis, un grand désordre.

Nous arrivons ainsi aux derniers jours d'août sans que la tension ait pris un caractère plus grave. Au contraire, il semblait, à cette date, que

le général Huerta ne voulût plus être candidat; mais rien n'était sûr encore, car les établissements de crédit, les grandes banques, firent une démarche auprès d'Huerta pour le prier de conserver le pouvoir.

Le 27 septembre, Manuel Gamboa fut choisi comme candidat du parti catholique; le général Félix Diaz se mit sur les rangs et le général Huerta posa sa candidature. Un mois après, le 27 octobre, exactement, les élections eurent lieu. Elles ne donnèrent aucun résultat, vu le petit nombre d'électeurs. A Mexico, sur 80.000 inscrits, à peine 10.000 votants se présentèrent. A la Vera-Cruz, le général Huerta obtint 1.500 voix sur 2.000 votants, le général Diaz 300 voix, M. Gamboa 200 voix. Ajoutons qu'au milieu d'octobre le général Huerta accomplit un coup d'Etat contre le Congrès en faisant emprisonner ceux des députés qui lui étaient hostiles. C'était la réponse du peuple mexicain aux Etats-Unis; il voulait vivre en paix avec le gouvernement provisoire. Une élection présidentielle nouvelle sera donc nécessaire.

En attendant, les troubles continuent. Les Etats-Unis voudraient qu'Huerta démissionnât. Celui-ci a répondu le 16 novembre dernier en ces termes: « Je ne m'en irai pas. Je suivrai la même ligne de conduite que par le passé et m'emploierai de tous mes efforts à la pacification du pays ». En même temps, le 19 novembre, le général Huerta faisait savoir que 150.000 hommes pouvaient entrer en campagne vingt-quatre heures après la



déclaration de guerre: ceci pour calmer les chauvins des Etats-Unis. L'avertissement portera, car, dit M. Raymond Recouly (1), « l'armée ne paraît guère en état, pour le moment, d'entreprendre une campagne au Mexique. Une expédition dans ce pays ne va pas sans de très grosses difficultés. Nous sommes, nous autres Français, payés pour le savoir. A cela les Américains répondent qu'ils ont, chez eux, assez de ressources, pour improviser une armée et venir à bout de tous les obstacles. Ils invoquent le précédent de Cuba et des Philippines. Il semble cependant que les difficultés seraient autrement grandes au Mexique ».

Les puissances européennes, après avoir quelque temps hésité, ont envoyé des navires de guerre dans les eaux mexicaines pour prendre la défense de leurs nationaux. Le général Huerta semblait, il y a quelques jours encore, espérer beaucoup dans certaines puissances européennes. On parlait d'un malentendu entre les Etats-Unis et l'Angleterre. On chuchotait même que la France allait s'interposer entre le Mexique et les Etats-Unis pour les amener à une entente. Aucun de ces bruits, à l'heure actuelle, n'est fondé.

En attendant, les nouvelles les plus tendancieuses affluent de toutes parts. Il ne pouvait en être autrement. Hier, on annonçait que l'ordre avait été donné de fermer la légation des Etats-Unis à

---

(1) Raymond Recouly. — Revue politique et parlementaire, octobre 1913.

Mexico. Aujourd'hui, c'est le général Blanquet qui serait sur le point de se livrer à un coup d'Etat et à arrêter lui-même le général Huerta avec le concours des autres chefs militaires.

Et pendant que l'on discute, les constitutionnalistes, après avoir pris Juarez, se dirigent sur Orizaba, menaçant de couper toutes les communications entre la capitale et Vera-Cruz. Les étrangers partent pour la côte dans la crainte de se trouver cernés dans la ville.

Le 21 novembre, le général Huerta lisait au Congrès son message. Il citait la parole de Napoléon : « Quand on sauve sa patrie la loi n'est pas violée » et s'efforçait de justifier la récente dissolution du dernier Congrès. Il demandait ensuite au Congrès de lui accorder « une patente de santé » en ce qui concernait sa politique. Il ne fit aucune mention des relations internationales et rappela seulement les incidents qui amenèrent la dissolution du précédent Congrès. M. Tamariz, président du Congrès, lui répondit en ces termes : « Vous avez fait appel au patriotisme des sénateurs et des députés ; je crois interpréter fidèlement les intentions des deux Chambres en vous assurant que tous sont résolus à remplir leur devoir et que l'amour de la patrie sera le sentiment qui nous guidera au cours de nos débats. Monsieur le Président, vous avez prêté serment et solennellement promis de placer la dignité nationale au-dessus de toutes les ambitions et intérêts mesquins ; là-dessus nous serons toujours avec vous. Vous pouvez compter sur notre

coopération résolue dans votre noble et suprême effort pour conserver l'intégrité et l'autonomie de la nation, que vous avez maintenue jusqu'à ce jour. Vous pouvez également compter sur notre appui pour l'œuvre de pacification et d'unité à laquelle vous travaillez » (1).

Vingt-sept congressistes étaient absents, dont 24 catholiques, ce qui suppose que le général Huerta n'a pas les sympathies du parti catholique.

Quand le général Huerta entra dans la salle du Congrès, les applaudissements éclatèrent. Il en fut de même quand il sortit. Le général se tourna alors vers les membres du Congrès et fit le salut militaire. Les journaux ajoutèrent « l'état-major du général Huerta portait l'épée » (2). Ceci a de l'importance. Jusqu'à aujourd'hui, il était dit dans la constitution que nul soldat, nul officier ne pouvait pénétrer dans la salle du Congrès avec l'épée; c'était donc une violation de la loi que l'acte accompli par l'état-major du général Huerta. Peut-être voulut-il indiquer par là que le gouvernement du général était une administration militaire.

Les membres du corps diplomatique assistaient à la séance, sauf le chargé d'affaires des Etats-Unis. Cette abstention est encore à remarquer ici. On peut lui donner plusieurs significations. Les Etats-Unis, ont-ils voulu par là marquer qu'ils

---

(1) Compte rendu du journal « Le Figaro », 22 novembre 1913 et « L'Information », même date.

(2) « Le Temps », 22 novembre 1913.

s'opposeraient quand même aux volontés du Congrès, si celui-ci conservait le pouvoir au général Huerta? Ou bien, dans le cas où le général Huerta serait écarté, ont-ils voulu faire comprendre qu'ils demanderaient encore davantage? Quoi qu'il en soit, il est évident que les puissances européennes n'ont pas de griefs bien graves contre un général qui en somme n'a qu'un but, lapacification du pays.

Le 22 novembre, l'après-midi, se réunit à nouveau le Congrès. Après l'appel nominal, le président déclara que le quorum n'était pas atteint. Le Congrès s'ajourna au 23. Et ceci encore a de l'importance. Dans la Constitution, en effet, il est dit que trois ajournements successifs entraînent la dissolution de la Chambre. Et la Chambre dissoute, c'est la fin du Congrès: peut-être ne cherche-t-on que cela?

Le général Huerta, décréta aussi le 25 novembre un impôt doublant les droits de timbre sur les documents ayant un caractère public, y compris les chèques, quittances et contrats. Les impôts sur le tabac et les pétroles bruts furent considérablement augmentés.

Si nous essayons de dégager maintenant une vue d'ensemble sur la situation générale du Mexique, il nous paraît bien, à cette date du 26 novembre, qu'elle s'est améliorée. Remarquons, en effet, que le Congrès était présidé par M. Tamariz, que l'ancien Congrès n'avait pas voulu reconnaître comme ministre de l'Instruction publique. D'autre part,

*l'Evening News* (1), annonçait que des négociations étaient ouvertes pour la reconnaissance par les Etats-Unis du général Huerta.

On peut dire aujourd'hui que le président Wilson est maître en quelque sorte des destinées du Mexique. C'est ce que dit M. Hanotaux, dans un article paru le 20 novembre dernier dans le *Figaro* (2). Nous nous contenterons de résumer cet article.

Tout d'abord M. Hanotaux déclare que la question mexicaine prouve une fois de plus aux pacifistes que la paix ou la guerre ne dépend pas toujours de la volonté des hommes. « Que le président Huerta et le président Wilson soient convoqués à La Haye : quel sera le litige en droit, et quelle sera la sanction en fait ? »

Ensuite M. Hanotaux démontre que le caractère du président Wilson, lui interdisait de prendre activement part à la question mexicaine. « Le candidat avait affiché un programme d'action gouvernementale, tout intérieure ». Et cependant le voilà qu'il intervient officieusement, diplomatiquement au Mexique. Jusqu'ici il n'y a pas à crier, mais nul n'est maître des événements, et si le conflit s'aggrave, que feront les Etats-Unis ? Ils diront qu'ils agissent au nom du bon ordre et des prin-

---

(1) « *L'Evening News* », 28 novembre 1913.

(2) « *Le Figaro*, Editorial » : Le Président Wilson et le Mexique.



cipes démocratiques, sera-ce suffisant pour excuser une intervention plus active? « Charbonnier n'est-il pas maître chez lui? » Et puis, quelle répercussion sur les autres Républiques de l'Amérique! « De quel œil, les autres Républiques verront-elles se produire une telle main-mise, fût-elle justifiée cent fois par l'état de désordre où les passions politiques ont mis un peuple qui n'en reste pas moins un grand peuple et un peuple civilisé ». Tout dépend donc du président Wilson, c'est le moment de lui rappeler ses admirables paroles sur la grandeur morale de l'Amérique et sur l'idéal américain « Qu'y avait-il dans l'esprit des hommes qui ont fondé l'Amérique? Servir leurs intérêts égoïstes? Non. Mais servir la cause de l'humanité, apporter la liberté au genre humain. Ils ont loué leurs étendards, eux, les tenants de l'espérance, comme un phare d'encouragement pour toutes les nations du monde; et les hommes se poussèrent en foule vers nos rivages pleins d'une attente comme il n'en exista jamais et ils trouvèrent ici pour des générations entières, un *havre*, de paix d'égalité, d'opportunité ». « Je n'apprendrai pas, conclut M. Hanotaux, au président Wilson, que si le passé enseigne le présent, il l'engage. Faire l'histoire, c'est l'écrire deux fois. Toute la terre américaine attend du maître de l'heure, la réalisation de la promesse inscrite sur les étendards relevés par lui: la paix et l'opportunité avec le respect de la liberté et de l'égalité ».

Nous avons confiance aussi dans « le maître de l'heure ». Qu'il comprenne que les véritables intérêts du Mexique exigent de lui que son gouvernement s'abstienne et non pas qu'il agisse.

---



## SECONDE PARTIE

### LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU MEXIQUE DE 1877 A 1913

---

#### AVANT-PROPOS

Notre but en entreprenant l'étude du développement économique du Mexique n'est pas de passer en revue les unes après les autres, toutes les cultures, toutes les industries, ni de traiter longuement le commerce, les mines, les chemins de fer, les finances. Ce travail aurait demandé trop de développements et aurait même paru fastidieux. Aussi, tout en ne négligeant pas de parler de l'agriculture, de l'industrie, des finances, du commerce, des mines, des chemins de fer, nous passerons rapidement sur tous ces points. Deux chapitres seuls qui nous ont paru intéressants nous retiendront un assez long temps : d'une part, la monnaie et la réforme monétaire au Mexique ; d'autre part, le change et les banques. Il nous a paru bon d'insister spécialement là-dessus parce que à notre avis, il n'est pas en économie politique de chapitres plus intéressants que ceux-là, et ensuite parce que

cela nous donnera l'occasion de faire des rapprochements, des comparaisons, entre les diverses manières dont ont été résolues dans les pays, la réforme monétaire, le développement et l'organisation des banques. Pour traiter ces matières, nous nous sommes servis des travaux antérieurs de Jean Favre, de Charles Stéphan, d'Eugène Viollet et surtout des renseignements très précis, des rapports consulaires surtout qu'ont bien voulu nous communiquer l'Office national français du commerce extérieur, le consulat général du Mexique à Marseille et la Société de géographie et de statistique de Mexico que dirige M. Antonio Penafiel.

Nous n'avons pas insisté bien souvent sur l'état économique du Mexique de 1810 à 1876, parce qu'il n'y avait aucun intérêt à faire une étude sur ces précédents. Au contraire, nous avons fait notre possible pour nous documenter sur la période qui s'étend de 1877 à nos jours.

Voici le plan que nous avons adopté :

Dans un premier chapitre, nous traiterons de l'agriculture, des mines, des chemins de fer ; dans un second chapitre, nous parlerons de l'industrie et du commerce ; dans un troisième chapitre, nous étudierons la réforme monétaire, la question de l'argent au Mexique et l'étalon d'or ; dans un quatrième chapitre, nous ferons une étude détaillée des banques et du change ; enfin, dans un cinquième et dernier chapitre, nous donnerons un aperçu des finances mexicaines.



## CHAPITRE PREMIER

### L'AGRICULTURE — LES MINES — LES CHEMINS DE FER

#### A. *L'Agriculture* (1)

L'agriculture au Mexique fut de tout temps florissante, et, sous Porfirio Diaz, elle se développa dans de grandes proportions. Car dans ce pays on rencontre toutes les productions.

La division du climat en zone froide, tempérée, chaude, donne au Mexique les productions de l'Europe, de l'Afrique, de l'Asie. L'énumération des diverses cultures serait une tâche trop longue, nous nous contenterons d'indiquer les principales. Parmi les fibres et les textiles nous trouvons: le henequem, dont se servaient depuis longtemps les indigènes pour tresser des cordes et des hamacs. Les producteurs de blé du nord-ouest américain s'en servirent bientôt pour lier leurs gerbes. Les

---

(1) a) H. Gomot. — L'Agriculture au Mexique. Dans le Mexique au début du xx<sup>e</sup> siècle.

b) Pierre Leroy-Beaulieu. — L'Economiste Français, 1905.

c) Charles Stéphan. — Le Mexique Economique, p. 141.

d) Raoul Bigot. — Le Mexique Moderne.

commandes alors affluèrent et les bénéfices s'accrurent d'autant plus que la plante ne demande aucun soin. De 1890 à 1900, il a été exporté 6 millions 872.429 balles de henequem, représentant une valeur de 185.937.955 piastres.

Citons comme produits: le zacaton, l'ixtle, le coton, la ramie, le caoutchouc, le café, le cacao, la vanille, le tabac, le maïs, le blé, le riz, le haricot rouge, le maguey.

Le Mexique possède en outre plus de trois cents espèces d'essences forestières. Le chêne, le pin, le mezquite, le frêne, le cèdre, l'acajou, l'ébène, le gaïac, etc., sont des essences dignes de fixer l'attention par leurs multiples applications en construction et en ébénisterie. Certains bois de teinture s'exportent: le palo-moral, le brésil, le campêche, le nopal qui sert d'asile à la cochenille.

L'élevage est chose facile au Mexique, aussi est-il en voie de rapide développement. Une statistique publiée en 1902 par la Direction générale de la statistique, donne un total de 5.142.000 bêtes à corne, ayant une valeur approximative de 81 millions et demi de piastres.

Les *chevaux*, d'après la même statistique de 1902, étaient au nombre de 859.000.

L'élevage de la race *caprine* (4.205.000 bêtes), se fait surtout dans les Etats de Oaxaca (916.000), Cohahuila, Zucatecas.

La race *ovine* (3.424.000) est partout en progrès.

La race *porcine* (616.000) était en décadence en 1902.

Le commerce des cuirs et des peaux occupe une grande importance dans l'exportation. Il atteignait, en 1902: 3.530.435 piastres.

La faune du Mexique est aussi variée que la flore.

Nous avons vu que le Mexique était un pays fertile qui convenait parfaitement à l'agriculture et que toutes les productions, bien qu'assez développées, étaient loin d'avoir atteint leur maximum. Pourquoi? parce qu'il leur manque deux choses essentielles: l'exécution d'un grand nombre de travaux hydrauliques d'abord, ensuite la réforme agraire. Mais, avant de passer à ces importantes questions, il nous faut étudier d'abord l'organisation actuelle de la propriété.

Ce qui domine au Mexique, c'est la grande propriété, les « Haciendas ». A la tête de chaque hacienda, dont l'exploitation exige une nombreuse population, se trouve « l'administrador » chargé des achats et des ventes; un chef de culture commande au personnel des champs; un technicien assure la direction de chaque usine. Les serviteurs logent dans l'hacienda et sont répartis dans des maisons ou « casas ». Le maître a sa demeure à part, au centre. Cette organisation nous fait penser au grand domaine carolingien; les mots seuls ont changé. L'hacienda n'est autre chose que le *mansus indominicatus* de l'époque franque. Les serviteurs se nommaient jadis les *servicasati*. Les péons à peu de chose près, ont pris leur place. Cette hacienda était, il y a quelques années, entourée de

fortifications: c'est encore une ressemblance avec l'antique château féodal. Les ouvriers logeant dans les haciendas sont éloignés de tout centre, d'où, pour les propriétaires, l'obligation de s'occuper de leurs subsistances. Voici comment les Hacendados ont résolu la question. L'hacienda contient des magasins où sont renfermées les provisions pour l'année. L'ouvrier va prendre ce qui lui est nécessaire et on le lui retient sur sa paie.

A côté des ouvriers se rangent les péons. Le péon correspond à peu près au colon de notre ancien droit; c'est ordinairement un métis. Il vit soit au village, soit à l'hacienda. Ordinairement bien traité, il tient scrupuleusement l'engagement de travailler pour le maître qu'il paie et pour lui seul. Le salaire est très variable. Il est d'un peu plus d'une demi-piastre dans les terres chaudes, d'un quart de piastre sur les hauts plateaux. Mais pour les ouvriers de ces régions, l'hacendado ajoute à leur paie une certaine quantité de maïs et des vêtements. Cependant ce salaire est suffisant étant donné que l'alimentation est à bas prix et que le régime végétal en est la base.

A côté de la hacienda qui représente la grande propriété, se place le rancho. Il représente la petite et la moyenne propriété. Un péon qui achète une terre, lève quelques récoltes, a un cheval, devient « *ranchero* » c'est-à-dire propriétaire d'un « *rancho* ». Nous verrons que du grand nombre de ranchos dépend la prospérité de l'agriculture au Mexique.

Mais celà nous amène à parler maintenant d'une importante question, primordiale pour la propriété mexicaine et à laquelle le gouvernement du général Porfirio Diaz n'a pas craint de donner son appui : nous voulons parler des moyens propres à assurer aux propriétés mexicaines, même en temps de grande sécheresse, une quantité d'eau suffisante pour permettre l'irrigation, et partant le développement des cultures. Quelques travaux, il est vrai ont été exécutés et de façon impeccable. Ils assurent la prospérité aux ranchos et aux haciendas qui les entourent. Ces travaux seraient relativement faciles, semble-t-il, étant donnés les cours d'eau qui se forment pendant la saison des pluies. Il importerait d'emmagasiner toutes ces eaux et de créer en plus grand nombre, d'immenses réservoirs artificiels d'où l'eau ne s'échapperait qu'au moment choisi et en quantité voulue. Deux choses sont nécessaires pour que ces travaux soient exécutés ; des capitaux et de la volonté.

Il semble donc que c'est l'intérêt de tout le monde de hâter de tels travaux. Le pouvoir exécutif l'a bien compris et par la loi du 17 juin 1908, le gouvernement de la République mexicaine était autorisé à affecter une somme de 25 millions de piastres à des travaux ayant pour objet l'utilisation des eaux pour l'agriculture et l'élevage, soit que le gouvernement se charge desdits travaux, soit qu'il appuie les entreprises privées. De plus, le gouvernement est autorisé à garantir les intérêts et le capital des obligations émises par les éta-



blissements spéciaux qui prêteront à des entreprises minières agricoles et d'élevage. Le capital est d'environ 50 millions de piastres. Une nouvelle banque a été créée « la caisse des prêts pour travaux d'irrigation et encouragement à l'agriculture, fondée avec un capital de 10 millions de piastres. Cette institution fait des prêts sur garantie hypothécaire à échéance pouvant aller jusqu'à quinze ans et des prêts avec délai de trois ans. Le taux des prêts ne peut dépasser 7 0/0, et il sera abaissé si la caisse arrive à se procurer des fonds à un taux inférieur à 5 0/0. Le gouvernement garantit le capital et les intérêts émis par la caisse, le total des émissions ne pouvant dépasser 50 millions de piastres.

Le gouvernement est représenté par trois administrateurs dans le conseil, et il a le droit de veto pour le consentement des prêts. A côté de cette création, le gouvernement a passé un contrat pour faire étudier la captation et la canalisation des eaux du Nayas, qui parcourt la région où se trouve le coton. Enfin, le gouvernement a accordé une concession à des capitalistes américains et allemands pour la création d'une société financière destinée à encourager l'irrigation. Les travaux accomplis de 1908 à mai 1913 prouvent que la loi de 1908 était nécessaire et utile.

Nous arrivons maintenant à la réforme indispensable pour rendre la richesse agricole du Mexique: la Réforme agraire. Nous avons vu que les haciendas immenses étaient très nombreuses et

que les ranchos, au contraire, sont proportionnellement peu nombreux. Comme à notre avis, dans un pays, le partage de la propriété est une chose essentielle, nous traiterons avec quelques développements la réforme agraire dans les trois propositions suivantes :

1° Une réforme agraire est nécessaire dans tous les pays ;

2° Les efforts tentés au Mexique en vue d'une réforme ;

3° Ce que l'on pourrait faire.

1° *Une réforme agraire est nécessaire dans tous les pays.* — C'est une vérité démontrée que tous les pays, quand ils arrivent à un haut degré de civilisation et de bien-être, procèdent à un nouveau partage des terres et que la propriété devient chaque jour de plus en plus individuelle. Partout, d'ailleurs, où le paysan est propriétaire absolu perpétuel du sol, il est lui-même vigoureux au physique et indépendant au moral. Il faut donc aider les paysans à devenir propriétaires, et, à cela, il n'y a qu'un moyen : empêcher l'accaparement dans les mains de quelques-uns de grandes propriétés. Dans tous les pays, on a été amené à tenter une réforme en ce sens. Le Mexique, il faut l'espérer, ne tardera pas à faire de même. Il est déjà temps, et, parmi les causes qui amenèrent la Révolution en 1912, peut-être la réforme agraire a joué son rôle. On en a peu parlé. Cependant on y pensait. Pourquoi donc tarder encore ?

Si l'on jette un rapide coup d'œil sur tous les pays du monde, on y voit à peu près partout au premier rang des préoccupations sociales, la réforme agraire. Tous les peuples, à peu d'exception près, ont procédé à la réforme de la propriété dans tel ou tel sens. Il ne nous appartient pas d'exposer ici les divers modes employés dans chaque Etat. Signalons seulement que l'Irlande opéra en partie sa réforme agraire en 1870; l'ukase impérial de 1851 et les réformes qu'il a amenées depuis lors opérèrent cette réforme en Russie; le bill voté par le Parlement anglais, en 1881, sous l'initiative de Gladstone, tenta de modifier la division de la propriété en Irlande. Les lois agraires de la Russie votées en 1851, 1850, 1867; celles adoptées en Autriche en 1848, 1849, 1862, 1867, 1873 ont démontré la véracité des grands faits d'économie politique nouveaux.

Si nous passons en Amérique, la plus importante réforme est celle qui a été accomplie à Haïti en 1883. La réforme était simple, bien comprise; elle réussit. (1).

2° *Les efforts tentés au Mexique en vue d'une réforme.* — Cependant, le président Porfirio Diaz essaya de faire quelque chose pour favoriser la propriété foncière. Il constata avec peine ce qu'il appelle dans ses rapports la « prostration agri-

---

(1) Revue du Monde Latin 1885.

cole » de la nation et en énumère les causes : les bouleversements politiques, le défaut de voies de communication. Il omettait la principale : le petit nombre de ranchos.

Quelle était la situation agraire vers 1885 ? En dehors des haciendas, les terrains disponibles ne manquaient pas ; les particuliers, quoique appartenant à l'Etat, s'en emparèrent, mais les laissèrent incultes ; ils constituaient ces *latifundia* qui avaient fait le malheur de Rome. L'Etat voulut chasser les usurpateurs. Il le fit vite ; mais restait la délimitation. Comment faire établir un cadastre qui aurait coûté très cher, quand il n'y avait plus rien dans les caisses de l'Etat. Il fallait traiter avec des entreprises privées et leur abandonner une part proportionnelle des terrains mesurés. Plusieurs sociétés furent chargées de l'arpentage. Elles arpenterent, en dix ans, cinquante millions d'hectares de terres en friche. On leur laissa comme rémunération, 16 millions d'hectares. L'Etat possédait 32 millions d'hectares, il les vendit aux particuliers, puis favorisa une large distribution des terrains fractionnés aux habitants des villages et convertit en propriétaires les indigènes.

Mais voici ce qui s'était passé. Beaucoup avaient acheté à l'Etat, pour quelques centavos l'hectare, d'immenses étendues. Ils laissèrent leurs propriétés incultes. La formation de ces propriétés n'a obéi qu'à une spéculation raisonnée, et les propriétaires attendent la riche Compagnie qui viendra acheter très cher des terrains où viennent

toutes les cultures. Ces étendues pourront devenir un jour le siège d'haciendas très prospères; il n'empêche qu'elles seront un obstacle au développement des ranchos. Et le gouvernement pourrait bien être obligé de procéder bientôt au morcellement expropriatif de ces haciendas. Car la main-d'œuvre devient rare et le colon européen n'ira au Mexique que s'il sait qu'il aura une propriété lotie, ayant de l'eau, mise à sa disposition.

3° *Ce que l'on pourrait faire.* — Donc, donner au colon une propriété, pour l'attirer, voilà ce qu'il faut faire. Quand il n'y aura pas assez de ces propriétés pour tous les colons qui arriveront, on leur donnera des morceaux de propriétés appartenant aux grandes haciendas laissées incultes. Si le gouvernement fait des travaux hydrauliques, lotit des terrains (comme le prévoit la loi de 1908), le colon devra posséder un certain capital. Ce capital ne serait même pas absolument nécessaire s'il pouvait intervenir de grandes Compagnies qui procéderaient à toutes les améliorations. Elles feraient elles-mêmes sur les terres qu'elles possèdent les travaux hydrauliques, ouvriraient les voies de communication nécessaires et procéderaient à un lotissement; les bâtiments de chaque ferme seraient élevés par leurs soins, les outils agricoles y seraient rassemblés. Les colons, alors, seraient appelés; les contrats pourraient être payables par abonnements annuels, le premier versement étant fixé un ou deux ans après l'arrivée



et avec l'obligation pour la compagnie capitaliste d'assurer un crédit à déterminer pour la première ou les deux premières années; ou bien les contrats pourraient être tels que l'émigrant et sa famille seraient considérés comme commandités par le groupe financier qui s'engagerait à fournir le crédit nécessaire moyennant un intérêt très léger, les bénéfices nets étant partagés en proportion convenue entre commanditaires et commandités. Dans tous les cas, le colon devrait rester indépendamment, avec la faculté de devenir, en quelques années, propriétaire complètement libéré de la ferme à lui attribuée. On pourrait aussi créer un groupement d'assurances mutuelles et établir une sorte de bureau général chargé de centraliser les achats à faire et les récoltes à vendre.

De telles associations, semble-t-il, seraient assurées du succès le plus complet. Tel est le moyen de faire produire au sol mexicain tout ce qu'on peut espérer de lui, en attendant une réforme plus radicale de la propriété.

#### B. *Les Mines* (1)

Il n'existe peut-être pas un seul pays au monde qui ait été aussi bien partagé que le Mexique sous le rapport des richesses minérales. Il lui manque

---

(1) Cf. Raoul Bigot : « Le Mexique moderne », p. 84-90.

malheureusement la houille, élément indispensable d'un rapide progrès industriel. A part la houille, il produit l'argent, l'or, le cuivre, le plomb, le mercure, l'antimoine, le fer, le manganèse, le bismuth et le cobalt.

Parmi les substances non métalliques, il nous faut citer la plus importante : la houille. Elle manque au Mexique. Il y remédie par des importations qui en font pour les Etats-Unis un très important client. Mais il y aurait intérêt, pour la République de l'Amérique Centrale, à s'affranchir de ce tribut. Aussi recherche-t-on partout les gisements houillers avec beaucoup de soin.

L'attention a été vivement attirée par la découverte récente du pétrole près du port de Tampico. Des travaux d'exploration y ont été faits ; ils ont donné de bons résultats. En dehors des combustibles et du pétrole, les substances minérales non métallifères présentant le plus d'importance au Mexique sont : les onyx et les opales. L'onyx est une pierre d'une remarquable beauté. Les carrières les plus fameuses sont situées dans l'Etat de Puebla.

L'exploitation des mines, au Mexique, donnait lieu, il y a quelques années, à des abus si considérables que le gouvernement fut amené à réclamer une législation minière plus sévère que celle d'avant 1885.

On pensa à interdire la possession des mines aux Compagnies étrangères, les mines ne devant appartenir qu'à des Compagnies constituées dans

le pays et relevant exclusivement de ses lois. Mais cette solution radicale souleva partout un vif mécontentement. Cette mesure était un obstacle à la création d'entreprises sérieuses. Les capitaux miniers, au Mexique, sont presque exclusivement étrangers, et le pays, pour son développement futur, a encore besoin de capitaux de même source. Les gros capitalistes américains, anglais, français, ayant leurs centres d'opérations à New-York, Londres, Paris, ne consentiraient pas plus à confier le sort de leurs capitaux à une législation qu'ils connaissent superficiellement, qu'à s'abstenir de prendre une part active dans la direction des affaires. Cette solution aurait donc pu, en se retournant contre l'idée qui l'avait provoquée, arrêter l'immigration des capitaux sérieux au lieu de les favoriser. Aussi le gouvernement, après enquête, a compris le point faible de la combinaison et l'a définitivement abandonnée. Dans le nouveau projet de loi en préparation, l'interdiction de possession de mines par des sujets de Compagnies étrangères ne s'appliquera plus qu'à une bande de 18 kilomètres en bordure des frontières. C'est là une précaution politique fort sage, car elle fait disparaître toute raison d'occupation militaire étrangère à la moindre perspective de troubles, sous prétexte de protection à accorder à des capitaux nationaux.

Le développement des mines dans un pays dépend plus qu'on ne le croit de sa législation mi-

nière. C'est en 1885 que le Code minier fut définitivement établi au Mexique, et les lois du 6 juin 1887 et du 4 juin 1892 vinrent le compléter. Il constitua un vigoureux et heureux coup de barre pour remettre à flot l'industrie nationale. C'est grâce à ces lois que les mines du Mexique ont pu prendre l'admirable développement dont nous avons donné une idée au début de ce court chapitre. La législation minière mexicaine est très libérale. L'étranger possède les mêmes droits que le Mexicain. Le sous-sol est indépendant de la propriété du sol, sauf pour le charbon, le pétrole, les pierres, les matériaux de construction.

Chacun peut devenir propriétaire minier à condition de remplir les conditions suivantes :

1° Versement préalable de 5 piastres par « *per-tenencia* » ou hectares pour garantir les timbres à apposer sur les titres miniers ;

2° Déclaration indiquant le lieu exact de la concession demandée et les renseignements nécessaires pour la limitation de cette concession. La nature du minerai, le nom donné à la mine et le nom de l'ingénieur topographe qui doit dresser les plans ;

3° Publication de cette déclaration dans le Bulletin officiel de l'Etat ;

4° Remise par l'ingénieur topographe des plans et d'un rapport se limitant exclusivement aux opérations topographiques effectuées.

S'il n'y a pas d'opposition, le titre minier est délivré. Le droit acquis se continue autant que

le possesseur le désire par le paiement d'un impôt de 6 piastres par hectare pour les fonds miniers n'ayant pas plus de 25 hectares et pour ceux ayant plus de cette superficie d'un seul tenant, de 6 piastres pour les premiers 25 hectares et de 5 piastres pour les autres. En cas d'exploitation, si le propriétaire du sol se refuse à céder les terrains au propriétaire minier, celui-ci a le droit d'expropriation, et la loi prévoit les formalités à accomplir. Mais le propriétaire minier peut, sans attendre la fin de ces formalités, occuper le terrain en vue de l'exploitation de ses mines.

C'est là, comme on le voit, une législation très libérale qui a porté ses fruits.

### *C. Les Chemins de fer*

Le Mexique, par sa position privilégiée et par la situation qu'il occupe entre les deux Amériques, aurait pris depuis longtemps, parmi les Etats du monde, une place prépondérante, s'il ne lui avait manqué l'outillage économique et les grandes voies de communication. D'autre part, les fleuves ne sont qu'exceptionnellement navigables; les cours d'eau, abondants pendant la saison pluvieuse, manquent totalement d'eau quand arrivent les grandes sécheresses; les routes sont difficiles à creuser par suite du relief du sol; les ports, assez nombreux, sont longtemps restés à l'abandon; il a fallu l'activité et la persévérance de Porfirio



Diaz pour les mettre en valeur. Grâce à la fermeté de ses hommes politiques, grâce à l'introduction des procédés d'exploitation les plus modernes, le Mexique a, dans quelques années, réalisé une œuvre gigantesque. Il faut aussi ajouter que les capitaux étrangers, voyant renaître l'ordre et la prospérité, n'ont pas fait défaut et ont contribué pour la plus large part à terminer l'œuvre entreprise. La confiance est revenue et le Mexique a profité de cet état d'esprit.

Il n'y a guère plus de 25 ans que le gouvernement du Mexique s'est préoccupé d'améliorer les routes et de construire des chemins de fer. Dans ce court espace de temps, grâce aux efforts combinés des financiers et de l'Etat, grâce à sa persévérance aussi, le Mexique a réalisé de grands progrès. Et cependant que de malaises n'a-t-il pas eu à supporter, surtout cette grande crise de la dépréciation de l'argent, qui aurait pu l'amener à sa ruine. C'est Porfirio Diaz qui donna l'essor aux chemins de fer mexicains. Il fit les plus larges concessions, mais obligea les concessionnaires à hâter les travaux, édictant des sanctions contre les défaillants qui n'auraient pas mis les lignes en état dans un minimum de temps fixé par les cahiers des charges. Le gouvernement se montra très libéral, simplifiant la procédure d'expropriation et accordant l'importation en franchise du matériel roulant et du matériel de construction nécessaire. Des subventions furent allouées; on accorda même une garantie d'intérêt à certains

capitaux engagés. Et on arriva ainsi, aux environs de 1899, à avoir un réseau important de voies ferrées. Ces voies étaient au nombre de sept en 1909.

- 1° Le chemin de fer mexicain ;
- 2° Le chemin de fer interocéanique, d'une longueur de 901 kilomètres ;
- 3° Le chemin de fer de Cuernavaca et du Pacifique, d'une longueur de 292 kilomètres ;
- 4° La Compagnie du chemin de fer Central exploite le plus vaste réseau du Mexique, 5.413 kilomètres ;
- 5° Le chemin de fer national mexicain, 1.348 kilomètres ;
- 6° Le chemin de fer international mexicain, 1.198 kilomètres ;
- 7° Le chemin de fer de Tehuantepec.

On avait concédé cette ligne bien souvent à plusieurs Compagnies, mais aucune n'osa se charger de la besogne. En 1882, le gouvernement décida de s'en charger lui-même et, en 1894, la ligne était achevée. Mais la construction était défectueuse. La ligne fut alors affermée à la maison Person and Son. L'exploitation est à la charge de la maison anglaise. Le trafic international a été inauguré en 1907. Cette ligne est très importante. Elle n'aura pas à souffrir de la concurrence du canal de Panama, car l'isthme de Tehuantepec n'est qu'à 800 milles de la Nouvelle-Orléans, et par suite bien plus rapproché de l'axe commercial du monde : Liverpool, New-York, Yokohama, Hong-Kong.

« En comptant, dit M. Raoul Bigot, avec les vapeurs modernes, un frêt type de 1 dollar par tonne et par chaque millier de milles pour le transport des marchandises, et en évaluant à 2 dollars par tonne les frais de la traversée de l'isthme, il est facile de calculer que l'économie de temps et d'argent est notable pour les marchandises de New-York destinées à l'Australie ou à l'Extrême-Orient. Elle raccourcit encore de tout le détour nécessaire pour traverser le canal de Panama, le parcours New-York, San-Francisco, la Nouvelle-Orléans, Hong-Kong. Les recettes qui ont été obtenues en 1911 se sont élevées à 89.728.611.

Depuis quelques années, l'effort du gouvernement tend surtout à se développer par les lignes de chemins de fer (1). C'est d'ailleurs la même politique qui est suivie par les Etats de l'Amérique. Le Brésil, l'Argentine, le Chili, tous les gouvernements de l'Amérique du Sud s'appliquent à doter leur pays de nombreuses voies de communication.

Les plus petits Etats eux-mêmes commencent à se rendre compte de l'importance des chemins de fer.

Cette politique ferrocarillera, au Mexique, entra en 1908 dans une phase nouvelle, grâce à un plan

---

(1) Le 4 juillet 1913, le Ministre des Finances a chargé une Compagnie de la construction de 5.000 kilomètres de voies ferrées.

nouveau de M. José Yves Limantour. Ce plan consista à réunir en une seule Compagnie, « Compagnie des chemins de fer nationaux du Mexique », toutes les lignes existantes. Le gouvernement aujourd'hui, la contrôle directement, parce qu'il se trouve être propriétaire de la plus grande partie des actions. Ce fait est financièrement une consolidation, en l'espèce c'est un véritable rachat. Le réseau national comprend toutes les lignes ou à peu près, à l'exception de celles de la Compagnie interocéanique. La Compagnie des chemins de fer nationaux est au capital de 460.000.000 de piastres, dont le gouvernement possède 230.004.580 piastres. Le conseil renferme 21 membres, 16 nommés par le gouvernement, 5 par les autres actionnaires. Le siège social est à Mexico. Deux classes de titres de dettes spécialement garantis par les biens et concessions actuelles et futures sont autorisés :

1° De bons d'hypothèque dits de préférence, portant intérêt de 4 1/2 0/0, et amortissables de 1907 à 1957. Ils jouissent d'une préférence pour le paiement des intérêts et du principal. La Compagnie est autorisée à émettre jusqu'à 1 milliard 180 millions de ces bons ;

2° Des bons de 2<sup>e</sup> classe, dits d'hypothèque générale, portant intérêt de 4 0/0 annuellement, amortissables de 1937 à 1977 ; ces bons sont garantis sans condition, intérêt et capital, par le gouvernement mexicain ; leur montant total a été fixé à 820 millions de francs à émettre au fur et à mesure

des besoins, chaque émission devant être approuvée par le ministre des Finances. Au début, il a été émis 70 millions de ces bons d'hypothèque de préférence, qui ont été placés à Londres, Amsterdam, Genève, aux environs du pair, et 150 millions de francs de bons d'hypothèque générale qui ont été placés à Paris, en juillet 1908, à 89 1/4 0/0 de leur valeur nominale.

M. José Yves Limantour a fait connaître comment le gouvernement mexicain comptait se servir de cette innovation. Pour ce qui est des affaires purement administratives, l'intervention regarde le ministère des Travaux publics; pour les questions d'importance vitale, telles que emprunts, prolongation des voies ferrées, le pouvoir exécutif interviendra.

Ce qui se nomme, dans le langage financier, une consolidation, est ni plus ni moins un véritable rachat. Remarquons, en outre, que ce fut là un rude coup porté aux Américains, qui possédaient la plus grande partie des actions, et qui ne rêvaient rien moins que l'accaparement à leur profit.

#### *D. Postes et Télégraphes*

Les Postes mexicaines se sont développées sous l'influence de trois événements: d'abord par suite de l'adhésion à la Convention postale de Paris en 1878; en second, par suite de l'élaboration du



Code de garanties pour le public; enfin, l'extension des voies ferrées.

En 1899, le président Porfirio Diaz décréta ce qui suit:

1° Fixation de la taxe intérieure des lettres à 5 centavos et réduction de la taxe des cartes postales de 3 à 2 centavos;

2° Organisation du service de distribution;

3° Simplification dans la transmission des objets recommandés;

4° Extension du service des mandats de poste et réduction de la taxe de ces envois;

5° Admission de la responsabilité pour le cas de lettres recommandées;

6° Introduction des cartes d'identité dans le service intérieur.

Enfin, il a été passé avec les différents pays étrangers des conventions postales.

Les lignes télégraphiques, qui, en 1881, mesuraient 10.600 kilomètres, atteignent aujourd'hui 40.500 kilomètres.

---

## CHAPITRE III

### L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

Le gouvernement se mit résolument à l'œuvre, et, au point de vue industriel, commença par renouveler l'outillage économique. Les douanes intérieures furent supprimées en 1896, lors de la révision par le Congrès de la Constitution. Les articles 111 et 124 notamment furent modifiés ainsi qu'il suit. L'article 111 interdit aux Etats de s'opposer directement ou indirectement à la libre circulation, sur leur territoire, des produits nationaux ou étrangers, de soumettre ces produits à des taxes quelconques dont la perception serait effectuée par des douanes locales, d'instituer ou de maintenir en vigueur des impôts intérieurs réglés d'après la provenance des marchandises. Aux termes de l'article 124, le gouvernement fédéral est seul investi du droit de taxer l'importation, l'exportation ou le transit et de réglementer dans toute l'étendue du territoire la circulation des marchandises, quelles qu'en soient la nature et la provenance.

Une autre réforme fut celle du Code de commer-

ce, promulgué en 1889. L'examen détaillé de ce Code nous entraînerait trop loin, aussi nous contenterons-nous d'en citer les principales dispositions. Les actes de commerce y sont abondamment énumérés. Leur définition comprend : les achats et ventes d'immeubles par spéculation et même la vente par le propriétaire ou cultivateur des produits de son fonds ou de sa ferme, quand le lieu de l'opération est un magasin ou une boutique. Tout établissement qui se fonde doit être annoncé publiquement et inscrit, comme en Allemagne ou en Espagne, sur un registre où il est fait mention de la situation de ceux qui se préparent à faire le commerce. Pour les particuliers, ces inscriptions ne sont pas obligatoires. Tout commerçant, en outre, est tenu, indépendamment du livre d'inventaires et du livre-journal, à avoir un grand livre où sont mentionnés, en langue espagnole, les opérations qu'il accomplit. La langue espagnole est de rigueur, sous peine d'une amende de 50 à 300 pesos. Puis vient une réglementation minutieuse des contrats commerciaux, du prêt, du dépôt, du gage, du transport. Les sociétés revêtent les formes de nos sociétés françaises, détermine les règles relatives à la fusion et à la liquidation des sociétés. Il y a aussi un chapitre spécial relatif à la Course, puisque le Mexique n'a pas adhéré à la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856, qui a aboli la Course.

Pour ce qui est de la faillite, le Code de commerce dit que la faillite des commerçants en état

de cessation de paiements est prononcée à la requête du failli ou de ses créanciers, sans pouvoir, comme dans le droit français, être prononcée d'office par le juge, dont l'intervention, parfois, risque d'empêcher un accord qui serait favorable aux parties. Elle sera fortuite, coupable ou frauduleuse, selon les circonstances qui l'auront amenée; le Code parle longuement de ces circonstances. Pour les faillites coupables ou frauduleuses, les complices du commerçant n'ont plus de droits sur la masse, sans préjudice d'autres peines. A l'égard du commerçant, les effets de la faillite sont à peu près les mêmes qu'en France.

Un dernier livre traite de la procédure des instances commerciales. Il n'existe pas de tribunaux de commerce depuis la Constitution de 1857. Ce sont les tribunaux civils qui connaissent des actions commerciales. Leur jugement est soumis à des formes assez compliquées. Le Code de commerce en général, comme la législation minière, se montre libéral pour les étrangers. Il n'est aucune profession commerciale qui leur soit interdite, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays ou aux conventions passées avec leur gouvernement respectif. Ils ont la liberté complète de navigation, mais il y a cependant une exception en ce qui concerne le cabotage, monopolisé par le pavillon national.

Dès 1857, l'adoption du système métrique était décrétée au Mexique. La mise en vigueur du système fut fixée au 26 septembre 1896.

La protection de la propriété française au Mexique est assurée par l'acte additionnel de Bruxelles, du 14 décembre 1900.

Signalons que, le 1<sup>er</sup> septembre 1905, une réforme fut accomplie dans le tarif douanier, réforme consistant dans l'adoption d'une nouvelle classification des marchandises, mieux adaptée aux besoins actuels du commerce. De plus, on simplifia le tarif, qui ne contient plus aujourd'hui que 713 articles au lieu de 921. Une autre modification plus importante touche aux droits mêmes qui ont été l'objet d'une réforme complète. Les droits sur les matières premières et les objets fabriqués produits par le pays ont été augmentés, tandis que les droits sur les matières premières dont le pays a besoin ont été diminués. Les nouvelles modifications sont peu favorables au commerce d'importation.

Avant de passer à l'étude des chiffres qui nous sont fournis par les statistiques mexicaines, il y a lieu de remarquer que ces statistiques sont dans une certaine mesure influencées par les variations du cours de la piastre jusqu'à l'année 1905 et par les conséquences de la stabilisation du peso, survenue au mois de juillet de ladite année. Il convient toutefois de ne pas attacher à cette source d'erreurs une trop grande importance, la proportion des échanges du Mexique avec les divers pays importateurs et exportateurs étant demeurée à cet égard sensiblement constante.

## 1° IMPORTATIONS (1)

En 1908-1909 les importations étaient de 400.724.546 francs  
En 1909-1910 — — de 498.957.395 —

Les principaux pays en relation avec le Mexique, sont: les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Espagne, la Belgique, le Canada, l'Italie.

Les Etats-Unis importent au Mexique pour 288.878.341 francs; l'Angleterre pour 56.964.139 francs; l'Allemagne pour 51.886.277 francs; la France pour 44.622.960 francs; l'Espagne pour 13 millions de francs; l'Italie pour 4.952.199 francs.

Etudions avec quelques détails les produits alimentant le commerce du Mexique:

1° *Matières animales.* — Les importations d'animaux ont atteint une valeur de 23.911.083 francs. La France y a participé pour 1.845.582 francs.

Pour les pelleteries fines, la France a envoyé pour une valeur de 54.264 francs; pour les peaux et cuirs nos envois ont atteint une valeur de 416.555 francs; pour les chaussures, l'article français est fort prisé, mais il est trop cher, une paire de chaussures valant de 30 à 40 francs. L'Espagne et les Etats-Unis sont les fournisseurs exclusifs.

---

(1) Les chiffres que nous donnons sont empruntés à un rapport paru sur le Mexique le 8 août 1913 (supplément au Moniteur officiel).



Notre industrie n'a fourni en bougies que 39.000 francs. Pour les éventails en os, écaille ou ivoire, la France est le principal fournisseur. Ses importations ont été évaluées à 21.273 francs sur 33.154 francs, valeur totale.

2° *Matières végétales.* — Pour les fruits secs, l'importation française a été de 209.959 francs sur 1.120.000 francs d'importation totale.

Pour les conserves de fruits, l'importation française a été de 245.891 francs sur 1.200.000 francs d'importation totale.

Pour le liège, l'importation a atteint une valeur de 100.000 francs sur une importation totale de cette matière ayant une valeur de 190.000 francs.

L'importation de l'huile nous a valu 242.249 fr.

Pour les pâtes alimentaires, l'importation française a été de 178.640 kilos valant 88.711 francs.

Pour les meubles de luxe, sur une valeur de 250.000 francs de meubles importés, nos envois se sont montés à 160.029 francs.

3° *Matières minérales.* — Il a été envoyé 2.055 kilos de bijoux. La France a envoyé 743 kilos.

Pour les fers et métaux, l'importation totale a été de 87.171.641 francs. La France y a participé pour 6.317.512 francs. Les envois consistaient en cuivre, étain, plomb, tuyaux de fer.

Pour les tuiles et briques, la France et l'Amérique du Nord se partagent le marché. L'importation s'est élevée à 582.616 francs. La part de la

France a été de 129.743 francs avec 1.832.723 pièces.

Pour les pierres à meules, la France est le principal fournisseur, ayant vendu 2 millions de kilos de pierres à meules, pour une valeur de 121.955 fr., sur un total de 264.744 francs.

Pour les ardoises, nos importations sont aussi importantes que celles de la Belgique, notre concurrente. Nous en avons expédié 29.539 francs sur une évaluation de 76.628 francs.

Pour les verres et cristaux, les importations de l'Allemagne et des Etats-Unis sont, à peu de chose près, égales à celles de la France qui a participé pour 57.187 francs, sur un total de 245.089 francs.

4° *Tissus*. — Pour les toiles de coton, le total des importations a été de 6.713.130 mètres, d'une valeur de 2.711.833 francs. La part de la France, dans ces chiffres, a été de 423.833 mètres, valant 165.173 francs. Pour les toiles de laine, notre importation est égale à celle de l'Angleterre; sur une valeur totale de 554.688 kilos importés, la France entre avec 224.369 kilos facturés 3.029.765 francs; pour les tissus de soie, la France est encore le fournisseur de cet article; ses envois se chiffrent par 13.579 kilos, sur une valeur totale de 27.830 kilos.

5° *Produits chimiques et pharmaceutiques*. — La valeur totale des importations de produits chimiques et pharmaceutiques, qui comprennent des articles trop variés pour les étudier séparément, a

été de 28.770.234 francs. Sur ce total, la part revenant à la France est de 2.822.088 francs.

6° *Boissons spiritueuses et fermentées, eaux minérales.* — Sur un total de 16.774.203 francs, correspondant aux importations des boissons en général, la part de la France a été de 9.113.344 francs. La France a importé 1.104.043 litres d'eau-de-vie, estimés 3.567.006 francs.

Pour l'eau minérale, les importations de l'Amérique du Nord sont un peu plus importantes que celles de la France.

Quant à la bière et au cidre, nos envois sont insignifiants, à côté de ceux de l'Amérique et de l'Espagne.

Pour les amers et bitters, nous avons introduit 94.708 kilos, sur un total de 127.945 kilos à l'importation. Nous sommes donc le principal fournisseur.

En ce qui concerne les liqueurs, les importations de l'Espagne sont légèrement plus importantes que celles de la France. Sur une valeur totale de 697.768 francs, l'Espagne entre pour 323.156 fr., avec 103.015 kilos et la France pour 251.540 francs avec 84.200 kilos. Nous tenons le marché pour le vinaigre avec 66.926 kilos, estimés 43.850 francs, contre 86.934 kilos, total des importations.

Pour les vins en fûts et en bouteilles, les 10 millions 483.834 kilos de vins représentent, à l'importation, une valeur de 7.674.019 francs, sont répartis de la façon suivante: l'Espagne 5.762.542 kilos,

soit 3.405.209 francs; la France, 3.590.764 kilos, soit 3.042.209 francs. Quant au champagne et aux vins mousseux, sur 131.810 kilos à l'importation, la France en a envoyé 110.287 kilos, facturés 864.911 francs.

7° *Papiers et ses applications.* — La valeur totale de l'importation du papier s'est élevée à 12.920.064 francs. La France a dans ce chiffre une part de 2.056.430 francs.

8° *Machines et appareils.* — La valeur totale des importations de cette catégorie a été de 53.610.739 francs; la France y figure pour 1.204.448 piastres.

9° *Véhicules et armes.* — Pour les automobiles, la valeur des voitures se chiffre à l'importation par 4.263.717 francs, la part de la France a été de 1.001.300 francs.

Quant aux armes, cartouches ou autres, nos envois se sont élevés à 525.181 francs, sur un total de 1.643.000 francs.

Tel est le bilan que nous avons à dessein écourté des importations au Mexique. Il nous reste maintenant à dire quelques mots des exportations.

## II. LES EXPORTATIONS

Les exportations se sont élevées: en 1908-1909 à 591.617.582 francs, et en 1909-1910, à 665.718.448 francs. La France participe aux exportations pour 31.446.137 francs.

Le Mexique fournit aux Etats-Unis pour 503.976.238 francs de marchandises; à l'Angleterre 73.048.325 francs; à la France 31.446.137 francs; à l'Allemagne 21.605.299 francs; à la Belgique 19.558.609 francs; à l'Espagne 5.251.686 francs; à Cuba 4.365.594 francs; au Canada 2.653.085 francs.

Cette statistique s'entend pour 1909-1910.

Les articles et produits composant le mouvement commercial des exportations sont divisés en quatre catégories :

1° *Produits minéraux.* — Nous parlerons d'abord de l'or. En 1898-1899, la production de l'or était de 103.489.402 francs; en 1908-1909, la production a été de 33.761 kilos, représentant 115 millions 238.282 francs; en 1909-1910, la production a été de 36.221 kilos, représentant 123.977.832 francs. La France a reçu 123 kilogs, représentant 425.538 francs.

La production des métaux précieux comprend en outre et surtout l'argent. La production a été la suivante :

|              |                |                 |
|--------------|----------------|-----------------|
| En 1908-1909 | 2.258.362 kil. | 155.598.263 fr. |
| En 1909-1910 | 2.292.260 kil. | 197.400.929 fr. |

Quant au cuivre, il en a été exporté, en 1909-1910, 45 millions de francs environ.

Pour le plomb, la production qui a atteint 125 millions 299.318 kilos, valant 17.420.088 francs, a été envoyée aux Etats-Unis, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne. La France entre pour 967.313 kilos, estimés 123.820 francs.

La progression a été rapide et soutenue dans la production des métaux précieux. En 1887, le Mexique produisait 907 kilogs d'or. — En 1910, 36.221. — En 1887, il y avait 649.447 kilogs d'argent, en 1910, 2.292.260.

Il faut citer encore, pour être complet, l'antimoine et le marbre. L'Angleterre a reçu pour une valeur de 5.599.924 francs d'antimoine. Quant au marbre, des 1.666.692 kilogs de marbre brut à l'exportation, presque tous ont été dirigés sur les Etats-Unis. La France en a reçu 11.360 kilos, évalués 3.584 francs.

2° *Produits végétaux.* — Les produits du sol mexicain appartenant à cette catégorie et donnant lieu à un mouvement d'exportation sont: le coton, le caoutchouc, les haricots noirs, les fruits frais, le henequen, la salsepareille, le tabac et la vanille.

Pour le coton, en 1898-1899, il rapportait environ 15 millions de francs. En 1909-1910 cette somme a été dépassée. Il est exporté aux Etats-Unis et en Angleterre. Les envois se sont élevés à 800.463 kilos.

La production du café s'est aussi accrue dans de notables proportions. En 1898-1899, le Mexique exportait 17.700.000 de kilos, sur une production totale de 50 millions. En 1909-1910, la production totale a été de 60 millions et il a été exporté 18.683.849 kilos.

Le caoutchouc est surtout expédié en Amérique. Sur une production totale de 8.068.264 kilos, la



France en a reçu 76.742 kilos; pour les haricots noirs, les exportations en France ont été de 37.490 kilos, sur 6.306.409 exportés.

Les fruits frais exportés en Amérique représentaient 6.706 tonnes ayant une valeur de 329.409 piastres, en 1898-1899). Depuis nous n'avons pas trouvé de statistiques.

Pour la salsepareille, 343.910 kilos ont été exportés.

Pour le tabac, la valeur de l'exportation de ce produit, a été de 1.705.301 francs, avec 656.714 kilos, consommés par la Belgique, l'Allemagne et le Pérou.

La France a reçu 21.902 kilos de vanille, sur 151.383 kilos exportés.

3° *Produits animaux.* — Parmi les produits d'animaux expédiés en France, nous citerons: les écailles, les cornes, les os, les peaux de chèvre et de vache représentant une valeur d'environ 25 millions de francs.

4° *Produits manufacturés.* — Au premier rang vient le sucre. La canne à sucre est cultivée au Mexique sur une grande étendue et chaque année la production augmente. En 1898-1899, la production était insuffisante: il en fut importé 426 tonnes. La production pour les trois années: 1907, 1908, 1909, a été:

|                 |                 |
|-----------------|-----------------|
| 1907-1908.....  | 123.000 tonnes. |
| 1908-1909.....  | 143 000 —       |
| 1909-1910,..... | 148.000 —       |

Le principal destinataire du sucre est l'Angleterre qui en a reçu 11.034 tonnes sur une exportation totale de 11.103 tonnes.

Les envois de cigares et de cigarettes se chiffrent à l'exportation, par 131.966 kilos, et la France, principal pays de destination, en a reçu 71.326 kilos, estimés 451.000 francs.

Enfin le henequen, la farine, les tourteaux, sont les autres produits d'exportation.

Il nous reste maintenant à dire un mot des ports mexicains. Les plus importants sont : la Vera-Cruz, Tampico, Acapulco, Magellan, Progres, Frontera, Laredo. Nous prendrons, pour exemple-type, le port de Tampico.

Tampico, il y a 30 ans, ne comptait guère plus de 5.000 habitants. Son commerce à l'exportation, — de l'argent en barre uniquement, — se chiffrait par une valeur annuelle de trois millions de pesos au maximum. Il est vrai qu'à cette époque la ligne de chemin de fer réclamée avec insistance, et qui devait relier Tampico à San-Luis de Potosi, et par conséquent aux centres les plus importants et les plus productifs de la République, n'était encore qu'à l'état de projet; que la barre du fleuve Panuco, qui lui sert de port, n'était pas canalisée. Aujourd'hui, on y compte 24.000 habitants, les transactions commerciales effectuées pendant l'exercice 1909-1910, donnent, pour le seul port de Tampico, le chiffre de 307 millions de francs, soit le cinquième de la valeur totale du Mexique, et son port a été fréquenté par 422 navires jaugeant

1.246.408 tonneaux, qui embarquèrent ou débarquèrent 581.330 tonnes de marchandises.

Actuellement, Tampico est le second port du Mexique après la Vera-Cruz), et l'on peut envisager que dans un délai très rapproché il sera le port le plus important du pays. Tampico est, en effet, le centre de la zone pétrolifère qui s'étend dans les Etats de Tamaulipas, de San-Luis de Potosi et le nord de Vera-Cruz, et déjà de nombreuses compagnies se sont formées pour exploiter ces terrains. Jusqu'à présent, les puits en production ont été creusés à une faible distance des côtes afin de pouvoir utiliser pour le transport du pétrole la voie de l'eau, qui est la plus économique. Tampico possède quatre voies fluviales : le rio Panuco et le Tamesi, dont les eaux à Tampico même, le Tamui et le canal de Chijol, qui met ce fleuve en communication directe avec le port de Tuxpam, dans l'Etat de Vera-Cruz.

En 1910-1911, le commerce de la France avec le Mexique a atteint 18 millions de piastres, soit 46 millions de francs, mais ce chiffre pourrait être doublé.

Beaucoup d'articles produits en France devraient trouver des débouchés au Mexique; ils manquent à cette énumération. Pourquoi, par exemple, voyons-nous l'Allemagne fournir à ce pays pour 160.000 piastres (400.000 fr.) de miroirs, alors que nous n'en vendons que pour 4.000, juste la centième partie? Pourquoi les porcelaines allemandes entrent-elles ici pour une valeur de plus

de 800.000 francs (350.000 piastres), contre 150.000 francs revenant aux porcelaines françaises? Même différence en faveur de nos principaux concurrents en ce qui concerne la verrerie et les cristaux: (294.000 piastres pour l'Allemagne contre 126.000 piastres de verreries d'origine française). Et il ne s'agit ici que d'articles pour lesquels la supériorité de notre goût devrait, dans ce pays, nous assurer la préférence, car pour les articles ordinaires, les bouteilles, par exemple, l'outillage et le meilleur marché de la production allemande peuvent expliquer la différence de près de 450.000 piastres que font ressortir les statistiques au profit de l'Allemagne (460.000 contre 126.000 piastres). Même réflexion pour les instruments de musique; cette industrie, autrefois si active en France et si appréciée à l'étranger, vend au Mexique pour 75.000 piastres, contre 516.000 venant d'Allemagne, qui concurrence presque à égalité les importations des Etats-Unis, si favorisés pourtant sous ce rapport par leur situation même. Si nous examinons les importations purement industrielles, nous constatons, par exemple, que pour les produits chimiques et pharmaceutiques, que nous vendions autrefois en grandes quantités au Mexique, nous sommes aujourd'hui battus, non seulement par les Etats-Unis, ce qui s'explique, mais par l'Allemagne (importation triple de la nôtre) et par l'Angleterre (importation double de la nôtre). Notre industrie des couleurs préparées, qui compte pourtant des maisons de grande impor-

ance, vend au Mexique pour 7.000 piastres contre 94.000 piastres de provenance anglaise et 36.000 piastres d'origine allemande. Les lampes pour lumière à incandescence viennent d'Allemagne (230.000 piastres) et des Etats-Unis (400.000 piastres); nous figurons pour le même article, dans l'énumération des statistiques mexicaines, pour le chiffre de « zéro » Même remarque pour les articles de cuivre, laiton et bronze, qui viennent des Etats-Unis pour 800.000 piastres, d'Allemagne pour 500.000 piastres et de France pour 150.000 piastres seulement.

Notre commerce de vins et Cognacs, qui vient au premier rang de nos importations au Mexique, attire quelques remarques. La consommation mexicaine en vins est assurée, à peu près exclusivement, par l'Espagne et par la France. Les premiers sont livrés surtout en barils de 68-69 litres — ce qui facilite grandement leur transport, à dos de mule, notamment — alors que les vins français sont livrés en barriques de 225 litres et les vins fins en caisses. Les vins espagnols ont plus de consommation que les nôtres, pour cette raison qu'ils sont préférés par la très nombreuse clientèle espagnole, qui est habituée à leur classe et apprécie leur bon marché. Quant aux vins français, ils trouvent des débouchés importants dans notre colonie française, dans les colonies étrangères et chez les familles riches du pays.

Outre les avantages qui résultent pour la vente des vins espagnols de leur livraison en petits

barils, ils ont encore celui qui résulte de leur titre (14 et 15 0/0), qui leur permet de tenir beaucoup mieux en vidange que les nôtres, lesquels n'ont guère que 12 degrés. Les renseignements qui précèdent m'ont été fournis par notre agent consulaire à Orizaba, négociant en vins, lequel est d'avis — et je partage son opinion — que nos vins devraient être vendus directement au consommateur, la vente en barriques étant conservée pour les clients habitués à ce mode de livraison, mais qu'il y aurait avantage à remplacer par la vente en « barils ».

Quant aux Cognacs, ils se vendent très bien au Mexique, où ils sont très bien représentés par les agents de nos bonnes maisons de France. Mais de grosses difficultés proviennent, pour nos producteurs et pour leurs représentants, des contrefaçons et des manœuvres dont sont victimes nos produits. Il ne faut pas se dissimuler, d'ailleurs, qu'en raison de l'encombrement de la place, il est à peu près inutile d'essayer d'introduire une nouvelle marque dans le pays si l'on n'est pas décidé à faire d'importants sacrifices pécuniaires en réclame et en commissions.

Une fourniture qui paraît exclusivement réservée à l'Autriche-Hongrie, dont le commerce avec le Mexique est d'ailleurs à la hausse, est celle des cols et manchettes de toile de coton et celle des ressorts et élastiques de coton (102.000 piastres pour le premier article, 182.000 pour le second). Il serait intéressant de rechercher en Autriche même



les causes de ce quasi-monopole et de nous assimiler les méthodes de la production autrichienne.

D'une manière générale, on peut dire que les causes des succès de nos concurrents dans ce pays, où nous devrions, encore une fois, avoir la préférence neuf fois sur dix, tant en raison du prestige et de la sympathie dont nous jouissons que des efforts de notre brillante colonie française, tiennent : 1° en ce qui concerne les Etats-Unis, à leur situation privilégiée ; 2° en ce qui concerne l'Allemagne, à la supériorité de ses méthodes commerciales ; 3° en ce qui concerne l'Angleterre, à la nature même des produits qu'elle fournit (charbons, draperies, tissus, produits chimiques).

Les produits français jouissent, en général, d'une haute estime dans tout le Mexique ; si leur vente n'est pas plus active, cela tient : 1° à ce qu'ils sont en général plus chers que les produits similaires d'origine américaine et européenne ; 2° à ce que la clientèle n'est pas toujours sollicitée comme il le faudrait à leur sujet. Et, à l'appui de mes dires, je ne puis mieux faire que de détacher ici d'un excellent rapport de notre agent consulaire à Orizaba, qui est remarquablement documenté sur les affaires économiques de ce pays, les considérations suivantes, qui me paraissent résumer excellemment l'opinion de tous les commerçants avertis : le Mexique étant le pays du bon marché, nos articles sont d'un placement difficile. Les Indiens n'achètent pas l'article étranger, celui du pays lui suffit. Seules, les grandes familles

et les étrangers achètent le bon et le beau; quant à la classe moyenne, toujours la plus nombreuse, elle se contente des produits étrangers de *second ordre*. C'est donc ce genre d'articles qu'il convient de lui proposer.

De même, les industriels et agriculteurs qui ont à faire des installations mécaniques ou agricoles ont une tendance à rechercher le meilleur marché, tant en raison des aléas que présente dans ce pays toute affaire nouvelle, que dans l'idée — d'ailleurs souvent juste — que le matériel en question se modifiant souvent, en raison même des progrès de l'industrie et de la science, on remplacera plus tard, quand l'affaire sera bien partie, le matériel de début par des machines mieux finies et d'un rendement supérieur. Il va de soi, d'ailleurs, que dans ce pays du provisoire, le matériel d'origine travaille jusqu'au jour où il n'est plus utilisable.

Pour les articles de « Magasins de Nouveautés », les produits français bénéficient d'une représentation de premier ordre, les grandes maisons françaises de Mexico les répandant non seulement dans la capitale, mais dans tout le Mexique, où il existe d'autres maisons françaises importantes, qui sont souvent des filiales, en tout cas des agents des grands magasins de Mexico. Malheureusement, nous ne retrouvons pas cette représentation idéale pour les autres produits de notre industrie. Alors que les Américains et les Allemands ont dans le pays de nombreux et importants *dépôts* de machines, meubles et ustensiles de toutes sortes, nos

maisons françaises n'ont, pour ces mêmes articles, que des représentants munis de catalogues, et encore ces catalogues sont-ils le plus souvent rédigés en français.

La question des dépôts est de première importance. Les dépôts, établis dans le pays, ont en effet constamment, à la disposition de la clientèle, les articles courants indispensables dans les usines et ateliers. De là des relations constantes entre acheteur et vendeur qui favorisent les grosses affaires, la possibilité pour le client de s'adresser à un homme compétent, soit pour une réparation importante de son matériel, soit pour obtenir sans retard un devis de renouvellement de ce dernier. Quel avantage pour nos concurrents, avertis de suite des besoins de la clientèle, pouvant solliciter celle-ci avant même que les maisons françaises aient eu connaissance de l'affaire à traiter. Sans compter que notre industrie, avertie trop tard, devra demander des délais qui décourageront le client et ne sera pas en mesure, comme la maison allemande ou américaine établie sur place, d'offrir les services de ses ingénieurs ou de ses monteurs sans exposer des frais de voyage énormes qui viendront grever le prix de la marchandise. Je ne crois réellement pas exagérer en attribuant pour un bon tiers les succès allemands en métallurgie et en construction de machines aux sacrifices consentis par nos voisins de l'Est pour l'établissement de dépôts au Mexique.

La question du *crédit* est également de première importance dans ce pays, et là encore, les agents établis sur place constituent un immense avantage pour les maisons de l'étranger qui les emploient: ils sont, en effet, à même de se renseigner, de connaître les habitudes de paiement de la clientèle et, lorsqu'il s'agit d'une grosse affaire, de connaître exactement le crédit que mérite le client, et de consentir à celui-ci des facilités de paiement qui ne sont pas habituelles pour nos maisons françaises. Celles-ci se figurent souvent qu'elles ont fait une concession anormale parce qu'elles ont accordé un crédit de quelques milliers de piastres — à raison de 5 ou 6 0/0 l'an, d'ailleurs — à un client, alors que pour ce dernier, qui paie volontiers la marchandise un prix fort en échange d'un crédit à long terme, en raison du taux du loyer de l'argent au Mexique, le soi-disant sacrifice du vendeur ne signifie à peu près rien. En se mettant en rapports directs, exportateurs et importateurs s'apprécieront davantage et les concessions qu'ils seront amenés à se faire faciliteront certainement l'écoulement de nos produits.

Tout ce qui a été dit plus haut de notre commerce d'importation au Mexique peut être dit de l'exportation mexicaine en France: nous manquons de maisons sur place pour l'achat comme pour la vente, alors que les Américains et les Allemands ont des installations sur place pour l'acquisition et souvent même pour le traitement

des produits du pays, pour les cafés, par exemple. C'est ainsi que les agents de nos concurrents préparent les grains pour l'exportation, réservant les produits pour leurs marchés respectifs, ne donnant la préférence à notre pays que si celui-ci paie un prix plus élevé, en sorte que nous sommes servis les derniers, à de moins bonnes conditions, et après que le plus clair des bénéfices est resté aux mains de nos adversaires.

Même chose pour les cuirs, qui ont en France d'importants débouchés, mais qui ne nous parviennent, le plus souvent, qu'indirectement, après avoir passé par les mains de commissionnaires américains. Et tant d'autres encore.

Et M. Bourgeois terminait son rapport par ces mots :

« J'ai eu l'occasion de signaler le fait que la clientèle mexicaine n'est pas, en ce qui concerne nos produits, toujours sollicitée comme il conviendrait. Je me hâte d'ajouter que cet état de choses n'est pas imputable, bien loin de là, aux représentants et agents de nos maisons françaises : ceux-ci, qui sont presque tous parfaitement au courant des choses du pays, des goûts locaux, qui parlent la langue, ont su se faire de nombreuses relations dans tous les milieux. C'est à beaucoup de nos producteurs et de nos négociants que s'adresse le reproche ci-dessus. En matière commerciale, plus qu'en toute autre, on n'a rien pour rien. Il faut savoir établir des dépôts là où ils sont nécessaires ; faire des sacrifices de réclame quand

celle-ci est indiquée; ne pas lésiner sur les commissions et les frais de déplacement des représentants; accorder, en s'entourant, bien entendu, des précautions habituelles, les crédits et les renouvellements commandés par les usages de place, les circonstances et par la concurrence; ne pas considérer l'affaire comme terminée quand la marchandise est sortie de la fabrique ou du magasin, mais au contraire prendre l'intérêt du client en surveillant de près la question très importante de l'emballage, en choisissant la voie la plus économique pour le transport, au lieu de s'en remettre, comme cela a lieu trop souvent, à un intermédiaire. Enfin, il faudrait que nos grands exportateurs ou leurs fondés de pouvoirs vinssent, de temps à autre, prendre le contact avec la clientèle, apprendre quels sont les besoins et les goûts de celle-ci et, rentrant en France, se rappelassent que le fabricant et le négociant sont là pour fournir ce qu'on leur demande et non ce qui plaît au vendeur.

» J'ai d'ailleurs le devoir, après avoir aussi sévèrement enregistré nos défauts, de reconnaître nos très grandes qualités: la difficulté, pour nos commerçants et industriels, est moins de ne pas pouvoir que ne pas vouloir changer leurs habitudes et d'attendre pour ce faire qu'ils y soient contraints et forcés par la situation au lieu de remédier au mal aussitôt qu'il est signalé. Là, en effet, où nos fabricants se sont réellement sentis touchés par la concurrence étrangère, ils n'ont pas tardé à prendre les mesures imposées par les circons-



tances. La lutte, couronnée de succès, de Roubaix contre les fabriques rivales est, par exemple, un témoignage admirable de l'énergie et de la persévérance dont peuvent faire preuve nos compatriotes; de même, ne suffit-il pas aujourd'hui de s'adresser à Lyon, à Saint-Etienne et dans tant d'autres centre de grande production française pour obtenir maints articles, autrefois réservés à l'étranger, et ce, dans des conditions qui défient toute concurrence et nous mettent à même de lutter contre les productions rivales. Nos tissus, nos rubans, nos velours, maîtres autrefois du marché mondial, puis fortement touchés par nos concurrents, ont repris le dessus et se vendent, au Mexique en particulier, infiniment mieux qu'il y a quelques années.

» Que ces exemples soient suivis, que les conditions, *nécessaires et suffisantes*, énumérées ci-dessus, soient observées, et notre avenir commercial peut être brillant dans ce pays. »

N'exagérons rien cependant et constatons, au contraire, la bonne tenue et le succès de certaines colonies françaises établies au Mexique..

C'est à des Français que revient l'honneur d'avoir au Mexique, les meilleures manufactures de tissus et les meilleures filatures. Ces Français, ce sont les « Barcelonnette », c'est-à-dire les habitants de Barcelonnette, émigrés au Mexique. C'est systématiquement que la petite ville des Basses-Alpes continue son mouvement d'émigration vers le Mexique. Pour dix Français que l'on rencontre

au Mexique, il y en a bien huit qui sont Barcelonnette, et ceux-ci donnent un haut exemple de par leur prospérité de ce que peut la solidarité. C'est en 1822 qu'ils commencèrent à émigrer. Ils ne tardèrent pas à force de travail et d'énergie à se faire une situation hors de pair et à constituer à leur profit une sorte de monopole du commerce des étoffes. Dans toutes les villes, il y a aujourd'hui des magasins contenant « Las fabricas de Francia ». Partout les mêmes hommes, facilement reconnaissables, à leur carrure massive de montagnards, à leurs gestes un peu lourds, à l'accent dû au patois qu'ils conservent religieusement entre eux. Cette petite colonie a fait des merveilles et il n'est pas une ville où elle ne soit représentée. Il ne faudrait pas croire que le mécanisme qui a permis cette extension soit très compliqué. Au contraire, il est des plus simples; il n'obéit à aucune loi économique particulière. Voici comment il fonctionne quand un Barcelonnette a besoin d'un ou plusieurs employés, il écrit à ses compatriotes. Ceux-ci arrivent et ont vite fait de prendre place parmi les anciens. Là règne la plus franche cordialité et, dit M. Raoul Bigot, auquel nous empruntons ces détails: « Il m'a été donné plusieurs fois de m'asseoir à une table où avaient pris place les deux associés, les chefs de service et les employés, pas plus de 50 personnes en tout. Pas la moindre contrainte pendant les repas et les jeunes pouvaient donner libre cours à leur joie sans craindre le moindre froncement de sourcils des patrons. Chacun se te-

nait parfaitement à sa place et tous paraissaient comprendre quelle force donne la solidarité ».

L'employé, s'il est travailleur, plein d'entrain, peut facilement devenir chef de service, associé, puis patron. Mais avant d'arriver là, il faut qu'il passe par tous les degrés intermédiaires; cela rappelle un peu le système corporatif.

Quand les Barcelonnette se furent installés à Mexico, ils pensèrent à s'étendre; pour cela quelques employés furent envoyés dans les autres villes. On leur donnait l'argent nécessaire pour monter un magasin. Ce magasin prospérait à son tour et ainsi s'agrandissait le cercle des relations commerciales des Barcelonnette. Mais ceux-ci ne se bornèrent pas au commerce des tissus; ils créèrent des usines de tissage et de filature. Leurs qualités furent tellement appréciées qu'aujourd'hui toute importante manufacture, a, dans son Conseil d'administration des Barcelonnette. Il en est de même dans les conseils des banques mexicaines.

Un fait prépondérant, nous l'avons vu, est la part prépondérante des Etats-Unis dans le commerce extérieur du Mexique. Les Etats-Unis tendent à accaparer le commerce extérieur du Mexique et cet accaparement gagne tous les jours du terrain. La part proportionnelle de la République du Nord de l'Amérique, qui était de 74 0/0, en 1899, est aujourd'hui encore plus grande.

Il est regrettable de constater que l'Europe perd dans ce pays, tous les jours du terrain, et on prévoit le jour où elle sera définitivement chassée par

les Etats-Unis. D'ailleurs il en est ainsi de toutes les Républiques latines dont ils arriveront à être les seuls fournisseurs si l'on ne prend des précautions spéciales. Ce succès des Américains est dû à leurs procédés commerciaux. Ces procédés sont parfois très aléatoires, mais les Américains savent que pour récolter il faut savoir courir des risques et consentir des sacrifices d'argent. Ils comprennent, eux, que des résultats immédiats ne peuvent se produire, mais patiemment ils attendent la récolte.

Un mot maintenant pour conclure.

En 1901, les importations au Mexique étaient de 173 millions; les exportations dépassaient à peine ce chiffre. En 1908-1909 les importations étaient de 400.724.546 francs, les exportations de 591 millions 617.582 francs; en 1909-1910, les importations étaient de 498.957.399 francs; les exportations de 605.718.448 francs. Peut-on ajouter encore quelque chose à ces chiffres si éloquents?

---

## CHAPITRE III

### LA MONNAIE — LA RÉFORME MONÉTAIRE LE PROBLÈME DE L'ARGENT ET L'ÉTALON D'OR AU MEXIQUE

Il n'est aucune question qui intéresse l'économiste, autant que celle de la monnaie. C'est qu'en effet il n'est peut-être pas de questions économiques qui soient régies par des règles aussi rigides, aussi mathématiques. Mais ces données toutes théoriques, savent se plier aux exigences de la pratique et imposer dans ce domaine des solutions très variées. D'ailleurs, en dehors de toute idée purement spéculative, l'étude de la monnaie, d'une réforme monétaire est très importante, parce qu'elle explique et fait comprendre bien des événements qui se passent à l'intérieur du pays. C'est le cas pour le Mexique, nous le verrons par la suite.

Aujourd'hui, l'or est la mesure de la valeur presque partout, la cause de l'argent est perdue et la preuve, c'est que le Mexique a accompli sa réformemonétaire, qui constituait pour son industrie minière une grave menace. Le défenseur le plus intéressé de l'argent a avoué l'impuissance de ce

métal. Pour bien comprendre une telle réforme, il faut esquisser l'histoire monétaire de ces cinquante dernières années. Car les questions monétaires, sont au plus haut point, des questions internationales et il n'est pas possible d'étudier isolément un système monétaire, sans se préoccuper des systèmes voisins.

La lutte entre l'or et l'argent date de 1873. Jusqu'à cette date, les deux métaux avaient vécu en bonne intelligence, le bimétallisme régnait dans la plupart des Etats. Seule l'Angleterre, depuis 1816, était au régime du monométallisme or. En 1873, la baisse de l'argent fut énorme. Aux Etats-Unis, en Allemagne, la lutte fut ardente pour défendre l'argent. Rien n'y fit. Alors, les Etats songèrent à élaborer une nouvelle réforme. La Russie, passa au monométallisme or, la France aussi, en fait. Le Japon, les Philippines, le Siam, suivirent cet exemple. Dans les Indes fut créé le *gold exchange standard*. Il est arrivé que les pays restés fidèles au métal déprécié sont devenus des isolés et, à leur égard, chaque fois qu'une nouvelle réforme vers l'étalon d'or est accomplie, c'est un double mal; pour eux d'abord un mal direct, puisque le métal de ces pays subit une dépréciation souvent considérable, ensuite un mal indirect, parce que ces pays sont obligés de resserrer leurs relations commerciales, ne voulant commercer qu'avec des pays ayant le même étalon qu'eux, sous peine d'avoir un change désastreux.



Nous étudierons au Mexique ces deux causes, avec leurs avantages et leurs inconvénients.

Pour cette étude nous diviserons notre sujet ainsi :

1° L'histoire monétaire du Mexique avant la réforme.

2° La conférence de 1903.

3° La réforme de 1905.

# 1° L'HISTOIRE MONÉTAIRE DU MEXIQUE AVANT LA RÉFORME

La loi du 28 novembre 1867 créait le bimétallisme. L'Hôtel des Monnaies était ouvert à l'or et à l'argent indistinctement. La monnaie de compte était le peso ou piastre dont la valeur au pair était de 5 fr. 5645. Le rapport légal entre l'or et l'argent était non pas comme en France de 1 à 15 et demi, mais de 1 à 16,935, presque 17.

Le rapport de 1 à 17, avait son but. Le Mexique, en effet, pays producteur d'argent, devait voir sa circulation d'argent augmenter sans cesse et l'or rester à l'état fictif. Pour l'attirer il lui donna une valeur plus élevée que partout ailleurs. Un spéculateur qui apportait en la monnaie de Mexico, 100 grammes d'or, obtenait 1.700 grammes d'argent. En arrivant en France, il échangeait son argent pour de l'or suivant le rapport de 1 à 15 et demi, il obtenait ainsi 109 gr. 6 d'or et retirait ainsi de son opération, un bénéfice assez considérable de 9,6 0/0.

Mais le législateur se trompa; quand le rapport d'échange entre l'or et l'argent dépassa 17, l'or ne vint plus au Mexique et celui qui y était, disparut, en vertu de la loi de Gresham qui dit que la mauvaise monnaie chasse la bonne. La piastre seule resta donc et suivit les fluctuations du métal. « La piastre, dit M. Eugène Viollet, était entraînée vers la baisse par un double courant: d'abord la ruine de l'ancienne plus-value dont elle avait joui jadis chez les peuples d'Extrême-Orient, et ensuite la baisse du métal dont elle était composée. La baisse de la piastre suivit la baisse de l'argent. »

Nous allons maintenant nous occuper des variations subies dans sa valeur interne par la piastre, puis nous nous demanderons si la prime de la piastre sur sa valeur métallique cache un afflux d'or. Nous étudierons donc les effets de la baisse de l'argent sur l'agriculture, l'industrie, les transports, le commerce et les classes ouvrières. Nous verrons que lorsque deux pays, dont l'un possède une monnaie dépréciée, commercent entre eux, la dépréciation de la monnaie forme, pour le pays qui en est pourvu, comme une barrière de douane, dont l'effet est de provoquer une hausse générale des prix, hausse qui finit par atteindre même les éléments les plus sujets à variations, comme l'impôt, les tarifs de transports, les salaires des classes ouvrières. Mais cette pénétration de la dépréciation de la monnaie est loin d'être régulière; elle est plus ou moins rapide, suivant le milieu qu'elle rencontre, et avant que l'équilibre ne soit rétabli entre la nou-

velle valeur de la monnaie et le prix des choses, les troubles économiques se seront accumulés semant ici la ruine, là la prospérité. D'ailleurs, une baisse des prix en or, une diminution des tarifs de douane une élévation du coût de production, peuvent entraver la baisse de l'argent. Ceci, mis à part, la hausse du change est en même temps un stimulant puissant et une cause de souffrances. L'élévation du change est un état passager qui peut finir par le relèvement des prix de l'argent, Aussi est-elle extrêmement dangereuse.

Pour l'agriculture, la baisse de la piastre eut des effets heureux et malheureux. Nous allons d'abord étudier les premiers. Les agriculteurs prennent souvent la défense du bimétallisme ou même des changes dépréciés « parce que, dit M. Eugène Viollet (1), ils y voient la raison de la hausse des prix et, qu'au contraire, les crises agricoles dans les pays à monnaies d'or, leur semblent découler de la trop grande appréciation de l'or ». En ce qui concerne le Mexique, les produits agricoles destinés à l'exportation ont beaucoup gagné à la hausse du change, ceux destinés à la consommation intérieure, ont été dans le même cas. Cette baisse de l'argent n'a pas agi uniformément partout, elle a suivi le cours de certaines circonstances particulières. L'exportation du café, par exemple, est pas-

---

(1) Eugène Viollet : « Le Mexique et l'étalon d'or », p. 57, chap. III.

sée entre 1882 et 1902, de 10.447.804 kilos à 22.203.219 kilos; sa valeur en piastres d'argent passant de 2.414.538 à 10.228.858 et sa valeur en dollars de 2.158.596 à 4.510.926. Le prix en or est resté stationnaire, alors que le prix en argent passait de 23 à 46 centavos. Les prix en argent ont suivi la hausse du change. Veut-on pour exemple un produit destiné à la consommation intérieure? Le blé valait, avant la dépréciation de l'argent, de 6 à 8 piastres la corga, il vaut de 15 à 18 piastres.

Ainsi, on constate partout une hausse de prix. Cette hausse des prix a eu son influence sur la valeur des terres. Dans la période 1863-1903, la valeur de l'hectare non cultivé est passée de 1 piastre 58 centavos, à 2 piastres 18 centavos. La direction générale des contributions directes a dressé, pour la décade 1891-1901, un tableau qui montre la plus-value des propriétés, et l'élévation du taux des loyers. Dans l'exercice 1891-1892, la moyenne des valeurs déclarées, était de 11.050 piastres; en 1900-1901, elle atteint 15.200 piastres, accusant un accroissement de 38 0/0. La moyenne des loyers était, en 1891-1892, de 1.135 piastres; en 1900-1901, elle est de 1.400 piastres, avec un accroissement de 23 0/0. Pour les propriétés bâties et les loyers, c'est assez difficile de dire cependant si la dépréciation de l'argent est cause de l'augmentation.

Mais ceci est la contre-partie; la dépréciation de l'argent a été nuisible. Les tarifs des chemins de fer ont été élevés dans une très grande propor-

tion. Cela a fait resserrer le marché des produits et empêché le développement de l'agriculture. Les machines, que les agriculteurs étaient obligés d'importer, devinrent à des prix inabordables. La cherté du crédit devint aussi un grand mal.

Comme pour l'agriculture, la baisse de la piastre eut des effets heureux et malheureux dans l'industrie. Parmi les effets heureux, nous devons signaler la protection établie sur les produits nationaux, protection qui vient de l'établissement de droits très élevés sur les articles étrangers. La hausse considérable des prix des produits industriels vint s'ajouter à cette excellente mesure. La conséquence de cette hausse a été l'augmentation du nombre des fabriques et le développement de celles existantes. Les chiffres relatifs à l'industrie de filature et de tissage du coton, fournissent de précieuses indications. En 1898 et 1902, le chiffre des fabriques est passé de 118 à 155, accusant un accroissement de 31 0/0. Le nombre de broches, s'est augmenté de 22 0/0. Le nombre des métiers est passé de 14.044 à 18.222, avec un accroissement de 30 0/0. Si nous passons à l'industrie minière, nous enregistrons un progrès rapide dû exclusivement à la hausse du change. Le prix, en piastres, des métaux, autres que l'argent, s'est élevé proportionnellement au change; il en est résulté un développement considérable des exportations.

Parmi les effets malheureux de la baisse de l'argent, il faut signaler la cherté du matériel et du machinisme que le Mexique est obligé d'importer

des Etats-Unis ou de l'Angleterre. Les industries nouvelles ont dû se constituer avec un capital très élevé et les industries anciennes qui ont voulu se mettre au courant des progrès modernes, ont dû renouveler leur matériel, moyennant de très gros sacrifices et n'ont pu lutter contre les industries étrangères. Un autre effet a été l'élévation des matières premières et des tarifs. Mais la baisse de l'argent a été surtout un obstacle à l'immigration des capitaux étrangers et des travailleurs. Les capitaux étrangers peuvent être investis sous deux formes :

1° Investissement direct par les capitalistes étrangers pour la création d'entreprises agricoles ou industrielles.

2° Investissements faits pour le compte des propriétaires mexicains qui reçoivent les capitaux sous la forme de prêts.

La baisse de l'argent a été funeste à ces deux formes d'investissement. Les capitalistes étrangers en premier lieu se sont désintéressés du Mexique et les propriétaires mexicains n'ont pas pu tenir leurs engagements. L'explication de ce phénomène est facile si l'on s'aperçoit du déséquilibre entre la valeur intérieure et la valeur extérieure de la monnaie. Les industries que soutiennent les capitaux étrangers sont en relations avec l'intérieur et l'extérieur. Ces industries vendent leurs produits à l'intérieur, un peu plus que leur valeur. Mais elles sont débitrices des capitalistes qui leur ont fait des avances. Or ces capitalistes, il faut qu'elles



les paient avec de la monnaie dépréciée plus encore à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Il en faut donc une quantité bien plus grande, pour représenter la même valeur en monnaie d'or. En un mot « le compte créditeur, sous l'effet de la dépréciation, s'accroît moins vite que le compte débiteur. Il en résulte une différence qui vient réduire les bénéfices, et par suite, en déprécier la valeur » (1).

Il nous faut mentionner encore l'influence du change sur la main-d'œuvre. En ce qui concerne les salaires agricoles, ils sont restés à peu près constants; le travail des mines a subi une augmentation de 24 0/0 pour le salaire moyen; le salaire industriel est resté à peu près le même. Ainsi tandis qu'une hausse de prix sévissait, le salaire restait le même. Et l'immigration des travailleurs s'arrêtait.

Nous avons envisagé jusqu'ici, un des effets de la baisse de l'argent au Mexique: la dépréciation de la piastre. Mais la dépréciation d'une monnaie est toujours accompagnée d'un autre phénomène: l'instabilité. Le tableau suivant, montre les fluctuations annuelles du prix en or de l'once d'argent sur le marché de Londres, depuis 1873 jusqu'en 1902. Dans ce tableau est indiquée la différence maxima constatée dans une année en la rapportant à la valeur la plus élevée atteinte par l'argent dans cette même année:

---

(1) Eug. Viollet: « L'Étalon d'or au Mexique », p. 85.

| Années | Pour cent | Années | Pour cent |
|--------|-----------|--------|-----------|
| 1873   | 3,45      | 1888   | 5,07      |
| —      | 3,84      | —      | 5,50      |
| 1875   | 3,62      | 1890   | 20,60     |
| —      | 20,08     | —      | 10,70     |
| —      | 8,60      | —      | 13,00     |
| —      | 10,40     | —      | 20,80     |
| —      | 9,00      | —      | 15,00     |
| 1880   | 2,37      | 1895   | 13,00     |
| —      | 3,80      | —      | 4,80      |
| —      | 4,60      | —      | 20,40     |
| —      | 2,00      | —      | 4,50      |
| —      | 2,20      | —      | 7,70      |
| 1885   | 6,25      | 1900   | 10,00     |
| —      | 10,60     | —      | 16,00     |
| —      | 1,00      | —      | 22,00 (1) |

Les fluctuations de l'argent ont atteint 22 0/0 en 1902, c'est-à-dire que la quantité d'argent qu'on a payée 100 francs à un moment de l'année, on l'a payée 78 francs un autre moment. Et encore ce tableau ne montre pas quelle a été la durée des oscillations, quel temps s'est écoulé, chaque année, entre les deux points extrêmes atteints à la cote de Londres. Ainsi, la piastre a subi des oscillations profondes qui l'ont empêchée de remplir le rôle de la monnaie. Voilà pourquoi, en l'absence de toute dépréciation nouvelle de la piastre, les variations continuelles du change suffisaient à légitimer une réforme, et voilà pourquoi aussi il

---

(1) Eugène Viollet, page 92.

n'était pas possible de vanter les avantages d'une monnaie instable. Le commerce, la banque, ne peuvent que souffrir de cette instabilité; avec elle, tout est hasard et incertitude.

Les effets de cette instabilité peuvent s'apercevoir dans les banques, sur le marché monétaire, dans les finances publiques. Et d'abord le commerce de banque est très souvent appelé à supporter les effets de l'instabilité du change. Entre deux pays ayant une monnaie commune, les opérations de change n'ont rien de particulier, et le problème des règlements consiste dans l'étude des procédés employés pour éviter des transports onéreux d'espèces métalliques, lettres de change, influence du taux de l'escompte. Mais pour les pays n'ayant pas une monnaie commune, le problème est différent. Les opérations du change deviennent alors une véritable spéculation de hasard et les banquiers ont soin de faire payer une forte prime qui s'ajoute au montant de la lettre de change et nuit, par suite, au commerce. Les banques, alors, font des spéculations sur le change. Des particuliers les imitent, cherchant à se rendre acquéreurs des lettres de change sur les pays à étalon d'or, au moment où le change s'abaisse, et en inondent le marché quand il est remonté.

Un autre inconvénient réside dans l'instabilité du marché monétaire. Les oscillations du change se sont traduites par un resserrement ou un élargissement du marché monétaire. « Dès que le cours de l'argent regagnait quelques points, les piastres

tendaient à s'exporter vers Londres, la Californie ou San-Francisco. Les spéculateurs ont dû, pour se procurer des piastres, s'adresser aux banques, qui conservent des sommes considérables en monnaie métallique pour garantir le remboursement de leur circulation fiduciaire et de leurs dépôts. Pour défendre leur encaisse, les banques ont employé le seul moyen qui soit à leur disposition, c'est-à-dire l'élévation du taux de l'escompte » (1).

En 1900, ce phénomène engendra une crise financière et monétaire. A octobre, les cours de l'once d'argent, à Londres, étaient passés de 27 pence  $3/4$  à 30 pence  $3/16$ , accusant une prime de 10 0/0. Les spéculateurs, immédiatement, cherchèrent à exporter le plus de piastres possible. 15 millions de piastres furent exportés pendant le premier semestre de 1900. Le résultat fut d'amoindrir la circulation intérieure. Le gouvernement intervint.

Laissons la parole à M. Eugène Viollet: « Par un décret du 22 septembre 1900, le gouvernement autorisa l'acceptation, dans les hôtels, des monnaies de lingots et barres d'argent contenant 850 millièmes de fin au lieu de 900 millièmes exigés jusque-là. Bientôt la demande de piastres se ralentit: pendant le premier semestre de 1901, le Mexique exporta seulement 800.000 piastres, et, à l'inverse, les hôtels des monnaies frappèrent, le 1<sup>er</sup> juillet 1900 et le 1<sup>er</sup> juillet 1901, un nombre de

---

(1) Viollet, cit.

piastres qui dépasse de beaucoup le nombre de piastres exportées. L'équilibre ainsi rétabli, le ministre des Finances mit fin, par un décret du 27 décembre 1901, aux mesures prises l'année précédente ». (1).

Parmi les victimes de l'instabilité du change, il faut citer le Trésor public. Le Trésor subit très fortement le change, puisqu'il doit faire de grosses remises en or tout en ne recevant que de la monnaie dépréciée. Pour bien se rendre compte de l'importance du change dans les finances mexicaines, il faut étudier la dette publique et voir comment elle s'est augmentée.

Quand M. Limantour fut nommé ministre des Finances, les emprunts de 1888 (10.500.000 livres à 6 0/0); de 1890 (6.000.000 de livres 6 0/0); des chemins de fer de Tehuantepec (2.700.000 livres 5 0/0) étaient émis. Les budgets étaient en déficit. En 1893, fut émis un emprunt de 3.000.000 de livres 6 0/0. En même temps, la dette intérieure était remaniée par une loi du 5 septembre 1894. On distingua trois sortes de créances: la première fut convertie en bons 3 0/0. Les deuxième et troisième catégories composèrent le 5 0/0 intérieur amortissable. Sous cette refonte, se cachait une demi-banqueroute. Sur 2.813 demandes de reconnaissance de créances, 946 furent acceptées, et on émit 2.352.661 piastres de bons 5 0/0. Quant aux

---

(1) Eugène Viollet, page 108.

bons 5 0/0 des lois postérieures, on autorisa l'émission, par séries successives de 20.000.000 de piastres, jusqu'à concurrence de 100.000.000. En 1894-1895, il y eut un excédent; en 1895-1896, l'excédent était de 5.451.347 piastres; en 1897-1898, il était de 882.698 piastres. La crainte du déficit s'empara de tous une fois encore. M. Limantour convertit en 5 0/0 les emprunts 6 0/0 de 1888, 1890, 1893. L'opération, au point de vue pécuniaire, représentait, pour le Mexique, un grand intérêt. Le capital de la dette était augmenté de 1.642.780 livres; mais, grâce à la réduction de taux de l'intérêt et autres conditions d'amortissement du nouvel emprunt, le service régulier de la dette fut diminué. Pour la première année, le bénéfice réalisé fut de 1.820.928 piastres.

La dette payable en or avait une grande importance. Elle continuait à peser sur les budgets dont l'équilibre restait menacé par les oscillations du change. L'excédent des recettes qui, en 1899-1900, avait atteint 12 0/0 des dépenses, était retombé, en 1901-1902, à 4.86 0/0.

Le gouvernement se préoccupa de stabiliser le budget et prit des mesures provisoires pour compenser les suppléments de charges résultant de la hausse du change. On décida que tant que le change sur l'étranger resterait inférieur ou égal à 220 0/0, les cotes resteraient les mêmes; mais que, dès que le change dépasserait ce taux, les cotes subiraient une augmentation proportionnelle. D'autre part, une modification fut apportée au



régime fiscal de l'or : on établit que les droits sur l'or seraient évalués non d'après la valeur en argent, mais d'après sa valeur commerciale, qui, depuis 1876, avait plus que doublé.

L'instabilité du change seule faisait prendre toutes ces mesures. « C'est le véritable mal dont souffrent les pays à change déprécié, que cette instabilité, dit M. Eug. Viollet. Que l'instrument de change baisse de valeur, c'est là une circonstance dont on peut discuter l'utilité; mais qu'il ne parvienne pas à se fixer à un taux déterminé, qu'il s'abaisse pour se relever ensuite, puis pour retomber encore plus bas, c'est un mal dont tout gouvernement conscient de ses devoirs doit s'efforcer de délivrer son pays. L'instabilité empêche tout réajustement entre les prix, elle est un obstacle invincible à l'unification dans un pays de la dépréciation de la monnaie, elle est par conséquent de nature à perpétuer tous les effets fâcheux du déséquilibre dans la valeur de l'instrument d'échange. Il est donc de toute nécessité d'user de procédés artificiels pour fixer à un taux déterminé la valeur de la monnaie. C'est le but vers lequel doit tendre toute réforme monétaire, plutôt que d'essayer de rendre à la monnaie une valeur supérieure à celle que les circonstances économiques lui ont assignée. »

Nous allons quitter maintenant le domaine monétaire pour entrer dans le domaine industriel, en vue de l'étude de l'influence de la baisse de l'argent, sur l'industrie de l'argent, mais en insistant

particulièrement sur l'industrie de l'argent au Mexique. Nous verrons l'accroissement de la production de l'argent, l'évolution du commerce de l'argent, l'opposition des producteurs d'argent contre la réforme monétaire et leur coalition avec les silvermen américains.

Le Mexique est le pays qui produit le plus d'argent avec les Etats-Unis. Cette situation a rendu ces deux pays solidaires et à ce point de vue on ne peut étudier la question de l'argent au Mexique sans parler des « silvermen » des Etats-Unis. Des trusts se sont formés dans les deux pays, se manifestant plus particulièrement dans le raffinement du minerai. Des chefs du trust sont parties toutes les initiatives dont nous parlerons.

Un fait important à signaler, est que la production de l'argent, loin de diminuer au Mexique s'est sans cesse accrue, malgré la baisse de ce métal. De 1877 à 1901, l'accroissement de la production est de 200 0/0 ce qui représente un accroissement moyen annuel de 4,5 0/0. Ce fait paraît, au premier abord, surprenant, surtout quand on pense qu'au Mexique, plus de la moitié de l'argent est exploitée à titre de produit principal. « Les compagnies mexicaines n'ont donc pu compenser les pertes qu'elles subissaient du fait de la baisse de l'argent, par les gains réalisés sur les autres métaux comme le plomb ou le cuivre. » Donc, au Mexique, la production de l'argent n'a pas diminué malgré tout. Il y a là un fait d'autant plus intéressant à signaler qu'ordinairement il n'en est pas ainsi. Au con-

traire, on abandonne presque toujours une marchandise qui, aux yeux de tous, est dépréciée.

Les causes principales qui ont pu déterminer l'accroissement de la production, sont les suivantes :

1° L'insensible élévation des salaires.

2° L'établissement des chemins de fer.

3° Les méthodes modernes introduites tant pour l'exploitation minière que pour l'exploitation métallurgique.

4° Les réformes libérales et les franchises accordées par les Pouvoirs publics pour favoriser la production minière. (1).

La main-d'œuvre représente 85 0/0 dans le coût de production. On voit quel avantage l'industrie de l'argent a pu tirer du fait que les salaires sont demeurés stationnaires. « Les statistiques de la quatrième sous-commission monétaire, dit M. Viollet, accusent un accroissement moyen de 27 0/0 pour la main d'œuvre dans les mines; c'est une augmentation bien faible quand on songe que, pendant la même période, le change s'est élevé de 120 0/0 et que les prix des denrées de première nécessité se sont élevés à peu près dans les mêmes proportions. Les propriétaires des mines, d'autre part, n'ont pas subi ou peu subi les effets du change puisqu'ils payaient en monnaie dépréciée. Aux Etats-Unis, au contraire, qui ont l'or comme mon-

---

(1) Eug. Viollet, page 120.

naie, un tel avantage ne s'est pas produit. Les propriétaires des mines ont payé leurs ouvriers en or. Ils ont donc vu s'augmenter pour eux les charges de l'exploitation et, d'un autre côté, étant obligés d'évaluer leurs bénéfices en or, la baisse de l'argent produisait sur eux son plein effet.

Mais ce n'est pas là la seule cause de l'accroissement de la production de l'argent au Mexique.

Une autre cause, plus directe de l'accroissement de la production de l'argent, a été la création et le développement des voies ferrées. Avant le développement des voies ferrées, il était assez difficile pour une Compagnie d'envoyer loin, traiter son minerai. Seul le minerai riche était exploité. L'accroissement des voies ferrées, entraîna la dissociation de deux éléments jusque là confondus : l'extraction et le traitement du minerai. Ce minerai put être envoyé fort loin pour être traité et envoya celui qui était riche comme celui qui l'était peu. Cette évolution de l'argent est marquée très nettement par le développement de l'exportation du minerai, de 1884 à 1901. En 1884-1885, le minerai exporté atteint la valeur de 1.447.342 piastres; en 1900-01 cette valeur passe à 15.057.482 piastres. La transformation de la technique industrielle fut aussi une cause de l'accroissement de la production de l'argent, et les exportations du métal, tirèrent bénéfice de cet accroissement. Mais cette exportation n'avait plus, en 1904, les mêmes caractères qu'en 1875. D'abord, en 1904, l'argent ne jouait plus et ne joue plus dans le commerce extérieur du

Mexique le rôle qu'il y jouait autrefois, car, aujourd'hui, il ne représente dans les exportations qu'une valeur assez restreinte. En 1884-85, l'argent représentait encore 70 0/0 des exportations totales; en 1901-1902, il n'y figure plus que pour 35 0/0; en 1908-1909 les exportations totales ont atteint 591.617.582 francs, l'exportation de l'argent a atteint 155.598.269 francs; en 1909-1910, l'exportation totale était de 665.718.448 francs; l'exportation de l'argent a atteint 197.400.939 francs.

Un autre changement important dans l'exportation est que l'on expédie plus fréquemment l'argent en barre, plutôt que des piastres. Donc, l'industrie de l'argent ne cesse de se développer par suite du bas prix de la main-d'œuvre et de la possibilité pour les propriétaires d'évaluer leurs bénéfices en argent.

Ceci dit, il est nécessaire de voir quelles conséquences entraînera une réforme monétaire sur l'industrie minière, soit qu'on passe à l'étalon d'or, soit qu'on stabilise la piastre.

« Une réforme monétaire, devait se manifester par la suppression de la liberté de la frappe de l'argent et par un abaissement du cours du change sur l'étranger, au-dessous du rapport commercial d'échange entre l'or et l'argent. Les propriétaires de mines ne pourraient donc plus transformer directement leurs lingots en pièces de monnaie; ils se verraient dans la nécessité de vendre leurs produits à l'étranger contre de l'or; et pour transformer cet or en monnaie nationale, ils auraient à

subir une perte égale à la baisse du change causée par la réforme. Et toute mesure qui devait avoir pour but la baisse du change leur semblait préjudiciable ». Car c'est à la hausse du change, qu'ils devaient une rémunération en monnaie d'argent. Les propriétaires de mines craignaient donc la suppression de la frappe libre et l'abaissement du cours du change. » Ils craignaient encore de voir s'élever subitement la charge occasionnée par la main-d'œuvre. Sans doute, la réforme monétaire en abaissant le cours du change devait avoir pour effet de faire baisser les prix dans la même mesure, mais la modicité actuelle du salaire, ne permettait pas d'espérer une nouvelle rédaction. Il faudrait payer les salaires sur la même base qu'auparavant, mais cette fois en bonne monnaie (monnaie d'or ou monnaie d'argent stabilisée) et non plus en monnaie dépréciée comme jadis. » M. Enrique Crœl s'exprime de la façon suivante: « Je ne crois pas qu'avec l'étalon d'or les salaires que gagnent actuellement les mineurs, puissent être réduits; par suite, sous le régime de l'étalon d'or, le coût de production de l'industrie minière sera doublé par ce fait que les salaires seront payés en or, et cette aggravation des charges peut suffire et transformer les bénéfices actuels en pertes. Les bénéfices disparus, les mines ne tarderont pas à se fermer. Cette perte sera ennuyeuse pour le pays ». (1).

---

(1) Enrique Crœl : « La Cuestion de la Plata », page 44.



Tout cela était exagéré et d'ailleurs les mines d'argent ont prospéré pour d'autres raisons que l'élévation des changes. L'élévation du change a été avantageuse, mais cet avantage se manifestera encore après la réforme. La réforme ne peut avoir pour objet de ramener les choses à leur ancien état, mais elle fixe le change au cours qu'il a atteint en dernier lieu. Les salaires resteront au même taux mais seront payés avec une monnaie qui ne subira aucune fluctuation.

Quoi qu'il en soit, les propriétaires miniers étaient adversaires d'une réforme, mais bientôt poussés par l'opinion, ils comprirent que le seul parti à prendre, était de se rallier à l'idée d'une réforme. Mais ils la voulurent aussi inoffensive que possible et pour être mieux à même de faire triompher leur point de vue, ils s'allièrent avec les « silvermen » des Etats-Unis. Ces derniers, vaincus dans leur propre pays furent trop heureux de faire cause commune avec les producteurs mexicains. La situation des silvermen était inquiétante. L'argent ne cessa de s'accroître aux Etats-Unis parce que les mines produisaient en même temps que l'argent, de l'or, du cuivre, du plomb, du zinc qui n'étaient extraits que comme produits secondaires. Mais quand arriva la baisse de l'argent, ces métaux furent extraits comme produits principaux. « L'argent, dit M. Viollet, passa à l'état de sous-produit et les gains qu'il procurait ne figurèrent plus dans les bénéfices de l'entreprise que comme bonis sans importance. Si cette orientation

nouvelle n'avait pu être donnée à l'industrie minière, il est vraisemblable que la production de l'argent eût décliné rapidement aux Etats-Unis; c'est qu'en effet la production de l'argent n'y est pas favorable comme au Mexique. La main-d'œuvre constitue une charge d'autant plus lourde qu'elle doit être rémunérée en or et que le taux des salaires est extrêmement élevé. De plus, les producteurs d'argent subissent, dans la réalisation de leurs stocks, des pertes considérables. Le dollar américain étant une monnaie d'or, les cours de l'argent exprimés dans cette monnaie, suivent toutes les fluctuations du marché de Londres ». (1).

Les silvermen, aidés par l'« American Smelting and Refining Company » combattaient toute réforme par un argument décisif: la hausse de l'argent. Les cours de l'argent, à partir de 1903, se relevèrent en effet, et le gouvernement mexicain fut influencé par ce phénomène. Car, si les trusters étant maîtres du marché pouvaient stabiliser l'argent, il était inutile d'avoir recours à l'or, et la circulation monétaire se maintenant à un taux fixe, la suspension de la frappe libre devenait moins nécessaire. Il ne restait plus qu'à instituer une commission centrale qui veillerait à ce que le change et le marché monétaire soient réguliers et ce serait là toute la réforme. « Réduit à ces proportions, dit M. Viollet, le projet de réforme n'au-

---

(1) Viollet, page 134.

rait pu être que favorablement accueilli par les producteurs du Mexique; ils auraient rendu leur argent à un prix sensiblement supérieur et auraient continué à profiter de tous les avantages que leur assurait l'ancien état de choses » (1).

## 2° LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE 1903

Nous diviserons en trois paragraphes :

A. Conférence internationale de 1903.

B. La réforme monétaire.

C. La circulation de l'or au Mexique.

A. *Conférence internationale de 1903 sur la stabilité des changes internationaux.* — Le 15 janvier 1903, M. de Aspiroz, ambassadeur des Etats-Unis du Mexique à Washington, demandait à M. Hay, secrétaire d'Etat aux Etats-Unis, de vouloir convoquer une Conférence internationale pour régler le sort des pays à monnaie d'argent et établir un régime monétaire sur les bases de l'or; ceci visait le Mexique et la Chine (2). Et le gouvernement chinois faisait parvenir à Washington une note identique. « Les puissances, dit M. Viollet, y

---

(1) Viollet, page 136.

(1) Report on the introduction of the introduction of the gold exchange standard into China and other silver-using countries. Washington 1902, page 39.

sont invitées à se concerter pour assurer une fixité plus grande au rapport d'échange entre l'or et l'argent, mais en même temps on se défend de toute tendance bimétalliste; et cependant toutes les conférences antérieures, réunies dans un but bimétalliste avoué, ne s'étaient pas proposé autre chose que de rendre la valeur de l'argent aussi fixe que possible. On déclare ne désirer aucune modification aux régimes monétaires existants, mais on attache beaucoup de prix à ce que les puissances continuent d'employer le métal blanc comme monnaie divisionnaire. La stabilité de l'argent sera-t-elle par là mieux assurée que par le passé? En réalité, on retrouve à chaque ligne la préoccupation des producteurs d'argent » (1).

Le but du gouvernement mexicain était de faire une dernière tentative en faveur du métal argent. Les Américains firent le meilleur accueil à la prière du gouvernement mexicain. Le 3 mars 1903, le Congrès donnait pleins pouvoirs au gouvernement des Etats-Unis. Il fut décidé que trois délégués iraient demander à l'Europe son avis. Le gouvernement de Washington avait recommandé aux délégués de ne préconiser aucune méthode particulière: « The United States does not commit itself to any particular plan or method ». Quant à ce qui concernait la Chine, les Etats-Unis lui

---

(1) Viollet, page 146.

prêteraient leur appui moral sincère. « its hearty moral support », mais non financier, « you are not however authorised to encourage in any way a belief that any financial support of any nature whatever will be given by the Government of the United States in aid of such plan ».

Dans le mémorandum présenté aux puissances, la Commission, composée des délégués américains, chinois et mexicains, énumérait les différents buts qu'on devait chercher à atteindre :

1° Etablir pour la Chine une monnaie d'argent uniforme, maintenue, d'une manière stable, au pair de l'or dans le rapport légal de 32 à 1 ;

2° Etablir des systèmes monétaires semblables à celui recommandé par la Chine, pour autant de possessions coloniales des puissances européennes qu'il sera possible, ainsi que les autres nations à étalon d'argent, et obtenir la plus grande uniformité possible entre ces monnaies ;

3° Comme moyen efficace de maintenir plus facilement la parité des monnaies d'argent et d'or dans les pays mentionnés plus haut, obtenir autant de stabilité que possible dans le prix du lingot d'argent par la régularisation des achats de l'argent dont les pays ont réellement besoin pour le monnayage.

La Commission exposait ensuite les moyens qui lui semblaient de nature à assurer la réalisation du programme proposé.

*1° Projet d'un système monétaire pour la Chine (1)*

Le gouvernement chinois, disait la Commission, devrait prendre sans retard des mesures satisfaisantes pour la majorité des puissances intéressées dans l'indemnité, pour établir un système monétaire d'ensemble composé en majeure partie de pièces d'argent d'une valeur fixe en or. Pour mettre ce plan à exécution, le gouvernement chinois nommerait un contrôleur de la monnaie de nationalité étrangère qui serait chargé de l'administration du système pour la Chine.

Les puissances ayant droit à l'indemnité exerceraient un contrôle permanent. On adopterait une unité monétaire étalon valant approximativement un taël en or ou un peu plus d'une piastre mexicaine. Des mesures seraient prises pour la frappe libre de pièces appropriées, multiples de cet étalon. La Chine devrait frapper aussi rapidement que possible 200 millions de ces pièces pour la circulation dans le pays. Ces pièces seraient maintenues au pair avec la monnaie d'or dans le rapport de 32 à 1 environ. Pour les dépenses causées par l'installation du système et pour le maintien de la parité des monnaies d'argent, le gouverne-

---

(1) Dans l'exposé des idées de la Commission, nous avons suivi pas à pas le Report of the introduction of the gold exchange standard, traduit par M. Viollet.



ment chinois devrait ouvrir des comptes créditeurs à Londres, Paris, Berlin, Saint-Petersbourg, Yokohama et New-York, sur lesquels il pourrait tirer des traites d'or à un taux fixe. Ces traites devraient être faites seulement sous la direction du contrôleur de la monnaie et sur la demande des personnes qui auraient déposé des sommes au moins égales à 10.000 taëls. Les profits de seigneurage provenant de la frappe devraient être conservés comme un fonds séparé. Dès qu'on aurait accumulé la valeur de 500.000 taëls, ils devraient être placés comme fonds de réserve d'or chez les différents dépositaires étrangers, dans la proportion des traites tirées sur eux. Ce système devrait être continué jusqu'à ce que les dépôts d'or s'élevassent à 25 millions de taëls. Des dispositions seraient prises pour passer une loi sur les banques, aux termes de laquelle des billets de banque maintenus au pair avec la monnaie légale pourraient être émis par des banques de crédit solide, sous la surveillance du contrôleur. Dans l'espace de cinq années, le nouveau système serait introduit dans tous les ports à traités, et autant que possible ailleurs. Tous les droits de douane seraient perçus dans la nouvelle monnaie, après un délai de cinq ans. Les puissances seraient invitées à accepter de l'argent en paiement de l'indemnité due par la Chine pendant dix années. Après cela, on paierait en or ou en son équivalent.

Ce projet de passage à l'étalon d'or fut accueilli partout avec scepticisme. Les auteurs, en 1903,

de ces plans, n'ont pas réfléchi, qu'adopter, en Chine l'étalon d'or, c'était, dans l'état actuel des choses, porter l'anarchie dans les finances. En effet, la valeur de la monnaie d'argent ne peut se maintenir à un taux fixe que si la balance des paiements est favorable; sinon il faut payer en or, et alors la monnaie blanche n'est prise que pour la valeur du métal qu'elle représente. Mais avant d'adopter l'étalon d'or, il faut se poser une série de questions: y a-t-il déficit dans la balance générale des paiements? Quelles sommes approximatives devra-t-on dépenser annuellement pour faire à l'étranger les remises en or? Le développement économique du pays permet-il d'espérer qu'il n'y a là qu'une situation transitoire et que le coûteux déficit disparaîtra dans un temps relativement court?

Toutes ces questions sont-elles résolues pour la Chine? On ne connaît guère son état économique. Cette incertitude se retrouve dans les projets de réforme. M. Palmer estime que la réserve d'or devrait se monter à 200 millions de taëls. En 1903, les commissaires américains disaient que 25 millions de taëls étaient suffisants.

« Qui croire, dit M. Jean Favre? On a eu le tort de traiter cette question à la légère. Ce n'est pas une raison, parce que la Chine est un pays neuf, pour ne pas se montrer ménager de ses finances. La conclusion qui s'impose est que le problème monétaire en Chine, au point de vue des principes, est facile à résoudre, grâce aux expé-

riences faites en ces dernières années dans d'autres pays. La véritable difficulté tient à l'esprit rétrograde des indigènes, à l'insuffisance de l'outillage économique et au manque de renseignements sur la situation économique de la Chine. La question qui demande à être examinée avant toute autre est celle des procédés à employer pour mettre en circulation et faire entrer dans les habitudes économiques du peuple, les pièces dont on aura décidé la création. » (1).

La difficulté la plus grande, en Chine, sera de faire accepter à l'indigène une monnaie telle que celle de l'Europe. Le Chinois ne compte pas la monnaie, il la pèse. Le taël, unité de compte, est, un lingot d'argent pesant un taël unité de poids.

Une autre difficulté résidera peut-être dans l'établissement d'une monnaie uniforme pour tout l'Empire. Car, en Chine, la monnaie est provinciale, locale, non pas nationale. La base du système, il est vrai, est partout le taël, mais quel taël? On peut en distinguer trois principaux: le Canton-taël, le Sanghaï-taël, le Haïkvou-taël. Le Canton-taël pèse 37.783 grammes, le Sanghaï-taël est plus léger, le Haïkvay-taël plus lourd. Et cette valeur du taël varie avec le cours de l'argent métal.

---

(1) Jean Favre : « Les changes dépréciés ». Voir le chapitre : « Projet de réforme pour la Chine ».

Quelle devra donc être la future monnaie du Céleste-Empire? « La meilleure, dit M. Favre, sera celle qui choquera le moins les habitudes du peuple. Choisira-t-on la piastre ou le taël? La première est commode, mais étrangère; la seconde n'est guère plus commode, mais c'est une monnaie chinoise. Pourquoi ne le prendrait-on pas comme type, en le régularisant? L'adoption d'une monnaie officielle emporte naturellement un certain nombre de mesures accessoires destinées à assurer sa prépondérance, et, peu à peu, son usage exclusif. Elle sera employée obligatoirement dans les rapports entre les particuliers et le Trésor; l'importation des piastres étrangères devra être prohibée et la frappe des piastres indigènes définitivement supprimée. La démonétisation des piastres pourra se faire sans qu'on ait à craindre une crise de contraction monétaire, car elles ne représentent qu'un stock relativement peu important. Il suffira d'attendre que les ports et les centres de commerce international soient suffisamment approvisionnés de taëls. » Il faudra ensuite réglementer la frappe et exercer une sérieuse surveillance sur les banques, qui n'ont aucune importance aujourd'hui.

2° *Raisons pour l'adoption, partout où cela est possible, d'un rapport légal uniforme de 32 à 1 environ et d'une unité monétaire à peu près commune.* — Il serait avantageux que le rapport entre les monnaies d'or et celles d'argent fût fixé

à un taux qui se rapprochât sensiblement de la valeur de l'argent en lingots et qui fût conforme au rapport adopté dans les pays à circulation d'argent. Néanmoins, le rapport choisi devrait être inférieur au rapport commercial actuel, afin de pouvoir tenir compte des fluctuations possibles des prix du lingot.

La baisse dans la valeur de l'argent accentuerait la différence entre la valeur réelle de la monnaie et sa valeur légale, pesant ainsi plus lourdement sur le crédit des gouvernements monnayeurs et augmentant le danger de la contrefaçon. Si, d'autre part, la hausse dans le prix du lingot d'argent dépassait le rapport légal de la frappe, elle risquerait de provoquer la fonte des monnaies frappées et de priver le pays de numéraire.

L'émission d'une monnaie reposant sur un système de change fondé sur l'or, dans le rapport de 32 à 1, satisferait à ces conditions au prix actuel de l'argent, parce qu'elle laisserait une marge, environ 15 0/0, entre la valeur en or de la nouvelle monnaie et la valeur en lingot du métal qu'elle contiendrait. Ce rapport aurait l'avantage de permettre l'émission par le Mexique, la Chine, les Philippines, les Etablissements des Détroits Hong-Kong et les colonies françaises de l'Inde, des monnaies d'argent sensiblement pareilles à celles maintenant employées par leurs habitants. Le rapport de 32 à 1 a l'avantage de représenter à peu près le rapport commercial entre les lingots d'or et d'argent, qui existait il y a quelques an-

nées, et auquel les prix et les valeurs des pays à étalon d'argent s'étaient adaptés dans une large mesure. Il respecterait donc les contrats passés jadis sur les bases de ce rapport et, comme d'autre part, les prix et les scalaires n'ont pas partout suivi la baisse récente de l'argent, un pareil étalon ne causerait pas de préjudice sérieux dans le règlement des contrats nouvellement passés. Il est très désirable que les pays qui sont en train de réorganiser leur système monétaire sur la base d'un système de change d'or, adoptent un rapport de frappe à peu près uniforme, de façon à leur permettre de concerter pour la protection contre les fluctuations du prix de l'argent et contre le danger du faux-monnayage. Si un effort est tenté pour régulariser le prix du lingot d'argent en régularisant les achats d'argent faits par les gouvernements pour le monnayage, et si l'on essaye d'empêcher la hausse de l'argent au-dessus d'un point donné, en suspendant les achats quand ce point serait atteint, cette méthode ne pourrait avoir de succès qu'à la condition que tous les pays intéressés cessassent leurs achats chaque fois que le prix de l'argent atteindrait le chiffre du rapport commun choisi par eux. Au contraire, si chaque pays adoptait un rapport différent, les pays où le rapport serait le plus bas verraient fondre leur monnaie, alors que les autres pays continueraient leurs achats d'argent, accentuant ainsi la hausse du métal. Il serait avantageux que, non seulement il y eût un rapport à peu près conforme aux con-



ditions du marché, et que ce marché fût uniforme, mais encore qu'une unité commune fût adoptée pour la monnaie des pays orientaux. L'adoption d'une unité commune pour la Chine, pour les colonies françaises de l'Inde, Hong-Kong et d'autres dépendances anglaises, et pour les Philippines, faciliterait grandement le commerce entre tous ces pays, comme il faciliterait le commerce d'exportation des pays à étalon d'or dans la mesure où leurs dépendances serviraient de centres de distribution pour leur production nationale.

3° *Considérations sur le prix de l'argent.* — L'objet principal de la commission du change international est d'obtenir, autant que cela est possible, la stabilité des taux du change sur la base de l'étalon d'or entre les pays à étalon d'or et les pays à étalon d'argent. Le système du change d'or peut être établi et maintenu plus facilement si les prix du lingot d'argent sont raisonnablement stables. La valeur du lingot d'argent par rapport à l'or importe beaucoup plus que la fixité de son prix. Le marché de l'argent semble actuellement enclin à se laisser trop influencer par des considérations de sentiment. Par exemple, la dernière baisse de l'argent semble avoir été causée surtout par la crainte que la demande de l'argent ne soit diminuée à la suite de l'adoption possible de l'étalon d'or par les Etablissements des Détroits, les îles Philippines, l'Indo-Chine Française, le Siam et le Mexique.

En réalité, la demande n'a pas diminué sensiblement, et la grande baisse semble avoir été amenée uniquement par la crainte d'une limitation possible de la demande. Dans les conditions présentes, où chaque nation fait ses achats d'une manière indépendante et très irrégulièrement, on ne peut pas prévoir quelle sera la demande. Il y a trois ans, l'Inde acheta, dans un espace de temps très court, 15 millions d'onces. Depuis lors, ses achats ont été presque nuls. En conséquence, si la demande d'argent était assez régulière, il serait possible à ces quelques vendeurs de maintenir un prix stable. Or, la demande est représentée par les gouvernements; il faudrait qu'ils puissent s'entendre pour régulariser leurs achats.

Les délégués américains avaient fait toutes ces propositions, ne laissant rien ou presque rien à l'initiative mexicaine. Les délégués de ce pays exposèrent, néanmoins, leurs vues à la Conférence de Londres. Ils soutinrent la cause de l'argent, demandant seulement sa stabilisation. Ils montrèrent que l'état économique du marché de l'argent se prête plus qu'on ne croit à une régularisation des cours, et, pour cela, invoquèrent l'équilibre entre la production et la consommation.

En effet, les statistiques semblaient leur donner raison.

Mais ces statistiques avaient été établies par le gouvernement mexicain et on pouvait répondre: Pourquoi y a-t-il baisse avec un équilibre aussi parfait? Les délégués mexicains répondaient que

c'était d'abord que les 4/5<sup>e</sup> de l'argent étaient exploités à titre de produit secondaire; ensuite parce que l'argent est vendu non par les producteurs, mais par les fondeurs, qui veulent simplement assurer la juste rémunération de leurs services; enfin, parce que la spéculation s'engageait dans la voie de la baisse, vendant à des prix inférieurs l'argent non encore extrait. Dans ces conditions, les Mexicains estimaient qu'on obtiendrait une stabilité suffisante des cours de l'argent si les principales nations s'engageaient à acheter annuellement 96.000.000 d'onces d'argent. L'argent serait acheté mensuellement dans la proportion de 8.000.000 d'onces environ. L'accord serait fait pour 6 ans.

Ces propositions furent partout reçues avec amabilité et courtoisie, mais les réponses reçues furent vagues et peu encourageantes.

Restaient l'Extrême-Orient, le Japon et les Indes. Les Japonais se montrèrent favorables au projet d'adoption, pour la Chine, d'un système basé sur l'étalon d'or. Le gouvernement de l'Inde refusa d'entrer dans la voie des pourparlers. Le gouvernement d'Indo-Chine fit de même. La Chine sembla à peu près convaincue, car, le 19 novembre 1905, le gouvernement impérial ordonna de faire frapper des pièces uniformes types dans quatre provinces. Un autre décret du 21 novembre interdisait la frappe des pièces de cuivre à tous les Hôtels des Monnaies de province et ordonnait

leur remplacement par une monnaie centrale frappée à Tien-Tsin.

Telle fut la Conférence internationale de 1903. Le Mexique et la Chine n'y jouèrent qu'un rôle effacé. Les Etats-Unis y occupèrent une place prépondérante, puisqu'aussi bien ils en prirent l'initiative. D'ailleurs, dans les questions monétaires, les Etats-Unis ont toujours occupé la première place.

Le but de la Conférence est facile à apercevoir; il s'agissait avant tout de soutenir le cours de l'argent, comme cela avait été tenté aux Etats-Unis par le Bland Act et par le Sherman Act.

Les résultats de cette Conférence n'ont pas été brillants: toutes les puissances voulurent bien prendre part aux pourparlers, mais aucune ne donna une réponse catégorique. Seule l'Angleterre fit preuve d'une grande courtoisie et d'une extrême bienveillance, car, étant la maîtresse du marché de l'argent, ses intérêts se confondaient avec ceux des pays producteurs d'argent.

M. Limantour lui-même n'avait pas grande confiance dans le succès de ces démarches. Il comprenait très bien que cette promenade à travers les pays européens n'amènerait rien de bien intéressant et surtout de bien utile. Notre ambassadeur à Washington écrivait le 30 janvier 1903: « D'aucuns prétendent que le siège de M. Limantour est fait et que la nomination de la Commission internationale a eu pour principal objet de gagner du temps et de calmer les impatiences qui

commençaient à se manifester. Mais l'idée d'établir l'étalon d'or est établie dans son esprit ». (1).

## B). LA RÉFORME MONÉTAIRE DU 25 MARS 1905

### I

#### *Travaux de la Commission intérieure*

La majorité de la Commission nommée par M. Limantour s'était montrée favorable à l'étalon d'or avec circulation d'argent; la minorité demandait le maintien du *statu quo*. La quatrième sous-commission, qui venait de terminer ses travaux, déclarait qu'il fallait donner la plus grande fixité au change international tout en respectant les intérêts créés par la hausse du change. Elle proposait le rapport de 1 à 33, correspondant à un change effectif sur New-York de 204.22 0/0. Les conclusions de la Commission furent:

ARTICLE PREMIER. — Pour obtenir la stabilité du change international, la Commission monétaire conseillera au gouvernement un système basé sur l'étalon d'or.

ART. 2. — 1° L'adoption immédiate de l'étalon d'or, avec l'or en circulation, ne sera pas conseil-

---

(1) Archives du Ministère des Affaires Etrangères,

lée; 2° au contraire, la circulation d'argent continuera dans le pays.

ART. 3. — 1° Les Hôtels des Monnaies seront fermés à la frappe libre de l'argent et la réimportation des piastres actuelles prohibée.

A. Un rapport fixe sera adopté entre l'or et la piastre nouvelle. Le chiffre de ce rapport sera calculé d'après le prix moyen en or de la piastre actuelle sur les marchés du monde pendant les dix dernières années, prix qui ne pourra être majoré que de 10 0/0 au plus.

B. Il ne sera frappé de monnaies d'or, tout d'abord, ni pour le compte du gouvernement, ni pour le compte des particuliers. Cette frappe serait différée jusqu'à ce que la piastre nouvelle ait atteint le pair avec l'or.

## II

### *Exposé des motifs et projet de loi*

M. Limantour déposa sur le bureau des Chambres un projet de loi qui s'inspirait largement des vues de la Commission. Ce projet de loi était suivi d'un exposé des motifs dans lequel le ministre disait qu'il fallait à tout prix porter remède à l'instabilité des changes. « Or, disait le ministre, il n'y a que deux moyens pour obtenir la fixité de valeur de la monnaie d'argent sans recourir au bimétallisme, irréalisable dans les conditions ac-



tuelles: ou bien maintenir artificiellement le rapport de valeur des deux métaux précieux sur tous les marchés du monde, ou bien limiter la quantité de monnaies à ce qui est indispensable aux besoins de la circulation intérieure, afin de rendre la valeur de celle-ci indépendante de la valeur du métal. » C'était décréter la suppression de la frappe libre. Le ministre ajoutait que la réimportation au Mexique des piastres qui en étaient sorties était interdite. Puis il arrivait au point essentiel: la fixation de la valeur en or que la réforme devait assurer à la piastre. Il proposait de donner à la piastre la valeur de 75 centigrammes d'or fin. Le rapport d'équivalence serait égal à

$$\frac{0,75}{24,4388} = \frac{1}{32,5855}$$

Il jugeait dangereux de décréter brusquement la parité légale et se montrait opposé à l'établissement d'un fonds de réserve en or. Le projet de loi soumis à l'approbation des Chambres, le 16 novembre 1904, était ainsi conçu:

ARTICLE PREMIER. — L'Exécutif de l'Union est autorisé à réformer les lois monétaires de la République en fixant les sortes de monnaies qui auront cours légal, la valeur, le poids le titre et autres conditions de ces monnaies, les limites dans lesquelles leur frappe et leur circulation seront admises, et, en général, en établissant les prescriptions qu'il jugerait nécessaires pour perfectionner le système monétaire en l'adaptant aux

nécessités économiques de la République. En exerçant ces facultés, il se basera sur les règles suivantes :

A. La piastre actuelle d'argent, au titre de 24 grammes 4.388 dix millièmes d'argent pur et 2 grammes 6.342 dix millièmes de cuivre, sera conservée avec un pouvoir libératoire illimité.

B. Il sera attribué à cette piastre d'argent une valeur équivalente à celle de 75 centigrammes d'or pur.

C. Les monnaies divisionnaires d'argent contiendront une quantité de ce métal inférieure à leur valeur proportionnelle, par rapport à la fraction de piastres qu'elles représentent.

D. L'acceptation de ces monnaies divisionnaires, dans un paiement pour une somme supérieure à 20 piastres, ne sera pas obligatoire, ni celle des monnaies de bronze pour une somme supérieure à 1 piastre.

E. Les Hôtels des Monnaies ne seront plus obligés de frapper les métaux précieux qui leur seraient présentés. L'émission de monnaies de toutes sortes sera réservée à l'exécutif, afin qu'il puisse exercer cette faculté, conformément aux lois, dans les conditions et pour le montant que celles-ci détermineraient.

ART. II. — L'Exécutif de l'Union est également autorisé à édicter les mesures suivantes :

A. Interdire ou frapper de droits l'importation

de piastres mexicaines sur le territoire de la République.

B. Démonétiser les monnaies qu'il conviendrait, à son avis, de retirer de la circulation.

C. Frapper pour l'exportation, des piastres, de coins antérieurs à l'actuel.

D. Modifier, le cas échéant, le coin des piastres d'argent.

E. Autoriser la circulation légale, pour une période limitée, des monnaies d'or d'autres nations, et en fixant la valeur en monnaie mexicaine, si l'once standard d'argent vaut à Londres plus de 28 pence 1/2.

F. Modifier les lois fiscales sur l'industrie minière en diminuant les charges dont sont grevés dans leurs ensemble les métaux précieux, par le 2 0/0 sur la frappe, le 3 0/0 du timbre, et les droits d'essai, d'affinage et de séparation.

G. Modifier les lois qui autorisent la perception d'un droit de 10 piastres par pertenencia sur les titres de mines, ainsi que l'impôt annuel sur les propriétés minières, de façon à favoriser les mines produisant des métaux précieux.

H. Modifier la loi du 6 janvier 1887 dans un sens permettant de réduire jusqu'à 1 1/2 0/0 le maximum de 2 0/0 auquel peuvent s'élever, d'après cette loi, les impôts locaux sur la valeur des métaux précieux.

I. Exempter de droits d'importation les effets ou articles destinés à l'industrie minière ou réduire les droits existants sur lesdits articles.

J. Organiser des bureaux qui, sans préjudice pour le Trésor public, avanceraient des fonds sur la valeur des barres d'argent et donneraient des facilités aux intéressés pour la vente de ces barres, dans les meilleures conditions possibles, en prenant, à cet effet, des arrangements convenables au Mexique et à l'étranger.

K. Modifier la législation civile et commerciale en matière de prestations et paiements en argent.

L. Modifier les termes de la loi sur les Banques qui se rapporteraient directement ou indirectement à la circulation en espèces ou qui affecteraient les titres de crédit ou les opérations de change.

L-L. — Nommer une commission dont la mission serait de régulariser la circulation monétaire et d'obtenir dans toute la mesure du possible la stabilité du taux du change extérieur.

M. Prendre toutes les dispositions convenables relativement à la répression et à la perception des contraventions concernant la matière; organiser les bureaux et les services.

Ce projet de loi fut accepté en entier et devint la loi du 9 décembre 1904.

Nous allons, dans trois sections, examiner la réforme:

Dans la première, nous étudierons les dispositions essentielles de la réforme.

Dans la deuxième, nous verrons les compensations accordées aux producteurs d'argent.

Dans la troisième, nous examinerons la circulation de l'or au Mexique.

## SECTION PREMIÈRE

### DISPOSITIONS ESSENTIELLES DE LA RÉFORME

M. Limantour, dans son exposé des motifs, affirmait que la stabilisation des changes se ferait par la raréfaction de la piastre. Il s'agissait de dissocier la valeur de la piastre du cours de l'argent. Pour cela, deux choses paraissaient nécessaires : la suppression de la frappe et la réimportation des monnaies déjà sorties. Mais il ne fallait pas que cette suppression de la réimportation arrivât brusquement. Aussi fut-il fixé au delà par un décret en date du 23 novembre 1904. Le 25 mars 1905 fut promulguée la loi sur le nouveau système monétaire. Celle loi comprend quatre chapitres :

Le premier a trait aux monnaies.

Le second règle la frappe et la circulation de la monnaie.

Le troisième fixe le cours légal de la monnaie.

Le quatrième institue un fonds régulateur de la circulation monétaire.

La nouvelle unité monétaire est définie par l'article premier : « L'unité théorique du système monétaire des Etats-Unis mexicains est représentée par 75 centigrammes d'or pur et se nomme peso ».

Le peso d'argent (24 gr. 4388) aura une valeur légale équivalente à 75 centigrammes d'or pur. Le rapport d'équivalence entre l'or et l'argent est fixé à 32 gr. 58 d'argent pour 1 gramme d'or. Il n'est rien changé à la composition métallique de la piastre. Cependant, certains membres de la Commission avaient été d'avis de modifier le titre de 0.9027 et de le fixer à 0.900. « Nous devons, dit-il, respecter une habitude traditionnelle des habitants de ce pays, qui ont retrouvé dans la piastre l'ancienne monnaie de 10 dineros, 20 graneros. »

La circulation, d'après la nouvelle loi, comprend quatre sortes de monnaies :

|                      |                   |        |
|----------------------|-------------------|--------|
| Monnaies d'or. . . . | 10 piastres titre | 0,900  |
| »                    | 5 »               | —      |
| Monnaies d'argent. . | 1 »               | 0,9027 |
| »                    | 50 centavos       | 0,800  |
| »                    | 20 »              | —      |
| »                    | 10 »              | —      |
| Monnaies de nickel . | 5 »               | —      |
| Monnaies de bronze.  | 2 »               | —      |
| »                    | 1 »               | —      |

Le chapitre II règle la frappe et la circulation de la monnaie.

ART. 9. — La faculté de frapper la monnaie appartient exclusivement à l'exécutif de l'Union, qui l'exerce conformément à la présente loi. En conséquence, cesse de subsister le droit pour les particuliers d'introduire dans les Hôtels des Mon-



naies des métaux d'or et d'argent pour les y faire frapper.

ART. 10. — La frappe des nouvelles monnaies d'or sera limitée tant qu'il n'y aura pas de dispositions contraires, à la quantité nécessaire pour changer les monnaies actuelles de ce métal, monnaies qui cesseront d'avoir cours le 1<sup>er</sup> juillet 1906.

ART. 11. — A partir de la date de mise en vigueur de la présente loi, et sauf le cas de remonnayage auquel se réfère l'article 14, il ne sera frappé et émis de monnaies nouvelles d'argent qu'en échange d'or monnayé ou en barres dans la proportion de 75 centigrammes d'or pur pour une piastre.

ART. 12. — L'obligation d'émettre des monnaies d'argent en échange d'or cessera quand la valeur de l'argent que doivent contenir ces monnaies sera, dans la ville de Mexico, supérieur à 75 centigrammes d'or pur par piastre...

ART. 14. — Les restrictions apportées par les articles précédents à la frappe et à l'émission de monnaies d'argent ne sont pas applicables au cas de remonnayage dans lequel il pourra être frappé et mis en circulation la quantité et les sortes de monnaies qui seront nécessaires, pourvu que la valeur totale représentée par les nouvelles monnaies soit égale à celle des pièces reçues pour être remonnayées.

ART. 17. — La Secretaria de Hacienda pourra autoriser, mais seulement pour l'exportation, la

frappe de piastres de coins antérieurs à l'année 1898, pourvu qu'elles portent des marques spéciales.

Enfin, le chapitre III fixe le cours légal de la monnaie.

ART. 21. — Les monnaies d'or de toutes valeurs et les monnaies d'argent de la valeur de 1 piastre ont pouvoir libératoire illimité. Quant aux autres monnaies d'argent et à celles de métal et de bronze, leur admission n'est obligatoire, dans un même paiement, que pour la somme de 20 piastres pour les monnaies d'argent et pour la somme de 1 piastre pour les monnaies de métal et de bronze.

La réforme peut donc se résumer en ceci :

Assurer à la piastre d'argent une valeur toujours égale à 75 centigrammes d'or pur, en limitant l'offre du numéraire par la suspension de la frappe et par la prohibition de réimporter les piastres circulant à l'étranger. On comptait sur ce moyen pour assurer à la piastre une stabilité complète.

Avant le vote de la réforme, à la fin de 1903, la direction de la Monnaie Américaine évaluait à 106 millions de piastres la monnaie d'argent circulant au Mexique. Au moment de la réforme, la circulation intérieure était de 110 millions de piastres. D'autre part, la circulation fiduciaire s'élevait à 81.965.000 piastres, mais comme l'encaisse disponible des banques était de 68.768.000, il

n'y avait que 13.193.000 piastres en billets non convertis. Le total de la circulation fiduciaire et monétaire peut donc être évalué à 123.193.000 piastres. Comme le Mexique avait, en 1904, 14.500.000 habitants, la moyenne pour chaque habitant était de 8 piastres 1/2.

Cette moyenne est inférieure à celle des nations européennes, et il fallait prévoir qu'un besoin de numéraire se ferait bientôt sentir, amenant une hausse. C'est ce qui devait arriver, semble-t-il, et c'était alors une démonstration de la théorie de M. Henri Germain, qui dit : Dans les pays à monnaie dépréciée, la perte de la monnaie est proportionnelle au volume de la circulation par tête d'habitant : la prime de l'or s'élève ou diminue dans ces pays en même temps que le chiffre moyen de la circulation par habitant. Mais certains économistes, par exemple M. Couaut, soutenaient que raréfier le numéraire n'était pas suffisant pour stabiliser les changes ; il fallait aussi assurer des réserves d'or pour solder les dettes à l'extérieur.

M. Limantour avait toujours repoussé l'idée d'un fonds de réserve, et malgré cela le chapitre IV de la loi du 25 mars 1905 instituait un fonds de réserve en or. Ce fonds était créé dans le but de « faciliter l'adaptation de la circulation monétaire, quant à la quantité du numéraire, aux exigences de la stabilité du type du change extérieur ».

L'administration du fonds de réserve fut confiée à une Commission de 9 membres qui devait

s'en servir pour acheter ou vendre des traites d'or suivant l'état du marché.

La réforme monétaire pouvait être encore compromise par le développement exagéré de la circulation fiduciaire; aussi la loi de réforme du 9 décembre 1904 donnait à l'exécutif le droit de « modifier les termes de la loi sur les Banques qui se rapporteraient directement ou indirectement à la circulation en espèces ou qui affecteraient les titres de crédit ou les opérations de change ». La loi du 19 mars 1897, comme nous le verrons plus loin, divisait les banques en banques d'émissions, banques hypothécaires, banques réfectionnaires. Le décret du 13 mars 1905 met simplement la loi de 1897 d'accord avec la situation créée par la loi du 25 mars 1905.

## SECTION II

### COMPENSATIONS ACCORDÉES AUX PRODUCTEURS D'ARGENT

Les producteurs d'argent se trouvaient lésés par la réforme monétaire. Le gouvernement leur accorda quelques compensations. La loi du 25 mars 1905 supprima l'impôt de monnayage établi par la loi du 27 mars 1897. Pour l'impôt du timbre, on établit de nombreuses distinctions :

A. L'impôt sera perçu à raison de 3 1/2 0/0 sur la valeur de l'or et de l'argent non traités dans

la République et exportés sous forme de terre minérale ou de minerai.

Il sera de 2 1/2 0/0 sur la valeur de l'or et de l'argent traités dans le pays, de façon à n'être plus combinés ni mélangés, si ce n'est à d'autres métaux, et quel que soit le titre du produit.

C. Les établissements qui affinent l'or et l'argent jusqu'à 999 millièmes de fin au moins, ne paieront que 1 1/2 0/0 sur la valeur des métaux ainsi affinés.

De plus, l'impôt annuel sur les propriétés minières est réduit de moitié par pertenencia.

Enfin, un décret du 11 avril 1905, instituait un service public pour la vente de barres d'argent appartenant aux producteurs.

Les producteurs d'argent ne souffrirent pas de la réforme, au contraire; car l'argent augmenta; le kilo, qui valait 103 francs, valait, à la fin de 1906, 106 francs. En 1906, le prix oscilla entre 110 et 123 francs. D'où bénéfice pour les producteurs d'argent.

### SECTION III

#### CIRCULATION DE L'OR AU MEXIQUE

La réserve en or, fixée à 10 millions de piastres, parut bientôt insuffisante. Aussi un emprunt à 4 0/0 de 40 millions de dollars américains fut-il effectué pour constituer une réserve plus importante d'or. Cet emprunt était destiné au rembour-

sement de 18 millions 500.000 dollars de bons du Trésor, dont 12.500.000 arrivaient à échéance le 1<sup>er</sup> juin 1905 et le reste le 1<sup>er</sup> juin 1906. Quelle corrélation y avait-il entre l'emprunt et la réforme? M. Limantour expliqua qu'au cas où la spéculation ou l'état du marché de l'argent à Londres viendrait à faire monter le change sur New-York au delà de 202 0/0, le gouvernement mexicain interviendrait, par l'intermédiaire de la Banque Nationale du Mexique, chargée des opérations de change intéressant le gouvernement, en tirant sur les 40 millions de dollars déposés à New-York des lettres de change qu'il lancerait sur le marché à un cours inférieur. La tentative de hausse serait ainsi aisément réprimée. »

Ces précautions furent rendues inutiles par l'excellente tenue du change au lendemain de la réforme, et surtout par la hausse de l'argent, qui, de plus, aida grandement à la réforme, car les réserves d'or ne furent pas touchées, mais elles purent même être versées dans la circulation. La Commission des changes fut chargée de la mission de faire entrer cet or dans la circulation. Les lois de 1904-1905 prévoyaient deux moyens de faire entrer l'or en circulation :

1° Donner cours légal aux monnaies d'or des autres nations en fixant leur valeur en monnaie mexicaine, quand l'once d'argent vaudrait à Londres plus de 28 pence 1/2;

2° Emettre des monnaies d'or mexicaines en échange des barres d'or ou de piastres d'argent,



quand l'argent aurait atteint à Mexico sa parité légale.

C'est le second moyen que l'on choisit, et, comme l'Hôtel des Monnaies ne pouvait frapper dans quelques semaines une quantité d'or suffisante, un décret du 22 décembre 1905 autorisa l'émission temporaire de certificats d'or.

Au mois d'avril 1906, la Commission des changes et monnaies avait transformé en or 26.764.000 piastres d'argent et avait accumulé une somme de 13.813.500 piastres d'or. En juillet 1906, la circulation de l'or atteignait 52 millions de piastres, ce qui représente près de 45 0/0 de la circulation totale.

Nous arrêterons là nos recherches sur la réforme monétaire au Mexique.

Comme conclusion à cette étude, nous dirons seulement que la réforme monétaire a été d'une très grande utilité pour le Mexique, qu'elle est venue en son temps, qu'elle fait honneur au talent et à la science de M. Limantour, « dont les mérites personnels, dit M. Eugène Viollet, n'ont été égaux, dans l'œuvre de la réforme, que par l'heureux hasard, qui a fait relever le cours de l'argent de façon si opportune ».

---

## CHAPITRE IV

### LES BANQUES

#### I. LES BANQUES

Rien ne frappe davantage, au Mexique, que la rapidité avec laquelle les banques se sont créées. En dix ou douze ans, en effet, il s'est fondé au moins trente banques, et toutes rendent à l'industrie et au commerce, chacune dans leur spécialité, d'éminents services. Toutes sont prospères, beaucoup ont doublé ou triplé leur capital d'origine, et la moyenne générale des bénéfices réalisés en 1911 n'a jamais été inférieure à 10 0/0 du capital versé.

De pareils résultats ont été réalisés par une simple loi. Mais cette loi fut intelligemment élaborée, et ceux qui la promulguèrent étaient des hommes versés dans les sciences financières et connaissant parfaitement les besoins du pays. Là comme ailleurs, nous trouvons le nom de M. Lissantour. Le système des banques régionales, créé en 1897, est aussi parfait que la réforme monétaire. Les auteurs de la loi se sont inspirés du système américain, mais ils ont laissé tout ce

qui était mauvais pour ne prendre que ce qui était excellent.

La conséquence a été que les capitaux français ont afflué dans les banques mexicaines, pas assez vite cependant pour être prépondérants; le premier rang reste acquis aux Etats-Unis. En 1906, ils avaient, dans les banques mexicaines, 600 millions de dollars. Leur argent avait tout envahi, banques et chemins de fer. Le « coup » de M. Limantour les fit reculer pour les chemins de fer, nous l'avons vu. Et ce fut heureux, car il y avait là un véritable danger. Aussi désire-t-on, pour combattre l'or yankee, le développement de l'influence française. Voilà pourquoi nous avons, au Mexique, un beau rôle à jouer.

On nous objectera peut-être qu'il est bien difficile d'exposer des capitaux considérables dans un pays que trouble à chaque instant la Révolution. Nous répondrons que les désordres actuels sont passagers et que, bien certainement, un gouvernement sage s'établira bientôt: c'est l'affaire de quelques mois.

Après ces considérations générales, nous allons aborder l'étude détaillée des banques mexicaines.

## PREMIERE SECTION

1° LA BANQUE AVANT LA LOI DE 1897. — Elle était peu de chose avant 1897, et cependant ses précédents sont intéressants, car de cette époque datent

les deux plus grandes banques actuelles. D'ailleurs, les législateurs de 1897 ont tiré de l'époque qui précède cette date d'utiles renseignements. Ils ont vu le danger pour une banque des avances au gouvernement et l'ont prévenu dans la nouvelle loi.

Avant 1864, il n'y avait pas de banques spécialisées. Il y avait bien, par-ci, par-là, quelques riches maisons qui prêtaient de l'argent, mais ce n'était là pour elles que l'accessoire. Leur rôle principal était de prêter de l'argent au gouvernement. Beaucoup sombrèrent; les autres, tant bien que mal, liquidèrent leurs opérations.

En 1864, s'établit une banque qui était une succursale de la « London Bank and South America » et qui devint plus tard la Banque de « Londres y Mexico ». Elle fut créée sans autorisation et le public ne voyait jamais ses comptes. De là de violentes attaques dirigées contre elle. Mais grâce à une sage administration, elle prospéra et réussit à répandre l'usage du billet de banque.

En 1875, se fondèrent, dans l'Etat de Chihuahua, trois petites banques, qui reçurent l'autorisation du gouvernement local. Cette autorisation allait frapper l'esprit des législateurs de 1897 et les faire penser au système de concessions. Ces banques émettaient des billets au porteur et à vue, remboursables en monnaie de cuivre au pair ou en monnaie d'argent avec un escompte de 8 0/0. Il existait, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, une institution de crédit, « Le Mont-de-Piété de Mexico », qui s'em-

pressa de demander l'autorisation de se livrer aux opérations de banque. Cela ne lui réussit pas.

En 1881, la banque Franco-Egyptienne, qui devint la Banque Internationale de Paris, fut autorisée à fonder une banque d'émission, à condition que la circulation fiduciaire fût toujours couverte par une valeur mobilière correspondante et n'excédât pas le triple de l'encaisse. La banque, en revanche, s'engageait à faire le service de trésorerie de l'Etat. Elle n'avait pas de monopole d'émission qui lui fût octroyé, remarquons-le. Cette banque devint la « Banque Nationale du Mexique », au capital de 8 millions de dollars, divisé en 8.000 actions de 100 dollars, libérées de 40 0/0. Mais la Banque Nationale eut bientôt une rivale : la Banque Mercantile Mexicaine, qui, créée sans autorisation, essaya d'acculer la Banque Nationale à la suspension des paiements, en faisant affluer, à un certain moment, une énorme quantité de billets à ses guichets. Elle ne réussit pas. La lutte continua jusqu'à la fusion des deux banques.

Cette lutte avait donné l'éveil au gouvernement ; d'autre part, il se fonda beaucoup de sociétés de crédit ; l'argent étranger arrivait en grande quantité et l'intérêt, qui était de 12 0/0, tomba à 9 0/0, puis à 8 0/0 et atteignit même 60/0. Le gouvernement fit comprendre la réglementation des banques dans le projet de Code de commerce voté en 1884. Un fait caractéristique vint prouver qu'il fallait une certaine prudence dans l'autorisation à

donner à une banque pour émettre des billets. La « London Bank » et la « Banque Nationale » voyaient leurs opérations en bonne voie; à côté, le « Nacional Monte-de-Piedad » se vit acculé à la ruine, ayant émis pour S. 4.327.000 de billets et n'ayant en caisse que S. 2.480.000. On évita cependant la perte du capital. Le Code de commerce promulgué en 1884 déclara que le système des concessions serait dorénavant obligatoire. Ces concessions ne pouvaient être accordées par les gouvernements locaux, mais seulement par le pouvoir fédéral. La liberté d'émission fut supprimée et la circulation limitée au triple de l'encaisse. En outre, la circulation devait être garantie pour un tiers par un dépôt de monnaies ou de titres de la Dette publique. (On peut voir l'analogie avec la Banque des Etats-Unis.) Le montant des billets émis était frappé d'un impôt de 5 0/0. Les banques, enfin, étaient astreintes à la publication mensuelle d'un état de caisse.

Cette réglementation appelle une critique: l'impôt de 5 0/0 établi sur les billets émis. Cet impôt était vraiment trop lourd. Il avait été créé dans le but de prévenir les émissions excessives, il gênait beaucoup les émissions nécessaires. D'autre part, le Code de commerce oubliait de fixer les règles relatives à l'acceptation des effets et d'interdire aux banques d'émission les prêts hypothécaires.

Cette loi était donc imparfaite, mais, malgré



ses imperfections, elle répondait à un besoin véritable.

Les banques commencèrent d'abord par se mettre en règle avec la loi. Celles de Chihuahua obtinrent une concession du gouvernement central. La « London Bank of Mexico » acheta la concession de la « Banque des Employés », qui disparut et devint la Banque de « Londrès y Mexico ».

La Banque Nationale vit à cette époque sa situation raffermie. A ce moment, les budgets de l'Etat se soldaient en déficit et le gouvernement avait, pour opérer ses réformes, toujours besoin d'argent; il comprit quel précieux secours pourrait lui apporter la Banque Nationale. Il résolut alors de la défendre énergiquement contre toutes les attaques. La plus grande concurrente était la « Banque Mercantile Mexicaine »; il fallait trouver le moyen de faire cesser cette concurrence. Pour cela, comment faire? Après bien des hésitations, le gouvernement offrit à l'une et à l'autre banque des avantages considérables pourvu qu'elles fusionnassent. C'est ce qui se fit. Le nouvel établissement conserva le nom de « Banque Nationale ». Sa concession fut de 50 ans, son capital porté à 20.000.000, dont 40 0/0 versés, et ses billets devaient être les seuls acceptés par les caisses publiques. La banque, d'autre part, toujours chargée du service de trésorerie de l'Etat, élevait de 6 à 8 millions le mouvement annuel du compte-courant ouvert au Trésor. La Banque Nationale voyait donc se créer en sa faveur une sorte de

monopole, puisque, seuls, ses billets pouvaient être acceptés par les caisses publiques. Nous verrons plus tard, dans la loi de 1897, ce que deviendra cette idée du monopole.

Il se fonda alors un grand nombre de banques : banques d'émission, banques minières, agricoles, industrielles. La « Banque hypothécaire Mexicaine » fut achetée par des Américains, qui portèrent le capital à S. 5.000.000, et obtinrent l'autorisation d'émettre des billets. Auprès du public, cette tentative n'eut aucun succès. Le gouvernement, qui accordait ces concessions, les accordait sans plan suivi ; pour certaines banques, elles étaient très longues, pour d'autres très courtes. D'autre part, une banque pouvait émettre des milliers pour le montant de son capital, tandis qu'une autre pouvait aller jusqu'au triple.

En 1893, M. Limantour fut nommé ministre des Finances. Il se mit résolument à l'œuvre pour faire cesser toutes ces différences et créer une règle uniforme applicable à tous les établissements de crédit. Mais une difficulté pouvait surgir relativement aux banques qui avaient un droit acquis. Que ferait-on ? En tous cas, M. Limantour refusa d'accorder d'autres concessions jusqu'à ce qu'une loi fût votée. Au début de 1894, commencèrent les travaux préparatoires, qui furent confiés à une commission composée de délégués de la Banque Nationale du Mexique, de la Banque de Londres y Mexico et de la Banque Hypothécaire : M. Carlos de Varona, M. Hugo Scherer, M. Joa-

quin Casasus, José Maria Gamboa et Miguel Macedo. Le 3 juin 1896, le Congrès approuvait les travaux de la commission et autorisait le ministre à préparer la loi définitive. Celle-ci fut promulguée le 19 mars 1897.

## 2<sup>e</sup> SECTION

### LA LOI DE 1897

#### I. CARACTÈRES ET PRINCIPES

La loi de 1897 a créé une organisation très réaliste : elle s'applique admirablement à la situation particulière du Mexique. La première chose qu'il convenait de faire au Mexique, pays neuf encore dans l'enfance, était d'assurer la distribution du crédit ; la seconde chose qu'il fallut réaliser était de prévenir toutes fautes qui auraient été fort préjudiciables au pays. Il fallait donc éviter tout ce qui, de près ou de loin, aurait pu amener à une banqueroute, même partielle, et qui aurait détourné les capitaux étrangers de la nation. Aussi les auteurs de la loi de 1897 créèrent-ils un système souple de banques régionales et soumirent les banques à une réglementation peut-être un peu sévère mais nécessaire. Nous étudierons successivement :

1<sup>o</sup> La décentralisation du crédit ;

2<sup>o</sup> La protection du crédit.

### *I. La décentralisation du crédit*

1° Voulant décentraliser le crédit, on créa les banques régionales. Le gouvernement ne voulut pas fixer limitativement les divers types de banques qui pourraient se créer sur le territoire de la République et pour cela proclamer le principe de la liberté des banques. Cependant, le titre de « banque » a été réservé aux établissements qui émettent des titres de crédit, et ce sont ceux-là seuls que réglemente la loi de 1897. Ne s'occupant que de ce genre de banque, la loi en établit et réglemente trois types :

1° Les banques d'émission, qui créent des billets remboursables à vue et au porteur ;

2° Les banques hypothécaires, qui émettent des obligations hypothécaires en représentation de leurs prêts ;

3° Les banques réfectionnaires, qui émettent des bons de caisse en représentation des prêts de courte durée qu'elles font à l'industrie et à l'agriculture.

Sur les deux premiers types, qui existent partout, il n'y a rien à dire.

Quant au troisième type, il a été imaginé de toutes pièces par les auteurs de la loi de 1897. Il était nécessaire. L'agriculture a besoin, en effet, pour faire face aux dépenses, de sommes assez importantes qui doivent se récupérer en peu de temps sur les produits de l'exploitation. Les cré-

aits destinés à subvenir à ces dépenses doivent donc être d'une durée moyenne. Ce n'était pas l'affaire des banques d'émission, « qui doivent, dit M. Jean Favre, garder à leurs ressources une très grande mobilité. Ce n'est pas non plus celle des banques hypothécaires, car la constitution d'une hypothèque entraîne des frais trop considérables pour l'importance de l'opération. Il fallait donc créer un organe différent des deux premiers, et, ici, on doit l'avouer, les nations les plus avancées ne pouvaient offrir que des modèles bien imparfaits ». La banque réfectionnaire devait, dans la pensée des législateurs, faire des prêts de deux ans au maximum, et, en émettant des bons de caisse, offrir au public des occasions de placement à courte échéance. Ces banques eurent peu de succès. Seule la Banque Centrale Mexicaine réussit, et encore son succès vient de ce qu'elle n'a rien de commun avec le but que se proposait la loi de 1897.

Les banques d'émission réussirent mieux. Quand fut discuté le projet de loi, on se trouva en face de la question suivante : Proclamerait-on le monopole ou la pluralité des banques d'émission ? Le monopole fut rejeté pour trois raisons : d'abord, c'était enlever un droit acquis aux banques qui existaient déjà ; ensuite, la banque qui aurait eu ce privilège aurait été la sujette du gouvernement ; enfin, on repoussa le monopole parce qu'il était contraire aux besoins du pays.

Dans un pays décentralisé comme le Mexique,

il ne fallait pas instituer un organe centralisé qui n'aurait rendu des services qu'à ceux qui étaient ses voisins immédiats. On aurait pu, il est vrai, constituer des succursales. Mais même alors que serait-il advenu? Rien de plus que s'il n'y avait eu que la banque unique. Car les succursales, recevant le mot d'ordre du siège central, n'auraient pas eu assez de souplesse pour se mettre à la portée d'une région particulière ou d'une entreprise spéciale.

Le système du monopole fut donc rejeté. Le système de la pluralité proclamé. Mais adopter un système n'était pas tout; il fallait s'assurer que l'esprit de la loi serait observé. Or, il pouvait arriver qu'une région eût trop de banques et une autre pas assez, ou bien que le développement d'une banque fût nuisible à la banque d'à côté. La loi de 1897 a évité ce danger. D'abord elle a exempté d'impôt la première banque fondée par chaque Etat, sauf de l'impôt du timbre sur les titres de crédit, actions, dividendes. Toutefois, les lettres de change, les mandats de paiement en sont dispensés. Le droit de timbre ne peut dépasser 5 centavos. En second lieu, il ne peut être établi aucun impôt sur les opérations de banque proprement dites, sauf les prêts hypothécaires, et encore, dans ce cas, l'impôt est-il de 1/4 0/0 du montant de l'opération.

En revanche, toute banque d'émission qui s'établirait dans un Etat où il en existe déjà une, paierait non seulement tous les impôts dont la pre-



mière est dispensée, mais elle verrait encore son capital frappé d'une taxe de 2 0/0 par an. De même il est interdit à toute banque d'établir une succursale dans l'Etat où elle a son siège principal, à moins qu'elle ne soit spécialement autorisée par le ministre des Finances. Telles sont les mesures prises par la loi de 1897 pour amener la décentralisation du crédit.

§ II. *Protection du crédit. Publicité des comptes et surveillance officielle.* — Il fallait surtout au Mexique protéger le crédit et le défendre contre lui-même et contre ses ennemis. Les législateurs de 1897 l'ont compris, aussi ont-ils édicté des mesures pouvant se résumer en ceci :

A. Les Banques seront obligées de tenir le public au courant de leurs comptes ;

B. Une surveillance étroite et continuelle sera exercée par les agents à cet effet choisis par le ministre des Finances.

A. Pour la première mesure, la loi a voulu que le public fût tenu au courant de l'état de la banque. C'était une sauvegarde pour le public en même temps qu'un garde-fou pour la banque. Une sauvegarde pour le public, disons-nous, qui savait à quoi s'en tenir sur le bon placement de son argent ; un garde-fou pour la banque, qui, sachant qu'elle verrait diminuer sa clientèle si l'état des comptes était mauvais, s'efforcerait de faire de bonnes opérations. La loi oblige donc les banques à publier mensuellement, au *Journal officiel de la*

*République*, un bilan et un état de caisse. Sous quelle forme cette publication aura lieu? La loi règle minutieusement tous les détails. « Le bilan doit comprendre à l'actif: le capital non versé, l'encaisse, le montant du portefeuille effets, celui des prêts sur gage et celui des prêts hypothécaires, le portefeuille titres, le solde des comptes courants débiteurs et la valeur des immeubles de la banque; au passif: le capital social, la valeur nominale des titres de crédit émis par l'établissement et actuellement en circulation: billets de banque, obligations hypothécaires ou bons de caisse; le montant des dépôts remboursables à vue ou à préavis de trois jours; le solde des comptes courants débiteurs et les réserves de fonds de prévoyance. Les états de caisse, qui permettent de vérifier si la limite d'émission des billets n'est pas dépassée, relatent d'une manière détaillée les entrées et sorties de numéraire et de billets des autres banques pendant le mois. »

On comprend aisément combien de telles prescriptions demandent de surveillance pour être suivies. Les commissaires du gouvernement sont chargés d'en contrôler l'exactitude. Ils prennent le titre d'inspecteurs et leur action a été toujours très efficace. Tout a été minutieusement réglé dans leurs attributions et même leur emploi du temps. Ils doivent habiter à moins de trois heures de l'établissement dont ils ont l'inspection. Leur entrée à la banque, objet de leur surveillance, peut s'effectuer à toute heure, chaque jour s'ils le veu-

lent et plusieurs fois par jour. Les bilans mensuels et les états de caisse sont établis sous leur surveillance et doivent être signés par eux. Cette signature entraîne, en cas d'erreur, leur responsabilité. Ils signent également les billets de banque, les bons de caisse mis en circulation. « Deux fois par an, en janvier et en juillet, ils dressent des rapports détaillés sur le travail qu'ils ont accompli et ils doivent y joindre des données statistiques sur les mouvements du numéraire, la circulation des titres de crédit et les principaux comptes de la banque. Ils ne peuvent être actionnaires de la banque ni des débiteurs à quelque titre que ce soit. »

Au sommet de la hiérarchie se trouve le ministre des Finances. Son autorité sur les banques est très étendue. Il est, en somme, le maître de leur existence, puisqu'il peut, en certains cas, prononcer la déchéance de la concession qui, par répercussion, amène la dissolution de la Société. Le ministre des Finances, également, décide de l'opportunité des augmentations et des diminutions de capital que les banques se proposent de réaliser. Ces opérations ne peuvent être réalisées qu'avec son approbation formelle. Il est chargé encore de la nomination et de la révocation des inspecteurs. Donc, on peut dire que bien des choses dépendent du ministre des Finances. S'il est intelligent, habile, consciencieux, il peut faire d'excellentes choses; si au contraire il est imprudent, sans scrupule, il peut mener le pays à la ruine. Cette orga-

nisation qui fait du ministre des Finances le pivot du développement économique est quelque peu dangereuse. Aussi la loi de 1908 a-t-elle modifié les attributions du ministre des Finances. Cette loi de 1908, soit dit en passant, ne détruit en rien la loi de 1897, elle ne porte que sur des petits points de détail. Elle crée seulement quelque nouveau mode de crédit, comme nous l'étudierons plus tard. N'empêche que cette surveillance rigoureuse était nécessaire au Mexique. D'ailleurs, une banque n'a jamais eu à souffrir de l'ingérence des commissaires du gouvernement, et il ne semble pas, malgré les désordres actuels, que cette situation se puisse modifier.

La loi de 1908 a donc prouvé que la protection étroite dont étaient entourées les banques n'était que provisoire. « Le législateur, en 1897, réserva sagement les droits de l'avenir, il a prévu le cas où l'évolution économique du Mexique, l'habitude prolongée de l'ordre et du travail, l'accoutumance du peuple aux opérations de crédit, et aussi l'expérience acquise par la pratique du régime actuel, rendraient désirable un changement de législation. » C'est afin de le rendre plus facile qu'il a attribué à toutes les concessions de banques la même durée et le même point de départ, quelle que soit l'époque à laquelle on l'accorde. Pour les banques d'émission, la durée est de trente ans à partir de la promulgation de la loi; elle est de cinquante ans pour les banques hypothécaires et réfectionnaires.

Décentralisation et protection du crédit, telles sont les deux idées maîtresses de la loi qui a doté le Mexique d'un système de banques très sûr et très souple.

### 3<sup>e</sup> SECTION

#### —LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE 1897

Nous allons étudier :

- 1<sup>o</sup> Les conditions d'obtention et d'exploitation des concessions ;
- 2<sup>o</sup> Les banques d'émission ;
- 3<sup>o</sup> Les banques hypothécaires ;
- 4<sup>o</sup> Les banques réfectionnaires.

§ I<sup>er</sup>. *Conditions d'obtention et d'exploitation des concessions.* — Les concessions nécessaires à l'établissement d'une banque destinée à émettre des titres de crédit : billets de banque, obligations hypothécaires ou bons de caisse, ne peuvent être accordées que par le gouvernement central. Les conditions nécessaires pour l'obtention d'une concession sont les suivantes :

« Les impétrants doivent démontrer qu'ils présentent une certaine surface en effectuant, en titres de la Dette publique, un dépôt égal à 20 0/0 du montant nominal de la somme que l'établissement doit avoir en caisse pour être définitivement constitué, c'est-à-dire 20 0/0 de la moitié du capital. Ce dépôt leur sera restitué dès que les opé-

rations commenceront. La concession peut être accordée soit à une société anonyme, soit à un groupe de trois particuliers au moins, mais l'exploitation ne peut être faite que par une société anonyme mexicaine constituée dans les quatre mois qui suivent l'octroi de la concession. Les sociétés anonymes sont en effet soumises à des prescriptions étroites qu'on ne pourrait imposer à une entreprise purement privée sans violer la liberté la plus élémentaire. Elles doivent être composées d'au moins 7 associés, et, pour éviter qu'on ne fonde à la légère des établissements ne présentant pas une garantie suffisante ou incapables de rendre des services de quelque importance, on leur impose un capital minimum de 500.000 piastres pour les banques d'émission et les banques hypothécaires et de 200.000 pour les banques réfectionnaires. La société n'est constituée que lorsque ce capital est entièrement souscrit et que 50 0/0 en sont versés en numéraire. Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération. Chaque année, un prélèvement de 10 0/0 sur les bénéfices nets doit être effectué en faveur de la réserve, jusqu'à ce qu'elle atteigne un tiers du capital. »

La sévérité de ces conditions saute aux yeux. Prenons par exemple les mesures édictées par la loi française. Cette loi n'exige que le versement du quart du capital et le prélèvement de 5 0/0 seulement des bénéfices pour constituer une réserve qu'on peut cesser d'accroître lorsqu'elle atteint 10 0/0 du fonds social.



« Les banques étrangères, dit M. Jean Favre, ne peuvent émettre des titres de crédit au porteur. Il est évident qu'en créant des banques strictement nationales, le législateur a voulu non seulement que l'administration des Finances puisse garder sur elle la haute main, mais encore, qu'en cas de contestations soit avec l'Etat, soit avec les particuliers, elles ne puissent fuir devant une juridiction étrangère. »

Ceci dit, nous allons étudier :

- 1° Les banques d'émission;
- 2° Les banques hypothécaires;
- 3° Les banques réfectionnaires.

§ II. *Les banques d'émission.* — Parmi les règles applicables aux banques d'émission, les plus délicates sont celles qui ont trait aux billets de banque. La loi de 1897 s'est prononcée en faveur de la réglementation de l'émission. Mais il fallait fixer les limites de l'émission. Le Code de commerce de 1884 avait adopté le principe de la législation américaine en exigeant que la circulation soit garantie jusqu'à concurrence du tiers par un dépôt de monnaies ou de titres de la Dette. La loi de 1897 a repoussé ce système et M. Limantour en a donné le pourquoi. Il se souvient sans doute, avec raison, que la tranquillité de son pays ne date pas de bien loin et qu'il existe, dans le voisinage, quelques républiques turbulentes dont les caprices sont toujours à redouter. « Quelle serait, dit-il, l'influence d'un tel dépôt sur le crédit d'une ban

que, dans le cas où, par suite des vicissitudes de la politique intérieure, les valeurs d'Etat viendraient à baisser précipitamment? N'augmenterait-il pas plutôt l'intensité du mal; la valeur de la garantie, diminuant juste au moment où la crise générale paralyse les transactions, où le numéraire se cache, où les paiements se font avec difficulté? »

« En réalité, dit M. Jean Favre, il n'y a de réglementation naturelle que celle qui tend à équilibrer les ressources immédiates de la banque avec non seulement le montant de la circulation fiduciaire, mais l'ensemble des exigibilités à court terme dont les billets ne forment qu'une partie. Aussi faut-il approuver sans réserve les législateurs mexicains d'avoir rompu avec la routine en établissant la limitation suivante: L'émission des billets unie au montant des dépôts à vue et à un délai de préavis n'excédant pas trois jours, ne peut dépasser le double de l'encaisse métallique. »

Dans les dépôts ne sont pas compris les comptes courants à intérêts. C'est peut-être une trop large tolérance.

La seconde limitation apportée est celle-ci: l'émission des billets ne peut dépasser le triple du capital. Ici les législateurs ont été moins bien inspirés. Fixer l'émission au triple du capital, c'est limiter en quelque sorte l'extension du marché financier, c'est élever une barrière trop rigide, n'ayant rien de commun avec les besoins du marché monétaire. Mais il y a aussi la contre-partie. Comme l'a fait remarquer M. Limantour, « une

banque pourrait à la rigueur se passer de capital, puisque son rôle est de servir d'intermédiaire entre ceux qui détiennent des capitaux et ceux qui en demandent ». Il n'en est pas moins vrai qu'il est nécessaire, pour la garantie de la bonne administration, qu'elle participe elle-même, dans une proportion convenable, aux risques des opérations qu'elle entreprend avec les capitaux des autres. C'est pourquoi la loi a voulu que la responsabilité de la circulation financière ne pèse pas entièrement sur le public et que la banque y participe assez largement pour ne pas engager à la légère l'argent dont elle a la charge. Telles sont les limites apportées à l'émission : les inspecteurs sont là pour les faire respecter. Si, par hasard, ces limites sont dépassées, la banque a 15 jours pour régulariser sa situation. Si, dans ce laps de temps, la banque ne s'est pas mise en règle, on peut prononcer sa déchéance dans un délai de 30 jours : la concession lui est retirée.

Pour le billet de banque, d'après l'article 19 de la loi, « la circulation des billets repose sur l'acceptation volontaire et le public ne sera jamais obligé de le recevoir ». Le billet de banque mexicain n'a donc pas cours légal ; nul n'est tenu de le recevoir en paiement. Cependant tout a été fait pour en favoriser la circulation. A côté des grosses coupures de 100, 500 et 1.000 piastres, il en est émis de 5, 10, 20 et 50 piastres. Le remboursement des billets se fait à l'établissement émetteur, mais les succursales ne sont obligées de rembourser que

ceux qu'elles ont émis elles-mêmes. Et cela pour éviter, par exemple, qu'une succursale ne pût rembourser tous les billets qui lui seraient présentés.

En ce qui concerne l'escompte, les effets escomptés par les banques d'émission doivent porter au moins deux signatures et ne pas être à échéance de plus de six mois. On sait que, pour la Banque de France, il faut trois signatures et 90 jours de date. Cette réglementation minutieuse n'est pas très utile encore au Mexique, car l'escompte n'est pas entré dans les mœurs. Il est remplacé par les avances sur effets. Le porteur d'un effet le remet à une banque, qui lui ouvre un crédit et conserve le papier en portefeuille jusqu'à l'échéance où elle le touche elle-même. Cette pratique est assez singulière, puisque les marchés se font presque toujours à très long terme, neuf et même dix ou douze mois. « Il faut espérer, dit M. Jean Favre, que des usages plus pratiques finiront par s'introduire dans un pays qui se montre à tant d'autres égards ouvert au progrès. Grâce à l'adoption des procédés ordinaires de l'escompte, la circulation des capitaux pourrait se faire avec une vitesse trois ou quatre fois plus grande, et leur rendement augmenterait dans une proportion analogue.

Il y a des opérations qui sont interdites aux banques d'émission. Les prêts hypothécaires sont défendus à ces banques. La loi admet cependant deux exceptions :

1° La banque peut accepter une garantie hypothécaire lorsque s'amoindrit le crédit d'un de ceux qui ont envers elle une obligation quelconque ;

2° Dans le cas où la banque obtient une autorisation spéciale du ministre des Finances, celle-ci ne peut se donner que si le montant total des hypothèques consenties par l'établissement n'excède pas le quart de son capital versé et si les obligations garanties ne sont pas à échéance de plus de six mois.

Les banques d'émission ne peuvent pas non plus donner leurs billets en gage ou en dépôts, ni contracter sur eux aucune obligation. Il leur interdit enfin d'hypothéquer leurs propriétés et de donner en gage leur portefeuille.

§ III. *Les banques hypothécaires.* — La législation des banques hypothécaires est sensiblement la même au Mexique qu'en France. Elles peuvent, en effet, consentir des prêts soit à court terme, remboursables en moins de 10 ans, ou à long terme, comportant des annuités comprenant l'intérêt et l'amortissement du prêt ainsi que la rémunération de la banque. Le nombre des annuités ne peut être inférieur à dix ni supérieur à quarante, qu'elles se payent en bloc, ou soient, au contraire, divisées en versements trimestriels ou semestriels.

Les prêts ne peuvent se faire que sur première hypothèque et pour une somme n'excédant pas la moitié de la valeur de la propriété, déterminée par experts, si l'on ne s'en tient pas à l'évaluation cadastrale. Quand la valeur de la propriété est représentée pour plus de moitié par des immeubles, l'avance est réduite à 30 0/0. Seuls sont acceptés



en garantie les immeubles situés dans les Etats où l'établissement prêteur a son siège social.

En représentation de ces prêts, la banque émet des obligations hypothécaires garanties non pas par telle ou telle propriété hypothéquée, mais par l'ensemble des gages consentis. Ces obligations sont nominatives ou au porteur et divisées en coupures de 100, 500 et 1.000 piastres. « La loi, dit M. Jean Favre, s'est efforcée de faire de ces banques le type des placements sûrs et de leur créer un marché aussi large que possible. Elle a, dans ce but, édicté une mesure qu'on ne retrouve dans aucune autre législation et qui contribue largement à donner toute tranquillité aux porteurs : les banques hypothécaires doivent toujours conserver par devers elles un fonds en monnaie liquide suffisant pour effectuer le service des obligations au moins six mois à l'avance. En outre, les obligations jouissent d'un droit de préférence sur le capital et les réserves de la banque. »

En dehors des prêts aux particuliers, les banques hypothécaires peuvent faire des avances pour les travaux publics ; des avances sur titres à six mois, acheter des titres pour leur propre compte, mais leur portefeuille ne doit contenir aucune valeur minière. La réglementation des banques hypothécaires n'offre, en somme, rien de bien original.

§ IV. *Les banques réfectionnaires.* — La banque réfectionnaire distribue deux genres de crédit : le



crédit agricole, le crédit aux entreprises minières. Le principe sur lequel reposent les banques réfectionnaires est celui-ci : se procurer les capitaux nécessaires aux prêts, par l'émission de titres de crédit spéciaux, appelés bons de caisse, portant intérêt et remboursables en trois mois au minimum et deux ans au maximum. Les fonds sont prêtés aux entreprises agricoles ou minières à échéance maxima de deux ans. L'échéance est donc la même, mais les conditions des prêts diffèrent suivant qu'ils sont consentis à une entreprise agricole ou à une entreprise minière. Pour l'entreprise minière, les conditions sont bien plus dures. Le prêt ne peut être accordé qu'après qu'une expertise a démontré que, dans des conditions normales, les produits de l'exploitation seront suffisants pour assurer le remboursement dans le délai fixé. Si l'avance est faite, la banque a le droit de surveiller la gestion d'affaire. Elle se rend compte si les fonds prêtés sont employés pour ce à quoi ils étaient destinés. Elle encaisse à mesure qu'ils se réalisent les produits de l'exploitation.

Ce sont là des conditions très étroites qui ont été certainement la cause du peu de succès de ces banques. Les bons de caisse semblent bien ne pas constituer, de plus, un placement bien intéressant, car l'état des capitaux, au Mexique, ne permet pas encore le développement rapide de ces bons de caisse. Des précautions ont été prises pour donner à ces titres toute sécurité. Leur montant ne doit pas excéder l'encaisse métallique et les valeurs

immédiatement réalisables. Ces banques, d'autre part, doivent s'abstenir de certaines opérations dangereuses, telles que les participations et l'exploitation directe d'une entreprise industrielle.

En résumé, les banques réfectionnaires sont encore à leur début au Mexique, mais rien ne prouve qu'elles ne se développeront pas dans un avenir prochain.

#### 4<sup>e</sup> SECTION

##### LE DÉVELOPPEMENT DES BANQUES SOUS LE RÉGIME DE LA LOI DE 1897

Nous allons examiner :

1<sup>o</sup> Le nombre, l'importance et la répartition des banques dans les Etats, le développement des principales opérations ;

2<sup>o</sup> Les banques qui jouent un rôle particulier ;

3<sup>o</sup> La situation financière des banques ;

4<sup>o</sup> Les bénéfices réalisés et leur répartition ;

5<sup>o</sup> Les actions des banques à Mexico.

§ I. *Nombre, importance, répartition des banques dans les Etats. Développement des principales opérations.*— En 1897, le Mexique possédait 8 banques. Il en possède aujourd'hui 34. Sur ces 34, 2 sont des banques hypothécaires, 28 sont des banques d'émission. Au point de vue de l'importance

de leur capital, voici comment se répartissaient les 34 banques du Mexique (fin 1907) :

1 au capital de 32.000.000 piastres.

|   |   |            |       |
|---|---|------------|-------|
| 1 | — | 21.500.000 | —     |
| 1 | — | 21.000 000 | —     |
| 1 | — | 12 000.000 | —     |
| 1 | — | 10.000.000 | —     |
| 3 | — | 6.000.000  | —     |
| 2 | — | 5 000.000  | —     |
| 3 | — | 3.000 000  | —     |
| 1 | — | 2 500 000  | —     |
| 3 | — | 2.000.000  | —     |
| 1 | — | 1.600.000  | —     |
| 2 | — | 1.500 000  | —     |
| 1 | — | 1.400.000  | —     |
| 8 | — | 1.000.000  | —     |
| 2 | — | 800.000    | —     |
| 2 | — | 500.000    | —     |
| 1 | — | 200.000    | — (1) |

En 1913, il faut ajouter la Banque Mexicaine du Commerce et de l'Industrie au capital de 10.000.000 de piastres et une nouvelle Banque Agricole au capital de 10.000.000 de piastres.

Toutes ces banques sont en pleine progression et elles augmentent assez fréquemment leur capital. Quand nous disons en pleine progression, nous passons sous silence les événements qui depuis deux ans troublent le Mexique, et qui ne seront que passagers, il faut l'espérer. Le bilan suivant donne une idée des progrès accomplis de 1897 à fin 1910 :

---

(1) Jean Favre. — Les Banques au Mexique.

**PASSIF (en Piastres)**

|                                 | 1897       | 1900       | 1903        | 1905        | 1906        | 1910        |
|---------------------------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Capital.....                    | 41.150.000 | 73.200.000 | 105.850.000 | 152.059.350 | 158.100.900 | 196.900.000 |
| Réserves .....                  | 6.340.000  | 12.170.000 | 19.968.621  | 30.022.729  | 54.056.757  | 72.727.008  |
| Circulation....                 | 46.037     | 72.681.000 | 84.282.709  | 94.141.407  | 97.787.878  | 109.000.000 |
| Dépôts.....                     | »          | »          | 14.284.421  | 47.581.074  | 64.107.608  | »           |
| Comptes cour...<br>(Créditeurs) | 54.497.000 | 88.109.000 | 173.407.422 | 259.028.569 | 285.256.842 | »           |

**ACTIF (en Piastres)**

|                                | 1897       | 1900       | 1903        | 1905        | 1906        | 1910        |
|--------------------------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Encaisse.....                  | 38.457.000 | 50.146.000 | 71.564.982  | 68.312.005  | 64.909.345  | »           |
| Portefeuille-<br>effets .....  | 42.960.000 | 97.514.000 | 131.749.473 | 169.402.605 | 194.484.864 | 227.729.000 |
| Prêts sur gages,               | 54.345.000 | »          | 62.501.283  | 88.252.864  | 105.283.228 | »           |
| Comptes cour...<br>(Débiteurs) | 29.421.000 | 40.250.000 | 108.280.745 | 204.814.689 | 243.512.029 | » (1)       |

Remarquons qu'en une seule année, du 31 décembre 1905 au 31 décembre 1906, le capital a augmenté de 16 millions de piastres.

(1) Statistique publiée par M. Jean Favre : « Les Banques au Mexique ».

§ II. *Les banques qui jouent un rôle particulier.*

— Il nous est impossible d'examiner une à une toutes les banques actuellement constituées au Mexique. Nous en examinerons seulement deux en détail: la Banque Nationale et la Banque Centrale du Mexique. Ce sont celles qui sont les plus prospères et ce sont aussi celles qui ont été le plus atteintes en 1912-1913. Nous donnons leur situation respective en fin 1908 et en 1913 pour montrer combien l'état troublé du pays a été à toutes deux préjudiciable.

A. *La Banque Nationale du Mexique.* — Ses origines, on le sait, sont françaises. Lorsque, en 1898, fut votée la loi sur les banques et qu'on admit le principe de la pluralité des banques d'émission, c'était contraire à l'acte de concession de la Banque Nationale, en vertu duquel le gouvernement s'engageait à ne pas permettre la création de nouvelles banques d'émission. Il fallait obtenir (c'était une question d'honnêteté) que la nouvelle banque se dessaisît de son privilège. « La transaction qui intervint reposait sur les bases suivantes: La banque consentit à la création de nouvelles banques d'émission; elle accepta, en outre, d'élever de 2 à 4 millions le montant de ses avances au Trésor fédéral, d'abaisser de 2 0/0 à 1 3/4 0/0, tous frais et risques compris, la commission qu'elle percevait pour le service de la trésorerie, et de 2 0/0 à 1 0/0 la commission qui lui était allouée pour le service de la dette. Enfin, elle ouvrait un

crédit en compte courant de 500.000 piastres à 3 0/0 au Nacional Monte-de-Piedad. En échange de ces concessions, elle obtenait une prolongation de durée de 15 ans et l'assurance que le Mont-de-Piété n'exercerait ni ne céderait, pendant dix ans, la faculté dont il jouit de mettre en circulation des certificats de dépôts ou des billets remboursables à vue et au porteur. » La Banque Nationale du Mexique est restée le trésorier de l'Etat et son appui financier direct. Sa situation, qui n'a cessé de s'accroître, a cependant subi un fléchissement en 1913. En fin 1908, les actions étaient cotées à Paris (actions de 100 piastres), 1.035 francs, soit, pour un dividende de 51,13, un revenu de 4,91 0/0. Mais, en 1913, ces actions avaient baissé; au mois de septembre elles étaient à 767 francs à la Bourse de Paris. Cependant, en fin septembre, la reprise s'est accentuée pour retomber au 30 novembre bien au-dessous à 590.

B. *La Banque Centrale Mexicaine et les relations des banques entre elles (situation au 4 décembre 1906).* — C'est le type des banques locales mexicaines, en même temps qu'elle constitue pour les banques locales une sorte de *clearing-house* qui facilite la liquidation de leurs opérations et l'échange de leurs billets. Elle fut créée en février 1899 et devint rapidement une banque de premier ordre à l'existence de laquelle sont intéressés les établissements de crédit. Pour jouir des franchises qu'elle accorde, les banques des Etats doi-



vent posséder un nombre de ses actions dont la valeur, entièrement versée, doit être égale à 10 0/ au moins du capital nominal qu'elles avaient au 31 décembre 1901. Voici quel est le mécanisme de la banque d'après M. Jean Favre: « Le capital de la banque a été divisé en deux séries. Les actions de la série A, numéros 30.000 à 210.000, représentent le capital souscrit par les actionnaires en général. La série B, numéros 1 à 30.000, est réservée aux banques. Les actions qui la composent sont nominatives; elles ont été souscrites par les banques et ne peuvent circuler qu'entre elles. Quand un établissement nouveau se fonde, si le nombre d'actions de la série B est insuffisant, il achète des actions A et les dépose à la caisse de la Banque Centrale contre un certificat mentionnant qu'elles sont soumises aux mêmes conditions que les titres de la série B. Dix ans après l'acte social, avec autorisation de la majorité des actionnaires B, les banques pourront échanger les actions B contre les actions A » (1).

Les rapports entre la Banque Centrale et les banques régionales sont réglés par un contrat annuel. Voici les causes du contrat de 1908: « Chaque banque régionale possède à la Banque Centrale un compte courant dont le solde débiteur peut atteindre 10 0/0 de son capital versé. Ce compte courant est à intérêts différentiels: 5 0/0

---

(1) Jean Favre: « Les Banques mexicaines ».

au crédit, 7 1/2 0/0 au débit. Ce compte courant est liquidé et les intérêts sont capitalisés tous les six mois. Quand le solde créditeur de la banque régionale est supérieur à 10 0/0 de son capital, le taux des intérêts qui lui sont bonifiés est élevé de 3 0/0. Si, au contraire, elle a un solde débiteur dépassant la limite fixée, la Banque Centrale peut se couvrir à ses frais et le taux des intérêts qu'elle paie est augmenté de 2 0/0. La Banque Centrale achète des billets de chaque banque régionale jusqu'à concurrence du crédit qui lui est ouvert. Celle-ci doit les rembourser au pair avant la fin de l'exercice. La Banque Centrale escompte les lettres de change qui lui sont remises par les banques régionales ».

Une chose assez curieuse est la solidarité de la Banque Centrale avec les banques régionales. Qu'une d'elles soit en danger : immédiatement la Banque Centrale est là pour la soutenir avec l'appui des autres banques. En somme, la Banque Centrale joue le rôle d'une Chambre de compensation.

En 1905, sur l'initiative de la Banque Centrale, un *clearing-house* a été créé à Mexico pour les banques de la capitale. Dès la première année, le mouvement des opérations a été de S. 428.732.842. 10.

La situation, en 1912, était loin d'être brillante, mais encore une fois tout cela n'est que passer. Vers le milieu de 1912, ses actions baissèrent d'une façon appréciable. Alors se répandit le

bruit que cet établissement avait consenti à la Société Foncière du Mexique un ensemble de prêts se montant à 5 millions de piastres environ et qu'il éprouverait de grandes difficultés à faire rentrer cette créance. Les bruits les plus défavorables coururent sur la Société Foncière. Cette entreprise, d'ailleurs, était suspecte au gouvernement madériste, parce qu'elle émanait du gouvernement antérieur. Avec Huerta, la Foncière Mexicaine a vu la situation se consolider. Et la créance de la Banque ne fut plus compromise. En février 1911, les réserves se montaient à 7.400.000 piastres et l'excédent de son actif liquide sur ses dettes dépassait 39 millions de piastres. En mai 1912, se passèrent les événements que nous venons de signaler. En 1913, en mai, la situation de la Banque Centrale devint de nouveau très précaire. Les actions qui étaient cotées en 1908, à Paris, 440 francs, étaient, en mai 1913, à 249; en juillet de la même année à 99, limite la plus basse qui ait été atteinte, et, en septembre, elles remontèrent à 132, avec tendance à la hausse pour retomber aux environs de 99 en fin novembre. Ici encore, il est bien certain que les événements politiques n'ont pas été étrangers à cette baisse véritablement effrayante.

§ III. *Situation financière des banques en fin 1907*

— Nous examinons la situation financière des banques en fin 1907 seulement parce que, à partir de 1911, la situation du pays étant troublée, les

banques ont forcément été défavorablement impressionnées par les événements. Aussi y eut-il un léger recul au point de vue du crédit. Il nous a donc paru bon d'exposer la situation prospère de 1907, qui se continuera bientôt quand l'ordre sera rétabli. Les événements d'aujourd'hui ne sont qu'un entr'acte après lequel la prospérité renaîtra, à n'en pas douter.

A l'actif, l'or figure dans la composition de l'encaisse pour S. 42.218.000, sur un total de S. 72.559.000. En 1905, l'encaisse était constituée par S. 63.312.000 en argent et 86.106.000 en billets des autres banques. « La comparaison de ces deux états de caisse, dit M. Jean Favre, à une année d'intervalle, montre que la réforme monétaire franchit rapidement son étape finale: la substitution de l'or à l'argent dans la circulation. Celle-ci a été facilitée par la hausse du métal argent, qui a permis de vendre avantageusement un stock considérable de piastres et de le remplacer par de l'or. C'est ce que les banques n'ont pas manqué de faire pour leur encaisse. En jetant sur le marché une grande quantité de métal, elles ont enrayé une hausse qui eût pu devenir nuisible, en même temps que, par des achats d'or, elles fortifiaient leur position internationale (1). »

La composition de l'encaisse a d'ailleurs été sévèrement réglementée. Seules sont admises

---

(1) Jean Favre : « Les Banques mexicaines ».

dans le calcul de la limite de l'émission des billets les monnaies « effectives » d'or et d'argent. Quant aux billets des autres banques, ils sont exclus du calcul de la limite de l'émission.

Le portefeuille commercial se compose d'effets donnés en gage, d'avances faites par la banque. Les avances sur effets sont généralement fructueuses en raison du taux élevé de l'intérêt: 8 0/0 à 9 0/0 dans le premier semestre 1906, 7 0/0, 6.80 0/0 à la fin de 1910, 9 0/0 à 9.50 0/0 au début de 1912. Ces avances sont aussi très sûres. D'ailleurs, le portefeuille est fréquemment vérifié par les commissaires du gouvernement.

Les prêts sur gages consistent en prêts sur titres.

Les prêts hypothécaires sont peu en honneur; ils n'occupent qu'une place secondaire dans l'activité des banques d'émission. Ordinairement, ils représentent des prêts sur gages, auxquels on a ajouté une garantie hypothécaire.

Le portefeuille titres figure sous le nom de « valeurs disponibles ». Ces titres sont tous des fonds d'Etat ou des valeurs industrielles jouissant d'un marché suffisant pour qu'on puisse les vendre. Ils ne comportent ni participations, ni valeurs non cotées. « Les banques, dit M. Jean Favre, restent d'ailleurs étrangères aux émissions de titres de société. Le Mexique ne connaît pas encore les lancements à grand fracas, les syndicats de garantie, ni aucun des procédés nécessaires mais dangereux de nos banques modernes. Ce sont la plu-

part du temps les sociétés qui émettent leurs propres titres, avec le concours des banquiers particuliers ou des banques sans concessions, qui sont surtout des courtiers en valeurs. Mais les établissements de crédit n'y peuvent participer et l'on ne risque pas de trouver, dans un portefeuille, de titres provenant d'émissions manquées ou à moitié réussies. »

Les comptes courants débiteurs sont des plus importants. Ils représentent, pour la Banque Centrale, les crédits ouverts aux banques régionales; pour les banques régionales, les soldes créditeurs qu'elles peuvent posséder soit à la Banque Centrale, soit entre elles. Ces comptes courants débiteurs représentent encore les crédits accordés au commerce et à l'industrie, toujours après l'approbation des garanties par les commissaires du gouvernement. Sur le compte « Immeubles », il n'y a qu'à signaler que son total est très modeste.

Etudions maintenant le passif. Nous avons vu combien rapidement s'était accru le capital des banques. C'est que rien n'a été négligé pour le rendre aussi important que possible. Mais il y avait, dans les principales banques, à côté du capital actions un certain nombre de parts de fondateurs qui venaient réduire la part des actionnaires dans les bénéfices. La Banque Nationale réduisit ces parts sans aucune formalité; la Banque Centrale, au contraire, procéda au rachat.

Les réserves se sont accrues en même temps que le capital. Au total, elles dépassent la propor-



tion de un tiers établie par la loi; cela ne veut pas dire que chaque banque en est là. Car, dans le total, la Banque Nationale a une réserve de 39 millions sur 53 de capital (depuis 1908, le capital a été porté à 56 millions). C'est la seule banque qui possède réellement la réserve légale.

Donc, en définitive, toutes ces opérations se développent graduellement; seule la circulation fiduciaire reste peu élevée. On peut voir, en effet, d'après le bilan général dressé au début, combien cette constatation est vraie. En 1898, la circulation fiduciaire s'élevait à 56 millions de piastres; en 1903, à 84 millions; en 1906, à 97 millions; en 1910, 109 millions.

Il y a deux raisons à cela. D'abord, le billet de banque mexicain n'ayant pas cours légal, personne n'est obligé de l'accepter; ensuite, grâce à sa forte production d'argent, le Mexique a toujours eu en abondance la monnaie métallique dont il a continué de se servir comme auparavant. Avec l'adoption de l'étalon d'or et la suppression de la frappe libre, la circulation fiduciaire a pris une plus grande importance.

Les *bons de caisse et obligations* n'ont aujourd'hui que peu d'importance. Nous avons expliqué le peu de succès des banques réfectionnaires. En dehors de la Banque Centrale, il existe la « Banque commerciale réfectionnaire », au capital de S. 200.000; la Banque Mexicaine de commerce et d'industrie, au capital de 10 millions de piastres. Parmi les banques hypothécaires, il faut citer la

« Banque internationale et hypothécaire », dont les prêts hypothécaires s'élevaient, en 1906, à S. 13.228.000, et elle a pour S. 13.023.000 d'obligations en circulation. En 1910, les prêts hypothécaires se sont élevés à S. 21 environ et elle avait pour S. 20 d'obligations en circulation. Il faut encore mentionner la « Banque agricole et hypothécaire ».

Mais le système des *comptes courants* a toutes les préférences de la clientèle. Et ceci s'explique. Le dépôt est une opération commercialement utile, mais c'est surtout un compte de capitaliste qui laisse son argent à la banque pour que celle-ci le fasse fructifier. Le compte courant, avec sa double face crédit et débit, a une plus grande utilisation.

En examinant, d'une manière générale, le bilan des banques du Mexique, nous trouvons que les engagements de ces banques se balancent avec leurs ressources de la manière suivante :

Exigibilités immédiates :

|                         |                   |
|-------------------------|-------------------|
| Circulation .....       | 97.788.000        |
| Dépôts à vue.....       | 36 823.000        |
| Comptes créditeurs..... | 285 257 000       |
|                         | <hr/> 419.893 000 |

Engagements à terme :

|                            |                   |
|----------------------------|-------------------|
| Bons et obligations. ....  | 18.867.000        |
| Dépôts à terme fixe.....   | 27.279.000        |
| Total des engagements..... | <hr/> 466.019.000 |

## Disponibilités immédiates :

|                          |                    |
|--------------------------|--------------------|
| Encaisse .....           | 72.559.000         |
| Prêts sur gages.....     | 165.283.000        |
| Comptes débiteurs.....   | 242.512.000        |
| Valeurs disponibles..... | 24.512.000         |
|                          | <u>444 866.000</u> |

## Réalisables à terme :

|                             |                    |
|-----------------------------|--------------------|
| Effets en portefeuille..... | 194.485.000        |
| Prêts hypothécaires .....   | 23.047.000         |
|                             | <u>217.532.000</u> |

Total des ressources (1)..... 662 398 000

Excédent des ressources sur les engagements 496.379.000

4° *Les bénéfices réalisés et leur répartition (en fin 1906).* — Nous allons maintenant voir par ses résultats que la loi de 1897 fut excellente. Les bénéfices nets réalisés par les banques du Mexique, en général étaient de 14,1 0/0, en 1906; 15 1/4 0/0 en 1909, et 7,2 0/0 en 1912.

La moyenne s'établit, pour toutes les banques en général: 14,1 0/0 en 1906; elle a atteint même 15 1/4 en 1909; il est probable qu'en 1911 il y a eu un fléchissement. Le tableau ne comprend que les bénéfices ordinaires résultant des opérations courantes, « mais, dit M. Jean Favre, plusieurs éta-

---

(1) Statistique publiée dans le livre de M. Jean Favre « Les Banques au Mexique ».

blissements ont pu, à l'occasion d'une augmentation de capital, réaliser des primes considérables sur l'émission de leurs actions nouvelles. Si le montant de ces sommes n'a pas profité directement aux actionnaires, il a servi à fortifier largement la situation financière des banques. En voici le détail :

|                                            |           |
|--------------------------------------------|-----------|
| Banque de Londres y Mexico.....            | 5.880.809 |
| — Centrale Mexicaine .....                 | 1.020.000 |
| — de Guanajuato.....                       | 6.500     |
| — de Hidalgo.....                          | 75 000    |
| — de Jalisco.....                          | 160.000   |
| — Mercantile de Yucatan.....               | 1.000.000 |
| — de Sonora.....                           | 170.970   |
| Total.....                                 | 8 313 279 |
| Amortissement des parts de fondateurs..... | 300.000   |
| Reste .....                                | 8.013 279 |

Les bénéfices totaux à fin 1905 se sont élevés en réalité à :

|                           |            |
|---------------------------|------------|
| Bénéfices ordinaires..... | 18.591.413 |
| — extraordinaires.....    | 8.013.279  |
| Bénéfices totaux (1)..... | 26.604.692 |

Sur cette somme les réserves ont reçu :

|                                                |            |
|------------------------------------------------|------------|
| Relèvement sur les bénéfices ordinaires.....   | 2.596.284  |
| Montant total des bénéfices extraordinaires... | 8.013.279  |
| Total .....                                    | 10.609.563 |

---

(1) Voir Jean Favre « Les Banques au Mexique ».

En 1905, la Banque internationale hypothécaire et la Banque d'Aguascalientes seules n'ont pas distribué de bénéfices.

En fin 1910, les bénéfices totaux (d'après une statistique officieuse) se sont élevés à :

|                            |            |
|----------------------------|------------|
| Bénéfices ordinaires ..... | 30.000.000 |
| — extraordinaires .....    | 10.000.000 |
| Bénéfices totaux .....     | 40.000.000 |

5° *Les actions des banques à Mexico (en fin 1906).* — Un tableau est nécessaire pour saisir les principales. Ce tableau comprend les dividendes touchés par les titres des banques mexicaines, leur cours au 31 décembre 1906 et au 1<sup>er</sup> janvier 1910, et leur taux de capitalisation. Toutes ces actions sont au nominal de 100 piastres et toutes sont au-dessus du pair; la plus-value moyenne était de 64.2 0/0 en 1906.

| BANQUES                 | DIVIDENDE |       | Cours au<br>31 Déc. 1906 |       | cours au<br>31 Déc; 1910 |       | Taux de capita-<br>lisation en 1906 |       |
|-------------------------|-----------|-------|--------------------------|-------|--------------------------|-------|-------------------------------------|-------|
|                         | Actions   | Parts | Actions                  | Parts | Actions                  | Parts | Actions                             | Parts |
| Nationale du Mexique. r | 18        | 13    | 393                      | »     | 480                      | »     | 4,5                                 | »     |
| Central Mexicano. r     | 10        | »     | 189                      | »     | 196                      | »     | 5,5                                 | »     |
| Agrícola y hypothécaria | 7         | 2,22  | 126                      | 47    | 152                      | »     | 5,5                                 | 4,8   |
| De Sonora. . .          | 14        | »     | 235                      | »     | 241                      | »     | 5,9                                 | »     |
| De Zacatecas. .         | 12        | 35    | 145                      | 215   | 149                      | »     | 8,9                                 | 16,3  |

Le taux de capitalisation qui, en France, nous paraîtrait élevé, est tout à fait normal au Mexique. Le taux du loyer de l'argent est inférieur au taux de capitalisation des principales valeurs.

## LA LOI DE 1908 ET LA CRÉATION DE NOUVELLES BANQUES

Nous avons dit que la loi de 1908 n'avait pas modifié l'économie générale de la loi de 1897, mais avait seulement introduit quelques points de détail. Nous ne la passerons donc pas en revue. Nous mentionnerons, au contraire, la création, en 1908, d'une nouvelle banque, « La Coja de Prestamos para obras de Irigacion y Fomento de la Agricultura (capital, 10 millions), sorte de Crédit foncier fondé par les quatre grands établissements financiers de Mexico, avec un capital de 10 millions de piastres; cette institution fait des prêts hypothécaires sur garantie pouvant aller jusqu'à 15 ans et des prêts sous la responsabilité d'une banque à charte avec délai limité à trois ans; le taux des prêts est de 7 0/0 et il devra être abaissé si la caisse arrive à se procurer des fonds à 5 0/0. Le gouvernement garantit le capital et les intérêts des bons émis par la caisse, le total des émissions ne pouvant dépasser 50 millions de piastres. Le gouvernement, qui possède une action, est représenté dans le Conseil par trois administrateurs sur 15 membres. Il a le droit de veto pour le consentement des prêts.

Cette nouvelle banque, disons-nous, est une sorte de Crédit foncier. A ce propos, notons l'importance prise par ce genre d'établissement en Amérique. Il existe, en effet, un Crédit foncier « du



Brésil et de l'Amérique du Sud », celui-là en plein développement. Cet établissement a procédé, il y a quelques mois, au placement de 75.000 obligations de 500 francs 5 0/0, remboursables en 50 ans à partir de 1915, soit par tirages au sort, soit par rachat sur le marché. Ces titres, offerts au public au prix de 480 francs, et la société prenant à sa charge les impôts français actuellement existants, le rendement net de l'obligation ressort donc à 5.20 0/0, sans tenir compte de la prime d'amortissement. Le Crédit foncier du Brésil et de l'Argentine est une société anonyme française au capital de 50 millions de francs, qui a clos, au 31 décembre 1912, son troisième exercice social. Depuis sa constitution, ses opérations ont suivi une progression rapide; les prêts effectués pendant chacun des trois exercices se sont élevés respectivement:

|           |                   |
|-----------|-------------------|
| en 1910 à | 1.300.000 francs. |
| en 1911 à | 17.600.000 —      |
| en 1912 à | 24.600.000 —      |

Les bénéfices sociaux, de 374.000 francs pour 1910, se sont élevés pour 1911 à 478.000 francs, et pour 1912 à plus de 1 million 600.000 francs. L'extension du Crédit foncier vient de ce que ces pays sont en plein développement économique. Il faut souhaiter au Crédit foncier du Mexique une pareille vitalité.

La conclusion que nous consacrerons à cette étude sera brève. Elle tiendra en deux mots: les

capitaux sont assurés, au Mexique, de croître rapidement et en sécurité.

Le gouvernement de Diaz eut sa part de gloire dans cet essor économique sans précédent, car ce fut lui qui fut le principal artisan de la prospérité. Son sens pratique des affaires, son souci constant de la sécurité, le guidèrent uniquement. Eviter toutes fausses réclames et toute spéculation dangereuse, rendre une crise impossible, tel fut son but. C'est ce que constatait, il y a quelques mois, un Américain, M. Couley, dans *The Appleton's Magazine*: « Une panique financière due à une réaction, après une période de grande prospérité comme il s'en produit de temps en temps aux Etats-Unis, est impossible au Mexique. Si une dépression se manifeste, elle sera due entièrement à des causes naturelles. Il ne peut y avoir excès de spéculation, ni fausse capitalisation, ni inflation artificielle des valeurs, à cause : 1° de l'esprit naturellement conservateur du peuple ; 2° de la rareté du capital ; 3° de la surveillance étroite exercée par le gouvernement sur les affaires de toutes les sociétés. Les occasions que l'on trouve de tirer de larges profits de placements ordinaires écartent en partie la tentation de spéculer ».

Cette sécurité a fait affluer les capitaux étrangers. En 1905-1906, l'Europe et l'Amérique ont envoyé au Mexique 86.500.000 pesos, dont 9.900.000 ont été investis en entreprises industrielles, 7.500.000 dans les mines, 3.500.000 en exploitations

agricoles, 6.000.000 dans les chemins de fer et 57 millions 600.000 dans les banques.

La recrudescence des troubles dans la République mexicaine a eu de graves conséquences sur le marché financier. Le rapport d'équivalence fixé entre l'or et l'argent, et qui était fixé à 32 gr. 58 d'argent pour 1 gramme d'or, a été détruit. La parité légale, qui donnait à la piastre une valeur de 2 fr. 58, n'existe plus depuis les premiers jours de novembre. La piastre ne vaut plus que 1 fr. 30; si nous ajoutons que le « cours forcé » a été établi, on voit d'ici quelles graves répercussions il s'ensuivra et quelle énergie il faudra déployer pour relever les ruines accumulées. Et les valeurs des banques elles-mêmes, où en sont-elles? Nous allons nous rendre compte de leur déchéance progressive.

Nous prendrons les chiffres des actions d'octobre au 12 décembre 1913. Les actions de la Banque Nationale qui étaient à 688 tombent à 600, le 11 décembre. Les actions de la Banque Centrale qui étaient à 130 tombent au 10 décembre à 95,90, au 19 décembre à 85.

Remarquons que, malgré le cours forcé, la Banque Nationale du Mexique et la Banque de Londres et de Mexico délivrent de l'argent aux déposants, mais en quantités restreintes.

Nous pourrions établir un parallèle entre les différents mouvements des valeurs de ces banques et les événements politiques. La situation semble-t-elle devenir plus claire, les banques voient leurs actions se relever. Au contraire, la situation de-

vient-elle troublée et les Etats-Unis menacent-ils davantage? Toutes les actions baissent. Par exemple, le 8 novembre fut une journée très mauvaise politiquement, elle le fut aussi économiquement.

---

## CHAPITRE V

### LES FINANCES

On a cité souvent ce mot de Thiers : « Dans ces vastes marchés de fonds publics qui ont été, sous le nom de bourses, établis dans toute l'Europe, chaque jour la sagesse, la prudence, l'habileté des gouvernements sont mises à l'enchère, et, selon le prix qu'en offrent de fins observateurs, la confiance monte ou s'abaisse, les affaires marchent ou s'arrêtent, le bien-être public s'étend ou s'évanouit ». « Cette description, dit M. Paul Leroy-Beaulieu, si élégante et si succincte de la mesure du crédit chez les peuples modernes, est d'une saisissante vérité. » Si on applique au Mexique cet instrument à la fois si délicat et si précis d'évaluation des finances d'un pays, on remarque, qu'à l'entrée du xx<sup>e</sup> siècle, il fournit des constatations très favorables.

En octobre 1901, à Londres, la Rente mexicaine 5 0/0 se cotait à 99, c'est-à-dire presque au pair; à Paris, cette rente, payable en argent, se cotait 44 et 45; comme l'argent perdait à cette époque 50 0/0 de sa valeur nominale, on voit que la rente était bien près du pair.

Le 11 juin 1903, la Rente mexicaine 5 0/0 émise en 1899 cotait à Londres 102 5/8; le 5 0/0 intérieur

se tenait à Paris en banque à 42 fr. 40, le métal argent perdait alors 59 0/0 de sa valeur; la rente était au pair.

En juin 1908, le 5 0/0 1899 était coté à 105 francs, soit un revenu de 4.761 0/0; le 5 0/0 intérieur atteignait 46 et 47.

En février 1913, le 5 0/0 1899 était coté à 101.20 et le 5 0/0 intérieur à 47.10.

En outre, les obligations 4 0/0 des chemins de fer nationaux, garanties par le gouvernement, étaient cotées 497 francs en mai 1909 et 473 en juillet 1913.

Donc, pour le Mexique, on peut dire que la situation est très bonne, malgré le léger fléchissement de l'année 1913, fléchissement provenant de l'état troublé du pays. Au début du xix<sup>e</sup> siècle, le Mexique empruntait à 5 0/0; aujourd'hui il emprunte à 4 0/0. C'est un taux très favorable que les Etats de l'Amérique du Sud en pleine prospérité ont mis longtemps à atteindre. La plupart des emprunts du Chili, en 1903, se cotaient à Londres sur le pied d'un revenu de 5 1/2 0/0 et ceux de l'Argentine et du Brésil de 5 1/4 0/0 à 5 1/2 0/0. Au contraire, les divers emprunts mexicains émis d'abord à 8 0/0 se sont progressivement abaissés jusqu'au 3 0/0.

|                                                         |      |   |          |                 |
|---------------------------------------------------------|------|---|----------|-----------------|
| Emprunt 1888 taux de l'intérêt 8,0104 % avec garanties. |      |   |          |                 |
| —                                                       | 1890 | — | 6,9503 % | —               |
| —                                                       | 1893 | — | 9,8696 % | —               |
| —                                                       | 1899 | — | 5,3184 % | —               |
| —                                                       | 1904 | — | 4,8067 % | sans garanties. |



Un coup d'œil jeté sur les statistiques générales, portant sur les recettes et les dépenses, nous fera mieux voir les progrès accomplis (1) :

| Années                                  | Recettes<br>(en piastres) | Dépenses<br>(en piastres) | Excédent +<br>Déficit — |
|-----------------------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------------------|
| 1822                                    | 9.328.000                 | 13 500 000                | — 4.172.000             |
| 1843                                    | 34.138.000                | 34 035 000                | + 103.000               |
| 1844                                    | 34.253.000                | 34.196 000                | + 57.000                |
| 1845                                    | 24.000.000                | 23 996 000                | + 4.000                 |
| 1846                                    | 25.135.000                | 25.864.000                | — 729.000               |
| 1847                                    | 26.107.000                | 26.373.000                | — 266.800               |
| 1848                                    | »                         | »                         | »                       |
| 1849                                    | »                         | »                         | »                       |
| 1852                                    | 10.044.000                | 10.475.000                | — 431.000               |
| 1863                                    | 8.092 000                 | »                         | »                       |
| 1864                                    | »                         | »                         | »                       |
| 1866                                    | 5.057.000                 | 5.650.000                 | — 593.000               |
| 1867                                    | 5.103.000                 | 5.709.000                 | — 606.000               |
| 1881                                    | 20.470.000                | 20.715.000                | — 245.000               |
| 1884                                    | 30.545.000                | 27.192 000                | + 3.353.000             |
| 1885                                    | 32.312.000                | 29.996.000                | + 2.316.000             |
| 1885                                    | 30.545.000                | 27.192.000                | + 3.353.000             |
| 1891-1892                               | »                         | »                         | — 3.765.000             |
| 1892-1893                               | »                         | »                         | — 6.157.000             |
| 1901-1902                               | 61.694.000                | 61.577.000                | + 116.514               |
| 1902-1903                               | 76 023.416,11             | 68.222.522,20             | + 7.800.893,91          |
| 1911-1912<br>(1 <sup>er</sup> semestre) | 38.281.000                | »                         | »                       |
| 1912-1913<br>(1 <sup>er</sup> semestre) | 42.710.660                | »                         | » (2)                   |

(1) Voir cette statistique jusqu'à 1904. — Dans « Le Mexique au xx<sup>e</sup> siècle », Chapitre « Finances ».

(2) De 1904 à 1913. « Économiste Français ».

Nous avons vu que le Mexique eut à subir, au cours du xix<sup>e</sup> siècle, une crise très grave, qui aurait pu lui être funeste à tous les points de vue, s'il n'avait eu à sa tête des hommes intelligents et énergiques qui surent, dans la mesure du possible, conjurer le danger, je veux dire la baisse du métal argent. Immédiatement, de grandes économies furent réalisées qui permirent de payer les emprunts qu'on avait dû faire, c'est-à-dire près de 10.751.000 piastres prêtées par les banques. Tous les revenus propres au district fédéral étaient engagés à la banque de garantie des intérêts et de l'amortissement d'un prêt de 4.000.000 de piastres. Les revenus des douanes dont on pouvait disposer n'étaient que de 12.63 0/0 du produit total, tout le reste était réservé aux créanciers.

Grâce aux économies immédiatement réalisées, grâce à des ententes avec les créanciers, le gouvernement retrouva bientôt le 60 0/0 des recettes des douanes. On commençait à combler le déficit. Mais il y avait encore fort à faire et il fallut recourir au crédit. Le gouvernement mexicain, tout comme un simple débiteur, demanda un concordat à ses créanciers. Des pourparlers furent engagés avec la maison de banque allemande Beichröder, qui aboutirent au contrat du 24 mai 1888. Un emprunt de 10 millions et demi de livres sterling (environ 265 millions de francs) fut émis sur la place de Berlin au taux de 6 0/0. Cet emprunt permit au gouvernement de se libérer pour une grosse part.

Mais ce n'était pas tout. Il avait fallu emprunter pour la construction des chemins de fer. On devait payer des annuités très onéreuses qui pesaient sur le budget. Le gouvernement pensa à créer une dette à long terme qui rendrait un peu moins lourde la tâche du Trésor. En 1890, 6 millions de livres sterling furent empruntés pour payer les subventions aux chemins de fer. Et, ici encore, nous allons remarquer les progrès du crédit du Mexique. L'emprunt 6 0/0 1888 avait été pris partie ferme au taux de 70 0/0, partie à option au prix de 86 1/2, et le prix de vente pour le public fut de 78 1/2 à Londres et de 78 3/4 à Berlin. L'emprunt de 6 millions de livres sterling de 1890 fut pris par les banquiers à 88 3/4 0/0, constituant une plus value de 18 3/4 0/0 relativement à la portion prise ferme de l'emprunt de 1888.

Après avoir étudié cet accroissement du crédit du Mexique, il nous semble intéressant de jeter un coup d'œil sur le système fiscal. Et d'abord les recettes. En premier lieu, il nous faut mentionner les produits des douanes; ensuite les droits de timbre, comprenant des impôts sur la propriété minière, une taxe de 3 0/0 sur l'or et l'argent, un impôt sur le tabac fabriqué, un droit sur certains fils et tissus, un droit sur l'essayage et le monnayage des métaux précieux; enfin, il y a les Postes et les Télégraphes. En dehors de ces taxes, applicables à toute la République, le gouvernement perçoit des taxes particulières dans le

district fédéral et les territoires non encore érigés en Etats. Elles se composent d'impôts fonciers, des patentes, des droits sur les farines. Mentionnons encore la loterie nationale, les propriétés de la nation.

Les dépenses se répartissent comme suit: dotation du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif, du pouvoir judiciaire, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Justice et de l'Instruction publique, du Commerce, de l'Industrie et de la Colonisation intérieure, des Communications et travaux publics, des Finances et du crédit public, de la Guerre et de la Marine.

Pour mieux faire saisir la composition du budget mexicain, et, en même temps, pour donner une idée du bon état des finances au Mexique, nous avons cru bon de donner le détail de trois budgets: celui de 1901-1902, celui de 1905-1906; enfin, les résultats du premier semestre 1913.

### Budget de 1901-1902

| RECETTES                                     |            | Piastres         |
|----------------------------------------------|------------|------------------|
| Droits de douane et annexes.....             | 28.016.000 |                  |
| Droits de timbre .....                       | 24.630.000 |                  |
| Droit sur l'essayage et le monnayage.....    | 1.361.000  |                  |
| Postes et Télégraphes.....                   | 3.270.500  |                  |
| Loterie Nationale.....                       | 614.000    |                  |
| Propriétés de la Nation.....                 | 425.000    |                  |
| Taxes particulières du district fédéral..... | 3.288.000  |                  |
| Total .....                                  | {          | 61.604.500       |
| Divers.....                                  |            | 90.000           |
|                                              |            | <hr/> 61.694.500 |

## DÉPENSES

|                                       |            |
|---------------------------------------|------------|
| Pouvoir législatif.....               | 1 020.742  |
| — exécutif.....                       | 174.116    |
| — judiciaire.....                     | 537.488    |
| Ministères { Affaires étrangères..... | 671.963    |
| Intérieur.....                        | 4.645.049  |
| Police et Instruction publique...     | 2.781.232  |
| Commerce, industrie, colonisation     | 958.686    |
| Communications et Travaux pu-         |            |
| blics.....                            | 8.633.040  |
| Finances et Crédit public.....        | 28.164.788 |
| Guerre et Marine.....                 | 13.987.882 |
| Total.....                            | 61.577.986 |

Le budget de 1901-1902 se chiffrait donc par un excédent de 116.614 piastres (1).

## Budget de 1905-1906

## RECETTES

|                           | Piastres   |
|---------------------------|------------|
| Droits d'importation..... | 34.650.000 |
| — d'exportation.....      | 893.000    |
| — de port.....            | 580.000    |
| — de magasinage.....      | 60.000     |
| — de pratique.....        | 18.000     |
| — de santé.....           | 90.000     |
| — consulaires.....        | 390.000    |
| Divers.....               | 1.000      |
| TOTAL.....                | 36.671.000 |

*Impôts intérieurs*

|                                          |            |
|------------------------------------------|------------|
| Timbres, tabacs, alcools, etc., etc..... | 32.700.000 |
|------------------------------------------|------------|

---

(1) Budget publié par « l'Economiste Français », 1905,

*Impôts propres au district fédéral et aux territoires*

|                                  |   |           |
|----------------------------------|---|-----------|
| Contributions directes.....      | } | 9.396.000 |
| Impôt local des territoires..... |   |           |
| Successions et donations.....    |   |           |
| Registres de la propriété.....   |   |           |

*Services Publics*

|                                |   |            |
|--------------------------------|---|------------|
| Postes .....                   | } | 5 018 000  |
| Télégraphes .....              |   |            |
| Divers.....                    |   |            |
| Biens nationaux, loteries..... |   | 1.438 000  |
| TOTAL DES RECETTES.....        |   | 88.104.000 |

## DÉPENSES

|                          | Piastres                               |
|--------------------------|----------------------------------------|
| Pouvoir législatif.....  | 1,165 236                              |
| — judiciaire.....        | 315.025                                |
| — exécutif.....          | 460.844                                |
| Ministères               | Affaires étrangères..... 1.502 275     |
|                          | Intérieur..... 11.929.475              |
|                          | Justice..... 1.216.484                 |
|                          | Instruction publique..... 4.600 503    |
|                          | Industrie..... 1.714.448               |
|                          | Travaux publics..... 11.268.376        |
| Ministère des Finances.. | Services administratifs..... 8.349 242 |
|                          | Dette publique..... 26.387.251         |
| Guerre et marine.....    | 16.565.156                             |
| TOTAL DES DÉPENSES.....  | 85.474 305                             |

## Résumé :

|                   |              |
|-------------------|--------------|
| Recettes (1)..... | 88 104 000   |
| Dépenses.....     | 85.474 305.. |
| TOTAL.....        | 2.629.695    |

(1) Budget publié par « l'Economiste Français », 1905.



En 1905-1906, le budget du Mexique se bouclait avec un excédent de 2.269.695 piastres. C'était un beau résultat.

### Budget de 1913

Le ministère des Finances du Mexique fait savoir que, de janvier à mai 1913, les recettes se sont réparties ainsi qu'il suit (1) :

|                       | 1912       | 1913       |
|-----------------------|------------|------------|
| Droits de timbre..... | 13.654.000 | 16 697.660 |
| Droits de douane..... | 23.373.000 | 24.344.000 |
| Autres impôts.....    | 1.254.000  | 1.569 000  |
| Total .....           | 38.281.000 | 42.710.660 |

Ce qui fait prévoir pour 1913 un fort excédent de recettes sur les dépenses.

Vers 1900, quand les recettes budgétaires commencèrent à se développer dans d'importantes proportions, on profita des disponibilités pour amortir divers bons relatifs à d'anciennes constructions de chemins de fer. On exécuta enfin la grande opération de crédits que l'on nomme, en langage financier, une conversion. Les titres des emprunts extérieurs 6 0/0 de 1888 et 1890 avaient suivi une marche ascendante sur les marchés de Londres et de Berlin. En 1894 ils s'étaient élevés de 58 1/4 à 71 1/4; en 1890, ils arrivèrent à 90 1/2; en 1896, à 95 3/8; en 1897 et 1898, ils se rapprochèrent du pair; en 1899, ils étaient à 102 3/4. La conversion parut alors tout à fait possible. Le 1<sup>er</sup> juillet 1899 fut signé un traité avec des banques

---

(1) Voir « Le Journal », mai 1913.

de Berlin, Londres, New-York et la Banque Nationale Mexicaine. Le gouvernement émettait un emprunt de 22.700.000 livres sterling en fonds 5 0/0 destinés à rembourser les titres des emprunts 6 0/0 1888, 1890, 1893 et les bons 5 0/0 du chemin de fer de Tehuantepec. Les banques prendraient 13 millions S. des titres nouveaux au cours de 96 0/0, moins 1 0/0 de commission, en se réservant une option jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1900 pour le solde, soit 19.700.000 livres S. au taux de 97 0/0, moins 1 0/0 de commission. Le gouvernement mexicain devait partager avec les banquiers l'excédent du prix d'émission au delà du cours de 99 1/4. Converti en 5 0/0, l'emprunt 1899 cotait 102 5/8 en 1903, et aujourd'hui il est à 101.20.

Une autre conséquence de la bonne gestion financière fut la diminution de la dette publique. Au 30 juin 1903, elle s'établissait ainsi :

|                                                                              |                |
|------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dette payable en monnaie étrangère, à raison de 5 piastres à la L.s. ....    | 112 773.003 25 |
| Dette payable en monnaie mexicaine (titres portant intérêt) .....            | 160.512.001 95 |
| Dette payable en monnaie mexicaine (soldes non payés et dette flottante) ... | 1.269.833 04   |
| TOTAL DE LA DETTE .....                                                      | 274.554.836 66 |

En 1904, la dette se décomposait ainsi :

|                                            |             |
|--------------------------------------------|-------------|
| Capitaux de la dette payables en or .....  | 140 424.041 |
| — — payables en monnaie étrangère .....    | 144.783.525 |
| Soldes non perçus et dette flottante ..... | 1.291.887   |
| TOTAL .....                                | 286.501.453 |

Au 30 juin 1913, la dette publique mexicaine se décomposait ainsi :

A) Dette payable en or :

Emprunt 5 0/0 à raison de 5 piastres par livre sterling, 112.775.003 piastres, soit au cours de 44 cents pour une piastre..... 255.994.776 piastres.

B) Dette payable en argent :

|                                   |             |   |
|-----------------------------------|-------------|---|
| Consolidé 3 0/0.....              | 49.335.812  | — |
| Intérieure amortissable.....      | 111.176.189 | — |
| Dette flottante sans intérêt..... | 1.269.833   | — |
| Total de la dette.....            | 417.776.550 | — |

Les événements n'ont pas donné raison encore à nos prévisions optimistes au sujet des finances mexicaines. Au début de ce chapitre, nous disions : « En octobre 1901, à Londres, la Rente mexicaine 5 0/0 se cotait à 99, c'est-à-dire presque au pair; à Paris, cette rente, payable en argent, se cotait 44 et 45; comme l'argent perdait alors 50 0/0 de sa valeur nominale, on voit que la rente était bien près du pair. Le 11 juin 1903, la rente 5 0/0 émise en 1899 cotait à Londres 102 5/8; le 5 0/0 intérieur se tenait, à Paris, en banque, 42 fr. 40; le métal argent perdait alors 49 0/0 de sa valeur; la rente était au pair. En février 1913, le 5 0/0 1899 était coté à 101.20 et le 5 0/0 intérieur à 47.10 ».

A partir du mois de février, la situation va changer. Reportons-nous au 4 octobre. La rente 5 0/0 amortissable intérieure, au pair de 50 francs,

se tient à 41.70; le 5 0/0 1899 est à 85.80; le 11 octobre, un changement survient. Jusqu'en ces derniers temps, le revenu des titres mexicains intérieurs 5 0/0 et 3 0/0 étaient cotés en or; mais voici que les coupons récents, cette stipulation de paiements en or, n'existant pas, et ces emprunts étant qualifiés d'intérieurs, sont payés au change. C'est, pour les porteurs, une perte de 20 0/0 environ; les coupons des autres rentes mexicaines, cotées à la Bourse de Paris, demeurent payables en or. Donc, le 5 0/0 est à 81.85 le 11 octobre; le 5 0/0 intérieur à 40 fr. 50. Ajoutons que le 4 0/0 or 1910 se tient à 79.50; la 1904 or 4 0/0 à 78.25. Le 25 octobre, le 5 0/0 payable en or est à 80.40; le 5 0/0 intérieur, au pair de 50 francs, se traite à 38 fr. 70; le 4 0/0 or 1910 faiblit à 77.25, toujours au comptant; le 4 0/0 or 1904 à 77.60. Le 1<sup>er</sup> novembre, la situation est: 5 0/0 amortissable intérieur reprend à 39 fr. 25; le 4 0/0 or 1910 finit à 76.50; le 4 0/0 or 1904 à 76.90. Enfin, le 15 novembre, le 5 0/0 intérieur amortissable est à 39.45; le 4 0/0 or 1910 clôture à 75.10 au comptant; la 1904 or à 75.25.

La rente 4 0/0 or de la République Argentine est à 88.50. La rente 4 0/0 or du Brésil est à 78.90. La rente du Chili 4 1/2 0/0 or 1906 est à 96.40. Le Mexique n'a plus à se louer de la bonne tenue de ses fonds d'Etat.

## CONCLUSION

Nous voici arrivé au seuil de cette étude. Nous avons étudié successivement le Mexique au point de vue politique et économique, passant quelquefois brusquement (nous devons nous en excuser) d'un point de vue à l'autre. Cependant, une idée a toujours dominé ce travail : donner autant que possible aux questions de droit proprement dit la place qu'elles devaient occuper. Dans une étude de ce genre, l'histoire joue le plus grand rôle ; les événements non soumis aux questions juridiques doivent donc y prendre place à l'égal des autres. Il n'empêche que nous avons insisté longuement sur toutes les questions pouvant intéresser le juriste ou l'économiste.

Nous avons, dans ce but, tenu à étudier quelque peu en détail le droit civil mexicain, le droit commercial, la législation industrielle, le droit public, le droit constitutionnel. Nous avons fait la part la plus large à l'économie politique, et cela pour trois raisons : d'abord parce que nos études, dirigées en ce sens, nous permettaient de mieux comprendre une telle matière ; ensuite parce que

nous avons pu trouver des documents précieux concernant cette question; enfin et surtout parce que c'est le développement économique que l'on considère particulièrement quand on étudie le Mexique dans ces dernières années.

Pour permettre une rapide vue d'ensemble sur le sujet que nous avons essayé de traiter, il nous a paru bon de diviser notre conclusion en cinq propositions, dont voici l'énumération:

1° Le Mexique n'a pas connu les bienfaits d'un apprentissage politique;

2° Le Mexique est un pays riche qui a développé son outillage économique d'une façon admirable;

3° La paix intérieure était nécessaire au Mexique pour se développer; Porfirio Diaz la lui donna;

4° L'expérience prouve qu'au Mexique un gouvernement fort est nécessaire;

5° L'histoire du Mexique doit servir de leçon aux démocraties.

# I

1° *Le Mexique n'a pas connu les bienfaits d'un apprentissage politique.* — « Ce qui a surtout manqué au Mexique, disions-nous dans notre Introduction, c'est l'éducation politique. Le passage fut trop brusque de l'intransigeance espagnole à la liberté. » Nous citions alors le règne d'Iturbide. Que d'exemples pouvons-nous maintenant ajou-



ter ! On se souvient de la situation du Mexique en 1834. Les Yorkines, les démocrates, détenaient le pouvoir. La Constitution de 1824 était respectée par tous et nul ne songeait à y porter atteinte. Moins d'un an après, Santa-Anna était proclamé dictateur, et la Constitution de 1824 abolie pour faire place à celle de 1835. Qu'on remarque cette brusque volte-face dans ses deux acteurs : le peuple, Santa-Anna ; ce dernier, passant du camp des Yorkines dans celui des Escoceses ; le peuple, absolument républicain, devenant subitement conservateur. C'est l'image de tous les peuples qui n'ont pas encore trouvé leur voie ou qui se sont engagés dans un chemin qui n'était pas le leur. Le même fait se renouvela en 1853. En l'année 1846, Santa-Anna fut obligé une seconde fois de quitter le pays : c'était après la signature du traité de Guadalupe Hidalgo, qui, si on s'en souvient, livra le Texas aux Etats-Unis. A la fin de 1853, le peuple le réclame, et il revient plus despotique et plus tyrannique que jamais. Retenons ce fait, il nous servira plus tard.

Cependant, nous dira-t-on, si ce peuple manque de « pratique » politique, comment peut-il se faire qu'il ait élaboré les Constitutions de 1824 et de 1857 avec un sens profond des réalités et un soin si jaloux ? Nous répondrons d'abord que ces deux Constitutions furent calquées sur le modèle de celle des Etats-Unis et qu'elles s'inspirèrent les unes et les autres des idées démocratiques de la République de l'Amérique du Nord en 1824, de la

Révolution française en 1857. Les Constitutions, d'ailleurs, sont toujours l'œuvre d'une infime minorité qui est l'élite pensante et agissante de la nation, et non pas l'œuvre du peuple. Le peuple, c'est le champ d'expérience où les législateurs vont puiser d'utiles et précieux renseignements; il n'agit pas, il est agi.

Quelles sont maintenant les causes qui peuvent empêcher un peuple de faire son apprentissage politique? C'est d'abord, nous l'avons signalé, le brusque passage de la tyrannie à la liberté pour le Mexique; notre étude l'a prouvé, inutile d'y revenir; c'est ensuite le permanent état d'anarchie qui règne dans la nation. Cette anarchie a existé de tout temps au Mexique; même sous Porfirio Diaz, elle n'a pas complètement cessé. On dirait que ce besoin d'insurrections et d'émeutes est inné dans le sang mexicain. Nul pays au monde, on peut le dire, n'a vu se succéder avec une plus grande rapidité ses chefs d'Etat que le pays mexicain. Quelquefois, dans l'espace d'un an, quatre ou cinq individus occupaient la présidence. Cette instabilité, outre qu'elle est préjudiciable aux intérêts généraux de la nation, empêche l'esprit public de se développer. Et cela paraît presque un paradoxe que de dire que les luttes de parti n'aident en rien au développement des idées. Mais on nous accordera que la lutte des partis, telle qu'elle se pratiqua longtemps au Mexique, n'avait rien d'une bataille d'idées, d'où peut jaillir parfois une utile leçon, mais elle était unique-

ment le fait de quelques ambitieux avides d'honneurs et de vaine gloire qui, une fois au pouvoir, écrasaient sans pitié leurs adversaires, demandant ensuite au peuple d'approuver leurs illégalités et répondant, si on leur demandait des comptes, qu'ils avaient frappé les ennemis du peuple républicain pour le sauver de la tyrannie; tyrans eux-mêmes auxquels on obéissait aveuglément parce qu'on n'avait pas d'idées politiques supérieures à leur opposer.

2° *Le Mexique est un pays riche qui a développé son outillage économique d'une façon admirable.* — Toute la seconde partie de notre étude a été consacrée à prouver cette proposition. Dans l'espace de trente ans, la République de l'Amérique Centrale a fait des progrès inouïs. Le Mexique, disons-nous, est un pays riche, très riche. S'il était séparé du reste du monde, a dit un auteur, il n'en souffrirait pas, ou du moins en souffrirait peu, étant capable de se suffire à lui-même. Le Mexique est un pays riche, d'abord par sa population, qui s'accroît chaque jour dans de fortes proportions. La race mexicaine, formée par les métis, les Indiens et les Européens, est vigoureuse et intelligente; nous avons déploré seulement de voir chez elle s'aggraver l'alcoolisme; espérons que d'énergiques mesures viendront enrayer le mal. Le Mexique est riche encore par son étendue, qui permet à la population de s'accroître sans que, pour cela, l'émigration augmente.

Mais le Mexique est riche encore et surtout par son agriculture. Deux millions de kilomètres carrés; « tous les étages de climats entre le climat tempéré et le climat tropical; une couche d'humus particulièrement riche et profonde; un nivellement se prêtant à l'accumulation des eaux et à leur répartition à volonté sur le sol; des terrains merveilleux pour toutes les céréales, pour la canne à sucre, le coton, le tabac, la vanille, le cacao, le caoutchouc, les nombreux magueys, les pâturages. Voilà, certes, un ensemble de dons qui doivent faire d'une terre si privilégiée un pays d'une intense richesse agricole ».

Il ne faudrait pas oublier dans cette énumération le maïs, qui forme la base de l'alimentation. Sa production oscille autour de 32.000.000 d'hectolitres. Partout l'outillage a été perfectionné; l'agriculture seule, à ce point de vue, est quelque peu en retard. Et cependant, dans les grands domaines, il existe une organisation savante, compliquée même, qui n'est pas en rapport avec les procédés de culture. Cela vient-il, peut-être, de ce que la main-d'œuvre est un problème parfois difficile à résoudre; on est obligé de recourir aux éléments les moins cultivés, qui, sans initiative, se contentent de refaire ce qu'on fit toujours, sans chercher à améliorer quoi que ce soit. Nous savons, d'autre part, que trois réformes sont nécessaires pour l'agriculture au Mexique: le morcellement des grandes propriétés foncières, l'exécu-

tion des travaux hydrauliques, enfin la colonisation.

Parlerons-nous des finances? Ici, aussi, nous constaterons la richesse du pays. Trois chiffres nous suffiront pour bien faire saisir les progrès accomplis. En 1822, il y avait en recettes 9.328.000 piastres, et en dépenses 13.500.000 piastres, soit un déficit de 4.172.000 piastres; en 1885, il y avait en recettes 32.312.000 piastres, et en dépenses 29.996.000 piastres, soit une plus-value sur les recettes de 2.316.000 piastres; en 1908, il y eut en recettes (évaluées en pesos), 93.329.215; en dépenses, 89.254.308, soit une plus-value de 4.074.907 pesos. Ces chiffres sont plus éloquents que n'importe quelle considération.

S'agit-il du commerce? Ici encore nous allons trouver d'heureux résultats. En 1826, les importations, évaluées en piastres d'or, atteignaient le chiffre de 15.450.565; les exportations, évaluées en piastres d'argent, atteignaient le chiffre de 7.648.129. En 1898-1899, les importations étaient de 50.869.174 en piastres d'or, les exportations de 138.478.187 en piastres d'argent.

Nous avons vu quels produits étaient importés; nous avons cité principalement la houille, le fer, l'acier, les objets manufacturés, la verrerie, des matières végétales, des tissus, machines et appareils; des matières végétales, des matières animales, des produits chimiques et pharmaceutiques, des boissons spiritueuses fermentées et naturelles, du papier et ses applications.

Parmi les pays importateurs, les Etats-Unis tiennent depuis longtemps la tête; depuis 1900, même, ils font un chiffre d'affaires plus important que toutes les autres nations réunies; ils sont arrivés à fournir jusqu'à 70 0/0 des importations totales. Les pays européens se classent ainsi: l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Belgique. Les exportations, d'autre part, consistent en produits minéraux et en produits végétaux, aussi vont s'ajouter quelques produits animaux: peaux non tannées, bétail et quelques rares produits manufacturés. Les pays de destination, par ordre d'importance, sont: les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique. Donc, nous pouvons conclure que le Mexique est un pays riche.

En étudiant l'industrie, nous avons vu ses progrès. A Mexico, par exemple, revient l'honneur d'avoir la plus grande fabrique du monde pour la fabrication des cigarettes. L'industrie sidérurgique n'est représentée que par la grande fonderie de fer et acier de Monterrey; c'est une importante affaire dont la mise en marche ne date que de 1904. Les constructions mécaniques sont encore faiblement représentées, mais il est certain qu'elles prendront de l'importance dans quelques années.

Les mines! c'est là que nous avons étudié la richesse du Mexique et aussi le perfectionnement de son outillage économique. Le Mexique fournit actuellement environ 35 0/0 de la pro-



duction mondiale d'argent, et l'industrie de ce métal peut réellement être qualifiée de nationale; le sol mexicain contient l'argent sous toutes ses formes connues, généralement associé à d'autres métaux; aussi toutes les méthodes existantes de traitement y sont déjà employées, et d'autres y seront sans doute inventées. Dans les mines, les perfectionnements les plus modernes sont employés. La grande mine possède ses treuils d'extractions mécanique, des voies parcourent toutes les galeries, des pompes électriques assurent l'assèchement, des ventilations renouvellent l'air vicié. Aux fronts de taille, des perforatrices à air comprimé percent les trous dans la roche généralement dure, les produits abattus sont automatiquement montés au jour et chargés sur les wagons et dans les bennes d'un transporteur aérien, qui les véhicule jusqu'à l'usine. A côté de l'argent, et en moindre quantité, se classe l'or, dont l'extraction atteint 30.000 kilogrammes. Puis nous avons signalé le cuivre qui, en 1907, produisait plus de 50.000 tonnes.

Mais, pour se développer dans d'excellentes conditions, il manquait au Mexique l'outillage économique par excellence: les chemins de fer. La politique « Ferrocarrillera » a fait d'immenses progrès, et ces progrès se continuent tous les jours. Il est vrai que ces 20.000 kilomètres sont encore bien insuffisants, mais c'est un commencement. Nous voyons ici, mieux que partout, comment le Mexique a développé son outillage écono-

mique d'une façon admirable, dans un temps relativement court, car ce n'est qu'en 1870 que l'on commença à s'occuper quelque peu sérieusement des chemins de fer.

En dehors des chemins de fer, une chose force l'admiration, au Mexique. C'est l'ensemble des travaux gigantesques entrepris pour l'assainissement de la vallée de Mexico. Il faut y ajouter encore l'aménagement des ports.

Cette richesse générale se manifeste par les grands travaux exécutés pour le compte du gouvernement, tels que l'Hôpital Général, l'Hôtel des Postes, le Théâtre National, le Palais Législatif. Un pays qui n'est pas riche, dont la prospérité est douteuse, ne bâtit pas. D'ailleurs, toutes les villes du Mexique font à l'étranger qui les visite une profonde impression. On n'y voit pas un grand luxe, mais on sent bien que, dans ces agglomérations, réside une population laborieuse qui regarde, même aux époques troublées, l'avenir avec confiance.

3° *La paix intérieure était nécessaire au Mexique pour se développer; Porfirio Diaz la lui donna.* — Nous commencerons par expliquer d'abord notre premier membre de phrase. Nous disons que la paix intérieure était nécessaire au Mexique pour se développer. La paix intérieure suppose non pas la fin de toute lutte politique, mais l'accord tacite, général, pour atteindre un seul et même but, la prospérité du pays. Elle sup

pose terminées les luttes stériles entre citoyens et développées les institutions pacifiques. Au point de vue économique, la paix intérieure est un facteur puissant, et en rapprochant les événements politiques des années de prospérité, on s'apercevra de la justesse de ce que nous avançons. En 1822, les recettes montaient à 9.328.000 piastres et les dépenses à 13.500.000 piastres. C'était l'année où Iturbide se faisait proclamer empereur et où les partis commençaient à prendre sérieusement position. En 1843, nous trouvons un excédent de recettes sur les dépenses. Santa-Anna, dictateur, fait taire les chefs de tous les partis politiques et ramène ainsi avec le calme un peu de bien-être. De 1849 à 1867, c'est l'ère des finances délabrées. Aux compétitions intérieures, se joint la guerre étrangère. De 1867 à 1884, les finances redeviennent meilleures, on sent déjà l'influence salutaire du parti de l'ordre, qui est représenté par Juarez d'abord, par Lerdo de Trejada ensuite, enfin par Gonzalès. De 1884 à 1910, c'est l'ère de la prospérité économique, parce que c'est aussi l'ère du pouvoir de Diaz.

La paix intérieure était donc nécessaire au Mexique; nous ajoutons que Porfirio Diaz la lui donna. Et comment la lui donna-t-il? En combattant de toutes ses forces les « politiciens », gens malfaisants et souvent incapables qui, dans tous les pays, provoquent des ruines et conduisent les peuples à leur perte. Ce président du Mexique se méfiait d'eux, qu'ils fussent ses amis ou ses enne-

mis. Il ne voulut jamais savoir ni connaître les motifs qui poussaient les partis les uns contre les autres; il ne permit pas qu'un parti, parce qu'il était vainqueur, pût écraser l'adversaire sans se soucier des moyens à prendre pour l'écraser. Non pas qu'il fût l'homme juste, tenant la balance entre adversaires et jugeant impartialement les griefs de chacun. Mais, comme nous avons eu l'occasion de le dire, il se plaça uniquement sur le terrain économique. Porfirio Diaz donna la paix intérieure au Mexique en tournant les Mexicains vers les travaux utiles: agriculture, industrie, commerce, mines. L'agriculture était, avant lui, peu de choses; il essaya de la relever autant que possible. Son seul défaut a été de ne pas avoir compris suffisamment les bienfaits de la propriété privée, de la petite propriété, et d'avoir même poussé au développement des grandes haciendas au préjudice des ranchos. Peut-être avait-il conçu un plan de réforme agraire en 1908, qu'il se proposait de développer plus tard? C'est probable et même certain.

Dans l'industrie, il visa surtout à faire de toutes les branches de l'industrie mexicaine des industries nationales. Pour cela, ici encore, il fit appel à tous ceux qui voulurent lui prêter leur concours, sans leur jamais demander de quel horizon politique ils venaient. Nous pourrions en dire autant du commerce et des mines, mais il nous semble que nous avons assez insisté là-dessus.

Ce n'est d'ailleurs pas sans peine que Porfirio

Diaz arriva à ces divers résultats. Il lui fallut vaincre des résistances, des préjugés de toutes sortes, résistances venant de ses ennemis préjugés, surtout de la part de ceux qui, pratiquant un travail agricole ou une industrie quelconque, ne voulaient pas se rallier aux nouvelles méthodes scientifiques et aux nouvelles découvertes industrielles.

Ce qui troublait souvent la paix intérieure, au Mexique, c'était encore le banditisme. Nous avons vu, au cours de cette étude, tout ce que fit Diaz pour le détruire. Il y parvint à force de volonté tenace et de mâle énergie. Il ne craignit pas de faire une guerre sans merci à ces bandes de pillards qui dévastaient les territoires les plus riches et détruisaient tout sur leurs passage. Sans faiblesse, il leur appliqua à tous la peine de mort. Il comprenait que la faiblesse du pouvoir à leur égard ne pouvait qu'être funeste au pays; aussi il se montra impitoyable; on a dit que, parfois, il fut trop cruel.

4° *L'expérience prouve qu'au Mexique un gouvernement fort est nécessaire.* — Nous sommes encore ici obligé de chercher des exemples dans l'histoire du Mexique pour illustrer notre thèse. En 1821, Iturbide dura peu, et des réformes qu'il essaya d'élaborer aucune ne lui survécut. Il ne sut d'ailleurs pas rétablir la paix à l'intérieur, et son règne ne fut empire que de nom. En 1824, arrive au pouvoir Guadalupe Victoria. C'est peut-

être, avec Juarez et Diaz, l'homme qui comprit le mieux sa fonction. Il sut s'attirer tous les partis. Mais Victoria était un homme énergique et dur, voilà pourquoi, élu en 1825, il accomplit intégralement son mandat jusqu'en 1829. Mais en 1829 Vicente Guerrero, José Maria Bocanegra, Licenciado Pedro Velez, le général Luis Quintanar, Ibistoniador Lucas Alanman prirent successivement le pouvoir. Ce fut l'époque de la révolution permanente et de l'anarchie absolue partout. Le général Anastasio Bustamente essaya de relever le pouvoir et de revenir à des principes politiques plus sains. Elu en 1830, il occupa la présidence jusqu'en 1832. De cette date à 1835, ce fut toujours l'ancienne façon d'administrer qui prévalut, aussi cette courte période fut-elle constamment troublée. Et nous ferions la même réflexion, bien souvent, si nous prenions un après l'autre tous les présidents qui se sont succédé jusqu'à Porfirio Diaz.

D'où venait donc ce perpétuel désordre et cette anarchie passée à l'état chronique? Qui fallait-il accuser, les hommes ou les institutions? Nous croyons que les hommes avaient la plus grande part de responsabilité. Pour eux, la présidence était la place idéale d'où l'on pouvait tenir en respect l'armée des mécontents et des vaincus politiques, jusqu'au jour où cette armée, victorieuse, entraît elle-même dans la place et à son tour luttait pour garder le pouvoir. La Constitution accordait à tous le droit de vote, le suffrage



universel; les citoyens ne surent jamais s'en servir. La Constitution doit être le point d'appui des hommes qui dirigent une nation. La Constitution mexicaine était une base solide. Pour tout peuple mûri elle est excellente, elle partage rigoureusement les pouvoirs, définit clairement les attributions, droits et devoirs de chacun; mais son fonctionnement normal ne peut exister qu'autant que les divers organes qui la doivent appliquer sont eux-mêmes capables de manier habituellement le rouage de la machine fédérative qui leur revient. La Constitution ne suffit pas, il faut pouvoir et savoir l'appliquer. On a dit aux Mexicains, qui étouffaient sous la tutelle espagnole: « Vous êtes libres ». La Constitution de 1824 sanctionne le fait. Mais en voulant dégager l'individu de toutes les contraintes externes, elle a déchaîné sa rapacité indifférente pour autrui. Dès qu'il est libre, l'homme s'efforce d'user et d'abuser de sa liberté au détriment d'autrui; il sent sa force et il déploie sa force tout entière; on lui reconnaît des droits, il va jusqu'au bout de ses droits: *Sentit vim quisque suam, quoad possit abuti.*

Et c'est ce qui s'est passé au Mexique. L'individu, livré à lui-même, n'a pas trouvé devant lui une force suffisante pour réfréner ses instincts. L'Etat, pour ainsi dire, n'existait pas pour lui, aussi en faisait-il bon marché. Porfirio Diaz allait véritablement gouverner et opposer à la volonté changeante du suffrage universel sa propre volonté. La Constitution fut pour lui bien souvent

peu de chose; dans les grandes lignes il s'y conforma. Il y introduisit cependant quelques réformes qui lui parurent nécessaires. Le mandat présidentiel fut porté de quatre à six ans. En 1904, le vice-président perdit ses anciennes attributions et se contenta d'assumer la direction gouvernementale en cas de vacance temporaire ou d'absence définitive du président. La souveraineté populaire n'exista avec Diaz que sur le papier; en réalité, elle fut nulle. Le peuple, sans instruction, n'exerça pas ses droits. La majorité des électeurs n'était d'ailleurs nullement capable de profiter sainement de ces droits, on ne peut attendre d'un illettré un suffrage ayant quelque valeur pour le bien de la nation. La partie du peuple capable d'user de son privilège reconnu que l'administration de Diaz lui donnait toute sécurité et lui faisait goûter une longue paix honorable propice au travail fructueux; elle en conclut que les moyens administratifs valaient mieux que les moyens politiques, et elle se désintéressa de ceux-ci. Les électeurs continuèrent néanmoins à être convoqués à propos de chaque élection; les bureaux de vote furent régulièrement constitués; les dépouillements eurent lieu et les résultats proclamés; des félicitations étaient adressées aux vainqueurs, et tout cela se passait sans le grand geste du jet du bulletin dans l'urne; les électeurs ne se dérangeaient pas. Quel contraste quand on compare les élections ici et là-bas. Et cependant ce que nous disons du Mexique ne saurait s'appli-

quer en France; un gouvernement qui réduirait à zéro l'opinion publique ou qui essaierait d'enlever au Français le bulletin de vote ne durerait pas un jour. Là-bas, au contraire, le citoyen ne votait pas parce qu'il était content de son sort et que son apprentissage de la liberté n'étant pas encore suffisant, il ne se rendait pas compte de l'importance d'user de son droit, alors même que ce droit avait pour but le maintien au pouvoir de Diaz. Et cela explique pourquoi l'ancien président du Mexique ne rencontrait presque aucune opposition, sauf celle d'inévitables, rares et isolés mécontents. Qu'on remonte en arrière et que l'on considère la situation du Mexique vers 1848, on trouvera que la sécurité a remplacé le banditisme; le calme politique, les pronunciamentos; la paix féconde, les guerres civiles continuelles; qu'un crédit solide s'est substitué à une méfiance universelle; une considération flatteuse à une indifférence quelque peu méprisante. On comprendra alors quel respect eut le Mexique pour son président et que de tels résultats aient pu nécessiter des moyens d'action fort à côté de la Constitution; le dicton « La fin justifie les moyens » a trouvé là son application dans le sens le plus légitime et le plus élevé, puisque la « fin » c'était le relèvement et l'essor économique de tout un pays.

Porfirio Diaz (ceci est moins connu) lutta au Mexique contre un parti en voie de formation: le socialisme, non pas le socialisme pur et simple, mais le socialisme collectiviste. Il comprit quel

danger pouvait être ce parti pour le pays s'il prenait de l'extension. Il sut voir quels ravages une telle doctrine pourrait exercer dans les classes ouvrières, et il ne toléra jamais qu'on en parlât devant lui. Il se représentait un Etat de fonctionnaires égaux, mais par là même déterminés et surveillés dans tous leurs actes, envieux de toute distinction comme de tout avantage et soumis à l'inquisition constante de tous leurs concitoyens; un Etat, qui, faisant passer son inflexible niveau sur tout ce qui se détache et tout ce qui s'élève, ne forme son égalité uniforme et monotone que sur l'universelle médiocrité. Contraindre toutes les spontanéités et réfréner toutes les initiatives, réduire l'activité humaine à une manière de mécanisme et lui proposer comme forme parfaite l'infailibilité aveugle de l'instinct, tyranniser et réglementer à outrance: tels seraient les seuls moyens pour les collectivistes d'établir l'égalité parmi les hommes; et à coups de décrets seulement, par la crainte et la surveillance de toutes les heures, en ressuscitant mille fois, aggravées et alourdies, toutes les tracasseries d'un gouvernement tyrannique, on l'y pourrait maintenir. Jamais le despotisme d'un homme si farouche et si violent qu'on le suppose ne pourrait faire aussi bon marché de la liberté, enfermer l'individu dans d'aussi étroites lisières, le plier à d'aussi minutieuses prescriptions que le ferait l'organisation précise et froide de cette machine sociale que l'on rêve sous le nom de cité collectiviste.

Les conséquences de cette autorité énergique furent le développement économique, l'ordre dans les finances, le développement intellectuel.

La nécessité d'un pouvoir fort au Mexique a été prouvée par les événements qui se sont déroulés en 1911. Tous les éléments turbulents, Diaz disparu, ont reparu. Il faudra au général Huerta la main ferme de l'ancien dictateur pour faire renaître l'ordre, le calme et la prospérité.

5° *L'histoire du Mexique doit servir de leçon aux démocraties.* — L'histoire du Mexique, à bien peu d'exceptions près, n'est qu'une longue suite de révolutions, de luttes stériles de partis. Jamais, on peut dire, ce pays si démocratique dans ses formules, n'eut l'esprit démocratique, et il doit servir d'exemple aux démocraties véritables pour leur apprendre que pour faire un gouvernement populaire, une République digne de ce nom, il faut qu'elle soit composée de citoyens ayant conscience de leurs devoirs et que l'intérêt général prime les réclamations et les prétentions des intérêts particuliers. Toute République a besoin, comme conditions indispensables, de l'ordre, de la sécurité, du respect de la loi, et ceux qui, chez nous, auraient tendance à laisser fléchir la puissance de la loi sous des menées anarchiques et insurrectionnelles, n'ont qu'à tourner les yeux vers Mexico pour en tirer d'utiles renseignements.



## II

Il y a quelques années, tous les auteurs qui traitaient la question du Mexique, voyant l'état de prospérité dans lequel était entrée cette nation, pronostiquaient pour elle un grand avenir, tant au point de vue politique qu'économique. « Dans vingt ou trente ans, écrivait M. Levasseur, le Mexique aura considérablement accru sa population et ses forces productrices. Le monde y gagnera et l'histoire apprendra en toute justice que cette ère de prospérité date de la présidence du général Porfirio Diaz. » La dernière partie de cette proposition est vraie. Le reste l'est-il autant aujourd'hui? Le Mexique est revenu dans les errements du passé. La révolution règne à Mexico. La prospérité économique s'en ressentira sûrement, bien qu'encore elle ait supporté sans trop de pertes la nouvelle révolution. Mais un autre danger peut menacer ce pays, nous voulons parler de l'intervention étrangère, et plus particulièrement de l'intervention des Etats-Unis. Nous avons fait des réserves sur cette intervention. A notre avis, elle ne peut se faire brusquement; mais les Yankees sont gens habiles qui ne reculent devant aucun sacrifice. S'ils voient le Mexique aux prises avec les troubles permanents, la révolution quotidienne, ils n'hésiteront pas à déverser sur la riche terre de la République Cen-



trale une partie de leur population, et il arrivera peut-être un moment où, en face des partis organisés, se dressera, fort et résolu à tout, le parti de l'étranger. Ce jour-là, le Mexique aura cessé d'être un Etat indépendant.

Nous ne voudrions cependant pas terminer cette étude sur une note pessimiste. Nous voulons croire, au contraire, que ce peuple si laborieux, et en somme très digne, se souviendra de sa grandeur passée. Instruit par l'expérience, il se ressaisira, il s'arrêtera sur la pente fatale. Il se souviendra des glorieux ancêtres qui luttèrent jadis pour son indépendance; il fera des efforts pour acquérir l'expérience qui lui manque; il tiendra à honneur d'être une véritable démocratie, qui ne séparera pas la société de l'individu, les intérêts de l'élite de ceux du groupe entier; qui ne concevra pas de droits, qui ne devront être égaux pour tous, ni de valeur sociale qui ne pourrait se justifier par le bien commun; ni le devoir enfin qui ne s'imposerait à chacun comme ce qu'il devrait raisonnablement vouloir. Dégagé de tout lien avec l'esprit factieux, plein de volonté et débordant d'énergie, confiant dans un avenir qu'il sait pouvoir être grand et admiré, se souvenant des années de gloire et de prospérité, le Mexique deviendra une République purifiée, réformée, tolérante, respectueuse de tous les droits et de toutes les consciences, maternelle à tous ses fils au dehors, fière au dedans et formidable à tous ses ennemis.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### I. PARTIE POLITIQUE

*Annuaire de Législation étrangère*, années 4°, page 705; 5°, page 882; 6°, page 769; 10°, page 701; 24°, page 224.

BAAOCROFT. -- The nature races of the Pacific States. 5 vol. in-8°. New-York, 1875.

BIBESCO. — Au Mexique. Paris, Plon, 1887.

BOCHET. — Campagne du Mexique. Paris, Plon, 1881.

BONAPARTE (Prince R.). — Population et colonisation. Cf. « Le Mexique au début du xx<sup>e</sup> siècle ». Paris, 1884.

BOURGEOIS (Léon). — Institutions. Cf. « Le Mexique au début du xx<sup>e</sup> siècle ».

BIGOT (Raoul). — Le Mexique moderne. Paris, 1909.

BROGLIE (Due Albert de). — Le Corps législatif, le Mexique et la Presse. Paris, 1873.

BRUYSEL (Ernest Van). — Les Etats-Unis du Mexique, in-8°, Bruxelles, 1880.

BEULLOCH. — Le Mexique en 1823. Paris, Eyméri, 1824.

CLARETIE (Jules). — Les Arts et la Littérature. Cf. « Le Mexique au xx<sup>e</sup> siècle », cit.

DARESTE (R. et P.). — Les Constitutions modernes, 2<sup>e</sup> édition, 2 vol. in-8°, 1891, tome II, page 454.

DELARUE DE BEAUMARCHAIS. — La doctrine de Monroë. Thèse droit, Paris, 1898.

DOMENECH. — Histoire du Mexique. Paris, Lacroix, 1868, 3 vol.

DESPAGNET. — Manuel de droit international public. Paris, 1910.

ESTOURNELLES DE CONSTANT (D'). — Les relations extérieures. Cf. « Le Mexique au xx<sup>e</sup> siècle », cit.

FERRY (Gabriel). — La guerre des Etats-Unis et du Mexique. Paris, 1886.

— La Révolution du Mexique. Paris, 1885.

FOURNEL (Henri). — Coup d'œil historique et statistique sur le Texas. Paris, 1857.

GAULOT. — L'Empire de Maximilien. Paris, Ollendorff, 1890, 3<sup>e</sup> édition.

GRASSERIE (Raoul de la). — Le Code civil mexicain. Paris, 1895.

HANS (Albert). — Queretaro. Paris, 1873.

— La guerre du Mexique selon les Mexicains. Paris, 1899.

HANOTAUX (Gabriel). — La politique de l'équilibre. Paris, 1912.

HATS-KOLTIZ. — La doctrine de Monroë et l'Amérique Latine. Paris, 1905.

HÉRICHAULT (Ch. d'). — Maximilien et le Mexique. Paris, 1874.

HENRION. — Le Code de commerce mexicain. Paris, Pedone, 1894.

HERNANDEZ (Fortunato). — La guerra El Yaqui. Mexico, 1903.

HUMBOLDT (Alex. de). — Essai politique sur la Nouvelle-Espagne. Paris, 1811, 5 vol.

JARDON. — La doctrine de Monroë. Paris, 1903.

KÉRATRY (Comte de). — Elévation et chute de Maximilien. Paris, 1876.

— La contre-guerilla des Terres-Chaudes. Paris, 1876.

LAVISSE et RAMBAUD. — Tomes X et XI. Paris, Collin, 1896-1901.

LECLERC (F.). — Le Texas et sa Révolution.

MASSERAS. — Un essai d'Empire au Mexique. Paris, 1876.

MÉRIGNHAC. — La doctrine de Monroë à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. *Revue de Dr. public*, 1896.

MONTLUC (L. de). — Correspondance de Juarez et de Montluc. Paris, 1872.

MOYE (M.). — La doctrine de Monroë et l'impérialisme américain. *R. G. D. I.*, 1905.

NIOX (Général) — L'expédition du Mexique. Paris, Dumaine, 1874.

— L'armée et la marine en 1903. Cf. « Le Mexique au XX<sup>e</sup> siècle », cit.

- NOLL. — A short history of Mexico. London, 1891.  
*Notice sur l'organisation judiciaire du Mexique.*  
Bulletin de la Société de législation comparée, 1876, page 519.
- OLLIVIER (Emile). — L'Empire libéral (tomes V, VI, VII). Paris, Garnier, 1895, 1910.
- PACHECO (R. G.). — Constitution fédérale de la République mexicaine, traduit de l'espagnol. Mexico, 1890.
- PRESCOTT. — History of the conquest of Mexico. 3 vol. Paris, 1863-1864.
- PRUDHOMME (H.). — Le Code de commerce mexicain, promulgué le 15 septembre 1889, traduit et annoté, in-8°, 1894.
- RECLUS (Elisée). — Aperçu géographique. Cf. « Le Mexique au xx<sup>e</sup> siècle », cit.
- RENAUDIÈRE (De la). — Mexique et Guatemala. Univers Pittoresque. Paris, 1845.  
*Revue des Deux-Mondes.* — Art. de M. Claudius Janet, 1893.  
*Revue des Questions Historiques*, 1891.  
*Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, passim.
- Revue du Monde Latin.* Paris, février 1883.
- Revue Hebdomadaire.* Paris, 1912.
- Revue Politique et Parlementaire*, 10 oct., 10 novembre 1913.
- THOMMAS (Général). — Les Français au Mexique. Paris, 1881.

ROBINSON. — *Memors of Mexican Revolution*. Paris, 1876.

TAXILE-DELORD. — *Histoire du Second Empire*. Paris, 1893.

MANGEN (Hippolyte). — *Histoire du Second Empire*. Paris, 1873.

HUBBARD. — *Histoire contemporaine de l'Espagne*. Paris, 1859-1883, 6 vol.

PRESAS EL DE TORRENTE. — *Histoire générale des Républiques de l'Amérique*.

TORRE (G. de la). — *Guide pour l'étude du droit constitutionnel mexicain*, in-18. Paris-Mexico, 1886.

## II. PARTIE ÉCONOMIQUE

*The Annals of the American Academy of political and social sciences*, 1903. Paris, Librairie Etrangère Boyneau et Chevillet.

BORDEAUX (Albert). — *Le Mexique et ses mines d'argent*, 1910. In-16 broché. Paris, même librairie.

*The Economist*. — London, 1910, 1911, 1912, 1913. Hebdomadaire.

*Exploratory statement of the budget estimate for the financial year*, 1903-1904. London.

FAVRE (J.). — *Les banques au Mexique. Organisation et développement*. Paris, 1907, in-12. Librairie Etrangère.

— *Les changes dépréciés. Etudes sur la situa-*



- tion monétaire du Mexique. Paris, 1907, in-16.
- FOVILLE (A. de). — La monnaie, le change, les banques. Cf. « Le Mexique au xx<sup>e</sup> siècle ». In-8 broché. Paris, 1904.
- MATIAS ROMERO. — Geographical and statistical notes on Mexico, 1904. London-Paris, Librairie Etrangère.
- GLONER Prosper). — Les finances des Etats-Unis mexicains d'après les documents officiels. Paris, 1896.
- GOMOT (H.). — L'agriculture au Mexique. Cf. « Le Mexique au début du xx<sup>e</sup> siècle ». Paris, 1904.
- GUYOT (Yves). — Journal des Economistes, 1910.
- KRANTZ (Camille). — Les chemins de fer au Mexique. Cf. « Le Mexique au xx<sup>e</sup> siècle », cit.
- LAUNAY (De). — Mines et industries minières. Cf. *idem*.
- LEROY-BEAULIEU (Pierre). — Situation du Mexique en 1905. Cf. l'Economiste Français, 1905.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — L'Economiste Français, 1903 à 1913, *passim*.
- Les finances au Mexique. Cf. « Le Mexique au début du xx<sup>e</sup> siècle.
- PÉRIGNY (Comte de). — Les Etats-Unis du Mexique. In-8 broché. Paris, 1911.
- Mexican yearbook*, 1913. Paris et Londres.
- PICARD (A.). — L'industrie, le commerce, la navi-

gation au Mexique. Cf. « Le Mexique au début du xx<sup>e</sup> siècle ». Paris, 1904.

SAYOUS. — La réforme monétaire au Mexique. Revue d'Economie Politique, 1904-05.

*Statesments year book. Statistical and historical annual of the states of the world* (paraît en mai), in-8 toile. Londres-Paris.

*Te Statist*, 1912, hebdomadaire. London.

SAINT-CLAIR DUPORT. — De la production des métaux précieux au Mexique. Paris, 1845.

STEPHAN (Charles). — Le Mexique économique. Renseignements pratiques et utiles à l'usage des industriels, capitalistes, agriculteurs, négociants, importateurs, exportateurs, travailleurs. 3<sup>e</sup> édition, 1905, in-8. Paris.

TRENTINI (François). — La prospérité du Mexique, 420 pages, in-4, 1908.

Envois: 1<sup>o</sup> *De l'Office National du Commerce extérieur*. Rapports consulaires sur:

1<sup>o</sup> Le commerce du Mexique et la situation des Français dans les industries diverses, n<sup>o</sup> 1006.

2<sup>o</sup> Le commerce du port de Tampico, n<sup>o</sup> 1024.

2<sup>o</sup> *De la Société d'Etudes historiques de Mexico*, envois:

A. Etudes constitutionnelles sur le gouvernement de l'Amérique Latine (2 vol. in-8<sup>e</sup>. 2<sup>e</sup> édition, tome II, p. 195).

B. Eléments de droit constitutionnel mexicain, in-8°, 1887.

C. Traité des droits de l'homme, 1876.

3° *De la Société de Géographie et de Statistique de Mexico*. Divers Rapports.

---

Montpellier, le 20 novembre 1913.    Montpellier, le 20 novembre 1913,  
Pour le Doyen,    Vu : Le Président de la Thèse.  
*L'Assesseur* : BRÉMOND.    MOYE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 26 novembre 1913.  
Pour le Recteur,  
*Le Vice-Président du Conseil d'Université*  
MAIRET.



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                                                                                                                                                                  | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION. — Les origines. — L'anarchie chronique. — Les luttes religieuses. — Défaut d'éducation politique. — Aperçu géographique. — Aperçu démographique. — Les mœurs. — Liens entre le Mexique et la France. — Les Souvenirs. — L'Influence Française..... | 7     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### HISTOIRE POLITIQUE DU MEXIQUE

|                                                                                                                                                                                                                                  |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — La guerre de l'Indépendance. — Hidalgo. — Morelos. — Mina. — Iturbide...                                                                                                                                     | 23 |
| CHAPITRE II. — La doctrine de Monroë. — Ses origines. — Sa nature juridique. — Sa valeur juridique. — Ses applications. — L'Impérialisme. — Affaire du Nicaragua, le Canal de Panama. — Mexique et Etats-Unis.....               | 33 |
| CHAPITRE III. — Constitution de 1824. — Santa Anna. — Le Texas .....                                                                                                                                                             | 53 |
| CHAPITRE IV. — Démêlés du Mexique avec l'Etranger et les Etats-Unis. — Démonstration navale Française. — La guerre du Texas. — L'annexion du Texas et le Droit International. -- Les mœurs politiques en 1853. — Comonfort ..... | 58 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE V. — Constitution de 1857. — Lutte entre les partis .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 66    |
| CHAPITRE VI. — Les causes de la guerre avec la France. — Le Mexique et le Pape. — La Convention de la Soledad. — Les débats au Corps législatif. — L'Ultimatum de la France. — Les opérations militaires.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 74    |
| CHAPITRE VII. — La Convention de Miramar. — Maximilien et le Pape. — Décret du 3 octobre 1865. — Attitude des Etats-Unis. — Victoires de Juarez. — Embarras de Maximilien. — Dernières résistances.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 94    |
| CHAPITRE VIII. — Le procès de Maximilien. — La Sentence. — L'appel de Victor Hugo. — Les coupables. — Le bilan de la guerre. — La guerre du Mexique et le Droit international.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 110   |
| CHAPITRE IX. — Juarez. — L'Enseignement et le Code civil. — Le Droit international privé. — Les Lois de réforme.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 128   |
| CHAPITRE X. — Porfirio Diaz. — Diaz Homme d'Etat. — L'abolition du brigandage. — Réformes sociales. — La Centralisation. — L'Unité politique. — Diaz et l'Europe. — Diaz et l'Armée. — L'Eglise catholique. — L'Instruction. — Les Sciences. — Les Arts et la Littérature. — Les troubles de 1911. — La Révolution de 1913. — Les prétendants : Orozco-Zapata-Carranza. — La Mission de M. Lind, ambassadeur des Etats-Unis. — Le message du Président Wilson, relatif aux affaires du Mexique. — Le Président Wilson et la doctrine de Monroe. — Les rebelles mexicains sont-ils belligérants ? — Les Elections du 27 octobre. — Les Evénements récents. — Le maître de l'heure ..... | 145   |



## DEUXIÈME PARTIE

### LE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| AVANT-PROPOS.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 191 |
| CHAPITRE PREMIER. — A) L'Agriculture : la Réforme<br>agraire. — B) Les mines. — C) Les chemins de<br>fer : lignes principales. Le Rachat. — D) Les<br>Postes et les Télégraphes .....                                                                                                                                                                                                                                  | 193 |
| CHAPITRE II. — L'Industrie et le Commerce. — Le<br>Code de Commerce. — Les Importations et<br>exportations. — Les Industries françaises. —<br>La prépondérance des Etats-Unis.....                                                                                                                                                                                                                                     | 214 |
| CHAPITRE III. — La Monnaie. — La Réforme moné-<br>taire. — L'étalon d'or au Mexique. — Histoire<br>monétaire avant la Réforme. — La Conférence<br>Internationale de 1903. — La Réforme de 1905.                                                                                                                                                                                                                        | 241 |
| CHAPITRE IV. — Les Banques avant la loi de 1897.<br>La loi de 1897. — Dispositions essentielles de<br>la loi de 1897. — Les Banques d'émission. —<br>Les Banques hypothécaires. — Les Banques<br>réfectionnaires. — Le développement des Ban-<br>ques. — La Banque Nationale. — La Banque<br>Centrale. — Situation financière des Banques.<br>— Les bénéfices réalisés. — La loi de 1908. —<br>Situation en 1913 ..... | 292 |
| CHAPITRE V. — Les Finances. — Le Budget. —<br>La Dette publique .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 337 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CONCLUSION. — 1° Le Mexique n'a pas connu les bienfaits d'un apprentissage politique. — 2° Le Mexique est un pays riche qui a développé son outillage économique de façon admirable. — 3° Grâce à Porfirio Diaz qui lui donna la paix intérieure. — 4° L'expérience prouve qu'au Mexique un gouvernement fort est nécessaire.— L'Histoire du Mexique doit servir de leçon aux démocraties..... | 349 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 370 |

---









